

LA DEMANDE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX EN ÎLE-DE-FRANCE en 2006

INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

Rapport



**LA DEMANDE
DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX
EN ÎLE-DE-FRANCE
EN 2006**

Une demande toujours difficile à satisfaire

RAPPORT

Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France

15, rue Falguière – 75 740 Paris Cedex 15 - Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 76 02

Directeur Général : François DUGENY

Département Démographie, Habitat, Équipement et Gestion Locale

Directrice du Département : Christine CORBILLE

Étude réalisée par Jean-Jacques GUILLOUET, Philippe PAUQUET
et Pierre GOUGET (assistant d'études)

Cartographie SIG : Stéphanie LESELLIER

Crédits photos de couverture : Jean-Claude PATTACINI, Elisabeth BORDES-PAGES, Jean-Jacques GUILLOUET, DREIF

Sommaire

Les caractéristiques techniques de l'enquête IAURIF 2006	1
Introduction	3
Chapitre 1 : L'estimation du volume de la demande.....	5
1.1 L'estimation du nombre total de demandeurs en 2006.....	5
1.1.1 L'estimation du nombre de demandeurs à partir de l'Enquête Logement de 2002	5
<i>Une demande régionale qui peut être évaluée à 373 000 au 1^{er} janvier 2006</i>	
1.1.2 L'estimation du nombre de demandeurs à partir de la demande transitant par les fichiers communaux et le « 1% Logement ».....	7
<i>338 000 demandes transitent par les fichiers communaux et 36 000 par le « 1% Logement »</i>	
1.2 L'évolution de la demande francilienne au cours des 35 dernières années.....	9
- <i>Une proportion stable (7 %), mais des demandeurs plus nombreux (+ 110 000 en volume)</i>	
- <i>Des demandeurs toujours plus nombreux dans le centre de l'agglomération</i>	
- <i>Un volume de demandeurs toujours trois à quatre fois plus élevé que les capacités d'accueil du parc social</i>	
1.3 La demande recensée par les fichiers préfectoraux	12
1.3.1. Les 282 000 demandes valides transitant par les fichiers préfectoraux représentent 76% de la demande totale	13
<i>Profil des demandeurs (tous demandeurs confondus) selon l'ENL2002 et l'enquête LAURIF2006</i>	
1.3.2 Cette demande valide transitant par les fichiers préfectoraux correspond dans son immense majorité (91%) à une demande réelle	14
<i>Par rapport à l'enquête de 2000, la proportion de demandeurs qui ne maintiennent plus est trois fois plus faible (8,5 % contre 27,2 %)</i>	
Conclusion du chapitre	16
Annexes	17
- <i>Calcul de l'estimation du nombre de demandeurs au 1er janvier 2006 à partir de l'Enquête Logement 2002 et des fichiers communaux.....</i>	18
- <i>Résultats de l'enquête LAURIF auprès des communes.....</i>	25
- <i>L'évolution de l'offre régionale de logements sociaux au cours des 30 dernières années.....</i>	29

Chapitre 2 : Le profil et les conditions de logement des demandeurs	33
2.1 Les caractéristiques socio-économiques des demandeurs en 2006	34
- <i>Un demandeur sur cinq a moins de 30 ans</i>	<i>34</i>
- <i>Les ménages demandeurs sont de grande taille.....</i>	<i>35</i>
- <i>Près de 30 % des demandeurs sont étrangers</i>	<i>36</i>
- <i>60 % des demandes émanent de couples avec enfant(s) et des familles monoparentales, toujours plus nombreuses</i>	<i>37</i>
- <i>70 % des demandeurs exercent un emploi, le plus souvent en tant qu'employé.....</i>	<i>38</i>
- <i>Proportion plus importante de cadres parmi les demandeurs qui habitent Paris et les Hauts-de-Seine</i>	<i>39</i>
- <i>Le revenu des ménages demandeurs est inférieur de 45 % à celui des ménages franciliens</i>	<i>41</i>
- <i>Les demandeurs déjà logés dans le parc social ont des revenus peu différents de ceux des autres demandeurs.....</i>	<i>42</i>
- <i>Le revenu du travail assure trois quarts des ressources des demandeurs</i>	<i>44</i>
- <i>Trois quarts des ménages demandeurs ont des revenus inférieurs aux plafonds de ressources PLA-I.....</i>	<i>45</i>
- <i>Seuls 2 % des demandeurs ont des revenus supérieurs aux plafonds de ressources PLUS</i>	<i>46</i>
- <i>41 % des ménages demandeurs sont particulièrement fragiles sur le plan économique.....</i>	<i>47</i>
2.2 Les conditions de logement des demandeurs en 2006.....	48
- <i>Les demandeurs déjà logés dans le secteur locatif social sont maintenant aussi nombreux que ceux habitant dans le secteur libre</i>	<i>48</i>
- <i>16 % des demandeurs sont hébergés.....</i>	<i>49</i>
- <i>Près de 30 % des ménages demandeurs occupent leur logement en situation de surpeuplement accentué.....</i>	<i>50</i>
- <i>... situation qui s'observe en premier lieu dans le parc à loyer libre.....</i>	<i>52</i>
- <i>Les logements occupés par les demandeurs sont plutôt confortables.....</i>	<i>53</i>
- <i>Un taux de satisfaction faible au regard de la moyenne francilienne.....</i>	<i>54</i>
- <i>Les ménages demandeurs dépensent en moyenne chaque mois 25 % de leur revenu pour se loger.....</i>	<i>56</i>
- <i>Les charges locatives augmentent en moyenne les taux d'effort de 6 points</i>	<i>58</i>
- <i>50 % des demandeurs qui acquittent une dépense logement bénéficient d'une aide au logement</i>	<i>59</i>
2.3 L'évolution du profil des demandeurs de logement social selon les six dernières Enquêtes Logement (1978-2002) et l'enquête IAURIF 2006 : une demande devenue plus sociale.....	60
2.3.1 Composition familiale et nationalité.....	60
- <i>Moins de demandes de couples avec enfant(s), mais plus de familles monoparentales.....</i>	<i>60</i>
- <i>Moins de demandes de couples sans enfant et plus de demandes de personnes seules.....</i>	<i>60</i>
- <i>La proportion d'étrangers progresse.....</i>	<i>61</i>
2.3.2 Statut d'occupation et situation économique	61
- <i>Plus de demandeurs déjà logés dans le parc social ou habitant le secteur locatif libre</i>	<i>61</i>
- <i>Moins de demandeurs logés en sous-location, meublé et dans le parc de la loi de 1948.....</i>	<i>62</i>
- <i>L'écart de revenu par unité de consommation entre les demandeurs et les franciliens s'est fortement accentué au cours de la période 1978-2006.....</i>	<i>62</i>
- <i>Fortes hausses du taux d'effort et du taux de chômage chez les demandeurs.....</i>	<i>63</i>
- <i>La proportion de demandeurs en dessous du seuil de pauvreté a fortement augmenté, notamment chez les familles monoparentales et étrangères.....</i>	<i>63</i>
Conclusion du chapitre	65
Annexes	67
- <i>Situation des demandeurs par rapport aux plafonds de ressources PLA-I selon le département de résidence, le secteur d'occupation, la composition familiale, la nationalité et le nombre d'actif(s).....</i>	<i>68</i>
- <i>Demandeurs situés sous le seuil de pauvreté selon le secteur d'occupation, la nationalité et le nombre d'actif(s).....</i>	<i>72</i>

Chapitre 3 : Les démarches, l'ancienneté de la demande et les souhaits des demandeurs	75
3.1 Les démarches faites par les demandeurs auprès des institutions et l'ancienneté de la demande	75
3.1.1 Le nombre de démarches auprès des institutions réservataires.....	75
- <i>Les demandeurs effectuent en moyenne près de deux démarches pour bénéficier d'un logement social</i>	75
- <i>Des démarches plus fréquentes pour les familles nombreuses, monoparentales et les ménages déjà logés dans le parc social ou en foyer</i>	76
3.1.2. Le type d'institutions démarchées.....	77
<i>Près de 90% des demandeurs démarchent la mairie</i>	77
3.1.3. Les démarches dans le secteur privé.....	78
<i>40% des demandeurs mènent également des recherches pour trouver un logement dans le secteur privé</i>	78
3.1.4. L'ancienneté de la demande	79
- <i>41 % des demandeurs ont déposé une demande il y a moins d'un an</i>	79
- <i>Certaines catégories de demandeurs connaissent un délai d'attente plus long</i>	80
3.2 Les motifs et les souhaits des demandeurs (taille du logement, changement de quartier ou de commune)	82
3.2.1 Les motifs de la demande	82
- <i>Le manque d'espace, puis la cherté du logement concentrent l'essentiel des motifs</i>	82
- <i>Si l'on s'intéresse à la première raison invoquée, la hiérarchie reste la même</i>	83
- <i>Premier des motifs avancé par les demandeurs, la demande d'espace est liée au parcours résidentiel, mais également à des besoins non satisfaits. En moyenne, les demandeurs souhaitent une pièce de plus</i>	83
Tableaux sur les motifs de la demande	
- <i>Demandeurs ayant maintenu leur demande : motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS</i>	86
- <i>Demandeurs ayant maintenu leur demande : motif de la demande – PREMIER MOTIF</i>	88
3.2.2 Vivre dans un meilleur environnement, se rapprocher de son travail et de sa famille sont les raisons principales avancées pour changer de quartier ou de commune.....	90
3.2.2.1 Les demandeurs et les raisons motivant le changement de quartier ou de commune.....	90
- <i>55 % des demandeurs souhaitent changer de quartier ou de commune</i>	90
- <i>Les demandeurs qui souhaitent quitter leur quartier ou leur commune le font d'abord pour vivre dans un meilleur environnement, ensuite pour se rapprocher de leur lieu de travail, puis de leurs amis ou de leur famille</i>	90
3.2.2.2 Les demandeurs qui souhaitent changer de quartier ou de commune pour vivre dans un meilleur environnement ou quartier	93
- <i>La moitié des demandeurs qui souhaitent vivre dans un meilleur environnement ou quartier, avancent des raisons liées à l'environnement physique. Les raisons liées à l'insécurité, aux mauvaises fréquentations viennent ensuite</i>	93
- <i>Si l'on s'intéresse à la première raison invoquée, les raisons liées à la mauvaise qualité de l'environnement physique (bruit, manque d'animation...) sont aussi les plus fréquemment citées, sauf dans le secteur social</i>	93

3.2.3. Les demandeurs qui désirent changer de commune souhaitent s'installer dans une commune proche de leur lieu de résidence	98
- Seuls 39 % de demandeurs envisagent de changer de commune. Deux tiers d'entre eux ne souhaitent cependant pas changer de département	98
- 14 % des demandeurs (résidant en Île-de-France) souhaitent changer de département.....	100
Conclusion du chapitre	103
Annexes	105
- Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le secteur locatif SOCIAL – motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS	106
- Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le secteur locatif LIBRE – motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS	108
- Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le secteur locatif SOCIAL – motif de la demande – PREMIER MOTIF	110
- Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le secteur locatif LIBRE – motif de la demande – PREMIER MOTIF	112
- Demandeurs ayant maintenu leur demande : souhait de changer de quartier ou de commune – PREMIER MOTIF	114
- Demandeurs ayant maintenu leur demande : souhait de changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier – PREMIER MOTIF.....	116
- Taille du logement actuel et du logement souhaité	119
Chapitre 4 : L'inadéquation entre la demande et l'offre de logements sociaux	121
4.1 La pression des familles nombreuses (5 personnes ou plus)	121
- Une pression qui s'explique par la réduction de la mobilité dans le parc des grands logements du secteur social au cours des 25 dernières années	121
4.2 La pression des étrangers	124
- Un taux de chômage plus élevé parmi les étrangers et qui augmente plus rapidement	124
- Des revenus qui se dégradent et des demandeurs plus nombreux sous le seuil de pauvreté	125
- L'impact de la nationalité sur l'accès au parc social : la mise en œuvre d'un modèle probabiliste	128
4.3 La pression des familles monoparentales	130
- Proportion importante d'employés et d'ouvriers chez les demandeurs famille monoparentale.....	130
- Un revenu par unité de consommation très inférieur au niveau régional.....	131
- De plus en plus de familles monoparentales ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté.....	131
4.3 La pression sur Paris	132
- Forte pression des demandeurs sur Paris, mais en baisse	132
- Un meilleur équilibre en Petite couronne, et pas de pression en Grande couronne.....	133
Conclusion du chapitre	133
Conclusion générale	135
Tableau résumé des principales caractéristiques des demandeurs qui maintiennent leur demande	140
Carte sur la part des logements sociaux en Île-de-France au 1 ^{er} janvier 2004 (enquête EPLS)	
Carte sur le nombre de demandeurs de logements sociaux (hors doublons) au 1 ^{er} janvier 2006	
Tableaux sur le nombre de demandeurs de logements sociaux (hors doublons) au 1 ^{er} janvier 2006 (résultats à la commune).....	141

Les caractéristiques techniques de l'Enquête IAURIF 2006

L'enquête sur la demande locative sociale en 2006

Entre octobre 2005 et janvier 2006, l'IAURIF a réalisé une enquête auprès des demandeurs de logements sociaux inscrits dans les fichiers préfectoraux d'Île-de-France. Cette enquête a permis de réunir 4 727 questionnaires complets, dont 4 249 concernant les demandeurs ayant maintenu leur demande et 478 concernant ceux n'ayant pas maintenu leur projet d'être logés ou relogés dans le parc social. Les 4 727 enquêtes ont été menées par téléphone. Les demandeurs à enquêter ont été tirés de façon aléatoire parmi les 300 000 candidats figurant entre mars et octobre 2005 dans les fichiers préfectoraux des mal-logés des huit départements de la région.

Afin de limiter les biais d'enquête, l'échantillon a été stratifié selon :

- la nationalité du demandeur : Français ou étranger, soit deux strates ;
- la taille du ménage : ménage d'une personne, de deux personnes, de trois personnes ou plus, soit trois strates ;
- la localisation du domicile : chaque département a fait l'objet d'un découpage en deux strates. Pour procéder à ce découpage, les communes de chaque département ont fait l'objet d'un classement par ordre décroissant de leur nombre de demandeurs. La première strate rassemble les communes où les demandeurs sont les plus nombreux, et recense 70 % des demandeurs du département. La deuxième strate regroupe les communes où les demandeurs sont les moins nombreux, et recense les 30 % restants des demandeurs.

L'enquête téléphonique a été confiée au prestataire ISL (Institut de Sondages Lavalie). La réalisation des 4 727 enquêtes a nécessité d'exploiter 16 448 adresses et de passer 44 572 coups de téléphone, soit pour chaque questionnaire exploitable une moyenne de 3,5 adresses et 9 appels téléphoniques.

Sur les 16 448 adresses :

- 4 909 interviews ont été réalisées, dont 4 727 enquêtes exploitées (l'écart entre les deux volumes correspond aux enquêtes réalisées qui se sont finalement révélées « hors strates ») ;
- 5 333 correspondent à un entretien abandonné, un faux numéro, ou un changement d'adresse ;
- 2 941 correspondent à des contacts qui n'ont répondu qu'à la première question sur le maintien de leur demande et ont ensuite arrêté l'interview ;
- 235 correspondent à des interviews abandonnées plus tardivement (c'est à dire après plusieurs questions) ;
- 231 numéros ont toujours été occupés ;
- 2 799 numéros sont restés sans réponse.

Les 4 727 enquêtes exploitées se répartissent ainsi :

Département	75	77	78	91	92	93	94	95	Total
Demandes maintenues	517	503	518	562	530	518	559	542	4 249
Demandes non maintenues	32	77	86	71	31	42	68	71	478
Total	549	580	604	633	561	560	627	613	4 727

La date de valeur des informations recueillies (ou date modale) est celle du **16 novembre 2005**.

Le redressement des valeurs manquantes

Les ménages sollicités devaient préciser, entre autre, le montant de leur revenu, de leurs dépenses de logement et éventuellement le montant des aides au logement. Les taux de réponse n'étant pas égaux à 100 %, ces informations ont été redressées par la mise en œuvre de modèles de régression, afin de simplifier les traitements informatiques et statistiques.

	Taux de réponse	Ménages concernés
Catégorie socio-professionnelle	94,2%	Tous
Somme des revenus	92,9%	Tous
Montant du loyer	81,3%	Locataires
Montant des aides au logement	92,7%	Ménages aidés

La précision des résultats

Le taux de sondage moyen de l'enquête étant d'environ 1/60, un effectif de 1 000 correspond à près de 17 ménages demandeurs enquêtés. En retenant ce taux de sondage moyen, on peut donner une estimation des effectifs et calculer des intervalles de confiance au seuil de 95 %.

Effectif pondéré	Intervalle de confiance		Précision relative des effectifs (en %)
	Borne inférieure	Borne supérieure	
50 000	46 865	53 135	6,3%
25 000	22 667	27 333	9,3%
10 000	8 482	11 518	15,2%
5 000	3 917	6 083	21,7%
500	155	845	69,1%
250	6	494	97,7%

Ainsi, un effectif pondéré de 50 000 demandeurs obtenus à l'enquête correspond (*Cf tableau ci-dessus*), avec une probabilité de 95 chances sur 100, à un nombre de demandeurs compris entre 46 865 et 53 135. On note que la précision relative des effectifs est d'autant plus importante (proche de zéro) que les effectifs sont importants.

Par ailleurs, on a calculé la précision des résultats de l'enquête pour le nombre de demandeurs à l'échelle des départements. Les intervalles de confiance présentés dans le tableau ci-dessous sont calculés pour donner la vraie valeur avec 95 chances sur 100. Ainsi, le nombre total de demandeurs (inscrits en préfecture) qui ont réaffirmé, à l'enquête, leur candidature à un logement locatif social se situe entre 255 900 et 260 500 environ.

	Effectif total pondéré	Intervalle de confiance		Précision relative des effectifs (en %)
		Borne inférieure	Borne supérieure	
75	87 634	83 834	91 434	4,3%
92	14 417	12 609	16 225	12,5%
93	39 788	36 930	42 646	7,2%
94	35 967	33 229	38 705	7,6%
77	13 250	11 513	14 987	13,1%
78	20 245	18 126	22 364	10,5%
91	21 436	19 261	23 611	10,1%
95	21 946	19 747	24 145	10,0%
Province	3 516	2 605	4 427	25,9%
Ensemble	258 199	255 904	260 494	0,9%

Introduction

La connaissance de la demande locative sociale par les différents partenaires en charge des politiques du logement est un préalable indispensable pour orienter leurs actions dans ce domaine.

En effet, les évolutions sociologiques, comme le développement de la « monoparentalité », l'appauvrissement constant d'une partie de plus en plus importante des ménages demandeurs, mais aussi les évolutions des aspirations des demandeurs, qui n'acceptent plus certaines localisations ou certains types d'habitat (grands ensembles), ou souhaitent disposer d'un logement en rapport avec la taille de leur famille, nécessitent une connaissance précise et renouvelée de ces ménages en difficulté de logement.

Cette étude s'est donnée comme objectifs de connaître l'ampleur de la demande et son évolution à l'échelon régional et départemental, mais aussi les motifs, les attentes, les profils des candidats ainsi que les « pressions » de la demande (*à savoir les populations éprouvant des difficultés particulières à entrer dans le parc social*).

Cette étude est une commande de l'Observatoire du Logement Social en Île-de-France (OLS) et fait suite à un travail similaire réalisé en 2000.

La décentralisation, avec la mise en place de la délégation du contingent préfectoral, risque cependant de compromettre ce type d'étude dans les prochaines années. En effet, la loi responsabilité et libertés locales du 13 août 2004 transfère aux communes ou aux EPCI (*Etablissement Public de Coopération Intercommunale*) qui en font la demande, la seule gestion et le suivi des fichiers de demandeurs de leur territoire. Ce transfert a pour conséquence la disparition progressive des fichiers préfectoraux des mal logés et leur remplacement par une kyrielle de fichiers communaux indépendants (un par commune). Cette nouvelle situation risque donc de rendre très compliqué, voire impossible, une connaissance de la demande à un échelon suffisamment large (département, région), à moins d'instituer de nouveaux fichiers centraux, alimentés par ces communes délégataires du contingent préfectoral.

Chapitre 1 : L'estimation du volume de la demande

1.1 L'estimation du nombre total de demandeurs en 2006

Selon la loi et la réglementation françaises, les logements sociaux sont attribués par les organismes HLM, pour leur compte ou celui de réservataires, à savoir principalement les mairies, les préfectures (voire les ministères), et le « 1% Logement » (ou CIL : Comités interprofessionnels du logement)¹.

Dans la pratique, les demandes transitent essentiellement par les mairies, les organismes HLM, les préfectures (à l'exception des Hauts-de-Seine), le « 1% Logement », les ministères, les caisses d'allocations familiales et les associations.

Le recensement des candidats au lieu de dépôt de la demande dans les différentes institutions est cependant difficile, car les demandes ne sont pas regroupées dans une seule structure centrale.

Toutefois, grâce aux enquêtes de l'Insee (et notamment les Enquêtes Logement), et aux fichiers préfectoraux et communaux, il est possible d'en évaluer le volume total, même si chacune de ces sources ne recense pas la totalité de la demande.

1.1.1 L'estimation du nombre de demandeurs à partir de l'Enquête Logement de 2002 (*ENL 2002*)

Une demande régionale qui peut-être évaluée à 373 000 au 1^{er} janvier 2006

Les Enquêtes Logement, réalisées en moyenne tous les quatre ans, sont des enquêtes ménages représentatives du parc de logement. Elles ont pour objectif principal d'apporter de l'information sur le parc de logements et ses occupants. Ces enquêtes contiennent de nombreux renseignements, en particulier des informations sur le dépôt, en bonne et due forme, d'une demande de logement social auprès des institutions en charge d'établir et de traiter les dossiers de candidature. Les ménages demandeurs peuvent donc être repérés et comptabilisés. Ces enquêtes réalisées régulièrement permettent aussi de disposer de données sur le long terme et donc de fiabiliser les résultats. Les enquêtes sollicitées pour l'étude ont été celles de 1973, 1978, 1984, 1988, 1992, 1996 et 2002 (*Cf. encadré sur les caractéristiques techniques de ces enquêtes et la précision des résultats*).

Dans l'Enquête Logement, les ménages sont interrogés sur les démarches qu'ils ont effectuées au cours des 12 derniers mois pour s'inscrire sur une liste de demandeurs de logement HLM². Cette enquête recense ainsi tous les ménages ayant fait ou renouvelé une demande en bonne et due forme, quelle que soit la filière d'accès empruntée (mairie, organisme HLM, préfecture, ministère, 1% Logement). Les ménages qualifiés de demandeurs dans l'Enquête Logement sont donc ceux qui ont suivi correctement les procédures « administratives » imposées à tous les demandeurs.

¹ En règle générale, chaque demandeur, quelle que soit la filière, remplit en propre un dossier. La durée de validité des demandes est d'une année. Les candidats doivent donc renouveler chaque année leur dossier. En outre, s'ils veulent garder le bénéfice de l'ancienneté de leur demande, le renouvellement doit s'effectuer avant la date anniversaire du dépôt du dossier de l'année précédente.

² Dans l'Enquête Logement de 2002, les questions sont formulées de la manière suivante :

- l'un des membres du ménage a-t-il déposé ou renouvelé au cours des 12 derniers mois une demande de HLM (*ou d'un autre logement HLM si déjà en HLM*) ?

- quel est l'auteur de la demande : vous-même ou votre conjoint, un de vos enfants, un de vos ascendants, une autre personne du ménage (ascendant, autre personne de la famille ou hébergée dans le logement).

- auprès de qui la personne a-t-elle déposé cette demande : les services de la mairie, les services du logement de la préfecture, votre entreprise ou les services collecteurs du 1%, un organisme HLM, un travailleur social, une assistante sociale, une association, le CROUS ou un établissement scolaire ou universitaire.

Cependant, l'Enquête Logement n'enquête pas tous les ménages¹. D'une part, elle écarte de son champ les « sans domicile » et les ménages non ordinaires ; pour ces derniers, il s'agit des ménages « collectifs », c'est-à-dire des personnes vivant dans les foyers (personnes âgées, jeunes travailleurs, travailleurs migrants...) ou dans des structures collectives (internat, casernes...).

D'autre part, elle recense imparfaitement les demandes émises par les personnes n'ayant pas de logement en titre, et hébergées par les parents ou les amis des ménages enquêtés. La question sur l'auteur de la demande peut, en effet, laisser échapper une partie des demandes faites par les personnes hébergées. L'enquête ne recense qu'une demande par ménage, et d'autre part, il est probable que dans certaines situations (tensions entre les membres d'un ménage, colocataires ayant des vies très autonomes...), la personne interrogée ne soit pas au courant d'une demande de logement social réalisée par un autre membre du ménage.

Les effectifs de ces catégories de demandeurs pas ou mal recensés ne gonfleraient cependant pas outre mesure l'effectif total des demandeurs donné par l'Enquête Logement de 2002 (315 000).

Globalement, les occupants des foyers représentent environ 3 % de la demande totale, et la proportion de personnes hébergées qui échapperaient à l'Enquête Logement peut être estimée à 8 % de la totalité des demandeurs², ce qui représenterait au total (pour les foyers et les hébergés « manqués ») 43 000 demandeurs supplémentaires³.

A ceci s'ajoute la progression du nombre de demandeurs de logements sociaux au cours de la période 2002-2005 pour une estimation au 1^{er} janvier 2006, et estimée à 1,06%⁴ par an, ce qui représente 15 000 demandeurs supplémentaires.

Ainsi, à cette date, **la demande totale exprimée peut donc être estimée à 373 000** : 315 000 demandeurs recensés par l'enquête au 1^{er} janvier 2002, auxquels s'ajouteraient 43 000 et 15 000 demandeurs supplémentaires. Rappelons toutefois l'intervalle de confiance relativement large ($\pm 38\,000$) attaché à cet effectif peu important⁵.

¹ Dans l'Enquête Logement, le ménage se définit comme l'individu ou le groupe d'individus qui occupe ou partage une même résidence principale.

² Si l'on se réfère aux écarts de proportion [15 % de demandeurs hébergés dans l'enquête IAUURIF 2006 (16 % en 2000) et 7% dans l'ENL 2002], la proportion de demandeurs hébergés dans l'ENL est donc minimisée de 8 points.

³ Pour le détail du calcul, Cf. annexe sur le Calcul de l'estimation du nombre de demandeurs au 1^{er} janvier 2006 à partir de l'Enquête Logement 2002.

⁴ Pourcentage calculé sur la progression moyenne annuelle observée entre les ENL 1984 et 2002.

⁵ Il s'agit de l'intervalle de confiance à 95%.

1.1.2 L'estimation du nombre de demandeurs à partir de la demande transitant par les fichiers communaux et le « 1% Logement »

**Au 1^{er} janvier 2006, on peut estimer à 374 000
le nombre de personnes ayant fait une demande de logement en Île-de-France**

338 000 demandes transitent par les communes...

Les dossiers de candidature remplis au sein des services en charge de la demande locative sociale dans l'ensemble des communes d'Île-de-France sont au nombre de 377 000. Ce décompte résulte d'une enquête auprès de la ville de Paris, de toutes les communes de la Petite couronne (123) et, dans la Grande couronne, d'une estimation réalisée à partir des fichiers préfectoraux sur la base d'une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 87 communes (*Cf. annexe*).

Pour un certain nombre de communes interrogées, le volume des demandeurs est probablement surévalué en raison de la présence de doubles-comptes (ménages de bonne foi déposant plusieurs demandes dans des communes différentes). Selon notre estimation, le nombre de demandes « doublonnées » serait en moyenne de 10,1 % à l'échelon régional (*Cf. annexe*). Cette proportion est un peu plus forte en Petite et Grande couronnes (*respectivement 14 % et 13 % en raison de la multiplicité des lieux de dépôt des demandes : un au moins par commune*), et un peu plus faible à Paris (5 %), où le fichier central de la ville n'autorise pas les dépôts multiples de bonne foi, exceptées évidemment les demandes faites par les ménages vivant à l'extérieur de la ville.

Au 1^{er} janvier 2006, **en retirant les doublons**, le nombre de demandes transitant par les communes serait donc proche de **338 000** et non de 377 000.

... et 36 000 demandes transitent par le « 1 % Logement »

Le recensement des demandeurs transitant directement par le 1% logement est extrêmement difficile à réaliser. Les collecteurs sollicités par les entreprises sont multiples et les demandes qu'ils reçoivent ne sont pas centralisées dans un fichier unique, ni communiquées aux mairies ou aux préfetures.

Pour appréhender cette demande, on peut se référer aux attributions réalisées au bénéfice du « 1 % Logement » : en effet, en contrepartie de leurs versements financiers aux collecteurs, les entreprises obtiennent des droits de réservation (unique ou en droit de suite) destinés à loger leurs salariés. Les attributions réalisées au profit du 1 % Logement correspondent donc à la demande exprimée par les entreprises (une entreprise qui n'a droit qu'à une attribution par an ne présentera généralement qu'un seul demandeur), même si, chez ces dernières, la demande réelle des salariés pourrait être supérieure au nombre de réservations détenues.

Selon les données de l'Enquête Attributions du 1^{er} janvier 2005 réalisée par l'OLS¹, **35 550** logements sociaux ont été attribués au bénéfice des collecteurs du « 1% Logement » au cours de l'année 2004².

Au total, en additionnant les demandes hors doublons transitant par les fichiers communaux et les attributions réalisées par les collecteurs du « 1% Logement », la demande totale peut être évaluée à 374 000.

¹ Observatoire du Logement Social en Île-de-France.

² Dernière année disponible lors du calcul de l'estimation.

La demande totale transitant par les communes et le « 1% Logement » peut être estimée à 25 000 en Seine-et-Marne, 51 000 en Seine-Saint-Denis et 105 000 à Paris

Selon le département, les 374 000 demandeurs se ventilent comme suit :

	75	92	93	94	Petite couronne	77	78	91	95	Grande couronne	Total
Nombre de demandeurs décomptés dans les communes au 01/01/06 hors doublons (a)	99 426	45 384	46 815	42 954	135 153	21 764	26 721	24 542	30 852	103 879	338 457
Ensemble des logements attribués au bénéfice des collecteurs du 1% en 2004 (b)	5 417	5 352	4 396	4 375	14 123	3 140	4 856	3 882	4 132	16 010	35 550
Nombre de demandeurs décomptés dans les communes et le 1% logement (c) = (a) + (b)	104 843	50 736	51 211	47 329	149 276	24 904	31 577	28 424	34 984	119 889	374 007
% ligne	28,0%	13,6%	13,7%	12,7%	39,9%	6,7%	8,4%	7,6%	9,4%	32,1%	100,0%
Parc HLM (1)	214 875	182 074	201 385	157 065	540 524	91 517	112 208	96 388	107 223	407 336	1 162 735
% ligne	18,5%	15,7%	17,3%	13,5%	46,5%	7,9%	9,7%	8,3%	9,2%	35,0%	100,0%

(1) Source : Enquête Parc Locatif Social au 01/01/2004.

La répartition des demandes par département indique que Paris concentre 28 % du total de la demande de logement HLM francilienne, soit 105 000 ménages demandeurs. Cette proportion est une fois et demie plus forte que le poids du parc locatif social parisien qui représentait, au 1^{er} janvier 2004, selon l'enquête sur le Parc Locatif Social, 18,5 % des logements sociaux recensés sur l'ensemble du territoire francilien.

La Petite couronne en rassemble 40 % alors que 47 % des logements locatifs relevant du secteur aidé se situent dans cette zone. Enfin, 32 % des demandes émanent des quatre départements de la Grande couronne, proportion qui correspond mieux au poids du secteur HLM de cette zone (35 % du total).

1.2 L'évolution de la demande francilienne au cours des 35 dernières années

Des demandeurs plus nombreux : + 110 000 entre 1973 et 2006

En près de 35 ans (1973-2006), selon les Enquêtes Logement de l'Insee et l'enquête IAURIF auprès des communes¹, le nombre de ménages demandeurs a progressé de 110 000 (374 000 en 2006 contre 264 000 en 1973).

Le nombre de demandeurs selon les différentes ENL et l'estimation IAURIF (2006)

Enquêtes Logement	1973	1978	1984	1992	2002	Enquête auprès des communes 2006
Effectif des demandeurs (1)	264 499	275 144	298 450	335 720	357 717	374 007 (2)

(1) Inflaté de la part manquante, dans les ENL, des demandeurs hébergés et vivant en foyer (+31 862 en 1973, +33 144 en 1978, +35 961 en 1984, +40 441 en 1992 et +43 091 en 2002)

(2) hors doublons

Les ménages demandeurs représentent depuis 35 ans 7 % des ménages franciliens

En proportion, le volume de cette demande² est cependant resté stable : 7 % environ des ménages franciliens sont demandeurs de logements sociaux. Sur le cours terme, cette proportion a cependant légèrement augmenté, et atteint 7,5 %.

La proportion de demandeurs selon les différentes ENL et l'estimation IAURIF (2006)

Enquêtes Logement	1973	1978	1984	1988	1992	1996	2002	Enquête auprès des communes 2004 (2)
Proportion des demandeurs (1)	7,12%	6,92%	7,03%	6,54%	7,44%	6,45%	7,33%	7,46%

(1) Hors foyers et inflatée uniquement de la part manquante d'hébergés dans les ENL

(+23 368 en 1973, +24 308 en 1978, +26 367 en 1984, +25 416 en 1988, +29 660 en 1992, +26 618 en 1996 et +31 603 en 2002)

(2) Enquête auprès des communes réalisée en 2006 (hors doublon et hors foyers), déflatée de 2 ans pour établir une proportion avec les données récentes de l'Enquête Annuelle de Recensement du 1er janvier 2004. Cette proportion est calculée à partir des seules résidences principales, la donnée foyer étant non disponible.

Des demandeurs toujours plus nombreux dans le centre de l'agglomération

Comme en 1973, les demandeurs en 2006 sont en proportion toujours plus nombreux dans le centre de l'agglomération (Paris : 8,9% et Petite couronne : 8,0%) qu'en périphérie (Grande couronne : 6,1%). Les demandeurs, étant essentiellement des locataires, et dans la moitié des cas des résidents du parc social, sont donc potentiellement plus nombreux dans le centre de l'agglomération où le secteur locatif et le secteur locatif social sont fortement développés comparativement aux autres zones de la région³.

Proportion de demandeurs de logements par rapport au parc principal du 1er janvier 2004 (1)

75	92	93	94	Petite couronne	77	78	91	95	Grande couronne	Total
8,92%	7,10%	8,75%	8,41%	8,01%	5,00%	5,62%	6,02%	7,94%	6,08%	7,46%

(1) Enquête auprès des communes réalisée en 2006 (hors doublon et hors foyers), déflatée de 2 ans pour établir une proportion avec les données récentes de l'Enquête Annuelle de Recensement du 1er janvier 2004. Cette proportion est calculée à partir des seules résidences principales, la donnée foyer étant non disponible.

¹ Entre janvier et mars 2006, l'IAURIF a mené une enquête téléphonique auprès des 123 communes de la Petite couronne et d'un échantillon représentatif de 87 communes de la Grande couronne afin de dénombrer le volume total de la demande (Cf. annexe pour la constitution de l'échantillon en Grande couronne et pour le détail des calculs). La date de valeur des résultats est le 1^{er} janvier 2006.

² Cf. avertissement sur la sous-estimation du volume des demandeurs de logement dans les Enquêtes Logement.

³ Selon les ENL, 68 % de locataires dont 8 % dans le secteur social à Paris en 1973 contre 56 % et 17 % en 2002 ; 60 % de locataires dont 22 % dans le secteur social en Petite couronne en 1973 contre 53 % et 29 % en 2002, et 43 % de locataires dont 18 % dans le secteur social en Grande couronne en 1973 contre 37 % et 20 % en 2002.

Un volume de demandeurs toujours trois à quatre fois plus élevé que les capacités d'accueil du parc social

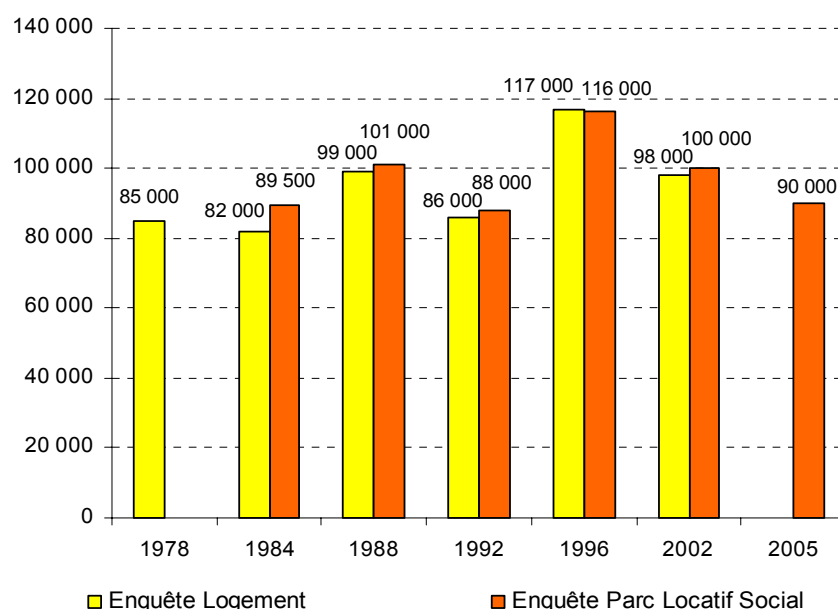
Alors qu'en 35 ans, le nombre de logements sociaux a plus que doublé et que la part de ce parc dans le parc total occupé est passée de 16 % à 23 %, le volume de logements disponibles chaque année pour ceux qui souhaitent entrer ou changer de logement dans le parc social (374 000 en 2006), représente toujours entre le tiers et le quart des besoins.

Évolution du nombre de logements sociaux et du taux de mobilité dans le parc social en Île-de-France entre 1973 et 2002

Enquêtes Logement	1973	1978	1984	1988	1992	1996	2002
parc social (a)	591 000	672 000	786 000	867 000	906 000	1 019 000	1 063 000
parc principal (b)	3 596 000	3 848 000	4 109 000	4 257 000	4 365 000	4 523 000	4 726 000
part du parc social (a) / (b)	16,4%	17,5%	19,1%	20,4%	20,8%	22,5%	22,5%
Nombre d'emménagements annuels dans le parc social (c)	non disponible	85 000	82 000	99 000	86 000	117 000	98 000
Taux de mobilité (c) / (a)	/	12,6%	10,4%	11,4%	9,5%	11,5%	9,2%

La hausse continue du nombre de demandeurs, associée depuis les dernières années à un taux de mobilité compris entre 9 et 12 % dans le parc social, explique cette permanence du retard entre l'offre et les besoins. On constate toutefois, au cours des 10 dernières années, que l'offre annuelle de logements sociaux est passée de près de 120 000 unités en 1996 à 90 000 en 2005¹, soit un volume n'atteignant plus que le quart des besoins.

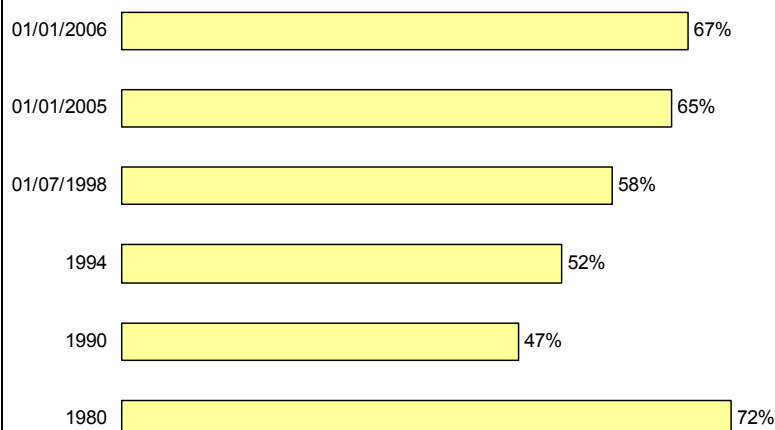
Évolution du nombre d'emménagements annuels dans le parc HLM entre 1978 et 2002



¹ Entre 2001 et 2004, la proportion des attributions dans le parc social est passée de 9 % à 7,5 % (soit respectivement 100 000 attributions au 01/01/2002 et 90 000 au 01/01/2005 selon les enquêtes attributions DREIF), ce qui représente une baisse d'un demi point par an.

Proportion de ménages éligibles à un logement social en Île-de-France ⁽¹⁾

En Île-de-France, 3 200 000 ménages ⁽²⁾, soit 67 % de l'ensemble des ménages franciliens, peuvent prétendre à un logement social. Le volume recensé des demandeurs (374 000) représente donc 11,7 % de ces ménages.



(1) Pour les années 2005 et 2006, les barèmes appliqués sont ceux du PLUS, pour les années antérieures, il s'agit des barèmes PLA.

(2) Source ENL 2002.

AVERTISSEMENT – PRECISION DES RESULTATS DANS L'ENL

Les Enquêtes Logement sont des enquêtes par sondage réalisées régulièrement tous les 4-5 ans par l'INSEE depuis 1955. Ces enquêtes sont pondérées pour représenter le parc total de logements à la date de l'enquête. Le taux moyen des coefficients d'extrapolation varie selon les enquêtes de 400-600 (1978, 1984 et 1992) à 800-900 (1988, 1996 et 2002).

Le lecteur est invité à être très prudent vis à vis des effectifs et variations de faible importance. Le calcul rigoureux de la précision des résultats est complexe du fait de la modulation des taux de sondage et du mode de tirage.

Le tableau suivant fournit les intervalles de confiance à 95 % calculés pour quelques valeurs d'effectifs (enquête de 2002) :

Effectifs	Précisions relatives des effectifs	Intervalle de confiance
500 000	8%	[461 000 ; 539 000]
100 000	17%	[82 000 ; 117 000]
50 000	25%	[38 000 ; 62 000]
10 000	55%	[4 500 ; 15 500]

Dans les Enquêtes logement, la question sur le dépôt d'une demande de logement HLM auprès d'une mairie, d'un employeur, d'un organisme HLM est posée en des termes relativement identiques aux enquêtes de 1984, 1988, 1992 et 1996 : « avez-vous déposé ou renouvelé une demande de HLM en location auprès de votre mairie, de votre employeur ou d'un organisme HLM ? ». A l'enquête de 1978, la question comportait une différence : les demandes de trois ans ou plus n'étaient pas prises en compte.

Cette restriction a, sans aucun doute, donné un profil moyen quelque peu différent aux demandeurs de 1978 par rapport à ceux des enquêtes suivantes. On peut supposer, en effet, que les demandeurs « longue durée » écartés de l'enquête de 1978 correspondaient plutôt à des ménages plus « difficiles » à loger parce qu'ils étaient en charges de familles nombreuses, rencontraient des difficultés socio-économiques, vivaient à Paris...

1.3 La demande recensée par les fichiers préfectoraux

Les fichiers préfectoraux sont constitués à partir des dossiers de candidature remplis dans les communes. Ce schéma s'applique à tous les départements¹, sauf dans les Hauts-de-Seine où les demandeurs doivent remplir, en propre, un dossier au bureau du logement de la préfecture (il n'y a pas de transmission des dossiers par les mairies). Par ailleurs, cette préfecture n'enregistre plus les demandes de cinq communes ayant reçu la délégation de la gestion du contingent préfectoral en juin 2005 (Cf. encadré).

Dans la pratique, toutefois, les volumes entre fichiers préfectoraux et communaux diffèrent quelque peu. Trois explications peuvent être avancées :

- ✓ La première concerne les retards de saisie². Les préfectures, en particulier dans les départements de la Petite couronne où les volumes de demandes sont importants, ont beaucoup de mal à saisir la totalité des demandes. Des retards de un à trois mois sont assez fréquents et représentent des volumes de demandes en attente par département non négligeables (entre 5 000 à 12 000 dossiers).
- ✓ La deuxième raison concerne les demandes « atypiques » qui ne sont pas transmises par les communes aux préfectures (car traitées directement par ces dernières). Il s'agit, par exemple, des demandeurs qui travaillent dans une commune mais qui n'y résident pas, de ceux qui n'y travaillent pas et qui n'y résident pas mais bénéficient de conditions particulières (appui d'élus locaux, d'associations...), ou encore d'anciens résidents qui, après un temps d'absence, veulent réintégrer leur ancienne commune. Ces situations atypiques peuvent également représenter quelques milliers de dossiers.
- ✓ La troisième raison, moins importante, a trait à la non-saisie de dossiers incomplets, car non autorisée par certains systèmes informatiques utilisés dans les préfectures.

La délégation du contingent préfectoral

Selon la loi du 13 août 2004 (2044-809 art.60), le représentant de l'Etat dans le département peut, par convention, déléguer au maire ou, avec l'accord du maire, au président d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat, tout ou partie des réservations de logements dont il bénéficie sur le territoire de la commune ou de l'établissement.

En juin 2005, 13 communes des Yvelines et 5 communes des Hauts de-Seine ont opté pour cette prise de compétence et obtenu la délégation de la gestion du contingent préfectoral. Il s'agit :

- pour le département des Yvelines : de *Limay et des communes de la Communauté d'Agglomération de Mantes* : Buchelay, Drocourt, Follainville-Dennemont, Guerville, Magnanville, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Méricourt, Mousseaux-sur-Seine, Porcheville, Rolleboise, Rosny-sur-Seine. Ces dernières ont mis en place une interface informatique avec le département afin que celui-ci dispose d'une information complète sur la demande de logements sociaux.

- pour le département des Hauts-de-Seine : d'*Antony, du Plessis-Robinson, de Châtillon, de Châtenay-Malabry et de Clamart*. Ces dernières n'ont, quant à elles, mis en place aucune interface informatique avec le département.

¹ Y compris pour les 13 communes des Yvelines ayant reçu la délégation de la gestion du contingent préfectoral (Cf. encadré).

² Il n'existe actuellement aucune interface informatique entre les préfectures et les communes des départements respectifs pour éviter les doubles phases de saisie.

1.3.1. Les 282 000 demandes valides transitant par les fichiers préfectoraux représentent 76 % de la demande totale

Globalement, la filière mairie/préfecture, même si elle ne recense pas la totalité des demandeurs, représente cependant une proportion très importante et très significative de la demande exprimée.

En effet, en 2005, les fichiers des bureaux du logement des huit préfectures d'Île-de-France contenaient **282 000** demandes valides¹ de moins d'un an, ou renouvelées en temps et en heure, soit 76 % des 374 000 demandeurs recensés par l'ensemble des communes d'Île-de-France.

Nombre de demandes valides enregistrées en préfecture et auprès des communes et du 1^{er} Logement

	75	92	93	94	Petite couronne	77	78	91	95	Grande couronne	Total
Nombre de demandes enregistrées en préfecture en mars-octobre 2005 (a)	105 019	12 078	38 134	38 976	89 188	17 216	24 177	20 994	25 718	88 105	282 312
Nombre de demandeurs décomptés après enquête auprès des communes (hors doublons) et le 1 ^{er} Logement au 01.01.2006 (b) (1)	104 843	50 736	51 211	47 329	149 276	24 904	31 577	28 424	34 984	119 889	374 007
Représentativité du fichier préfectoral par rapport aux fichiers communaux (a) / (b)	100,2%	23,8%	74,5%	82,4%	59,7%	69,1%	76,6%	73,9%	73,5%	73,5%	75,5%

(1) Entre janvier et mars 2006, l'aurif a mené une enquête téléphonique auprès de la ville de Paris, des 123 communes de la Petite couronne et d'un échantillon représentatif de 87 communes de la Grande couronne afin de dénombrer le volume total de la demande (cf. annexe pour le détail des calculs).

Cette représentativité se vérifie d'ailleurs quand on compare le profil des demandeurs dans chacune des deux sources (préfectures et Enquêtes Logement). Ceux-ci diffèrent peu même si les demandeurs des fichiers préfectoraux sont un peu plus modestes.

Profil des demandeurs (tous demandeurs confondus) selon l'ENL 2002 et l'Enquête IAURIF 2006

	ENL 2002	Enquête IAURIF 2006
Effectif	314 626	282 312
Revenu moyen mensuel	1 818 €	1 703 €
Nbre moyen de pièces *	2,6	2,4
Surface moyenne (m²) *	54	59
Nombre d'enfant(s) à charge	1,23	1,29
Taille du ménage	3,01	2,87
Loyer principal		
locataires du secteur Hlm	301 €	361 €
locataires du secteur libre	478 €	535 €
% bénéficiaires d'aides au logt **	47	39
Montant de l'aide au logement **	200 €	221 €
Loyer au m²		
locataires du secteur Hlm	4,8 €	5,8 €
locataires du secteur libre	10,8 €	13,3 €
Taux d'effort brut		
locataires du secteur Hlm	17,4%	19,7%
locataires du secteur libre	27,2%	30,1%
Taux d'effort net **		
locataires du secteur Hlm	8,2%	9,8%
locataires du secteur libre	21,5%	16,7%

* uniquement pour les demandeurs qui maintiennent leur demande

** pour les seuls bénéficiaires des aides au logement

	ENL 2002	Enquête IAURIF 2006
Part des étrangers	32%	28%
Secteur d'occupation		
Part locataires du secteur Hlm	42%	38%
Part locataires du secteur libre	42%	36%
Composition familiale *		
Personnes seules	22%	24%
Ménages sans famille	5%	4%
Familles monoparentales	19%	22%
Couples sans enfant	15%	12%
Couples avec enfant(s)	39%	38%
Taille du logement ***		
1 pièce	20%	25%
2 pièces	31%	31%
3 pièces	29%	26%
4 pièces	13%	12%
5 pièces ou +	8%	6%
Nombre d'actif(s)		
0-1 actif	59%	69%
2 actifs ou plus	41%	31%

*** logement dont le nombre de pièce est renseigné (hors hébergés)

Rappelons que l'Enquête Logement n'enquête pas les foyers, les ménages collectifs et semble aussi ne pas avoir enquêté une proportion non négligeable de demandeurs hébergés par la famille ou les amis (31 600 sur un total de 53 600, Cf. annexe relative à l'estimation du nombre de demandeurs au 1^{er} janvier 2006 selon l'ENL 2002). Elle ne donne par ailleurs aucune information sur le profil des demandeurs quand ceux-ci sont hébergés par les ménages enquêtés, le profil retenu étant, par défaut, celui de la personne de référence du ménage, ce qui fausse quelque peu les résultats.

¹ La durée de validité des demandes est d'une année. Les candidats doivent donc renouveler chaque année leur dossier pour toujours figurer dans le fichier des demandeurs. En outre, s'ils veulent garder le bénéfice de l'ancienneté de leur demande, le renouvellement doit s'effectuer avant la date anniversaire du dépôt du dossier de l'année précédente.

1.3.2. Cette demande valide transitant par les fichiers préfectoraux correspond dans son immense majorité (91 %) à une demande réelle

Sur les 282 000 demandeurs des fichiers préfectoraux, 258 000 ont réaffirmé leur demande
Seuls 9% ont indiqué ne plus maintenir leur demande, soit 24 000 demandeurs

Sur la totalité des demandeurs qui ont déposé ou renouvelé une demande de logement social au cours des 12 derniers mois, 91 % ont répondu encore maintenir, à la date de l'enquête (16 novembre 2005), leur demande déposée quelques semaines ou quelques mois plus tôt. Ainsi sur les 282 312 demandes valides des fichiers préfectoraux de l'année 2004-2005, **258 199 ont été réaffirmées**. Seuls 24 113 demandeurs ont précisé ne plus maintenir leur demande.

C'est dans le centre de l'agglomération que la proportion de demandes réaffirmées est la plus forte (97 % du total). Cette proportion diminue au fur et à mesure que l'on s'en éloigne : 90 % des demandes sont maintenues en Petite couronne et 86 % en Grande couronne.

Les demandes maintenues et non maintenues selon le département de résidence

	75	92	93	94	Petite couronne	77	78	91	95	Grande couronne	Province	Total
Demandes maintenues												
Effectif	87 634	14 417	39 788	35 967	90 172	13 250	20 245	21 436	21 946	76 877	3 516	258 199
% ligne	33,9	5,6	15,4	13,9	34,9	5,1	7,8	8,3	8,5	29,7	1,4	100,0
% colonne	97,1	94,5	91,9	89,3	91,2	83,2	83,1	88,5	88,2	86,0	91,5	91,5
Demandes non maintenues												
Effectif	2 586	839	3 526	4 302	8 667	2 680	4 126	2 797	2 931	12 534	326	24 113
% ligne	10,7	3,5	14,6	17,8	35,9	11,1	17,1	11,6	12,2	52,0	1,4	100,0
% colonne	2,9	5,5	8,1	10,7	8,8	16,8	16,9	11,5	11,8	14,0	8,5	8,5
Ensemble des demandes valides												
Effectif	90 220	15 257	43 314	40 269	98 840	15 930	24 371	24 232	24 877	89 410	3 842	282 312
% ligne	32,0	5,4	15,3	14,3	35,0	5,6	8,6	8,6	8,8	31,6	1,4	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les causes du non-maintien de la demande sont multiples. Toutefois, il est possible d'en distinguer trois principales.

La première cause importante de non-maintien de la demande est celle relative au relogement des candidats dans le parc social : 51 % des demandeurs qui ne maintiennent pas expliquent avoir déjà été relogés dans le parc social. Ce pourcentage, lié en grande partie au délai de transmission de l'information entre les différentes structures qui effectuent des relogements (mairies, 1 % Logement, organismes HLM) et les préfetures, ne concerne au final qu'un faible volume de demandeurs : 12 000, sur les 282 000 demandes valides transitant par les fichiers préfectoraux, soit 4 % de l'ensemble des demandeurs.

La deuxième cause importante du non-maintien des demandes concerne les demandeurs qui ont trouvé par eux-mêmes un logement en dehors du secteur social : 26 % sont dans ce cas, soit 6 300 demandeurs.

La troisième cause du non-maintien de la demande est l'abandon pur et simple : 23% (soit 5 500 demandeurs) invoquent cette raison. Pour près de la moitié d'entre eux (47 %), il s'agit d'une durée d'attente trop longue. Viennent ensuite les refus de proposition de relogement (16 % des causes d'abandon), les raisons familiales¹ (11 %) et les mutations professionnelles (10 %).

¹ Séparation, formation de couple, décès d'un proche...

Les causes principales du non maintien selon le département de résidence

	75	92	93	94	Petite couronne	77	78	91	95	Grande couronne	Province	Total
Relogé dans le parc social												
Effectif	1 211	557	1 724	2 593	4 874	1 360	1 587	1 346	1 788	6 081	65	12 232
% ligne	9,9	4,6	14,1	21,2	39,9	11,1	13,0	11,0	14,6	49,7	0,5	100,0
% colonne	46,8	66,3	48,9	60,3	56,1	50,8	38,5	48,1	61,0	48,9	20,0	50,7
Trouvé un logement par soi même												
Effectif	610	157	927	983	2 067	694	1 414	831	527	3 466	130	6 272
% ligne	9,7	2,5	14,8	15,7	33,0	11,1	22,5	13,2	8,4	55,2	2,1	100,0
% colonne	23,6	18,6	26,3	22,8	23,8	25,9	34,3	29,7	18,0	27,9	40,0	26,0
A abandonné												
Effectif	707	126	876	677	1 679	625	1 125	619	617	2 986	130	5 502
% ligne	12,8	2,3	15,9	12,3	30,5	11,4	20,4	11,3	11,2	54,3	2,4	100,0
% colonne	27,3	15,0	24,8	15,7	19,3	23,3	27,3	22,2	21,0	24,0	40,0	22,8
Autre (non renseigné)												
Effectif	58	0	0	49	49	0	0	0	0	0	0	107
% ligne	54,5	0,0	0,0	45,5	45,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
% colonne	2,3	0,0	0,0	1,1	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Total												
Effectif	2 586	839	3 526	4 302	8 667	2 680	4 126	2 797	2 931	12 534	326	24 113
% ligne	10,7	3,5	14,6	17,8	35,9	11,1	17,1	11,6	12,2	52,0	1,4	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,9	100,0	100,0

Par rapport à l'enquête de 2000, la proportion de demandeurs qui ne maintiennent plus est trois fois plus faible (8,5 % contre 27,2 %)

Cette forte baisse entre les deux enquêtes s'explique principalement par la meilleure tenue des différents fichiers préfectoraux. Un important travail de relance systématique a en effet été mis en place. Des courriers sont maintenant envoyés un à deux mois avant la date anniversaire du dépôt de la demande initiale. Les demandes non renouvelées dans les temps peuvent être facilement identifiées et ainsi retirées des fichiers préfectoraux.

Une partie de cette baisse peut s'expliquer également par un renforcement de la tension du marché du logement (manque d'offre, cherté du loyer entre autres). Les ménages demandeurs n'ont en effet d'autre issue que de maintenir leur demande pour satisfaire leur besoin en logement.

Signalons enfin que par rapport à l'enquête de 2000, la baisse en volume du nombre de demandeurs qui ne maintiennent pas (on passe de 62 000 en à 24 000 en 2006) n'a pas eu d'impact sur les causes du non maintien : un abandon sur deux a toujours pour origine un relogement dans le parc social.

Conclusion

Au 1^{er} janvier 2006, le volume annuel de la demande, exprimée auprès des différentes filières d'accès au logement peut être estimé à **374 000**, soit un nombre quatre fois plus élevé que celui des 90 000 emménagements effectués dans le parc social en 2005.

Depuis 35 ans, la proportion de demandeurs en Île-de-France est toujours d'environ 7 % des ménages, et ce malgré un nombre de logements sociaux qui a plus que doublé, et dont la part est aussi plus importante, passant de 16 % à 23 % dans le parc total occupé. Sur la période, cette proportion relativement stable représente cependant près de 110 000 demandeurs supplémentaires.

Cette proportion de 7%, qui semble incompressible, montre que depuis les années 1970, une fraction non négligeable de ménages franciliens a toujours de réelles difficultés à se loger.

Comme en 1973, les demandeurs d'aujourd'hui sont en proportion toujours plus nombreux dans le centre de l'agglomération (8,9 % à Paris et 8,0 % en Petite couronne) qu'en périphérie (Grande couronne : 6,1 %)¹. Les demandeurs, étant essentiellement des locataires, dont la moitié vit déjà dans le parc social, sont donc potentiellement plus nombreux dans le centre de l'agglomération, où le secteur locatif et le secteur locatif social sont fortement développés comparativement aux autres zones de la région.

Environ **282 000** de ces 374 000 demandes annuelles ont transité par la filière préfectorale, soit 76 % de la demande totale. Ce volume important confère donc à cette filière une réelle représentativité. Ces 282 000 demandes valides correspondent dans leur immense majorité (258 000) à une demande « réelle ». En effet, seuls 9 % des demandeurs ne maintiennent pas leur projet lorsqu'on les interroge quelques semaines ou mois plus tard. Il s'agit, soit de ménages relogés dans le parc social avant le délai d'expiration d'un an de leur demande, soit de candidatures qui n'ont plus de raison d'être quelques semaines ou quelques mois plus tard suite à un changement important dans la vie du demandeur (*union, séparation, changement du lieu de travail, retraite...*) ; enfin, il peut s'agir aussi de candidatures peu motivées.

Ainsi, au 1^{er} janvier 2006, le nombre de demandes maintenues ou « réelles » de ménages en difficulté de logement et transitant par les préfectures peut ainsi être estimé à **258 000**.

¹ Données au 1^{er} janvier 2004.

ANNEXES DU CHAPITRE 1

- **Calcul de l'estimation du nombre de demandeurs au 1^{er} janvier 2006 :**
 - *à partir de l'Enquête Logement 2002*
 - *à partir des fichiers communaux*
 - *résultats de l'enquête IAURIF 2006 auprès des communes*
- **L'évolution de l'offre régionale de logements sociaux au cours des 30 dernières années**

Calcul de l'estimation du nombre de demandeurs au 1^{er} janvier 2006 à partir de l'Enquête Logement 2002 (ENL 2002)

L'Enquête Logement est une enquête qui ne porte que sur le parc principal de logements (*les ménages non ordinaires -ceux vivant en foyer ou en structures collectives- ne sont pas enquêtés*). De plus, sa date modale (date de valeur des données) est décalée de 4 ans par rapport à la date de valeur de l'estimation (*date modale de l'ENL : 1^{er} janvier 2002 et date modale de l'estimation : 1^{er} janvier 2006*).

Le travail a donc consisté, dans un premier temps, à évaluer le volume des catégories de demandeurs, pas ou mal recensés par l'Enquête Logement, et dans un deuxième temps, à extrapoler le nouveau total de demandeurs à la date du 1^{er} janvier 2006.

1- L'estimation des catégories de demandeurs pas ou mal recensés par l'Enquête Logement

Deux catégories de demandeurs ne sont pas, ou mal, recensés par les Enquêtes Logement. Il s'agit de ceux vivant en foyer et d'une partie de ceux n'ayant pas de logement en titre et hébergés par des parents ou des amis.

Le dénombrement de ces demandeurs manquants a donc été estimé. Cette estimation s'est appuyée sur l'enquête IAURIF 2006. Cette dernière, réalisée en interrogeant près de 5 000 demandeurs inscrits dans les 8 fichiers préfectoraux de la région, largement représentative de la demande totale exprimée (*76 % de la demande totale transite en effet par les préfetures, voire 84 % si l'on ne tient pas compte de la situation particulière des Hauts-de-Seine*), donne une structure de la demande locative plus fidèle de la réalité et permet d'évaluer, par comparaison, les deux grands types de demandeurs manquants, en partie ou totalement, dans l'ENL : ceux vivant en foyer et les hébergés.

D'après l'enquête IAURIF 2006, les occupants en titre, les hébergés et les demandeurs vivant en foyer représentent respectivement 81,8 % (230 905), 15,0 % (42 341) et 3,2 % (9 066) de la totalité des demandeurs, alors que dans l'ENL 2002, les occupants en titre, les hébergés affichent des proportions sensiblement différentes [respectivement 93,0 % (292 579) et 7,0% (22 047)], et les demandeurs vivant en foyer sont absents.

Catégories de demandeurs selon l'enquête IAURIF 2006 et l'ENL 2002

Catégories de demandeurs	Enquête IAURIF 2006		ENL 2002	
	Effectif	en %	Effectif	en %
Occupants en titre	227 960	80,748%	292 579	92,993%
Vivant à l'hôtel	2 945	1,043%		
<i>sous total</i>	230 905	81,791%		
Hébergés	42 341	14,998%	22 047	7,007%
Vivant en foyer	9 066	3,211%	0	0,0%
Total demandeurs	282 312	100,0%	314 626	100,0%

Pour « corriger » l'ENL, la démarche a consisté à appliquer, à cette dernière, les taux des grandes catégories observées dans l'enquête IAURIF 2006 et décrites ci-dessus. Ainsi, les 292 579 demandeurs occupants en titre de l'ENL ne représentent plus que 81,79 % de la totalité des demandeurs au lieu de 93 %. La totalité des demandeurs de l'ENL 2002 représentent donc un volume total sensiblement différent : 357 715 (292 579 / 81,79 %) au lieu des 314 626 donnés par l'enquête non corrigée (292 579 / 93,0 %). Les volumes des demandeurs hébergés ou vivant en foyer sont ensuite estimés à partir de ce nouveau total (357 715), en appliquant les taux respectifs de 15 % et 3,2 % constatés lors de l'enquête IAURIF 2006. Ce calcul donne respectivement 53 650 demandeurs hébergés et 11 487 demandeurs vivant en foyer.

Effectifs ENL selon les proportions de l'enquête IAURIF

Catégories de demandeurs	ENL 2002		ENL 2002 avec les proportions de l'enquête IAURIF		Nb de demandeurs supplémentaires estimés (b) - (a)
	Effectif (a)	en %	Effectif (b)	en %	
Occupants en titre	292 579	92,993%	292 579	81,791%	0
Vivant à l'hôtel					
Hébergés	22 047	7,007%	53 650	14,998%	31 603
Vivant en foyer			11 487	3,211%	11 487
Total demandeurs	314 626	100,0%	357 715	100,0%	43 089

2- L'extrapolation du volume total des demandeurs à la date du 1^{er} janvier 2006

Pour « extrapoler » au 1^{er} janvier 2006 le volume de la demande au 1^{er} janvier 2002 (soit 357 715), ce dernier a été inflaté pendant 4 ans du taux annuel d'augmentation du nombre de demandeurs constaté au cours de la période 1984-2002 : 1,061 %. Cette période a été retenue pour disposer d'une évolution sur une longue période (par définition plus stable) et aussi en raison de la taille particulièrement importante de l'échantillon de l'enquête de 1984, donc plus précis.

Ce taux d'augmentation annuel de 1,061 % appliqué pendant 4 ans augmente donc le volume des demandeurs de 15 425, donnant au final un total de **373 140** demandeurs.

Nombre de demandeurs au 1^{er} janvier 2006

	Nombre de demandeurs
Nombre total de demandeurs estimé au 1er janvier 2002 (ENL 2002 avec les proportions de l'enquête IAURIF 2006)	357 715
pourcentage de hausse annuelle retenu et appliqué entre le 01.01.2002 et le 01.01.2006 (1)	(1,01061) ⁴
nombre de demandeurs supplémentaires entre le 01.01.2002 et le 01.01.2006	15 425
Nombre total de demandeurs estimé au 1er janvier 2006	373 140

(1) 1,061% = pourcentage de hausse annuelle moyen des demandeurs entre les ENL 1984 et 2002

Calcul de l'estimation du nombre total de demandeurs au 1^{er} janvier 2006 à partir des fichiers communaux

Cette estimation s'est appuyée :

- ✓ d'une part, sur une enquête réalisée par l'IAURIF entre janvier et mars 2006 auprès de Paris, des 123 communes de la Petite couronne et d'un échantillon représentatif de communes de la Grande couronne, afin de dénombrer le volume total de la demande transitant par les communes ;
- ✓ et d'autre part, sur une évaluation de la part des demandes multiples (ménages de bonne foi déposant plusieurs demandes dans des communes différentes) présents dans ces mêmes fichiers communaux, pour en déduire les effectifs réels hors doubles-comptes.

1- L'estimation du volume de la demande transitant par les fichiers communaux

1.1- Le nombre de demandeurs à Paris

Paris étant à la fois une commune et un département, le nombre de demandeurs figurant dans le fichier préfectoral correspond à celui du fichier communal. Aucun redressement n'est nécessaire : le nombre de demandes valides à Paris s'élève à 105 019.

1.2- Le nombre de demandeurs en Petite couronne

Entre janvier et mars 2006, l'IAURIF a mené une enquête téléphonique auprès de l'ensemble des 123 communes de la Petite couronne, afin de recenser les effectifs de demandeurs ayant déposé ou renouvelé un dossier de demande de logement social au cours des 12 derniers mois (*à l'exception de Neuilly-sur-Seine et du Plessis-Robinson où il a été estimé*). Les effectifs transmis correspondent à ceux de l'année civile 2005 (*Cf. infra pour les effectifs à la commune*).

Nombre de demandes valides en Petite couronne au 1^{er} janvier 2006 après enquête auprès des communes

Département	Nombre de communes enquêtées	Nbre de demandes valides au 01.01.06 après enquête auprès des communes lieu de dépôt de la demande
Hauts-de-Seine	36	55 379
Seine-Saint-Denis	40	56 564
Val-de-Marne	47	47 376
Petite couronne	123	159 319

1.3- Le nombre de demandeurs en Grande couronne

La méthode a consisté à enquêter un échantillon représentatif de communes dans chacun des départements de la Grande couronne (soit 87 communes représentant plus de 51 % de la demande totale recensée dans les 4 fichiers préfectoraux correspondants, *Cf. infra sur la constitution de l'échantillon*), puis à appliquer l'écart moyen départemental constaté entre le nombre de demandeurs de l'enquête IAURIF menée en janvier-mars 2006 et celui des fichiers préfectoraux, aux communes non enquêtées et recensées dans les mêmes fichiers préfectoraux. Les effectifs transmis correspondent à ceux de l'année civile 2005 (*Cf. infra pour les effectifs des communes enquêtées*).

Nombre de demandes valides en Grande couronne après enquête auprès d'un échantillon représentatif de communes

Département	Communes enquêtées				Ensemble des communes		
	Nombre	Nbre de demandes valides au 01.01.06 après enquête auprès des communes lieu de dépôt de la demande	Nbre de demandes valides figurant dans les fichiers préfectoraux (mars-août 05) : lieu de résidence des demandeurs	Ecart (en %)	Nbre de demandes valides figurant dans les fichiers préfectoraux (mars-août 05) lieu de résidence des demandeurs	Nombre de demandeurs total décomptés au 01.01.06 après redressement	Ecart (en valeur)
		(a)	(b)	(c) = (a) / (b)	(d)	(e) = (d) * [1 + (c)]	(f) = (e) - (d)
Seine-et-Marne	26	11 553	8 632	33,84%	17 216	23 042	5 826
Yvelines	23	12 839	10 642	20,64%	24 177	28 513	4 336
Essonne	17	12 469	9 834	26,79%	20 994	26 620	5 625
Val-d'Oise	21	17 537	13 217	32,69%	25 718	34 124	8 406
Grande couronne	87	54 398	42 325	28,52%	88 105	112 299	24 193

(1) Dans le département des Yvelines, les 24 177 demandeurs figurant dans la colonne (d) correspondent aux 21 005 demandeurs figurant dans le fichier préfectoral auxquels ont été ajoutés les 3 172 demandeurs du Mantois (qui ne figuraient pas dans le fichier préfectoral lors de sa transmission, cf. *infra* sur le redressement des fichiers préfectoraux dans les départements des Hauts-de-Seine, des Yvelines et de l'Essonne). L'écart de 20,64% calculé en (c) a donc été appliqué aux seuls 21 005 demandeurs du fichier préfectoral, soit $21005 \times 1,2064 = 25340$ demandeurs. A ces 25 340, ont été additionnés les 3 172 demandeurs du Mantois, ce qui donne un total redressé de 28 513 demandeurs pour les Yvelines.

(2) Dans le département de l'Essonne, les 20 994 demandeurs figurant dans la colonne (d) correspondent aux 18 858 demandeurs figurant dans le fichier préfectoral et auxquels ont été ajoutés 2 136 demandeurs résidant hors du département (cf. *infra* sur le redressement des fichiers préfectoraux des Hauts-de-Seine, des Yvelines et de l'Essonne).

**Au total, au 1^{er} janvier 2006, 376 637 demandeurs
figurent dans les fichiers communaux de la région Île-de-France**
(Cf. infra pour les résultats des communes enquêtées)

Département	Nombre de demandes valides figurant dans les fichiers préfectoraux (mars-octobre 05) lieu de résidence des demandeurs	Nombre de demandeurs total décomptés au 01.01.06 après redressement en Grande couronne
Paris	105 019	105 019
Hauts-de-Seine	12 078	55 379
Seine-Saint-Denis	38 134	56 564
Val-de-Marne	38 976	47 376
Petite couronne	89 188	159 319
Seine-et-Marne	17 216	23 042
Yvelines	24 177	28 513
Essonne	20 994	26 620
Val-d'Oise	25 718	34 124
Grande couronne	88 105	112 299
TOTAL	282 312	376 637

2- L'estimation des demandes multiples dans les fichiers communaux

L'évaluation du poids des demandes multiples (ménages de bonne foi déposant plusieurs demandes dans des communes différentes) présentes dans les fichiers communaux s'avère nécessaire pour donner une estimation du nombre réel de demandeurs (c'est à dire hors doubles-comptes).

Cette surestimation semble ne pas être négligeable. Selon les différents interlocuteurs interrogés, elle semble aussi être plus importante depuis la création du numéro unique¹ en 2000. Ce dispositif a, en effet, limité les refus des communes au motif de la non-domiciliation des demandeur sur leur territoire comme c'était fréquemment le cas auparavant, puisque ce numéro est attribué sans examen de recevabilité (plafonds de ressources, régularité de séjour des étrangers...) et indépendamment du lieu de résidence du demandeur.

2.1- Le traitement de Paris et de la Petite couronne

L'estimation des doublons s'est aussi appuyée sur l'enquête IAURIF 2006 réalisée auprès des demandeurs qui comporte une série de questions sur le lieu de dépôt de la demande, l'institution choisie (mairie, organisme Hlm, préfecture, « 1% Logement », association...), ainsi que le nombre de demandes faites par les ménages.

L'analyse de ces variables fait apparaître que 5,3 % des demandeurs parisiens ont déposé 2 dossiers (ou plus) dans deux, ou plusieurs communes différentes, proportion qui monte à 14 % en Petite couronne (18 % dans les Hauts-de-Seine, 17,2 % en Seine-Saint-Denis et 9,3 % dans le Val-de-Marne).

Nombre de demandeurs maintenant leur demande à Paris et en Petite couronne et ayant déposé deux dossiers (ou plus) dans deux ou plusieurs communes différentes selon l'enquête IAURIF auprès des demandeurs

Département	Nombre de demandes valides figurant dans les fichiers préfectoraux (juin-octobre 05) lieu de résidence des demandeurs	Proportion de demandes maintenues (1)	Nombre de demandeurs maintenant leur demande	Nombre de demandeurs ayant déposé deux dossiers, ou plus, dans deux communes différentes, ou plus	Proportion de demandes multiples (2)
	(a)	(b)	(c) = (a) * (b)	(d)	(e) = (d) / (c)
Paris	105 019	97,1%	102 016	5 433	5,3%
Hauts-de-Seine	12 078	92,4%	11 164	2 015	18,0%
Seine-Saint-Denis	38 134	91,3%	34 813	6 000	17,2%
Val-de-Marne	38 976	88,6%	34 528	3 223	9,3%
Petite couronne	89 188	90,3%	80 505	11 238	14,0%

(1) La proportion de demandes maintenues est celle qui a été calculée suite à l'enquête téléphonique auprès des 5000 demandeurs de logement social.

(2) Pour rendre les calculs plus aisés, les triplons, quadruplons et quintuplons ont été "convertis" en équivalent doublon. Un triplon correspond ainsi à 1,5 doublon, un quadruplon à deux doublons et un quintuplon à 2,5 doublons.

¹ Ce dispositif a été mis en place par le décret (n°2000-1079) du 7 novembre 2000. Il fait, en effet, obligation aux communes ou autres institutions habilitées (organismes HLM, préfecture, département...) de fournir à tout demandeur souhaitant déposer un dossier auprès d'un attributaire de logements sociaux, un numéro départemental unique. Ce document comporte quatre informations obligatoires : 1/ nom, prénom, adresse et date de naissance du demandeur ; 2/ nombre de personne à loger ; 3/ la ou les communes de résidence souhaitées dans le département ; 4/ la mention : « occupant du parc social » s'il y a lieu.

Ces proportions départementales de doublons ont ensuite été retranchées telles quelles aux effectifs des demandeurs résultant de l'addition des fichiers communaux.

Nombre de demandeurs à Paris et en Petite couronne HORS DOUBLES-COMPTES

Département	Nbre de demandes valides au 01.01.06 après enquête auprès des communes lieu de dépôt de la demande	Proportion de doublons à la commune	Nombre de demandeurs HORS DOUBLONS au 01.01.2006
	(a)	(b)	(c) = (a) * [1 - (b)]
Paris	105 019	5,3%	99 426
Hauts-de-Seine	55 379	18,0%	45 384
Seine-Saint-Denis	56 564	17,2%	46 815
Val-de-Marne	47 376	9,3%	42 954
Petite couronne	159 319	15,2%	135 153

2.2 Le traitement de la Grande couronne

2.2.1 Les doublons départementaux

Pour les départements de la Grande Couronne, la méthode utilisée ci-dessus n'a pu être appliquée telle quelle.

En effet, les effectifs de demandeurs de logement social sont issus, pour l'essentiel, des fichiers préfectoraux apurés des doublons entre communes d'un même département, mais pas des doublons départementaux (demandeurs déposant deux dossiers (ou plus) dans deux ou plusieurs départements différents).

Les doublons à retrancher ne concernent donc que ceux issus des demandeurs ayant déposé deux dossiers (ou plus) dans deux ou plusieurs départements différents, doublons que l'enquête IAURIF auprès des demandeurs permet également de repérer.

L'analyse des variables de l'enquête fait ainsi apparaître que 5,9 % des demandeurs de la Grande couronne ont déposé 2 dossiers (ou plus) dans deux, ou plusieurs départements différents, proportion qui atteint 4,1 % en Seine-et-Marne, 4,9 % dans les Yvelines, 6,4 % en Essonne et 7,6 % dans le Val-d'Oise.

Ces proportions de doublons ont ensuite été retranchées telles quelles des effectifs issus des fichiers préfectoraux.

2.2.2 Les doublons communaux

Enfin, pour être exhaustif sur le repérage des doublons en Grande couronne, un dernier calcul a été nécessaire. En effet, lors de l'étape précédente, le nombre de demandeurs a été réévalué, suite à l'écart observé entre le nombre de demandeurs figurant dans les fichiers communaux et préfectoraux. Aux effectifs qui ont été ajoutés (Cf. paragraphe 1-3 sur le nombre de demandeurs en Grande couronne, colonne f), il a été appliqué le taux de doublon communal et non départemental. Ces taux de doubles-comptes atteignent 9,7 % en Seine-et-Marne, 13,8 % dans les Yvelines, 13,2 % en Essonne et 15,6 % dans le Val-d'Oise.

Nombre de demandeurs en Grande couronne ayant déposé deux dossiers, ou plus, dans deux ou plusieurs départements (communes) différents(es) selon l'enquête IAURIF auprès des demandeurs

Département	Nombre de demandes valides figurant dans les fichiers préfectoraux (mars-octobre 05) lieu de résidence des demandeurs	Proportion de demandes maintenues (1)	Nombre de demandeurs maintenant leur demande	Doublons départementaux		Doublons communaux	
				Nombre de demandeurs ayant déposé deux dossiers, ou plus, dans deux départements, ou plus	Proportion de demandes multiples (2)	Nombre de demandeurs ayant déposé deux dossiers, ou plus, dans deux communes différentes, ou plus	Proportion de demandes multiples (2)
	(a)	(b)	(c) = (a) * (b)	(d)	(e) = (d) / (c)	(f)	(g) = (f) / (c)
Seine-et-Marne	17 216	83,9%	14 451	596	4,1%	1 408	9,7%
Yvelines	24 177	83,6%	20 218	998	4,9%	2 794	13,8%
Essonne	20 994	87,6%	18 399	1 172	6,4%	2 420	13,2%
Val-d'Oise	25 718	87,9%	22 610	1 723	7,6%	3 530	15,6%
Grande couronne	88 105	85,9%	75 678	4 489	5,9%	10 152	13,4%

(1) La proportion de demandes maintenues est celle qui a été calculée suite à l'enquête téléphonique auprès des 5000 demandeurs de logement social.

(2) Pour rendre les calculs plus aisés, les triplons, quadruplons et quintuplons ont été "convertis" en équivalent doublon. Un triplon correspond ainsi à 1,5 doublon, un quadruplon à deux doublons et un quintuplon à 2,5 doublons.

Le nombre total de demandeurs hors doubles comptes en Grande couronne correspond à l'addition des deux blocs 'Hors doublons départementaux' et 'Hors doublons communaux'.

Nombre de demandeurs en Grande couronne HORS DOUBLES-COMPTES

Département	Nombre de demandes valides figurant dans les fichiers préfectoraux (mars-octobre 05) lieu de résidence des demandeurs	Nombre de demandeurs ayant déposé deux dossiers, ou plus, dans deux départements, ou plus	Sous total 'Hors doublons départementaux'	Nombre de demandeurs total décomptés au 01.01.06 après redressement	Ecart (en valeur)	Proportion de demandeurs ayant déposé deux dossiers, ou plus, dans deux communes différentes, ou plus	Sous total 'Hors doublons communaux'	Nombre de demandeurs HORS DOUBLONS au 01.01.2006
	(a)	(b)	(c) = (a) * [1 - (b)]	(d)	(e) = (d) - (a)	(f)	(g) = (e) * [1 - (f)]	(h) = (c) + (g)
Seine-et-Marne	17 216	4,1%	16 506	23 042	5 826	9,7%	5 258	21 764
Yvelines	24 177	4,9%	22 984	28 513	4 336	13,8%	3 737	26 721
Essonne	20 994	6,4%	19 657	26 620	5 625	13,2%	4 885	24 542
Val-d'Oise	25 718	7,6%	23 758	34 124	8 406	15,6%	7 094	30 852
Grande couronne	88 105	5,9%	82 905	112 299	24 193	13,3%	20 974	103 879

Ces proportions de doublons, extrapolées aux fichiers communaux des demandeurs de logement social, font apparaître un nombre de demandeurs ayant doublonné d'environ 38 200, soit un nombre total de demandeurs réels transitant par les fichiers communaux de 338 458.

Département	Nbre de demandes valides au 01.01.06 après enquête auprès des communes lieu de dépôt de la demande	Nombre de doublons à la commune (et au département pour la Grande couronne)	Nombre de demandeurs HORS DOUBLONS au 01.01.2006	Proportion de doublons à la commune (et au département pour la Grande couronne)
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d) = (b) / (a)
Paris	105 019	5 593	99 426	5,3%
Hauts-de-Seine	55 379	9 995	45 384	18,0%
Seine-Saint-Denis	56 564	9 749	46 815	17,2%
Val-de-Marne	47 376	4 422	42 954	9,3%
Petite couronne	159 319	24 166	135 153	15,2%
Seine-et-Marne	23 042	1 278	21 764	5,5%
Yvelines	28 513	1 793	26 721	6,3%
Essonne	26 620	2 077	24 542	7,8%
Val-d'Oise	34 124	3 272	30 852	9,6%
Grande couronne	112 299	8 420	103 879	7,5%
TOTAL	376 637	38 179	338 458	10,1%

La constitution de l'échantillon des communes en Grande couronne

1- la base d'échantillonnage

40 communes par département, soit 160 communes, ont constitué la base d'échantillonnage pour les quatre départements de la Grande couronne. En effet, selon les données préfectorales, les 40 communes les plus importantes en termes de demandeurs, concentrent entre 81% et 85% de la demande totale dans chacun des départements, soit une proportion très représentative de celle-ci.

2- la stratification

La demande étant concentrée dans quelques villes, les 40 communes, dans chaque département, ont été ventilées en 4 strates selon leur nombre de demandeurs (du plus grand au plus petit), afin d'interroger toutes les catégories de communes (forts ou faibles effectifs de demandeurs) avec la même fréquence.

Représentativité de l'échantillon des 87 communes enquêtées de la Grande couronne

Département	Nombre de demandes valides figurant dans les fichiers préfectoraux (mars-août 05) lieu de résidence des demandeurs			Niveau de représentativité des communes enquêtées (c) = (a) / (b)
	Communes enquêtées		Ensemble des communes	
	Nombre	Effectif (a)	Effectif (b)	
Seine-et-Marne	26	8 632	17 216	50,1%
Yvelines	23	10 642	21 005	50,7%
Essonne	17	9 834	18 858	52,1%
Val-d'Oise	21	13 217	25 718	51,4%
Grande couronne	87	42 325	82 797	51,1%

(1) Dans les Yvelines, il s'agit des données non redressées des 3172 demandeurs du Mantois (cf. infra).

(2) En Essonne, il s'agit des données non redressées des 2136 demandeurs qui ne résident pas dans le département (cf. infra).

Le redressement des effectifs recensés par les fichiers préfectoraux des Hauts-de-Seine, des Yvelines et de l'Essonne

Lors de la transmission des données des fichiers préfectoraux, trois départements présentaient des effectifs quelque peu sous-estimés par rapport aux effectifs attendus par les bureaux du logement de ces préfectures. Les raisons étaient, soit liées aux changements de la réglementation (délégation de la gestion du contingent préfectoral), soit d'ordre technique (logiciel mal adapté pour faire des extractions de données, problèmes de transmission de données...).

Dans les **Hauts-de-Seine**, la délégation de la gestion du contingent préfectoral à cinq communes au moment de l'enquête, a conduit quatre d'entre elles à ne pas participer à l'enquête sur la demande locative sociale. Le fichier préfectoral a donc été augmenté des seuls 637 demandeurs du fichier des demandeurs de la ville de Clamart (seule des cinq communes à avoir demandé la délégation et à vouloir participer à l'enquête), ce qui donne un total de $11\,441 + 637 = 12\,078$ demandeurs.

Dans les **Yvelines**, le fichier préfectoral a été augmenté de 3 172 demandeurs pour y inclure le fichier de demandeurs de la communauté d'agglomération de Mantes en Yvelines et de Limay qui a malencontreusement été omis lors de la transmission des données préfectorales. Au total, le fichier des Yvelines compte donc $21\,005 + 3\,172 = 24\,177$ demandeurs.

En **Essonne**, le fichier préfectoral a été augmenté de 2 136 demandeurs pour y inclure les demandeurs résidant en dehors du département et non fournis lors de la transmission des données préfectorales. Cet effectif est une estimation calculée à partir de la proportion moyenne de demandeurs des autres départements de la Grande couronne ne résidant pas dans le département où ils ont enregistré leur demande. Le fichier de l'Essonne compte donc $18\,858 + 2\,136 = 20\,994$ demandeurs.

Résultats de l'enquête IAURIF auprès des communes

Département des Hauts-de-Seine

COMMUNE		Nombre de demandes de logements sociaux dans le fichier préfectoral des mal logés : lieu de résidence des demandeurs (juin 2005)	Nombre de demandes de logements sociaux valides après enquête auprès des communes : lieu de dépôt de la demande (octobre 1999)	Nombre de demandes de logements sociaux valides après enquête auprès des communes : lieu de dépôt de la demande (février 2006)	Evolution entre octobre 1999 et février 2006 (en %)
		(a)	(b)	(c)	(d) = (c) / (b)
Hauts-de-Seine	NANTERRE	1 231	2 172	4 600	111,8
	LEVALLOIS-PERRET	442	2 169	4 167	92,1
	CLICHY	580	2 299	4 064	76,8
	BOULOGNE-BILLANCOURT	480	3 011	3 475	15,4
	GENNEVILLIERS	285	1 913	2 819	47,4
	PUTEAUX	90	876	2 628	200,0
	MEUDON	228	1 132	2 454	116,8
	ASNIERES-SUR-SEINE	635	2 400	2 411	0,5
	COLOMBES	525	1 537	2 167	41,0
	COURBEVOIE	607	2 612	2 155	-17,5
	MALAKOFF	159	1 622	2 050	26,4
	ISSY-LES-MOULINEAUX	275	1 466	2 032	38,6
	CLAMART (1)	/	945	1 988	110,4
	ANTONY (1)	/	1 012	1 717	69,7
	RUEIL-MALMAISON	377	1 784	1 630	-8,6
	LE PLESSIS-ROBINSON (1) (2)	/	1 000	1 215	21,5
	BAGNEUX	450	1 540	1 442	-6,4
	MONTRouGE	362	1 946	1 184	-39,2
	SURESNES	372	1 000	1 171	17,1
	NEUILLY-SUR-SEINE (2)	130	700	850	21,4
	VANVES	194	741	882	19,0
	VILLENEUVE-LA-GARENNE	162	360	876	143,3
	CHATILLON (1)	/	994	865	-13,0
	CHATENAY-MALABRY (1)	/	718	860	19,8
	SEVRES	159	456	840	84,2
	BOURG-LA-REINE	134	506	712	40,7
	FONTENAY-AUX-ROSES	369	615	670	8,9
	SAINT CLOUD	97	427	646	51,3
	LA GARENNE-COLOMBES	218	535	643	20,2
	SCEAUX	77	424	608	43,4
	BOIS-COLOMBES	188	500	589	17,8
	CHAVILLE	106	218	378	73,4
	GARCHES	180	391	249	-36,3
	VILLE-D'AVRAY	31	106	190	79,2
	VAUCRESSON	40	56	134	139,3
	MARNES-LA-COQUETTE	4	10	18	80,0
	SOUS-TOTAL	9 187	40 193	55 379	37,8
Hors Hauts-de-Seine	PARIS	463			
	SEINE-ET-MARNE	69			
	YVELINES	241			
	ESSONNE	155			
	SEINE-SAINT-DENIS	312			
	VAL-DE-MARNE	192			
	VAL-D'OISE	273			
	PROVINCE	301			
	SOUS-TOTAL	2 006	0	0	/
TOTAL		11 193	40 193	55 379	37,8

(1) A la date de l'enquête, cinq communes des Hauts-de-Seine avaient reçu la délégation de la gestion du contingent préfectoral. A ce titre, leurs demandes ne sont plus adressées à la préfecture. Il s'agit d'Antony, de Châtenay-Malabry, de Châtillon, de Clamart et du Plessis-Robinson. Les 248 dossiers de ces 5 communes figurant encore dans le fichier préfectoral n'ont donc pas été comptabilisés, ce qui correspond à l'écart entre les 11 193 figurant dans le tableau ci-dessus et les 11 441 figurant dans l'encadré de la page 24.

(2) information non transmise par la commune.

Pour Neuilly-sur-Seine, le nombre de demandeurs a été estimé à 850 : 700 demandes recensées en 2000 augmentée de 21,5 % [écart moyen entre les données de 2000 et 2006 de toutes les communes du département hors celles ayant connu les plus fortes augmentations (supérieures à 90 %)].

Pour le Plessis-Robinson, le nombre de demandeurs a été estimé à 1 215 : 1 000 demandes recensées en 2000 augmentée de 21,5 % [écart moyen entre les données de 2000 et 2006 de toutes les communes du département hors celles ayant connu les plus fortes augmentations (supérieures à 90 %)].

Département de la Seine-Saint-Denis

COMMUNE		Nombre de demandes de logements sociaux dans le fichier préfectoral des mal logés lieu de résidence des demandeurs (juin 2005)	Nombre de demandes de logements sociaux valides après enquête auprès des communes lieu de dépôt de la demande (février 2006)	Ecart entre le fichier préfectoral et les fichiers communaux (en %)
		(a)	(b)	(c) = (b) / (a)
Seine-Saint-Denis	SAINT-DENIS	4 152	5 700	37,3
	MONTREUIL	1 892	5 074	168,2
	PANTIN	1 606	3 613	125,0
	AUBERVILLIERS	2 212	3 609	63,2
	SAINT-OUEN	1 298	2 810	116,5
	BOBIGNY	1 560	2 390	53,2
	DRANCY	1 623	1 939	19,5
	BONDY	787	1 863	136,7
	BAGNOLET	664	1 833	176,1
	NOISY-LE-SEC	1 204	1 820	51,2
	LA-COURNEUVE	1 140	1 816	59,3
	AULNAY-SOUS-BOIS	1 201	1 651	37,5
	EPINAY-SUR-SEINE	1 261	1 600	26,9
	STAINS	1 428	1 595	11,7
	LE-BLANC-MESNIL	975	1 529	56,8
	LE-PRE-SAINT-GERVAIS	627	1 400	123,3
	NOISY-LE-GRAND	901	1 370	52,1
	ROMAINVILLE	816	1 316	61,3
	LES-LILAS	653	1 249	91,3
	SEVRAN	758	1 143	50,8
	PIERREFITTE-SUR-SEINE	674	1 046	55,2
	ROSNY-SOUS-BOIS	772	1 041	34,8
	TREMBLAY-EN-FRANCE	717	1 035	44,4
	LIVRY-GARGAN	468	925	97,6
	CLICHY-SOUS-BOIS	638	895	40,3
	VILLEPINTE	541	764	41,2
	LES-PAVILLONS-SOUS-BOIS	270	738	173,3
	NEUILLY-SUR-MARNE	724	737	1,8
	GAGNY	587	692	17,9
	DUGNY	247	624	152,6
	VILLEMOMBLE	350	585	67,1
	VILLETANEUSE	329	486	47,7
	LE-BOURGET	298	402	34,9
	MONTFERMEIL	344	353	2,6
	NEUILLY-PLAISANCE	251	300	19,5
	L'ILE-SAINT-DENIS	309	281	-9,1
	LE-RAINCY	131	165	26,0
	VAUJOURS	127	106	-16,5
	GOURNAY-SUR-MARNE	45	40	-11,1
	COUBRON	25	29	16,0
	SOUS-TOTAL	34 605	56 564	63,5
Hors Seine-St-Denis	PARIS	819		
	SEINE-ET-MARNE	420		
	YVELINES	93		
	ESSONNE	159		
	HAUTS-DE-SEINE	353		
	VAL-DE-MARNE	405		
	VAL-D'OISE	510		
	PROVINCE	770		
	SOUS-TOTAL	3 529	0	/
TOTAL		38 134	56 564	48,3

Département du Val-de-Marne

COMMUNE		Nombre de demandes de logements sociaux dans le fichier préfectoral des mal logés lieu de résidence des demandeurs (juillet 2005)	Nombre de demandes de logements sociaux valides après enquête auprès des communes lieu de dépôt de la demande (février 2006)	Ecart entre le fichier préfectoral et les fichiers communaux (en %)
		(a)	(b)	(c) = (b) / (a)
Val-de-Marne	IVRY SUR SEINE	3 744	4 278	14,3
	VITRY SUR SEINE	3 422	4 038	18,0
	CRETEIL	3 272	3 752	14,7
	CHAMPIGNY SUR MARNE	3 132	3 450	10,2
	VILLEJUIF	1 855	2 500	34,8
	FONTENAY SOUS BOIS	1 367	1 859	36,0
	CHOISY LE ROI	1 001	1 700	69,8
	MAISONS ALFORT	935	1 647	76,1
	SAINT MAUR DES FOSSES	1 110	1 300	17,1
	ALFORTVILLE	1 377	1 482	7,6
	VINCENNES	937	1 385	47,8
	GENTILLY	983	1 380	40,4
	ARCUEIL	967	1 289	33,3
	VILLENEUVE SAINT GEORGES	606	1 156	90,8
	CACHAN	776	1 132	45,9
	VILLIERS SUR MARNE	580	1 050	81,0
	BONNEUIL SUR MARNE	711	985	38,5
	L'HAY LES ROSES	556	866	55,8
	CHARENTON LE PONT	426	853	100,2
	LE KREMLIN BICETRE	869	851	-2,1
	NOGENT SUR MARNE	515	829	61,0
	FRESNES	596	806	35,2
	CHEVILLY LARUE	394	718	82,2
	ORLY	334	718	115,0
	JOINVILLE LE PONT	446	700	57,0
	BOISSY SAINT LEGER	387	663	71,3
	THIAIS	564	662	17,4
	VILLENEUVE LE ROI	261	622	138,3
	LIMEIL BREVANNES	316	500	58,2
	SAINT MAURICE	285	492	72,6
	CHENNEVIERES SUR MARNE	383	491	28,2
	SAINT MANDE	286	412	44,1
	LE PERREUX SUR MARNE	383	394	2,9
	VALENTON	181	350	93,4
	BRY SUR MARNE	207	321	55,1
	LE PLESSIS TREVISE	253	302	19,4
	SUCY EN BRIE	113	280	147,8
	LA QUEUE EN BRIE	142	276	94,4
	RUNGIS	86	250	190,7
	VILLECRESNES	57	175	207,0
	MAROLLES EN BRIE	1	157	15600,0
	MANDRES LES ROSES	21	83	295,2
	ABLON-SUR-SEINE	71	80	12,7
	SANTENY	34	64	88,2
	NOISEAU	29	40	37,9
	ORMESSON SUR MARNE	43	28	-34,9
	PERIGNY	4	10	150,0
	SOUS-TOTAL	35 018	47 376	35,3
Hors Val-de-Marne	PARIS	935		
	SEINE-ET-MARNE	406		
	YVELINES	101		
	ESSONNE	501		
	HAUTS-DE-SEINE	426		
	SEINE-SAINT-DENIS	873		
	VAL-D'OISE	147		
	PROVINCE	569		
	SOUS-TOTAL	3 958	0	/
TOTAL		38 976	47 376	21,6

Départements de la Grande couronne

COMMUNE		Nombre de demandes de logements sociaux dans le fichier préfectoral des mal logés : lieu de résidence des demandeurs (mars-août 2005)	Nombre de demandes de logements sociaux valides après enquête auprès des communes : lieu de dépôt de la demande février 2006)	Ecart entre le fichier préfectoral et les fichiers communaux (en %)
		(a)	(b)	(c) = (b) / (a)
Seine-et-Marne (26 communes enquêtées)	MEAUX	1 075	1 430	33,02
	CHELLES	1 022	1 239	21,2
	MELUN	828	1 167	40,9
	TORCY	614	763	24,3
	SAVIGNY LE TEMPLE	510	523	2,5
	ROISSY EN BRIE	493	594	20,5
	LE MEE SUR SEINE	426	475	11,5
	CHAMPS SUR MARNE	404	575	42,3
	VILLEPARISIS	400	440	10,0
	LOGNES	357	429	20,2
	MOISSY CRAMAYEL	353	705	99,7
	MITRY MORY	333	600	80,2
	BRIE COMTE ROBERT	248	364	46,8
	VAIRES SUR MARNE	159	188	18,2
	LIEUSAIN	154	186	20,8
	PROVINS	133	281	111,3
	SAINT FARGEAU PONTHIERRY	132	140	6,1
	NEMOURS	128	217	69,5
	FONTAINEBLEAU-AVON	218	335	53,7
	VERT SAINT DENIS	127	192	51,2
	LA FERTE SOUS JOUARRE	123	150	22,0
	GRETZ ARMAINVILLIERS	106	146	37,7
	VAUX LE PENIL	101	195	93,1
	DAMMARTIN EN GOELE	99	104	5,1
	OTHIS	89	115	29,2
	TOTAL SEINE-ET-MARNE	8 632	11 553	33,8
Yvelines (23 communes enquêtées)	VERSAILLES	1368	1530	11,8
	TRAPPES	1109	1075	-3,1
	LES MUREAUX	874	1194	36,6
	POISSY	816	796	-2,5
	CONFLANS SAINTE HONORINE	689	843	22,4
	PLAISIR	688	983	42,9
	SAINT GERMAIN EN LAYE	602	703	16,8
	RAMBOUILLET	554	757	36,6
	MONTIGNY LE BRETONNEUX	509	652	28,1
	HOUILLES	485	587	21,0
	MAUREPAS	331	338	2,1
	LE PECQ	321	437	36,1
	CHATOU	316	445	40,8
	MAISONS LAFFITTE	314	343	9,2
	CARRIERES SOUS POISSY	286	330	15,4
	MARLY LE ROI	284	318	12,0
	CARRIERES SUR SEINE	209	255	22,0
	MONTESSEON	183	312	70,5
	VERNEUIL SUR SEINE	173	266	53,8
	VIROFLAY	143	158	10,5
	ANDRESY	132	141	6,8
	LA CELLE SAINT CLOUD	132	197	49,2
	LOUVECIENNES	124	179	44,4
TOTAL YVELINES	10 642	12 839	20,6	
Essonne (17 communes enquêtées)	EVRY	1225	1581	29,1
	CORBEIL ESSONNES	1180	1237	4,8
	GRIGNY	1142	1310	14,7
	MASSY	1114	1475	32,4
	VIRY CHATILLON	619	651	5,2
	ATHIS MONS	596	1045	75,3
	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	589	850	44,3
	JUVISY SUR ORGE	505	665	31,7
	SAINT MICHEL SUR ORGE	468	460	-1,7
	SAVIGNY SUR ORGE	467	600	28,5
	RIS ORANGIS	428	606	41,6
	VIGNEUX SUR SEINE	407	573	40,8
	PALAISEAU	382	424	11,0
	YERRES	326	389	19,3
	SAINT GERMAIN LES ARPAJON	157	223	42,0
	IGNY	115	165	43,5
	LISSES	114	215	88,6
	TOTAL ESSONNE	9 834	12 469	26,8
	Val-d'Oise (21 communes enquêtées)	ARGENTEUIL	3511	4300
CERGY		1509	2216	46,9
GARGES LES GONESSE		1012	1920	89,7
GONESSE		775	760	-1,9
PONTOISE		752	1150	52,9
BEZONS		714	850	19,0
VILLIERS LE BEL		643	907	41,1
ERMONT		600	547	-8,8
GOUSSAINVILLE		550	662	20,4
FRANCONVILLE		420	648	54,3
SANNOIS		403	490	21,6
HERBLAY		391	431	10,2
DEUIL LA BARRE		329	378	14,9
VAUREAL		288	391	35,8
PERSAN		256	337	31,6
JOUY LE MOUTIER		238	354	48,7
BEAUMONT SUR OISE		225	286	27,1
CORMEILLES EN PARISIS		210	370	76,2
SAINT BRICE SOUS FORET		177	240	35,6
EZANVILLE		110	138	25,5
MERY SUR OISE		104	162	55,8
TOTAL VAL D'OISE	13 217	17 537	32,7	
TOTAL GRANDE COURONNE		42 325	54 398	28,5

L'évolution de l'offre régionale de logements sociaux au cours des 30 dernières années

Selon l'Enquête Logement de 2002, l'Île-de-France comptait 1 062 619 ménages logés dans le parc locatif social, soit presque deux fois plus qu'en 1973 (590 000 environ). Rapporté au total des résidences principales recensées aux enquêtes, la proportion de ménages logés dans une HLM s'élevait à 22,4% en 2002, contre 16,4% en 1973.

1950-1975, la construction sociale est massive

L'évolution majeure de ce secteur d'occupation correspond autant à des changements de comportement qu'à des facteurs démographiques et techniques. En effet, jusqu'au début des années 1970, la construction de logements locatifs sociaux a assuré l'essentiel de la croissance et du renouvellement du parc de logements dans un contexte de forte croissance démographique, résultant de l'accroissement naturel du nombre de ménages (dû aux générations de l'après-guerre) et d'un solde migratoire positif (accélération de la croissance urbaine après la seconde guerre mondiale). A cette époque, l'objectif des pouvoirs publics était la production quantitative de logements destinés à accompagner le développement industriel et à loger les classes moyennes ou modestes dans une société où le plein emploi était la règle.

La réforme de 1977 et l'amélioration de la qualité du parc social

Avec l'arrivée de la crise économique au milieu des années 1970, et la critique des grands ensembles réalisés sans grand souci de la qualité architecturale et sans accompagnement suffisant d'équipements, de transports ou d'activités économiques, les objectifs de la politique du logement menée par les pouvoirs publics ont été modifiés. A la poursuite de l'effort de construction pour répondre à la demande de logements sociaux s'est ajouté un objectif de gestion, d'amélioration de la qualité de la construction neuve et de réhabilitation du parc existant.

C'est ainsi qu'en 1977 ont été mises en place de nouvelles aides à la pierre et à la personne. Les nouvelles aides à la pierre concernent tout d'abord le financement de la politique de réhabilitation des grands ensembles en instaurant une Prime à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif et à Occupation Social (PALULOS). Entre 1988 et 1997, ce sont 420 000 logements environ qui ont bénéficié d'une réhabilitation PALULOS, soit près de deux logements sociaux sur cinq. La réhabilitation a donc pris une importance nouvelle et apparaît aujourd'hui comme un des moyens de réponse à la pression des nouveaux besoins.

Les autres aides à la pierre concernent la construction de nouveaux logements de meilleure qualité et mieux localisés. Elles ont été instaurées par les financements PLA. De 1977 à 1995, ce sont près de 360 000 logements qui ont été mis en service (soit 19 000 par an), soit environ le tiers du parc total actuel.

La crise de la construction de la deuxième moitié des années 1990

Depuis le milieu des années 1990, en dépit de la reprise du marché immobilier et de la persistance d'une demande importante, la construction dans le secteur social s'est essouffée. A partir de 1995, les mises en service se sont effondrées, passant de 20 000 en 1995 à 11 400 en 2000. Au cours de cette période, ce sont 14 000 logements sociaux qui ont été mis en service chaque année.

Ce recul a affecté tous les types de financements, mais à des degrés divers. Il a été très fort pour les logements sociaux de type PLA, dont le nombre est passé de 12 700 en 1995 à 5 700 en 2000, ainsi que pour les logements intermédiaires de type PLI, dont le nombre est passé de 4 500 à 2 000 sur la même période. Les logements très sociaux (PLA-I, LM, TS) ont quant à eux mieux résisté : leur production a oscillé entre 1 100 et 1 900 unités par an.

Cette tendance générale à la baisse renvoie à de multiples explications parmi lesquelles on peut citer les difficultés rencontrées par les organismes HLM à équilibrer financièrement les opérations nouvelles, la réticence des élus locaux à construire des logements pour des populations recourant plus fréquemment que les autres ménages aux services sociaux des municipalités, et enfin la situation des gestionnaires du parc locatif social, dont les ressources stagnent, voire s'amoiennent (augmentation des coûts de gestion et faible hausse des loyers), et qui ont de plus en plus de difficultés aujourd'hui à concilier équilibres budgétaires et missions sociales gourmandes en financement.

Les difficultés persistantes de la construction au début des années 2000

Face à ces difficultés, des mesures ont été prises pour relancer la production sociale, notamment au niveau institutionnel. La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) de décembre 2000, et notamment son article 55, fixe un taux de 20 % de logements sociaux pour les communes de plus de 1 500 habitants, situées dans les agglomérations de Paris et Meaux. Le Plan de Cohésion Sociale de 2004 a également fixé des objectifs de production ambitieux (500 000 logements sociaux sur la période 2005-2009, dont près de 90 000 en Île-de-France). La loi Libertés et Responsabilités Locales d'août 2004 permet au représentant de l'Etat de donner au maire une plus grande maîtrise des attributions des logements sociaux en déléguant à ce dernier (ou au responsable de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière d'habitat) tout ou partie du contingent préfectoral dont il bénéficie. Enfin, dernièrement, quatre établissements publics fonciers ont été créés (un régional et trois départementaux) afin, entre autres, de mettre à disposition des organismes de logements sociaux du foncier opérationnel.

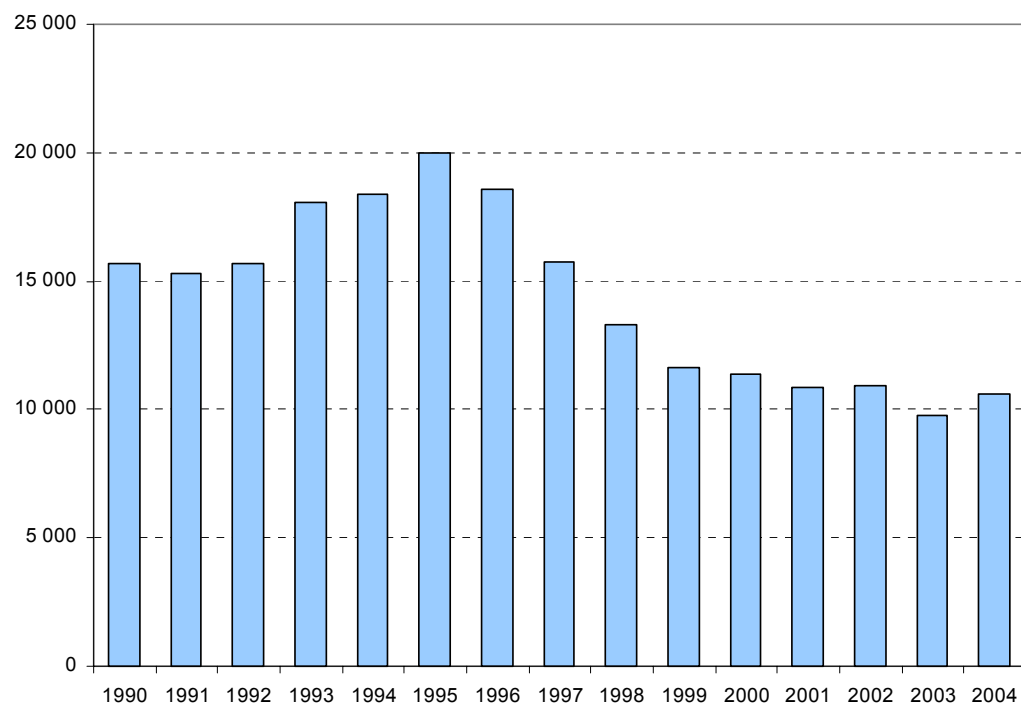
Des mesures financières ont également été mises en œuvre pour aider au financement des opérations nouvelles : nouveaux types de financement plus attractifs pour le logement social (le PLUS, qui remplace le PLA), et intermédiaire (le PLS, qui peut être comptabilisé comme social au regard de la loi SRU), baisse du taux du livret A, allongement de la durée des prêts, extension de la zone 1 à 328 nouvelles communes¹...

Malgré ces dispositions, et même s'il est un peu tôt pour être en mesure de juger de l'efficacité de certaines d'entre elles, la production continue de stagner et oscille aux alentours de 10 000-11 000 logements mis en service par an sur la période 2001-2004². Cela s'explique principalement par le manque de volontarisme d'une partie des élus, ainsi que des moyens mis à leur disposition pour atteindre des objectifs de production plus ambitieux. Ces résultats trouvent également leur origine dans la hausse des coûts de construction (+ 14 % sur la période 2003-2005), nettement supérieure à celle de l'indice de référence des loyers qui sert de référence à l'augmentation des loyers (+ 8 % sur la même période).

¹ Le passage en zone 1 permet d'obtenir une meilleure assiette de subvention et la possibilité de fixer un loyer maximum plus élevé.

² Sur la période 2001-2003, les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU ont cependant produit 6 000 logements par an.

Nombre de logements locatifs sociaux mis en service par année entre 1990 et 2004



Source : pour les années 1990 à 2003, EPLS 2004 ; pour 2004, site internet du Ministère de l'Équipement..

Nombre de logements locatifs sociaux mis en service par année entre 1990 et 2004 selon le financement

Année	Très social	Social			Intermédiaire					TOTAL
	PLA-I PLA-TS PLA-LM	PLA PLUS	HBM - HLM PSR - PLR ILM (1)	Autre financement (2)	PLS PLA-CFF	PAP Locatif	PLI	PCL	Autre financement	
1990	58	11 784	97	82	976	400	1 064	672	518	15 651
1991	255	10 435	706	879	525	107	1 600	466	317	15 290
1992	435	10 671	911	555	596	88	1 665	200	592	15 713
1993	542	12 831	1 306	161	233	12	2 277	0	693	18 055
1994	666	12 448	506	203	906	0	3 004	76	554	18 363
1995	992	12 741	312	238	701	0	4 536	42	409	19 971
1996	1 369	11 114	530	460	700	0	3 740	33	644	18 590
1997	1 468	8 905	191	130	576	45	3 947	0	491	15 753
1998	1 603	8 086	0	112	471	0	2 427	18	574	13 291
1999	1 127	7 401	578	25	242	0	2 006	36	247	11 662
2000	1 888	5 718	7	384	584	0	1 967	0	829	11 377
2001	1 658	5 129	836	170	406	0	1 136	59	1 466	10 860
2002	1 511	5 663	909	346	525	0	1 557	77	332	10 920
2003	632	4 750	824	624	722	0	1 102	0	1 119	9 773
TOTAL	14 204	127 676	7 713	4 369	8 163	652	32 028	1 679	8 785	205 269

(1) Il s'agit d'acquisitions, avec ou sans travaux (PSR = Programme Social de Relogement – PLR = Programme à Loyer Réduit).

(2) Financement ANAH, prêts spéciaux du CFF et autres financements.

Chapitre 2 : Le profil et les conditions de logement des demandeurs

L'analyse du profil des demandeurs présentée dans ce chapitre a été menée à partir de l'enquête réalisée en 2006 par l'IAURIF auprès des demandeurs de logements sociaux inscrits dans les fichiers préfectoraux des mal-logés et des Enquêtes Logement de l'Insee.

Les résultats retenus pour l'étude et présentés dans ce chapitre concernent la demande « réelle », soit 91 % de l'ensemble de la demande (*Cf. chapitre 1 sur le volume des demandes maintenues*). Il s'agit des demandeurs qui ont réaffirmé leur demande lors de l'enquête téléphonique, c'est à dire des ménages toujours en difficulté de logement.

Les résultats affichés porteront donc sur les 258 200 demandeurs qui maintiennent leur demande, et non sur les 282 000 demandeurs enregistrés en préfecture. Au niveau géographique, ces résultats seront présentés selon le département de résidence des demandeurs, et non le département d'enregistrement.

Répartition des demandeurs selon le département de résidence

Département	75	92	93	94	77	78	91	95	province	TOTAL
Demandes maintenues	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 945	3 516	258 199
% ligne	33,9	5,6	15,4	13,9	5,1	7,8	8,3	8,5	1,4	100,0

La représentativité des demandes transitant par le fichier préfectoral des Hauts-de-Seine

Le fichier préfectoral des Hauts-de-Seine regroupe 14 417 demandeurs, ce qui représente moins du quart des 50 736 demandeurs recensés dans les 36 fichiers communaux de ce département (*Cf. chapitre 1 sur le décompte de la demande et sur la représentativité des fichiers préfectoraux*). Ce faible volume (14 417) s'explique par le fait que les seules demandes prises en compte sont celles dûment déposées au bureau du logement de cette préfecture, les demandes déposées en mairie n'étant pas transmises à la préfecture comme dans les autres départements.

Malgré cette faible représentativité du fichier préfectoral, l'analyse du profil et des conditions de logement ne fait pas ressortir de caractéristiques particulières.

Compte tenu du poids sensiblement plus faible du fichier des Hauts-de-Seine, quatre fois plus petit que ce qu'il devrait être, sa faible représentativité ne devrait pas déformer les résultats et les analyses obtenus à l'échelle de tous les départements de la région.

2.1 Les caractéristiques socio-économiques des demandeurs en 2006

Un demandeur sur cinq a moins de 30 ans

L'âge moyen des ménages demandeurs¹, qui s'établit à 41,2 ans, est relativement stable d'un département à l'autre : il varie de 38,8 ans dans le Val-d'Oise à 44,0 ans à Paris. L'analyse de la répartition des demandeurs selon les classes d'âge permet de dégager quelques grandes caractéristiques :

- les moins de 30 ans sont sur-représentés en Grande couronne (28 % des demandeurs en Essonne, 27 % dans le Val-d'Oise et 26 % en Seine-et-Marne) et sous-représentés à Paris (11,6 %) par rapport à la moyenne de l'ensemble des demandeurs franciliens (19,8 %) ;
- à l'inverse, les demandeurs âgés de 50 ans ou plus sont en proportion nettement plus nombreux à Paris (31,2 %) que dans les autres départements de l'Île-de-France (20 % en moyenne) ;
- la moitié des demandeurs est âgée de moins de 40 ans, dont 31 % sont âgés entre 30 et 39 ans (il s'agit du contingent le plus important dans tous les départements) : les demandeurs de logement apparaissent donc plutôt en **début de parcours résidentiel**.

Répartition des ménages demandeurs selon l'âge du demandeur et le département de résidence

	- de 30 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-64 ans	65 ans ou +	Total	Age moyen
75 effectif	10 192	26 069	24 014	19 638	7 718	87 631	44,0
% ligne	11,6%	29,7%	27,4%	22,4%	8,8%	100,0%	
% colonne	20,0%	33,0%	36,4%	43,3%	46,0%	33,9%	
92 effectif	2 430	5 460	4 096	1 634	797	14 417	40,0
% ligne	16,9%	37,9%	28,4%	11,3%	5,5%	100,0%	
% colonne	4,8%	6,9%	6,2%	3,6%	4,8%	5,6%	
93 effectif	9 130	12 046	10 502	6 197	1 913	39 788	39,7
% ligne	22,9%	30,3%	26,4%	15,6%	4,8%	100,0%	
% colonne	17,9%	15,2%	15,9%	13,7%	11,4%	15,4%	
94 effectif	8 572	10 597	9 231	5 870	1 697	35 967	39,9
% ligne	23,8%	29,5%	25,7%	16,3%	4,7%	100,0%	
% colonne	16,8%	13,4%	14,0%	12,9%	10,1%	13,9%	
77 effectif	3 397	4 178	3 132	1 666	876	13 249	39,5
% ligne	25,6%	31,5%	23,6%	12,6%	6,6%	100,0%	
% colonne	6,6%	5,3%	4,8%	3,7%	5,2%	5,1%	
78 effectif	4 825	6 065	4 701	3 280	1 375	20 246	40,4
% ligne	23,8%	30,0%	23,2%	16,2%	6,8%	100,0%	
% colonne	9,4%	7,7%	7,1%	7,2%	8,2%	7,8%	
91 effectif	6 097	6 167	5 333	2 774	1 066	21 437	38,9
% ligne	28,4%	28,8%	24,9%	12,9%	5,0%	100,0%	
% colonne	11,9%	7,8%	8,1%	6,1%	6,4%	8,3%	
95 effectif	5 844	7 250	4 394	3 599	859	21 946	38,8
% ligne	26,6%	33,0%	20,0%	16,4%	3,9%	100,0%	
% colonne	11,4%	9,2%	6,7%	7,9%	5,1%	8,5%	
Province effectif	598	1 194	533	723	470	3 518	44,7
% ligne	17,0%	33,9%	15,2%	20,6%	13,4%	100,0%	
% colonne	1,2%	1,5%	0,8%	1,6%	2,8%	1,4%	
Ensemble	51 085	79 026	65 936	45 381	16 771	258 199	41,2
% ligne	19,8%	30,6%	25,5%	17,6%	6,5%	100,0%	
% colonne	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	

¹ Il s'agit de l'âge de la personne qui a déposé la demande.

Les ménages demandeurs sont de grande taille

Les ménages demandeurs comportent en moyenne 2,89 personnes ; ce sont des ménages de plus grande taille, comparés aux valeurs moyennes régionales : 32 % sont composés d'au moins 4 personnes, et 17 % de plus de 5 personnes, contre respectivement 23 % et 8 % pour l'ensemble des ménages franciliens¹.

Cette taille varie sensiblement selon la nationalité. Pour les ménages français, qui représentent près de 71 % des demandeurs, elle atteint 2,7 personnes, contre 3,4 personnes pour les demandeurs de nationalité étrangère.

Répartition des ménages demandeurs selon le nombre de personnes et le département de résidence

	1 personne	2 personnes	3 personnes	4 personnes	5 personnes ou +	Total	Taille moyenne des ménages	Nb d'enfant(s) à charge
75 effectif	25 341	20 643	15 722	11 804	14 124	87 634	2,76	1,21
% ligne	28,9	23,6	17,9	13,5	16,1	100,0		
% colonne	40,5	34,0	30,6	29,6	32,4	33,9		
92 effectif	2 819	3 107	3 788	2 500	2 203	14 417	2,97	1,40
% ligne	19,6	21,6	26,3	17,3	15,3	100,0		
% colonne	4,5	5,1	7,4	6,3	5,0	5,6		
93 effectif	7 843	8 673	8 454	6 526	8 293	39 789	3,13	1,51
% ligne	19,7	21,8	21,2	16,4	20,8	100,0		
% colonne	12,5	14,3	16,5	16,3	19,0	15,4		
94 effectif	7 419	9 207	6 827	6 604	5 911	35 968	2,94	1,34
% ligne	20,6	25,6	19,0	18,4	16,4	100,0		
% colonne	11,9	15,2	13,3	16,5	13,5	13,9		
77 effectif	2 964	3 242	2 858	2 201	1 985	13 250	2,89	1,32
% ligne	22,4	24,5	21,6	16,6	15,0	100,0		
% colonne	4,7	5,3	5,6	5,5	4,5	5,1		
78 effectif	5 777	4 291	4 348	3 226	2 603	20 245	2,73	1,19
% ligne	28,5	21,2	21,5	15,9	12,9	100,0		
% colonne	9,2	7,1	8,5	8,1	6,0	7,8		
91 effectif	4 398	5 607	4 265	3 181	3 984	21 435	2,98	1,30
% ligne	20,5	26,2	19,9	14,8	18,6	100,0		
% colonne	7,0	9,2	8,3	8,0	9,1	8,3		
95 effectif	4 352	5 329	4 498	3 521	4 245	21 945	3,04	1,41
% ligne	19,8	24,3	20,5	16,0	19,3	100,0		
% colonne	7,0	8,8	8,8	8,8	9,7	8,5		
Province effectif	1 591	618	631	368	308	3 516	2,32	0,87
% ligne	45,3	17,6	17,9	10,5	8,8	100,0		
% colonne	2,5	1,0	1,2	0,9	0,7	1,4		
Ensemble	62 504	60 717	51 391	39 931	43 656	258 199	2,89	1,31
% ligne	24,2	23,5	19,9	15,5	16,9	100,0		
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0		
Français	50 778	46 338	37 455	24 585	24 945	184 100	2,68	1,13
% ligne	27,6	25,2	20,3	13,4	13,5	100,0		
Etranger	11 727	14 380	13 935	15 346	18 711	74 099	3,42	1,76
% ligne	15,8	19,4	18,8	20,7	25,3	100,0		

La taille des ménages varie aussi selon la localisation des demandeurs. Elle est plus réduite à Paris (2,8 personnes en moyenne) et dans les Yvelines² (2,7). Dans ces deux départements, 29 % des demandeurs sont des personnes seules, contre environ un quart à l'échelle de la région. Dans la capitale, cette taille plus réduite s'explique par la structure du parc immobilier, composé pour moitié de studios et de logements de 2 pièces. A l'opposé, en Seine-Saint-Denis et dans le Val d'Oise, la taille moyenne des ménages dépasse trois personnes (respectivement 3,13 et 3,04).

Le nombre d'enfants à charge des ménages demandeurs atteint quant à lui 1,31 en moyenne, et varie de 1,19 dans les Yvelines à 1,51 en Seine-Saint-Denis.

¹ Source : ENL 2002.

² La taille des ménages pour les Yvelines a pu être légèrement sous-estimée car ne figurent pas dans le fichier préfectoral, qui a servi de base de sondage, les demandes émanant de la Communauté d'Agglomération du Mantois.

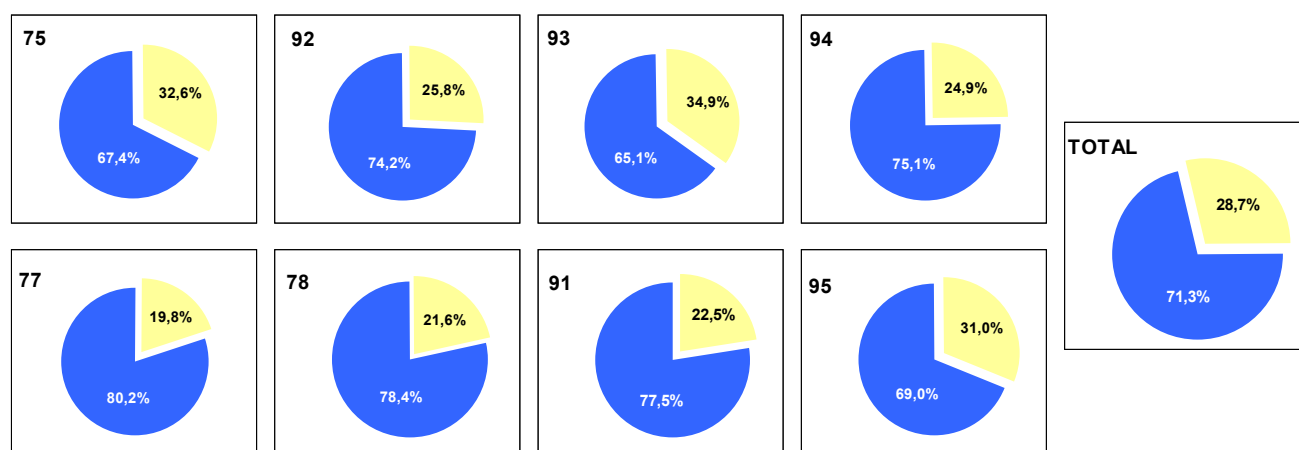
Près de 30 % des demandeurs sont étrangers

Selon l'enquête, la proportion d'étrangers parmi les demandeurs s'élève à 29 % : c'est près de 2,5 fois plus que la part des étrangers dans l'ensemble de la population francilienne (12 %). L'écart est cependant plus faible si l'on compare cette proportion (29 %) à celle des étrangers logés dans l'ensemble du parc locatif social de la région (16 %).

La forte proportion d'étrangers à Paris observée depuis la dernière enquête (32,6 % contre 20,6 %) s'explique principalement par les nombreuses démarches initiées par les services sociaux de la ville qui, pour satisfaire aux obligations de différents textes (lutte contre les exclusions, contre l'insalubrité, plan de relogement), ont incité plus qu'auparavant les parisiens à s'inscrire comme demandeurs, et notamment les personnes vivant dans un logement insalubre, les SDF, les occupants de foyer, de CHRS, parmi lesquels la proportion d'étranger est importante. A ceci s'ajoute la disparition progressive des hôtels meublés, dans lesquels on trouve également une forte proportion d'étrangers, et dont les occupants ont été aussi incités à s'inscrire comme demandeurs.

L'analyse selon le secteur d'occupation montre la prédominance des étrangers parmi les locataires demandeurs issus du secteur privé (34,5 %), et surtout parmi ceux logés en foyer, puisque 50 % d'entre eux sont des étrangers (*Cf. paragraphe 2.2 sur les conditions de logement*).

Proportion d'étrangers parmi les demandeurs selon le département de résidence



60 % des demandes émanent de couples avec enfant(s) et des familles monoparentales, toujours plus nombreuses

Selon l'enquête, les ménages demandeurs se répartissent entre 50 % de couples (dont 38 % avec enfant(s)), 24 % de personnes seules, près de 22 % de familles monoparentales et 4 % de ménages constitués d'isolés sans famille.

Par rapport à 2000, on note une progression de la part des familles monoparentales (+ 3 points entre les deux enquêtes), alors que celle des couples avec enfant(s) est restée stable (38 %).

L'analyse par département fait ressortir des situations quelque peu différentes, qui s'expliquent par le poids des ménages étrangers, la structure par âge des demandeurs et les caractéristiques du parc de logements. Ainsi, les couples avec deux enfants ou plus représentent près de 30 % des demandeurs en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise, contre 24 % à Paris et 22 % dans les Yvelines. De même, les familles monoparentales sont plus présentes dans les Hauts-de-Seine (28 %) et en Seine-et-Marne (25 %) que dans les autres départements (21 % en moyenne).

Répartition des ménages demandeurs selon le type de ménage et le département de résidence

	Personne seule	Famille monoparentale	Couple sans enfant	Couple avec 1 enfant	Couple avec 2 enfants ou +	Ménage sans famille	Total
75 effectif	25 343	17 706	8 959	10 643	21 015	3 968	87 634
% ligne	28,9	20,2	10,2	12,1	24,0	4,5	100,0
% colonne	40,5	31,6	28,9	33,9	31,5	38,1	33,9
92 effectif	2 819	4 045	1 756	1 849	3 631	317	14 417
% ligne	19,6	28,1	12,2	12,8	25,2	2,2	100,0
% colonne	4,5	7,2	5,7	5,9	5,4	3,0	5,6
93 effectif	7 843	9 450	4 526	4 695	11 388	1 886	39 788
% ligne	19,7	23,8	11,4	11,8	28,6	4,7	100,0
% colonne	12,5	16,9	14,6	14,9	17,0	18,1	15,4
94 effectif	7 419	7 473	5 122	3 780	10 631	1 542	35 967
% ligne	20,6	20,8	14,2	10,5	29,6	4,3	100,0
% colonne	11,9	13,3	16,5	12,0	15,9	14,8	13,9
77 effectif	2 964	3 309	1 912	1 551	3 220	294	13 250
% ligne	22,4	25,0	14,4	11,7	24,3	2,2	100,0
% colonne	4,7	5,9	6,2	4,9	4,8	2,8	5,1
78 effectif	5 777	4 710	2 044	2 813	4 365	535	20 244
% ligne	28,5	23,3	10,1	13,9	21,6	2,6	100,0
% colonne	9,2	8,4	6,6	9,0	6,5	5,1	7,8
91 effectif	4 398	4 040	3 791	2 737	5 646	824	21 436
% ligne	20,5	18,8	17,7	12,8	26,3	3,8	100,0
% colonne	7,0	7,2	12,2	8,7	8,5	7,9	8,3
95 effectif	4 352	4 837	2 690	3 036	6 297	734	21 946
% ligne	19,8	22,0	12,3	13,8	28,7	3,3	100,0
% colonne	7,0	8,6	8,7	9,7	9,4	7,1	8,5
Province effectif	1 591	477	205	326	613	305	3 517
% ligne	45,2	13,6	5,8	9,3	17,4	8,7	100,0
% colonne	2,5	0,9	0,7	1,0	0,9	2,9	1,4
Ensemble	62 506	56 047	31 005	31 430	66 806	10 405	258 199
% ligne	24,2	21,7	12,0	12,2	25,9	4,0	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

70 % des demandeurs exercent un emploi, le plus souvent en tant qu'employé

Les actifs¹ représentent au total 82 % des demandeurs, dont 69,5 % exercent une activité salariée et 12,5 % sont au chômage. Les demandeurs retraités représentent 8,3 % des demandeurs.

A l'échelle des départements, on note, par rapport à la moyenne des demandeurs :

- un pourcentage élevé de demandeurs actifs exerçant un emploi dans les Yvelines (77 %) et les Hauts-de-Seine (76 %) ;
- une sur-représentation des chômeurs parmi les demandeurs à Paris (14 %), en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne (13 %) ;
- un poids important des retraités à Paris (plus de 10 % des demandeurs parisiens), qui représentent près de la moitié (43 %) des retraités demandeurs de logements sociaux d'Île-de-France.

Répartition des ménages demandeurs selon l'activité et le département de résidence (activité de l'auteur de la demande)

	Occupent un emploi	Chômeurs	Retraités	Au foyer	Elèves, étudiants	Autres inactifs	Total
75 effectif	57 513	12 315	9 079	3 730	2 187	2 811	87 635
% ligne	65,6	14,1	10,4	4,3	2,5	3,2	100,0
% colonne	32,0	38,1	42,5	40,1	40,9	26,9	33,9
92 effectif	10 971	1 369	935	344	269	529	14 417
% ligne	76,1	9,5	6,5	2,4	1,9	3,7	100,0
% colonne	6,1	4,2	4,4	3,7	5,0	5,1	5,6
93 effectif	27 610	5 166	2 349	1 983	865	1 815	39 788
% ligne	69,4	13,0	5,9	5,0	2,2	4,6	100,0
% colonne	15,4	16,0	11,0	21,3	16,2	17,4	15,4
94 effectif	25 860	4 697	2 342	861	906	1 301	35 967
% ligne	71,9	13,1	6,5	2,4	2,5	3,6	100,0
% colonne	14,4	14,5	11,0	9,3	17,0	12,4	13,9
77 effectif	8 856	1 599	1 135	542	271	849	13 252
% ligne	66,8	12,1	8,6	4,1	2,0	6,4	100,0
% colonne	4,9	5,0	5,3	5,8	5,1	8,1	5,1
78 effectif	15 609	1 696	1 576	420	113	830	20 244
% ligne	77,1	8,4	7,8	2,1	0,6	4,1	100,0
% colonne	8,7	5,3	7,4	4,5	2,1	7,9	7,8
91 effectif	15 749	2 256	1 559	392	354	1 125	21 435
% ligne	73,5	10,5	7,3	1,8	1,7	5,2	100,0
% colonne	8,8	7,0	7,3	4,2	6,6	10,8	8,3
95 effectif	15 679	2 575	1 454	920	276	1 042	21 946
% ligne	71,4	11,7	6,6	4,2	1,3	4,7	100,0
% colonne	8,7	8,0	6,8	9,9	5,2	10,0	8,5
Province effectif	1 630	609	909	109	101	157	3 515
% ligne	46,4	17,3	25,9	3,1	2,9	4,5	100,0
% colonne	0,9	1,9	4,3	1,2	1,9	1,5	1,4
Ensemble	179 477	32 282	21 338	9 301	5 342	10 459	258 199
% ligne	69,5	12,5	8,3	3,6	2,1	4,1	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Lorsque les demandeurs occupent un emploi, 53 % d'entre eux sont employés, 22 % sont ouvriers², près de 14 % sont cadres³ tandis que 10 % sont des professions intermédiaires⁴.

¹ Il s'agit de l'auteur de la demande. Sont considérées comme actives les personnes qui exercent un emploi ou qui sont au chômage (inscrites ou non à l'ANPE).

² Cette catégorie regroupe les ouvriers qualifiés et non qualifiés.

³ Cette catégorie regroupe les demandeurs cadres, les agents de maîtrise ainsi que ceux qui ont déclaré travailler à leur compte.

⁴ Cette catégorie regroupe les professions intermédiaires et les techniciens.

Proportion plus importante de cadres parmi les demandeurs qui habitent Paris et les Hauts-de-Seine

Le profil plus particulier des demandeurs parisiens apparaît nettement au regard de leur profession : près de 21 % sont des cadres, une proportion légèrement supérieure à celle que l'on trouve dans les Hauts-de-Seine (20 %), et deux fois plus élevée que dans l'ensemble des autres départements franciliens (9 % de cadres en moyenne).

Cette situation reflète l'importance du parc locatif intermédiaire (de type PLI ou PLS) dans la capitale et les Hauts-de-Seine (environ 10 % de l'ensemble du parc social). Ce parc, dont les loyers sont supérieurs à ceux d'un logement social PLA ou PLUS, accueille les ménages dont les niveaux de ressources sont plus élevés¹ (mais cependant insuffisants pour louer dans le secteur à loyer libre).

Répartition des ménages demandeurs selon la catégorie sociale du demandeur et le département de résidence (Demandeurs qui occupent un emploi)

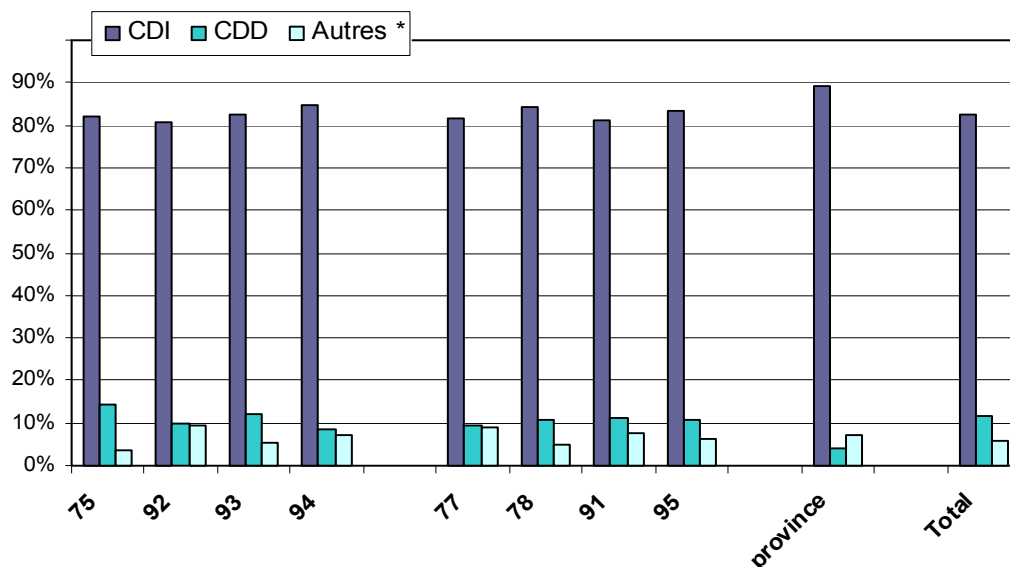
	Employés	Ouvriers	Cadres	Prof. Interm.	Autres (1)	Total
75 effectif	29 022	9 193	11 866	7 247	186	57 514
% ligne	50,5	16,0	20,6	12,6	0,3	100,0
% colonne	30,6	23,0	49,1	35,6	76,2	32,0
92 effectif	5 747	1 483	2 137	1 604	0	10 971
% ligne	52,4	13,5	19,5	14,6	0,0	100,0
% colonne	6,1	3,7	8,8	7,9	0,0	6,1
93 effectif	16 013	7 463	2 677	1 399	58	27 610
% ligne	58,0	27,0	9,7	5,1	0,2	100,0
% colonne	16,9	18,7	11,1	6,9	23,8	15,4
94 effectif	13 272	5 583	2 701	4 303	0	25 859
% ligne	51,3	21,6	10,4	16,6	0,0	100,0
% colonne	14,0	14,0	11,2	21,1	0,0	14,4
77 effectif	4 998	2 633	449	775	0	8 855
% ligne	56,4	29,7	5,1	8,8	0,0	100,0
% colonne	5,3	6,6	1,9	3,8	0,0	4,9
78 effectif	8 411	3 521	1 490	2 187	0	15 609
% ligne	53,9	22,6	9,5	14,0	0,0	100,0
% colonne	8,9	8,8	6,2	10,7	0,0	8,7
91 effectif	7 694	4 937	1 260	1 858	0	15 749
% ligne	48,9	31,3	8,0	11,8	0,0	100,0
% colonne	8,1	12,4	5,2	9,1	0,0	8,8
95 effectif	8 962	4 496	1 535	687	0	15 680
% ligne	57,2	28,7	9,8	4,4	0,0	100,0
% colonne	9,5	11,3	6,4	3,4	0,0	8,7
Province effectif	687	616	38	289	0	1 630
% ligne	42,1	37,8	2,3	17,7	0,0	100,0
% colonne	0,7	1,5	0,2	1,4	0,0	0,9
Ensemble	94 806	39 925	24 153	20 349	244	179 477
% ligne	52,8	22,2	13,5	11,3	0,1	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) la catégorie 'Autres' regroupe les artisans, commerçants et professions libérales.

Les demandeurs qui exercent un emploi sont dans 96 % des cas salariés d'une entreprise. Seuls 4 % travaillent à leur compte. Lorsqu'ils sont salariés, 83 % des demandeurs sont en contrat à durée indéterminée (proportion qui varie peu d'un département à l'autre), ceux travaillant en contrat à durée déterminée ne représentant que 12 % environ du total. Les intérimaires sont 4 %, alors que les apprentis, stagiaires, contrats d'insertion ou emplois jeune représentent chacun moins de 1% des demandeurs.

¹ A titre d'exemple, au 1^{er} juillet 2006, les plafonds de loyer des logements intermédiaires de type PLI, applicables dans l'agglomération parisienne s'élèvent à 13,26€ / m² / surface utile, contre 5,55€ / m² / surface utile pour un logement PLUS. Dans cette zone, les plafonds de ressources des PLI correspondent à 180 % des plafonds PLUS.

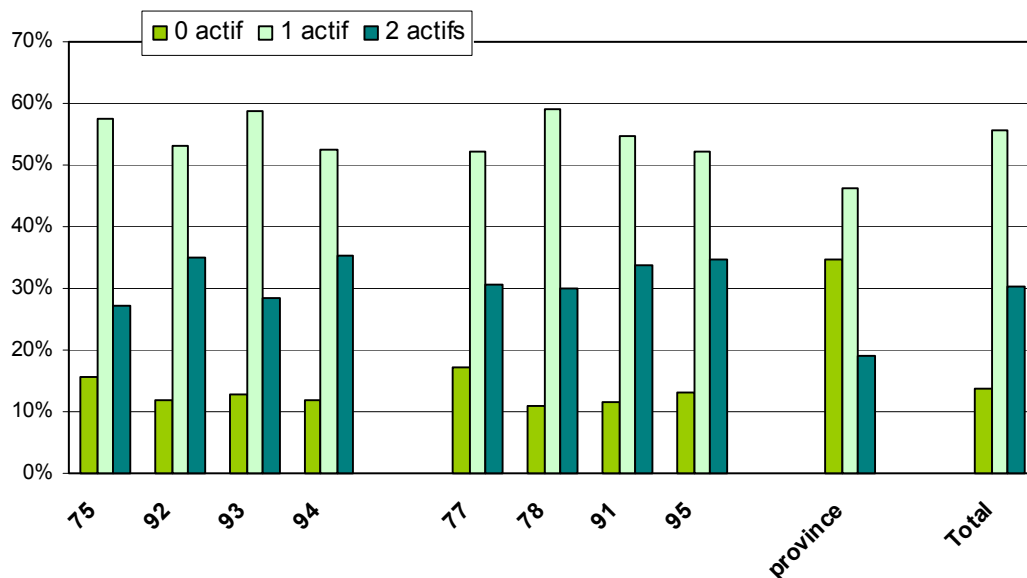
Type de contrat des demandeurs salariés selon le département de résidence
(Demandeurs qui occupent un emploi salarié, soit un effectif de 172 101)



* Intérim, stagiaire, apprenti, emploi jeune, contrat d'insertion

Dans tous les départements, on constate que les ménages candidats à un logement locatif social comptent dans leur grande majorité au moins un actif¹. Sur l'ensemble des ménages enquêtés, 86 % sont dans cette situation, dont 30 % comportent deux actifs. Le pourcentage de ménages ne comptant aucun actif (c'est à dire principalement les retraités) oscille entre 11 % dans les Yvelines et 17 % en Seine-et-Marne.

Nombre d'actif(s) parmi les ménages demandeurs selon le département de résidence

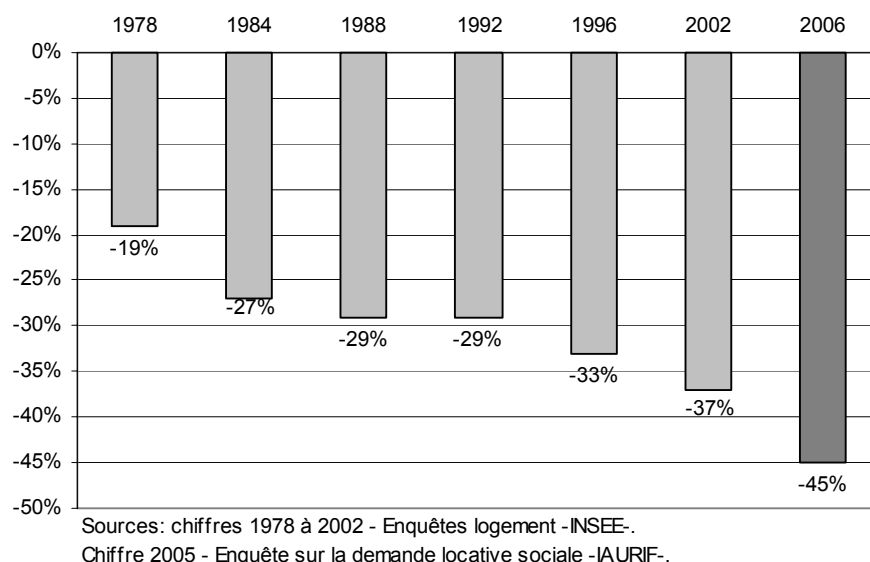


¹ Sont considérées comme actives les personnes du ménage qui exercent un emploi ou qui sont au chômage (inscrites ou non à l'ANPE).

Le revenu des ménages demandeurs est inférieur de 45 % à celui des ménages franciliens

Le revenu moyen mensuel¹ par ménage déclaré à l'enquête s'établit à 1 700 €, soit 45 % de moins que le revenu moyen mensuel des ménages Franciliens (3 077 €²). En près de 30 ans, cet écart de revenu a plus que doublé (il était de 19 % en 1978).

Ecart entre le revenu des ménages demandeurs et le revenu de l'ensemble des ménages franciliens



Entre les huit départements de l'Île-de-France, les disparités de revenu existent mais restent peu importantes : 12 % entre les Hauts-de-Seine (1 791 €) et la Seine-et-Marne (1 602 €).

D'une manière générale, les écarts de revenus résultent d'une conjugaison de facteurs parmi lesquelles on peut citer l'importance de la population étrangère parmi les demandeurs (généralement plus touchés par le chômage et qui exercent aussi le plus souvent des emplois peu qualifiés), le statut d'occupation mais aussi l'âge et la composition familiale.

Ainsi, les couples avec enfant(s), qui comptent une forte proportion de ménages bi-actifs et perçoivent des allocations familiales (*Cf. paragraphe sur la structure des revenus*), affichent le revenu moyen le plus élevé : près de 2 200 € par mois, contre 1 400 € pour les familles monoparentales et 1 150 € pour les personnes seules.

Revenu des ménages demandeurs selon la composition familiale et le département de résidence

	Personne seule	Famille monoparentale	Couple sans enfant	Couple avec 1 enfant	Couple avec 2 enfants ou +	Ménage sans famille	Total
75	1 213 €	1 391 €	1 925 €	2 270 €	2 308 €	1 492 €	1 725 €
92	1 092 €	1 398 €	2 218 €	2 326 €	2 322 €	1 466 €	1 791 €
93	1 095 €	1 326 €	1 738 €	1 827 €	2 147 €	1 607 €	1 635 €
94	1 082 €	1 436 €	1 962 €	2 108 €	2 147 €	1 641 €	1 727 €
77	1 065 €	1 290 €	1 816 €	1 811 €	2 179 €	1 722 €	1 602 €
78	1 129 €	1 567 €	1 855 €	2 277 €	2 221 €	1 805 €	1 717 €
91	1 158 €	1 491 €	1 777 €	1 998 €	2 175 €	1 528 €	1 720 €
95	1 133 €	1 376 €	1 885 €	1 872 €	2 083 €	2 034 €	1 684 €
province	1 193 €	1 544 €	1 936 €	1 343 €	2 004 €	1 197 €	1 440 €
Ensemble	1 152 €	1 403 €	1 888 €	2 094 €	2 208 €	1 589 €	1 700 €

¹ Il correspond à la somme des revenus perçus à la date de l'enquête par les individus composant le ménage, avant abattement fiscal ou paiement des impôts. Par ailleurs, il n'inclut pas les aides au logement (APL, AL).

² Il correspond au revenu moyen mensuel déclaré à l'Enquête Logement de 2002 et inflaté de 7,09 % pour tenir compte de la hausse des prix entre janvier 2002 et novembre 2005 selon l'Indice des Prix à la Consommation.

Les demandeurs étrangers ont les revenus les plus faibles

Parmi les 258 200 demandeurs de logements sociaux, près de 29 % sont de nationalité étrangère. Le revenu moyen mensuel de ces ménages s'élève à 1 561 € contre 1 757 € pour les Français, soit un écart de 11 %.

C'est à Paris et en Petite couronne (excepté la Seine-Saint-Denis) que l'écart est le plus important (entre 12 et 16 %), en Seine-et-Marne et dans les Yvelines qu'il est le plus faible (3,5 %).

Si l'on tient compte de la composition familiale des demandeurs, la taille moyenne des demandeurs étrangers étant supérieure à celle des français (respectivement 3,42 contre 2,68 personnes par ménage), leur revenu par unité de consommation¹ (uc) devient sensiblement inférieur à celui des demandeurs français puisque l'écart s'élève à 24 % (1 024 € contre 776 €). L'écart de revenu par uc est le plus important à Paris (30 %) et dans les Hauts-de-Seine (27 %), alors qu'il est le plus bas en Seine-Saint-Denis (17 %).

Les demandeurs déjà logés dans le parc social ont des revenus peu différents de ceux des autres demandeurs

En moyenne, les demandeurs de logements déjà logés dans le parc HLM affichent un revenu mensuel peu différent de ceux logés dans le parc privé : 1 844 € contre 1 772 €, soit un écart de 4 %. A l'exception de la Seine-et-Marne, cette situation caractérise l'ensemble des départements franciliens.

Cet écart de revenu mensuel entre les deux secteurs reflète la composition familiale des demandeurs qui comptent dans le parc social une part plus importante de couples avec enfant(s) et qui perçoivent de la CAF des allocations familiales plus importantes.

Par contre, l'écart de revenu atteint 36 % lorsque l'on compare le revenu des ménages demandeurs déjà logés dans le parc HLM avec celui des hébergés (1 844 € comparés à 1 371 €). Cette différence s'explique par le fait que les demandeurs hébergés sont plutôt de jeunes adultes (âgés en moyenne de 35 ans contre 43 ans pour les demandeurs habitant le secteur social), plus souvent célibataires (40 % contre 17 %).

La prise en compte de la structure familiale (en étudiant le revenu par unité de consommation) modifie la hiérarchie. La taille plus élevée des ménages du secteur social (3,4 personnes par ménage contre 2,9 personnes dans le secteur libre et 2,1 personnes chez les hébergés) explique que le revenu par uc des demandeurs déjà logés en HLM soit inférieur à celui des deux autres secteurs d'occupation. L'écart reste cependant faible, puisqu'il n'excède pas 5 % (932 € de revenu par uc dans le secteur social contre 978 € de revenu par uc dans le secteur libre et 936 € pour les hébergés).

¹ Pour faciliter la comparaison des niveaux de vie entre les ménages dont la taille et la structure diffèrent, un revenu par unité de consommation (uc) est établi. La norme retenue, dans cette étude, est celle de l'O.C.D.E modifiée selon les recommandations d'un groupe de travail composé d'experts de l'Insee, de la CNAF, du Ministère de l'Équipement et du Ministère des affaires sociales. Ce groupe préconisait d'ajouter, à l'échelle O.C.D.E., 0,2 unité pour les familles monoparentales. Le nombre d'unité(s) de consommation d'un ménage est obtenue en comptant une unité de consommation pour la personne de référence, 0,5 unité pour tout autre personne âgée de 14 ans ou plus et 0,3 unité pour chaque enfant de moins de 14 ans, auxquelles s'ajoute 0,2 unité lorsque le ménage est une famille monoparentale.

Le revenu des demandeurs selon la nationalité, le secteur d'occupation et le département de résidence

	Français	Etrangers	Locataires		Hébergés	Autres *	Total
			HLM	sect. Libre			
75 effectif	59 080	28 554	22 365	43 643	10 691	10 935	87 634
% ligne	67,4	32,6	25,5	49,8	12,2	12,5	97,1
Revenu par mois	1 824 €	1 520 €	1 922 €	1 779 €	1 300 €	1 527 €	1 725 €
Revenu par uc	1 108 €	779 €	988 €	1 022 €	899 €	926 €	988 €
92 effectif	10 696	3 721	5 427	5 243	2 036	1 711	14 417
% ligne	74,2	25,8	37,6	36,4	14,1	11,9	94,5
Revenu par mois	1 849 €	1 625 €	1 991 €	1 891 €	1 261 €	1 480 €	1 791 €
Revenu par uc	1 068 €	776 €	1 033 €	1 024 €	871 €	788 €	982 €
93 effectif	25 885	13 903	16 038	11 845	7 433	4 472	39 788
% ligne	65,1	34,9	40,3	29,8	18,7	11,2	91,9
Revenu par mois	1 676 €	1 557 €	1 787 €	1 691 €	1 383 €	1 356 €	1 635 €
Revenu par uc	923 €	767 €	892 €	834 €	930 €	752 €	864 €
94 effectif	27 011	8 956	14 379	11 724	6 159	3 705	35 967
% ligne	75,1	24,9	40,0	32,6	17,1	10,3	89,3
Revenu par mois	1 779 €	1 572 €	1 810 €	1 787 €	1 453 €	1 673 €	1 727 €
Revenu par uc	1 014 €	762 €	913 €	953 €	992 €	977 €	943 €
77 effectif	10 624	2 626	5 025	3 810	2 800	1 615	13 250
% ligne	80,2	19,8	37,9	28,8	21,1	12,2	83,2
Revenu par mois	1 614 €	1 556 €	1 747 €	1 759 €	1 286 €	1 328 €	1 602 €
Revenu par uc	935 €	737 €	849 €	964 €	916 €	810 €	889 €
78 effectif	15 866	4 379	9 998	5 533	2 724	1 990	20 245
% ligne	78,4	21,6	49,4	27,3	13,5	9,8	83,1
Revenu par mois	1 730 €	1 669 €	1 834 €	1 781 €	1 360 €	1 439 €	1 717 €
Revenu par uc	1 034 €	846 €	941 €	1 091 €	1 038 €	928 €	988 €
91 effectif	16 613	4 823	8 653	6 544	3 758	2 481	21 436
% ligne	77,5	22,5	40,4	30,5	17,5	11,6	88,5
Revenu par mois	1 744 €	1 637 €	1 889 €	1 764 €	1 512 €	1 324 €	1 720 €
Revenu par uc	991 €	808 €	931 €	967 €	980 €	891 €	946 €
95 effectif	15 151	6 795	8 542	6 264	4 465	2 675	21 946
% ligne	69,0	31,0	38,9	28,5	20,3	12,2	88,2
Revenu par mois	1 733 €	1 574 €	1 805 €	1 769 €	1 400 €	1 571 €	1 684 €
Revenu par uc	980 €	761 €	881 €	931 €	898 €	934 €	904 €
Pr effectif	3 174	342	1 598	816	220	882	3 516
% ligne	90,3	9,7	45,4	23,2	6,3	25,1	91,5
Revenu par mois	1 438 €	1 454 €	1 472 €	1 721 €	1 316 €	1 152 €	1 440 €
Revenu par uc	970 €	608 €	897 €	1 003 €	948 €	849 €	916 €
Ensemble	184 100	74 099	92 025	95 422	40 286	30 466	258 199
% ligne	71,3	28,7	35,6	37,0	15,6	11,8	100,0
Revenu par mois	1 757 €	1 561 €	1 844 €	1 772 €	1 371 €	1 477 €	1 700 €
Revenu par uc	1 024 €	776 €	932 €	978 €	936 €	886 €	945 €

* Propriété (2,3% du total des demandeurs), gratuit (4%), foyer (3,1%), hôtel (1,1%), sous-location (0,7%), squatters (0,2%), sdf/caravane/autre (0,2%).

Le revenu du travail assure 75 % des ressources des demandeurs

En moyenne, les ressources des demandeurs sont composées pour 74,4 % de salaires, pour près de 8 % des allocations familiales, pour 5,4 % de retraites et 4,2 % d'allocations chômage. Les proportions de revenu du travail diffèrent peu selon la localisation : elles oscillent de 70 % en Seine-et-Marne à 78 % dans les Yvelines et le Val-de-Marne.

L'analyse des revenus par type de ménage confirme la relation entre les caractéristiques socio-démographiques des demandeurs et la structure de leurs ressources. Ainsi, le salaire des couples représente entre 75 % et 85 % environ de leurs ressources, contre 66 % pour les familles monoparentales et environ 71 % pour les personnes seules. Pour cette dernière catégorie de ménages, les retraites constituent une part non négligeable de leurs ressources puisqu'elles en représentent 14 %. Pour les couples avec au moins deux enfants et les familles monoparentales, la deuxième source de revenu provient des allocations familiales (près de 14 % du revenu).

Structure du revenu moyen des demandeurs selon le département de résidence

	Revenu du travail	Revenu des retraites	Revenu du chômage	RMI	Allocations familiales	Autres revenus *	Total	
							Revenu	Effectif
75	1 282 €	108 €	77 €	31 €	124 €	102 €	1 725 €	87 634
% ligne	74,3%	6,3%	4,5%	1,8%	7,2%	5,9%	100,0%	
92	1 358 €	74 €	53 €	26 €	147 €	133 €	1 791 €	14 417
% ligne	75,8%	4,1%	3,0%	1,5%	8,2%	7,4%	100,0%	
93	1 181 €	62 €	69 €	38 €	170 €	116 €	1 635 €	39 788
% ligne	72,2%	3,8%	4,2%	2,3%	10,4%	7,1%	100,0%	
94	1 351 €	68 €	72 €	21 €	128 €	87 €	1 727 €	35 967
% ligne	78,2%	4,0%	4,2%	1,2%	7,4%	5,0%	100,0%	
77	1 126 €	106 €	72 €	25 €	138 €	134 €	1 602 €	13 250
% ligne	70,3%	6,6%	4,5%	1,6%	8,6%	8,4%	100,0%	
78	1 331 €	103 €	57 €	15 €	115 €	96 €	1 717 €	20 245
% ligne	77,5%	6,0%	3,3%	0,9%	6,7%	5,6%	100,0%	
91	1 304 €	93 €	71 €	18 €	123 €	110 €	1 720 €	21 436
% ligne	75,8%	5,4%	4,1%	1,0%	7,2%	6,4%	100,0%	
95	1 225 €	72 €	73 €	33 €	149 €	132 €	1 684 €	21 946
% ligne	72,7%	4,3%	4,3%	2,0%	8,8%	7,8%	100,0%	
Province	839 €	298 €	99 €	10 €	76 €	118 €	1 440 €	3 516
% ligne	58,3%	20,7%	6,9%	0,7%	5,3%	8,2%	100,0%	
Ensemble	1 266 €	91 €	71 €	28 €	135 €	109 €	1 700 €	258 199
% ligne	74,4%	5,4%	4,2%	1,6%	7,9%	6,4%	100,0%	

Structure du revenu moyen des demandeurs selon la composition familiale

	Revenu du travail	Revenu des retraites	Revenu du chômage	RMI	Allocations familiales	Autres revenus *	Total	
							Revenu	Effectif
Personne seule	822 €	163 €	55 €	20 €	8 €	84 €	1 152 €	62 505
% ligne	71,4%	14,1%	4,7%	1,8%	0,7%	7,3%	100,0%	
Fam. Monoparentale	925 €	14 €	62 €	45 €	193 €	164 €	1 403 €	56 048
% ligne	66,0%	1,0%	4,4%	3,2%	13,8%	11,7%	100,0%	
Couple sans enfant	1 464 €	246 €	65 €	17 €	6 €	92 €	1 889 €	30 945
% ligne	77,5%	13,0%	3,4%	0,9%	0,3%	4,8%	100,0%	
Couple avec 1 enfant	1 791 €	61 €	89 €	29 €	59 €	65 €	2 094 €	31 430
% ligne	85,5%	2,9%	4,3%	1,4%	2,8%	3,1%	100,0%	
Couple avec 2 enf. ou +	1 656 €	24 €	78 €	22 €	313 €	115 €	2 208 €	66 805
% ligne	75,0%	1,1%	3,5%	1,0%	14,2%	5,2%	100,0%	
Ménage sans famille	1 230 €	192 €	187 €	50 €	13 €	123 €	1 795 €	10 466
% ligne	68,5%	10,7%	10,4%	2,8%	0,7%	6,8%	100,0%	
Ensemble	1 266 €	91 €	71 €	28 €	135 €	109 €	1 700 €	258 199
% ligne	74,4%	5,4%	4,2%	1,6%	7,9%	6,4%	100,0%	

* Pensions d'invalidité, Pensions alimentaires, autres pensions, autres allocations, autres revenus.

Trois quarts des ménages demandeurs ont des revenus inférieurs aux plafonds de ressources PLA-I¹

En simulant les plafonds de ressources en vigueur le 1^{er} janvier 2006, on estime à 73 %² la proportion de demandeurs éligibles à un logement locatif social de type PLA-I. Ces ménages se caractérisent par un revenu mensuel par unité de consommation (uc) particulièrement bas, inférieur de 61 % au revenu par uc de l'ensemble des ménages franciliens (764 € par uc contre 1 949 € par uc³).

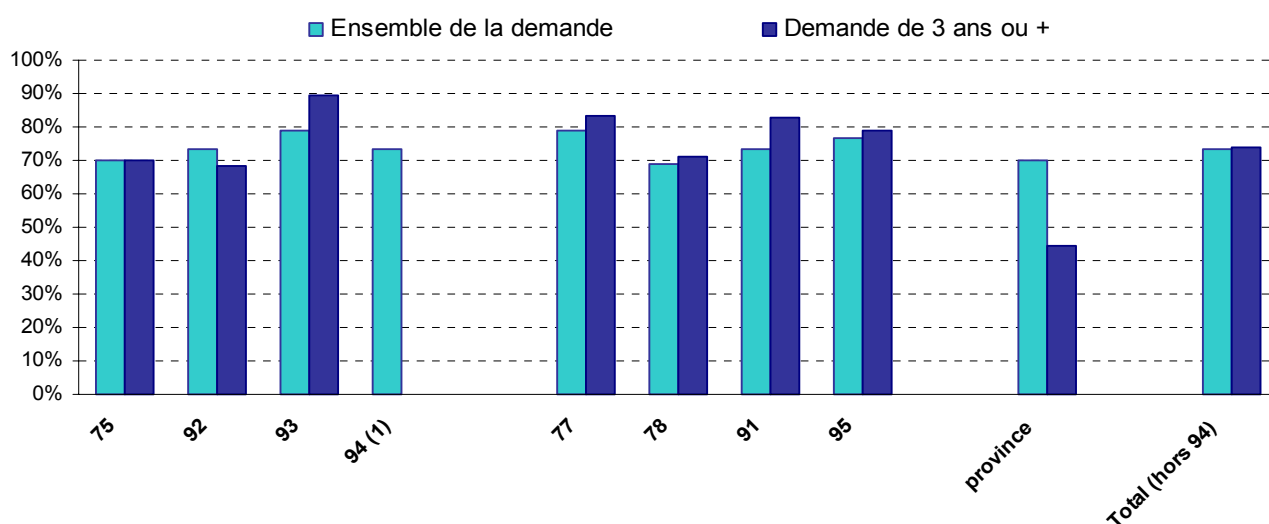
Cette proportion de demandeurs éligibles à un logement PLA-I est de 15 points supérieure à celle de l'enquête 2000 (73 % contre 58 %). Cette hausse n'est cependant pas significative : elle s'explique par la progression des barèmes de plafonds de ressources (+ 25 % entre 2000 et 2005⁴), deux fois plus forte que celle des revenus (+ 13 % sur la même période⁵).

Sur la totalité des ayants-droit à un logement PLA-I, 39 % vivent déjà dans le parc HLM et 35 % habitent dans le secteur à loyer libre. Dans ce dernier secteur, 71 % des demandeurs sont éligibles à un logement PLA-I, contre 74 % chez les demandeurs logés dans le parc HLM. Cette proportion monte à 81 % chez les demandeurs logés en foyer, hôtel, caravane et SDF.

L'analyse de la composition familiale fait apparaître une sur-représentation des couples avec au moins deux enfants et des familles monoparentales parmi ces ménages (respectivement 30 % et 29 %) comparé à leur poids dans l'ensemble de la population des ménages demandeurs (26 % et 22 % de l'ensemble des demandeurs) : pour les familles monoparentales, le revenu mensuel par uc s'élève à 700 €, signe de leur fragilité.

Le pourcentage moyen de demandeurs pouvant prétendre à un PLA-I varie peu selon le département (il oscille entre 70 et 79 %) et l'ancienneté de la candidature (sauf en Seine-Saint-Denis et en Essonne, où l'écart atteint 10 points).

Part des demandeurs éligibles à un PLA-I selon le département de résidence



(1) dans le fichier préfectoral du Val-de-Marne, la proportion de demandes récentes ne dépasse pas 1 %. L'échantillon tiré à partir de ce fichier n'est donc pas représentatif du point de vue de l'ancienneté de la demande et ne permet pas la sortie de tris à plat ou croisés avec cette variable.

¹ Cf. annexe en fin de chapitre pour les tableaux.

² Cf. encadré page suivante sur le calcul des revenus appliqués pour le passage des barèmes PLA-I et PLUS.

³ Valeur de l'ENL 2002 inflatée de 7,09 % pour tenir compte de la hausse des prix entre janvier 2002 et novembre 2005 selon l'indice des prix à la consommation.

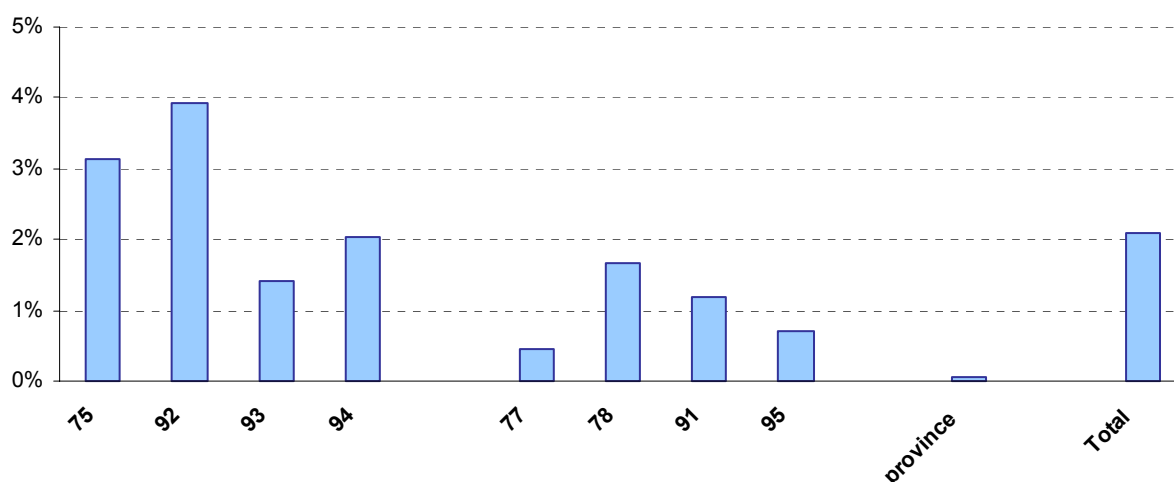
⁴ Les plafonds de ressources sont indexés en fonction du SMIC.

⁵ Variation de l'indice trimestriel du salaire mensuel brut de base de l'ensemble des salariés entre les 1^{ers} trimestres 2000 et 2005.

Seuls 2 % des demandeurs ont des revenus supérieurs aux plafonds de ressources PLUS

La simulation des plafonds de ressources PLUS¹ montre à l’opposé que seuls 2,1 % des demandeurs disposent de ressources dépassant les plafonds PLUS. Cette proportion est un peu plus élevée à Paris (3,1 %) et dans les Hauts-de-Seine (3,9 %), où le parc intermédiaire (de type PLI ou PLS) est le plus important.

Part des demandeurs dont les ressources dépassent les plafonds PLUS



Calcul du revenu annuel des demandeurs pour l'application des plafonds de ressources PLA-I et PLUS

Les plafonds de ressources PLA-I et PLUS pris en compte pour estimer la proportion des demandeurs éligibles selon ces deux barèmes, sont ceux en vigueur au 1^{er} janvier 2006, basés sur le revenu **annuel** imposable de l'année 2004. Or, le revenu communiqué par les demandeurs dans l'enquête a été celui du **seul** mois de novembre 2005 (date modale de l'enquête).

Dans un premier temps, il a donc fallu recalculer un revenu annuel 2005, à partir du seul revenu du mois de novembre 2005. Pour déterminer les revenus des mois manquants (janvier à octobre et décembre), le revenu de novembre 2005 a été déflaté (pour les mois de janvier à octobre) ou inflaté (pour le mois de décembre), selon l'indice des prix à la consommation (INSEE, série hors tabac pour l'ensemble des ménages), afin de tenir compte de l'évolution du coût de la vie. Une fois calculés, la somme de ces revenus mensuels a permis de déterminer le revenu annuel 2005.

Dans un deuxième temps, le revenu annuel 2005 a été déflaté d'un an, selon l'indice des prix à la consommation, afin d'obtenir le revenu annuel 2004.

Enfin, le revenu annuel imposable 2004 a été calculé en déduisant du revenu annuel 2004 (calculé lors de l'étape précédente), pour l'ensemble des demandeurs, les abattements successifs de 10 % et 20 % autorisés par la Direction Générale des Impôts.

¹ Il s'agit des plafonds en vigueur au 1^{er} janvier 2006.

41 % des ménages demandeurs sont particulièrement fragiles sur le plan économique

Selon l'enquête, près 41 % de ménages demandeurs franciliens affichent un revenu par unité de consommation inférieur au seuil de pauvreté régional (815 €¹). Au niveau régional, cette proportion s'élève à 14 % selon l'ENL 2002.

Ces ménages se caractérisent par des taux d'effort brut élevés, puisqu'ils consacrent en moyenne près d'un tiers de leur revenu (32 %) pour se loger, soit 8 points de plus que la moyenne de l'ensemble des demandeurs. Toutefois, 56 % d'entre eux bénéficient d'une aide au logement d'un montant moyen de 239 €, ce qui diminue de plus de la moitié le taux d'effort brut de ces ménages bénéficiaires, leur taux d'effort net s'établissant à 14 %².

Autre caractéristique forte, 44 % de ces ménages occupent leur logement en situation de surpeuplement accentué. Lorsque l'on rapporte la surface du logement à la taille de ces ménages, il apparaît qu'ils disposent d'environ 9 m² par personne, soit deux fois moins que l'ensemble des demandeurs (17 m²).

Enfin, l'analyse de la structure familiale montre que ce sont les familles monoparentales qui sont les plus concernées par ce phénomène (63 %), ainsi que les familles nombreuses (48 %). Pour les familles monoparentales, cette proportion élevée s'explique par la faiblesse des revenus (1 400 € par mois contre 1 800 € pour les autres demandeurs) ; pour les familles nombreuses, par la taille de la famille (5,0 personnes en moyenne contre 2,2 pour les autres demandeurs).

Répartition des demandeurs sous le seuil de pauvreté selon le type de ménage et le département

	Pers. seule	Fam. monopa.	Cple s. enf.	Cple 1 enf.	Cple 2 enf. ou +	ménag. s. fam.	Total*
75 effectif	6 197	11 759	3 216	2 758	10 234	1 708	35 872
Taille du ménage	1,0	3,1	2,4	3,1	5,2	2,2	3,2
Revenu	539 €	1 082 €	900 €	1 259 €	1 646 €	1 007 €	1 143 €
Revenu par uc	539 €	539 €	533 €	671 €	625 €	626 €	585 €
92 effectif	1 026	2 511	370	483	1 543	122	6 055
Taille du ménage	1,0	3,2	2,4	3,1	5,1	2,1	3,2
Revenu	644 €	1 118 €	1 176 €	1 199 €	1 680 €	829 €	1 185 €
Revenu par uc	644 €	563 €	688 €	640 €	638 €	547 €	608 €
93 effectif	1 762	6 811	1 999	1 713	5 772	591	18 648
Taille du ménage	1,0	3,2	2,3	3,2	5,5	2,5	3,6
Revenu	528 €	1 138 €	1 013 €	1 248 €	1 675 €	1 015 €	1 240 €
Revenu par uc	528 €	564 €	627 €	646 €	611 €	582 €	594 €
94 effectif	1 882	3 989	1 037	1 378	5 224	555	14 065
Taille du ménage	1,0	3,3	2,2	3,0	5,0	2,2	3,5
Revenu	449 €	1 148 €	762 €	1 051 €	1 544 €	964 €	1 156 €
Revenu par uc	449 €	543 €	474 €	564 €	596 €	606 €	562 €
77 effectif	566	2 308	415	623	1 438	86	5 436
Taille du ménage	1,0	3,0	2,2	3,1	5,4	3,7	3,4
Revenu	452 €	1 057 €	840 €	1 141 €	1 686 €	1 052 €	1 153 €
Revenu par uc	452 €	540 €	526 €	601 €	625 €	474 €	570 €
78 effectif	1 084	2 454	581	409	1 653	234	6 415
Taille du ménage	1,0	3,1	2,4	3,6	5,4	2,5	3,3
Revenu	494 €	1 232 €	983 €	1 323 €	1 608 €	993 €	1 179 €
Revenu par uc	494 €	613 €	595 €	616 €	595 €	570 €	594 €
91 effectif	747	2 291	1 000	784	2 979	481	8 282
Taille du ménage	1,0	3,3	2,1	3,3	5,3	2,6	3,6
Revenu	566 €	1 182 €	928 €	1 064 €	1 663 €	1 125 €	1 255 €
Revenu par uc	566 €	579 €	600 €	554 €	634 €	648 €	607 €
95 effectif	1 119	3 114	568	902	3 127	300	9 130
Taille du ménage	1,0	2,9	2,3	3,1	5,3	3,1	3,5
Revenu	530 €	1 103 €	927 €	1 067 €	1 629 €	1 251 €	1 203 €
Revenu par uc	530 €	588 €	570 €	554 €	593 €	610 €	584 €
Pr effectif	220	322	29	211	395	155	1 332
Taille du ménage	1,0	2,9	3,0	3,0	5,2	2,2	3,2
Revenu	728 €	1 087 €	590 €	986 €	1 595 €	963 €	1 137 €
Revenu par uc	728 €	572 €	295 €	548 €	586 €	605 €	585 €
Ensemble	14 603	35 559	9 215	9 261	32 365	4 232	105 235
% ligne	13,9%	33,8%	8,8%	8,8%	30,8%	4,0%	100,0%
Taille du ménage	1,0	3,1	2,3	3,1	5,2	2,4	3,4
Revenu	530 €	1 120 €	926 €	1 176 €	1 636 €	1 026 €	1 181 €
Revenu par uc	530 €	558 €	565 €	618 €	614 €	608 €	586 €
Total demandeurs	62 506	56 047	30 944	31 430	66 806	10 466	258 199
% demandeurs sous le seuil	23,4%	63,4%	29,8%	29,5%	48,4%	40,4%	40,8%

* Total des demandeurs sous le seuil de pauvreté (815 euros), calculé sur le total des demandeurs qui maintiennent (258 199).

¹ Il s'agit des ménages dont le revenu par uc est inférieur à la moitié du revenu par uc médian francilien, soit 761 € selon l'ENL 2002, et inflaté de 7,09 % pour tenir compte de l'évolution des prix entre janvier 2002 et novembre 2005 selon l'indice des prix à la consommation. Le revenu pris en considération est le revenu net déclaré lors de l'enquête, avant abattement fiscal et paiement des impôts (il n'inclut pas les aides au logement).

² Les taux d'effort brut (32 %) et net (14 %) sont calculés sur les demandeurs logés dans le parc social et libre, en sous-location, les propriétaires accédants, les foyers et hôtels.

2.2 Les conditions de logement des demandeurs en 2006

Les demandeurs déjà logés dans le secteur locatif social sont maintenant aussi nombreux que ceux habitant dans le secteur libre

Selon l'enquête, 73 % des demandeurs de logements HLM sont locataires de leur logement alors que le poids du parc locatif régional s'élève à 48 % selon la dernière Enquête Logement de 2002.

Les demandeurs sont en nombre et en pourcentage légèrement plus nombreux à vivre dans le secteur à loyer libre que dans le parc HLM (37 % et 36 %, respectivement). Cette « prédominance » des demandeurs issus du secteur locatif libre sur le secteur social s'explique par la situation plus particulière des demandeurs parisiens : 50 % d'entre eux sont issus du secteur locatif libre, et seuls 25 % habitent dans le parc social. Cette situation reflète la structure particulière du parc de logements parisien, où ces deux secteurs représentent 33 % et 16 % du parc de la capitale.

En effet, dans tous les autres départements, les demandeurs déjà logés dans le parc social sont plus nombreux : en Petite et Grande couronnes, le secteur social représente respectivement 29 % et 20 % du parc total, contre respectivement 21 % et 15 % pour le secteur libre.

Répartition des ménages demandeurs selon le secteur d'occupation et le département de résidence

	Propriétaires accéd./non accéd.	Locataires HLM	Locataires secteur libre	Hébergés	Logés gratuitement	Logés en foyer	Autres secteurs *	Total
75 effectif	1 632	22 365	43 643	10 691	3 555	2 532	3 216	87 634
% ligne	1,9	25,5	49,8	12,2	4,1	2,9	3,7	100,0
% colonne	26,7	24,3	45,7	26,5	34,1	31,3	55,1	33,9
92 effectif	265	5 427	5 243	2 036	542	565	339	14 417
% ligne	1,8	37,6	36,4	14,1	3,8	3,9	2,4	100,0
% colonne	4,3	5,9	5,5	5,1	5,2	7,0	5,8	5,6
93 effectif	866	16 038	11 845	7 433	1 543	1 263	800	39 788
% ligne	2,2	40,3	29,8	18,7	3,9	3,2	2,0	100,0
% colonne	14,2	17,4	12,4	18,5	14,8	15,6	13,7	15,4
94 effectif	1 100	14 380	11 724	6 159	983	1 254	368	35 968
% ligne	3,1	40,0	32,6	17,1	2,7	3,5	1,0	100,0
% colonne	18,0	15,6	12,3	15,3	9,4	15,5	6,3	13,9
77 effectif	289	5 025	3 810	2 800	703	410	213	13 250
% ligne	2,2	37,9	28,8	21,1	5,3	3,1	1,6	100,0
% colonne	4,7	5,5	4,0	7,0	6,7	5,1	3,6	5,1
78 effectif	476	9 998	5 533	2 724	716	465	333	20 245
% ligne	2,4	49,4	27,3	13,5	3,5	2,3	1,6	100,0
% colonne	7,8	10,9	5,8	6,8	6,9	5,7	5,7	7,8
91 effectif	472	8 653	6 544	3 758	1 000	762	247	21 436
% ligne	2,2	40,4	30,5	17,5	4,7	3,6	1,2	100,0
% colonne	7,7	9,4	6,9	9,3	9,6	9,4	4,2	8,3
95 effectif	647	8 542	6 264	4 465	1 131	608	289	21 946
% ligne	2,9	38,9	28,5	20,3	5,2	2,8	1,3	100,0
% colonne	10,6	9,3	6,6	11,1	10,9	7,5	4,9	8,5
Province effectif	369	1 598	816	220	247	231	34	3 515
% ligne	10,5	45,5	23,2	6,3	7,0	6,6	1,0	100,0
% colonne	6,0	1,7	0,9	0,5	2,4	2,9	0,6	1,4
Ensemble	6 116	92 026	95 422	40 286	10 420	8 090	5 839	258 199
% ligne	2,4	35,6	37,0	15,6	4,0	3,1	2,3	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* logés à l'hôtel (2945 demandeurs soit 1,1%), sous-locataires (1699 demandeurs soit 0,7%), sdf, caravanes et statuts non précisés.

Cette répartition des ménages selon le statut se retrouve surtout pour les demandeurs français. Les demandeurs étrangers présentent un profil un peu différent. Ils sont plus nombreux à être logés dans le secteur locatif libre (45 % contre 34 % pour les français) ; de même, ils sont plus nombreux à être logés en foyer, à être sans domicile fixe ou logés à l'hôtel (9,6 % contre 3,7 %).

Répartition des ménages demandeurs selon la nationalité et le secteur d'occupation

	Propriétaires accéd./non accéd.	Locataires HLM	Locataires sect. libre	Hébergés	Logés gratuitement	Logés en foyer	Autres secteurs *	Total
Français	4 736	71 198	62 460	30 946	7 975	4 019	2 767	184 101
% ligne	2,6	38,7	33,9	16,8	4,3	2,2	1,5	100,0
% colonne	77,4	77,4	65,5	76,8	76,5	49,7	47,4	71,3
Etrangers	1 380	20 828	32 962	9 340	2 445	4 071	3 072	74 098
% ligne	1,9	28,1	44,5	12,6	3,3	5,5	4,1	100,0
% colonne	22,6	22,6	34,5	23,2	23,5	50,3	52,6	28,7
Ensemble	6 116	92 026	95 422	40 286	10 420	8 090	5 839	258 199
% ligne	2,4	35,6	37,0	15,6	4,0	3,1	2,3	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* logés à l'hôtel (2945 demandeurs soit 1,1%), sous-locataires (1699 demandeurs soit 0,7%), sdf, caravanes et statuts non précisés.

16 % des demandeurs sont hébergés

Les hébergés chez leurs parents ou chez des amis représentent 16 % des candidats à une HLM. Parmi eux, la grande majorité vit chez des parents (85 %).

C'est en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise que l'on trouve les plus fortes proportions d'hébergés : respectivement 21 % et 20 %, alors qu'ils ne sont que 12 % dans la capitale.

Peu de propriétaires demandeurs

Contrairement à la demande émanant du secteur locatif, celle exprimée par les propriétaires de leur logement (accédants ou non-accédants) est faible : 2,4 % des demandeurs sont dans cette situation. Ce pourcentage peu élevé varie peu d'un département à l'autre et s'explique par la réglementation en vigueur, puisque les demandes de logement social déposées par les propriétaires sont conditionnées par la vente à terme de leur logement. Elle s'explique également et dans une moindre mesure par leur niveau de vie. En effet, selon l'Enquête Logement de 2002, ces derniers disposent à la fois d'un capital et de revenus élevés, qui leur donnent une surface financière suffisante pour ne pas avoir à s'orienter vers le parc social lorsqu'ils désirent changer de logement.

Près de 30 % des ménages demandeurs occupent leur logement en situation de surpeuplement accentué...

Alors qu'en Île-de-France, selon l'Enquête Logement de 2002, seuls 2,5 % des ménages vivent en situation de surpeuplement accentué, 28 % des demandeurs de logements HLM occupent leur logement dans cette situation¹. Si l'on appréhende le degré de peuplement en examinant la surface disponible par personne résidante, on remarque que les demandeurs en situation de surpeuplement accentué disposent d'environ 9 m² par personne.

A l'échelle des départements, on note que les situations de surpeuplement accentué sont plus fréquentes en zone centrale : environ 34 % des demandeurs sont dans cette situation à Paris, 31 % en Petite Couronne, contre 19 % en Grande couronne. Ces différences s'expliquent par les caractéristiques du parc : plus on s'éloigne de la zone centrale et plus le nombre de pièces et la taille moyenne des logements sont élevés.

Le surpeuplement concerne logiquement, compte tenu de la norme retenue, les ménages vivant dans les petits logements : en moyenne, 70 % des situations de surpeuplement s'observent dans les studios ou les 2 pièces. Cette proportion varie de 49 % dans le Val d'Oise à 82 % à Paris.

Le peuplement dit « normal » (nombre de pièces égal à la norme) ne caractérise que 20 % des logements occupés par les demandeurs, soit près de 13 points de moins que le taux observé en Île-de-France en 2002 (33 %).

Enfin, les sous-peuplements « très accentué » et « prononcé », qui concernent près d'un quart des logements franciliens en 2002 selon l'ENL, ne concernent que 5,5 % des ménages demandeurs. Cette situation est plus fréquente dans les quatre départements de la Grande couronne qu'en zone centrale. Les ménages demandeurs qui vivent en sous-peuplement très accentué ou prononcé disposent respectivement de 74 m² et 49 m² par personne.

Calcul de l'indice de peuplement

L'indice de peuplement permet de caractériser le degré d'occupation des logements. Il est établi en confrontant le nombre de pièce(s) du logement avec une « norme d'occupation » calculée en fonction de la taille du ménage, mais aussi de l'âge et de la situation familiale de ses membres. Cette « norme d'occupation » est obtenue en attribuant à chaque ménage :

- ➔ une pièce de séjour ;
- ➔ une pièce pour chaque personne de référence de la famille ;
- ➔ une pièce pour chaque personne hors famille et chaque célibataire de 19 ans ou plus ;
- ➔ une pièce pour deux enfants célibataires de moins de 19 ans s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, sinon une pièce par enfant.

L'indice de peuplement est alors déterminé de la façon suivante :

- ➔ sous-peuplement très accentué : le logement a au moins trois pièces de plus que la norme ;
- ➔ sous-peuplement prononcé : le logement a deux pièces de plus que la norme ;
- ➔ sous-peuplement modéré : le logement a une pièce de plus que la norme ;
- ➔ peuplement normal : le nombre de pièce est égal à la norme ;
- ➔ sur-peuplement modéré : il manque une pièce par rapport à la norme ;
- ➔ sur-peuplement accentué : il manque au moins deux pièces par rapport à la norme.

Ainsi, selon la norme, une personne seule doit pouvoir disposer de deux pièces. En conséquence, tous les logements d'une pièce sont par définition surpeuplés. Ce surpeuplement est dit modéré lorsque le ménage est constitué d'une personne seule ou d'un couple, sinon ce surpeuplement est dit accentué. Il existe une exception, dans le cas où une personne seule habite dans une pièce d'une surface supérieure à 25 m² : dans ce cas, il s'agit de peuplement normal.

De plus, si un logement est considéré comme étant en peuplement normal ou en sous-peuplement, et que celui-ci offre moins de 18 m² par personne y résidant, il est automatiquement considéré comme étant en surpeuplement modéré.

¹ Cette proportion est calculée sur le total des demandeurs logés dans le parc HLM, libre, les propriétaires, logés gratuit, sous-locataires et squatters, soit un effectif de 206 226.

Répartition des ménages demandeurs selon le degré de peuplement des logements et le département de résidence (Demandeurs logés dans le parc libre et HLM, propriétaires, logés gratuit, sous-locataires et squatters)

	Sous-peuplement très accentué	Sous-peuplement prononcé	Sous-peuplement modéré	Peuplement normal	Sur-peuplement modéré	Sur-peuplement accentué	Total
75 effectif	812	1 337	3 552	13 543	28 706	24 278	72 228
% ligne	1,1	1,9	4,9	18,8	39,7	33,6	100,0
% colonne	19,6	18,4	19,2	32,7	37,3	41,9	35,0
m² / personne	101,7	50,3	39,2	28,9	14,4	8,3	14,4
92 effectif	39	356	739	2 199	4 409	4 009	11 751
% ligne	0,3	3,0	6,3	18,7	37,5	34,1	100,0
% colonne	0,9	4,9	4,0	5,3	5,7	6,9	5,7
m² / personne	58,7	44,5	41,3	26,2	14,9	9,6	15,4
93 effectif	572	1 067	3 471	5 323	10 035	10 052	30 520
% ligne	1,9	3,5	11,4	17,4	32,9	32,9	100,0
% colonne	13,8	14,7	18,8	12,9	13,0	17,4	14,8
m² / personne	68,5	53,4	35,4	25,2	14,8	8,8	15,9
94 effectif	647	1 159	2 690	5 303	11 086	7 543	28 428
% ligne	2,3	4,1	9,5	18,7	39,0	26,5	100,0
% colonne	15,6	16,0	14,5	12,8	14,4	13,0	13,8
m² / personne	78,3	47,5	29,3	29,0	15,5	9,6	17,3
77 effectif	343	419	1 302	2 383	3 506	1 958	9 911
% ligne	3,5	4,2	13,1	24,0	35,4	19,8	100,0
% colonne	8,3	5,8	7,0	5,8	4,5	3,4	4,8
m² / personne	74,2	45,0	30,7	26,5	16,0	10,2	19,3
78 effectif	319	855	2 301	4 665	6 153	2 549	16 842
% ligne	1,9	5,1	13,7	27,7	36,5	15,1	100,0
% colonne	7,7	11,8	12,4	11,3	8,0	4,4	8,2
m² / personne	50,2	53,9	34,1	27,6	15,6	10,2	20,0
91 effectif	642	1 079	1 946	3 110	6 286	3 787	16 850
% ligne	3,8	6,4	11,5	18,5	37,3	22,5	100,0
% colonne	15,5	14,9	10,5	7,5	8,2	6,5	8,2
m² / personne	67,9	47,6	32,9	27,2	15,0	10,1	18,7
95 effectif	763	754	1 978	3 526	6 202	3 443	16 666
% ligne	4,6	4,5	11,9	21,2	37,2	20,7	100,0
% colonne	18,4	10,4	10,7	8,5	8,0	5,9	8,1
m² / personne	67,4	48,2	31,6	25,9	15,3	9,8	18,7
Province effectif	0	224	514	1 355	672	265	3 030
% ligne	0,0	7,4	17,0	44,7	22,2	8,7	100,0
% colonne	0,0	3,1	2,8	3,3	0,9	0,5	1,5
m² / personne	0,0	42,8	52,0	38,1	17,1	10,8	26,7
Ensemble	4 137	7 250	18 493	41 407	77 055	57 884	206 226
% ligne	2,0	3,5	9,0	20,1	37,4	28,1	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
m² / personne	73,6	49,1	34,1	27,7	15,0	9,0	16,6

... situation qui s'observe en premier lieu dans le parc à loyer libre

D'après l'enquête, les locataires du secteur libre sont plus souvent logés à l'étroit que les locataires HLM. Les situations de surpeuplement accentué y sont en effet plus fréquentes : 34 % contre 23 % dans le secteur social. Ce phénomène s'explique en partie par la plus faible proportion de demandeurs qui habitent un grand logement (4 pièces ou plus) dans le parc locatif libre : 6 % contre 25 % dans le secteur social¹.

Les situations de sous-peuplement concernent principalement les propriétaires et les demandeurs logés gratuitement, puisque respectivement 45 % et 41 % d'entre eux sont dans cette situation (contre 15 % pour l'ensemble des demandeurs). Ce phénomène s'explique par une forte proportion, parmi ces demandeurs, de personnes seules occupant des logements de grande taille.

Répartition des demandeurs selon le secteur d'occupation et le degré de peuplement des logements (Demandeurs logés dans le parc libre et HLM, propriétaires, logés gratuit, sous-locataires et squatters)

	Sous-peuplement très accentué	Sous-peuplement prononcé	Sous-peuplement modéré	Peuplement normal	Sur-peuplement modéré	Sur-peuplement accentué	Total
Propriétaires *	803	521	1 440	710	1 210	1 433	6 117
% ligne	13,1	8,5	23,5	11,6	19,8	23,4	100,0
% colonne	19,4	7,2	7,8	1,7	1,6	2,5	3,0
m ² / personne	73,6	55,3	31,5	24,3	13,6	9,4	23,8
Locataires HLM	1 867	3 656	10 768	20 487	34 464	20 784	92 026
% ligne	2,0	4,0	11,7	22,3	37,5	22,6	100,0
% colonne	45,1	50,4	58,2	49,5	44,7	35,9	44,6
m ² / personne	77,2	47,2	32,8	27,1	15,9	10,5	18,3
Locataires libre	403	1 454	4 580	16 957	39 350	32 678	95 422
% ligne	0,4	1,5	4,8	17,8	41,2	34,2	100,0
% colonne	9,7	20,1	24,8	41,0	51,1	56,5	46,3
m ² / personne	74,2	44,2	37,8	28,7	14,0	7,9	13,5
Logés gratuit	1 064	1 618	1 597	2 931	1 314	1 894	10 418
% ligne	10,2	15,5	15,3	28,1	12,6	18,2	100,0
% colonne	25,7	22,3	8,6	7,1	1,7	3,3	5,1
m ² / personne	68,6	58,4	36,5	29,1	13,4	10,9	28,9
Sous-locataires	0	0	108	244	689	658	1 699
% ligne	0,0	0,0	6,4	14,4	40,6	38,7	100,0
% colonne	0,0	0,0	0,6	0,6	0,9	1,1	0,8
m ² / personne	0,0	0,0	60,8	26,3	15,1	5,6	11,5
Squatters	0	0	0	79	29	436	544
% ligne	0,0	0,0	0,0	14,5	5,3	80,1	100,0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,8	0,3
m ² / personne	0,0	0,0	0,0	21,4	20,5	8,3	9,4
Ensemble	4 137	7 249	18 493	41 408	77 056	57 883	206 226
% ligne	2,0	3,5	9,0	20,1	37,4	28,1	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
m ² / personne	73,6	49,1	34,1	27,7	15,0	9,0	16,6

* propriétaires accédants ou non accédants.

¹ Ceci reflète la structure différente de ces deux parcs au niveau régional : le parc locatif privé compte 17 % de grand logements (4 pièces ou plus), contre 35 % dans le parc social (source ENL 2002).

Les logements occupés par les demandeurs sont plutôt confortables

93 %¹ des candidats à un logement social occupent actuellement des logements disposant des éléments de confort minimum (WC et salle de bains).

Les demandeurs qui occupent actuellement des logements inconfortables, où il manque un des deux éléments de confort indispensable (WC ou salle de bain), représentent 7 % du total des demandeurs. Deux tiers d'entre eux résident dans la capitale, principalement dans le parc locatif libre².

Niveau de confort des logements occupés par les demandeurs selon le département de résidence (Demandeurs logés dans le parc libre, HLM, propriétaires, logés gratuit et sous-locataires)

	Tout confort	Confort insuffisant	Sans confort	Total
75 effectif	59 482	2 057	10 503	72 042
% ligne	82,6	2,9	14,6	100,0
Surface (m²)	45	36	22	42
92 effectif	10 494	297	942	11 733
% ligne	89,4	2,5	8,0	100,0
Surface (m²)	50	33	31	48
93 effectif	28 406	1 114	840	30 360
% ligne	93,6	3,7	2,8	100,0
Surface (m²)	56	42	31	55
94 effectif	26 364	527	1 412	28 303
% ligne	93,1	1,9	5,0	100,0
Surface (m²)	55	29	37	54
77 effectif	9 579	29	276	9 884
% ligne	96,9	0,3	2,8	100,0
Surface (m²)	63	40	32	62
78 effectif	16 399	53	390	16 842
% ligne	97,4	0,3	2,3	100,0
Surface (m²)	59	20	28	58
91 effectif	16 341	166	314	16 821
% ligne	97,1	1,0	1,9	100,0
Surface (m²)	60	38	36	60
95 effectif	15 755	324	587	16 666
% ligne	94,5	1,9	3,5	100,0
Surface (m²)	62	654	35	61
Pr effectif	3 002	29	0	3 031
% ligne	99,0	1,0	0,0	100,0
Surface (m²)	62	42	/	62
Ensemble	185 822	4 596	15 264	205 682
% ligne	90,3	2,2	7,4	100,0
Surface (m²)	54	38	26	51

Tout confort : WC intérieurs, salle de bain et chauffage

Confort insuffisant : WC intérieurs, salle de bain sans le chauffage

Sans confort : il manque les WC intérieurs ou la salle de bain

¹ Calculé sur le total des demandeurs logés dans le parc libre, le parc HLM, propriétaires, logés gratuit et sous-locataires, soit un effectif de 205 682.

² Selon l'ENL 2002, le parc parisien concentre la moitié des logements inconfortables du parc francilien ; cette proportion monte à 63 % pour les logements du secteur locatif libre et à 66 % pour les logements relevant de la loi de 1948.

Un taux de satisfaction faible au regard de la moyenne francilienne

Interrogés sur la qualité de leur logement actuel¹, seuls 34 % des demandeurs ont déclaré être satisfaits voire très satisfaits, 29 % les jugent acceptables et 35 % les estiment insuffisantes, voire très insuffisantes.

Au regard du statut d'occupation, ce sont les propriétaires qui ont la meilleure opinion de leur logement (56 % de satisfaits), loin devant les locataires du secteur social (37 %) et libre (29 %). Toutefois, ces niveaux de satisfaction sont nettement inférieurs à ceux de l'ensemble des franciliens, qui atteignent respectivement 85 %, 52 % et 61 %.

Niveau de satisfaction des demandeurs vis-à-vis de leur logement actuel selon le statut d'occupation (Demandeurs logés dans le secteur libre, HLM, propriétaires, logés gratuit et sous-locataires)

	Très satisfaisantes	Assez satisfaisantes	acceptables	Assez insuffisantes	Très insuffisantes	ne sais pas	Total
Propriétaires *	1 763	1 633	1 385	523	691	121	6 116
% ligne	28,8	26,7	22,6	8,6	11,3	2,0	100,0
% colonne	6,1	3,9	2,3	1,7	1,7	4,2	3,0
Locataires HLM	13 104	21 149	30 743	13 021	12 969	1 040	92 026
% ligne	14,2	23,0	33,4	14,1	14,1	1,1	100,0
% colonne	45,6	50,7	50,8	41,4	32,1	36,1	44,7
Locataires secteur libre	10 976	16 525	25 473	16 039	24 804	1 604	95 421
% ligne	11,5	17,3	26,7	16,8	26,0	1,7	100,0
% colonne	38,2	39,6	42,1	51,1	61,4	55,7	46,4
Sous-locataires	0	754	101	455	390	0	1 700
% ligne	0,0	44,4	5,9	26,8	22,9	0,0	100,0
% colonne	0,0	1,8	0,2	1,4	1,0	0,0	0,8
Logés gratuit	2 902	1 681	2 816	1 380	1 525	115	10 419
% ligne	27,9	16,1	27,0	13,2	14,6	1,1	100,0
% colonne	10,1	4,0	4,7	4,4	3,8	4,0	5,1
Ensemble	28 745	41 742	60 518	31 418	40 379	2 880	205 682
% ligne	14,0	20,3	29,4	15,3	19,6	1,4	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* propriétaires accédants ou non accédants.

La corrélation entre le niveau de satisfaction et le surpeuplement des logements apparaît nettement. Par exemple, les demandeurs en situation de sur-peuplement accentué sont 55 % à être mécontents de leur logement, contre 19 % de satisfaits ; inversement, 61 % des demandeurs en sous-peuplement prononcé ou très accentué déclarent leurs conditions de logement satisfaisantes, contre 14 % insatisfaisantes.

Niveau de satisfaction des demandeurs vis-à-vis de leur logement actuel selon le degré de peuplement du logement (Demandeurs logés dans le secteur libre, HLM, propriétaires, logés gratuit et sous-locataires)

	Très satisfaisantes	Assez satisfaisantes	acceptables	Assez insuffisantes	Très insuffisantes	ne sais pas	Total
Sous-peuplement très accentué	2 503	642	597	34	301	61	4 137
% ligne	60,5	15,5	14,4	0,8	7,3	1,5	100,0
% colonne	8,7	1,5	1,0	0,1	0,7	2,1	2,0
Sous-peuplement prononcé	1 953	1 818	2 148	504	769	59	7 250
% ligne	26,9	25,1	29,6	7,0	10,6	0,8	100,0
% colonne	6,8	4,4	3,5	1,6	1,9	2,0	3,5
Sous-peuplement modéré	4 942	4 861	5 828	1 934	835	94	18 493
% ligne	26,7	26,3	31,5	10,5	4,5	0,5	100,0
% colonne	17,2	11,6	9,6	6,2	2,1	3,3	9,0
Peuplement normal	7 898	10 130	13 194	5 091	4 653	362	41 328
% ligne	19,1	24,5	31,9	12,3	11,3	0,9	100,0
% colonne	27,5	24,3	21,8	16,2	11,5	12,6	20,1
Sur-peuplement modéré	8 798	16 320	24 592	11 900	14 229	1 190	77 027
% ligne	11,4	21,2	31,9	15,4	18,5	1,5	100,0
% colonne	30,6	39,1	40,6	37,9	35,2	41,3	37,4
Sur-peuplement accentué	2 653	7 971	14 159	11 955	19 593	1 116	57 447
% ligne	4,6	13,9	24,6	20,8	34,1	1,9	100,0
% colonne	9,2	19,1	23,4	38,1	48,5	38,7	27,9
Ensemble	28 747	41 742	60 518	31 418	40 380	2 882	205 682
% ligne	14,0	20,3	29,4	15,3	19,6	1,4	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹ La question posée était la suivante : « Trouvez-vous la qualité de votre logement: très satisfaisante, satisfaisante, acceptable, assez insuffisante, très insuffisante ? » (question posée aux demandeurs logés dans le parc HLM, libre, propriétaires, logés gratuit et sous-locataires, soit un effectif de 205 682).

On constate par ailleurs le lien étroit entre le degré de satisfaction du logement et la taille de celui-ci. Lorsqu'ils sont interrogés sur la raison la plus importante ayant motivé leur demande, 50 % des demandeurs insatisfaits mentionnent la taille insuffisante de leur logement actuel

Le degré de satisfaction varie également selon que le logement se trouve au centre ou à la périphérie de la région. Ainsi, près d'un tiers des ménages résidant à Paris, dans les Hauts-de-Seine ou en Seine-Saint-Denis sont satisfaits (voire très satisfaits) de leur logement, contre près de 40 % en moyenne dans les quatre départements de Grande couronne. Ces différences d'appréciation selon la localisation s'expliquent par une combinaison de plusieurs facteurs tels que le confort, le statut d'occupation et la taille des logements. En effet, le parc immobilier compte davantage de petits logements anciens, moins confortables au centre de l'agglomération qu'en périphérie où les constructions, plus récentes et de meilleure qualité, offrent des surfaces plus grandes.

Niveau de satisfaction des demandeurs vis-à-vis de leur logement actuel selon le département de résidence (Demandeurs logés dans le secteur libre, HLM, propriétaires, logés gratuit et sous-locataires)

	Très satisfaisantes	Assez satisfaisantes	acceptables	Assez insuffisantes	Très insuffisantes	ne sais pas	Total
75 effectif	9 359	12 641	19 600	11 681	17 264	1 498	72 043
% ligne	13,0	17,5	27,2	16,2	24,0	2,1	100,0
% colonne	32,6	30,3	32,4	37,2	42,8	52,0	35,0
92 effectif	940	2 717	2 853	2 069	3 081	73	11 733
% ligne	8,0	23,2	24,3	17,6	26,3	0,6	100,0
% colonne	3,3	6,5	4,7	6,6	7,6	2,5	5,7
93 effectif	3 090	5 492	8 175	5 953	7 294	357	30 361
% ligne	10,2	18,1	26,9	19,6	24,0	1,2	100,0
% colonne	10,7	13,2	13,5	18,9	18,1	12,4	14,8
94 effectif	4 520	5 743	9 116	3 777	4 782	365	28 303
% ligne	16,0	20,3	32,2	13,3	16,9	1,3	100,0
% colonne	15,7	13,8	15,1	12,0	11,8	12,7	13,8
77 effectif	1 675	2 385	3 222	1 299	1 169	134	9 884
% ligne	16,9	24,1	32,6	13,1	11,8	1,4	100,0
% colonne	5,8	5,7	5,3	4,1	2,9	4,7	4,8
78 effectif	2 767	4 841	6 097	1 251	1 804	82	16 842
% ligne	16,4	28,7	36,2	7,4	10,7	0,5	100,0
% colonne	9,6	11,6	10,1	4,0	4,5	2,8	8,2
91 effectif	2 974	3 240	5 756	2 605	2 150	96	16 821
% ligne	17,7	19,3	34,2	15,5	12,8	0,6	100,0
% colonne	10,3	7,8	9,5	8,3	5,3	3,3	8,2
95 effectif	2 479	3 991	4 700	2 490	2 766	240	16 666
% ligne	14,9	23,9	28,2	14,9	16,6	1,4	100,0
% colonne	8,6	9,6	7,8	7,9	6,8	8,3	8,1
Province effectif	941	690	1 002	292	70	34	3 029
% ligne	31,1	22,8	33,1	9,6	2,3	1,1	100,0
% colonne	3,3	1,7	1,7	0,9	0,2	1,2	1,5
Ensemble	28 745	41 740	60 521	31 417	40 380	2 879	205 682
% ligne	14,0	20,3	29,4	15,3	19,6	1,4	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Parmi les ménages qui jugent leurs conditions de logement actuelles acceptables, assez insuffisantes ou très insuffisantes, et qui ont renseigné les raisons de leur insatisfaction, 69 % reprochent à leur logement une mauvaise isolation phonique et/ou thermique, 43 % se plaignent du mauvais entretien des parties communes de l'immeuble, 37 % considèrent que le mode de chauffage est inadapté à leur logement voire défectueux. Enfin, 11 % se plaignent de l'humidité du logement, 10 % évoquent comme raison l'insalubrité du logement, et 4 % se disent insatisfaits par l'agencement ou le confort insuffisant du logement (manque d'éléments de confort intérieurs : WC, salle de bain).

Les ménages demandeurs dépensent en moyenne chaque mois 25 % de leur revenu pour se loger

Les ménages candidats à un logement HLM dépensent en moyenne 443 euros¹ (hors charges) par mois pour se loger, ce qui porte leur taux d'effort brut, c'est-à-dire la part du revenu consacrée à se loger (hors aides au logement), à 25 %. A titre de comparaison, le taux d'effort brut des ménages franciliens locataires ou sous-locataires s'élevait à 20 % à l'Enquête Logement de 2002.

Les taux d'efforts les plus élevés sont dans l'ordre ceux des accédants à la propriété avec un taux proche de 33 %, viennent ensuite les demandeurs du secteur libre et en sous-location avec 30 % du revenu consacré au loyer, les demandeurs logés en foyer ou en hôtel avec un taux proche de 28 %, et enfin les demandeurs déjà logés dans le secteur HLM et dont le taux d'effort brut s'établit à 19 %.

Taux d'effort brut des ménages demandeurs selon le statut d'occupation et le département de résidence (Demandeurs qui ont une dépense logement et dont le revenu est supérieur à 0, logés dans le secteur libre, HLM, propriétaires accédants, sous-locataires, foyers et hôtels)

	75	92	93	94	77	78	91	95	province	Total
Propriétaires accédant effectif	725	121	349	705	138	238	125	393	96	2 890
% colonne	<u>1,0</u>	<u>1,0</u>	<u>1,2</u>	<u>2,5</u>	<u>1,5</u>	<u>1,4</u>	<u>0,8</u>	<u>2,5</u>	<u>3,5</u>	<u>1,4</u>
Loyer / mois	602 €	476 €	606 €	708 €	749 €	1 027 €	682 €	541 €	519 €	657 €
Loyer / mois / m²	<u>16,2 €</u>	<u>10,3 €</u>	<u>8,5 €</u>	<u>9,7 €</u>	<u>7,5 €</u>	<u>10,7 €</u>	<u>7,4 €</u>	<u>7,2 €</u>	<u>6,4 €</u>	9,8 €
Revenu mensuel	2 275 €	1 635 €	1 839 €	2 175 €	1 149 €	1 314 €	2 392 €	1 910 €	1 423 €	1 966 €
Tx d'effort brut hors charges	<u>26,4%</u>	<u>29,1%</u>	<u>32,9%</u>	<u>32,6%</u>	<u>65,2%</u>	<u>78,1%</u>	<u>28,5%</u>	<u>28,3%</u>	<u>36,5%</u>	33,4%
Locataires HLM effectif	22 365	5 427	16 038	14 380	5 025	9 998	8 653	8 542	1 598	92 026
% colonne	31,0	46,6	53,4	50,8	52,9	60,7	53,3	53,4	<u>58,3</u>	45,3
Loyer / mois	350 €	336 €	361 €	362 €	359 €	364 €	379 €	357 €	<u>278 €</u>	357 €
Loyer / mois / m²	6,5 €	5,7 €	5,7 €	6,0 €	5,4 €	5,8 €	5,6 €	5,3 €	<u>4,5 €</u>	5,8 €
Revenu mensuel	1 922 €	1 991 €	1 787 €	1 810 €	1 747 €	1 834 €	1 889 €	1 805 €	<u>1 472 €</u>	1 844 €
Tx d'effort brut hors charges	18,2%	16,9%	20,2%	20,0%	20,5%	19,8%	20,1%	19,8%	<u>18,9%</u>	19,4%
Locataires secteur libre effectif*	44 490	5 499	11 913	11 841	3 867	5 618	6 696	6 346	816	97 087
% colonne	61,7	47,2	39,7	41,8	40,7	34,1	41,2	39,6	<u>29,8</u>	47,8
Loyer / mois	538 €	553 €	498 €	543 €	566 €	525 €	508 €	510 €	<u>524 €</u>	531 €
Loyer / mois / m²	15,2 €	15,1 €	12,7 €	12,7 €	11,6 €	11,5 €	11,4 €	10,9 €	<u>9,4 €</u>	13,4 €
Revenu mensuel	1 785 €	1 852 €	1 684 €	1 778 €	1 752 €	1 778 €	1 749 €	1 763 €	<u>1 721 €</u>	1 769 €
Tx d'effort brut hors charges	30,1%	29,9%	29,5%	30,5%	32,3%	29,5%	29,1%	28,9%	<u>30,5%</u>	30,0%
Foyer / Hôtel effectif	4 512	604	1 708	1 381	472	606	761	726	231	11 001
% colonne	6,3	5,2	5,7	<u>4,9</u>	<u>5,0</u>	<u>3,7</u>	4,7	<u>4,5</u>	<u>8,4</u>	5,4
Loyer / mois	375 €	393 €	322 €	<u>271 €</u>	<u>333 €</u>	<u>293 €</u>	263 €	<u>304 €</u>	<u>354 €</u>	335 €
Loyer / mois / m²	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Revenu mensuel	1 152 €	1 484 €	1 090 €	<u>1 272 €</u>	<u>1 220 €</u>	<u>1 230 €</u>	1 209 €	<u>1 336 €</u>	<u>1 079 €</u>	1 197 €
Tx d'effort brut hors charges	32,6%	26,5%	29,5%	<u>21,3%</u>	<u>27,3%</u>	<u>23,8%</u>	21,7%	<u>22,8%</u>	<u>32,8%</u>	28,0%
Ensemble	72 092	11 651	30 008	28 307	9 502	16 460	16 236	16 007	2 741	203 003
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Loyer / mois	470 €	443 €	416 €	442 €	448 €	426 €	429 €	420 €	366 €	443 €
Loyer / mois / m² **	11,5 €	9,3 €	7,9 €	8,5 €	7,6 €	7,5 €	7,6 €	7,2 €	6,1 €	8,9 €
Revenu mensuel	1 793 €	1 896 €	1 707 €	1 779 €	1 714 €	1 785 €	1 803 €	1 769 €	1 511 €	1 775 €
Tx d'effort brut hors charges	26,2%	23,4%	24,4%	24,8%	26,1%	23,9%	23,8%	23,7%	24,2%	25,0%

* Dont 1 699 sous locataires

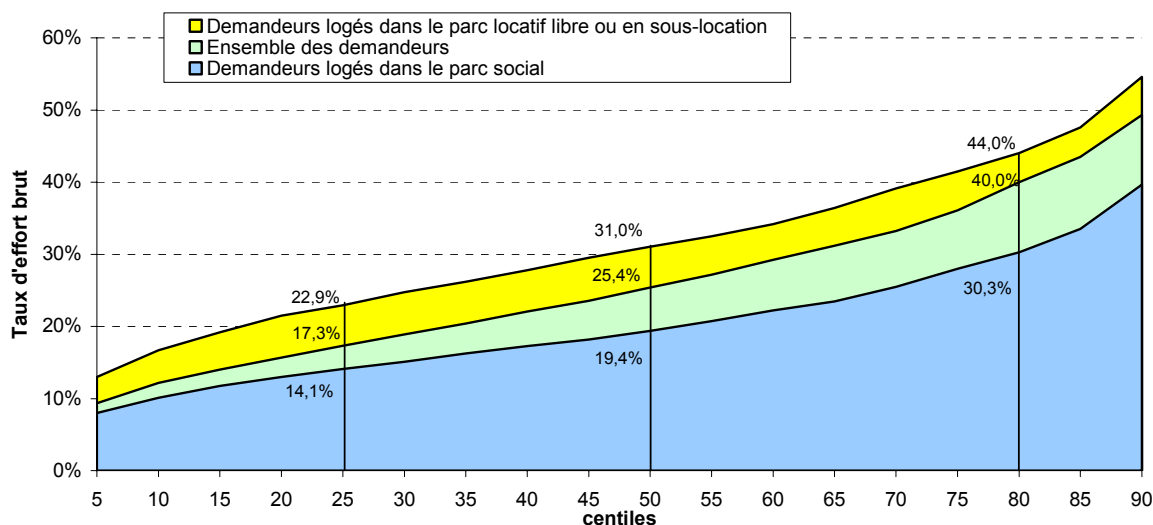
** Calculé sur les 192 002 demandeurs logés dans le parc libre, le parc HLM, en sous-location, et les propriétaires accédants.

Les données soulignées sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs.

On constate cependant que 20 % des demandeurs (qui ont une dépense logement) dépensent chaque mois 40 % de leur revenu pour se loger. Ce taux d'effort brut (toujours pour les 20 % des demandeurs qui dépensent le plus pour se loger) atteint même 44 % dans le parc locatif libre, contre 30 % dans le secteur social.

¹ Calculé sur les ménages qui ont une dépense logement, à savoir les locataires des secteurs libre et HLM, les propriétaires accédants, les sous-locataires, les logés à l'hôtel ou en foyer, soit un total de 203 003.

Distribution du taux d'effort brut des ménages demandeurs selon le statut d'occupation
(Demandeurs qui ont une dépense logement et dont le revenu est supérieur à 0, logés dans le secteur locatif libre, HLM, propriétaires accédants, sous-locataires, foyers et hôtel)



Lecture : un quart des demandeurs déjà logés dans le parc locatif social a un taux d'effort brut inférieur ou égal à 14,1%.

L'analyse de la dépense logement (hors charges) selon la nationalité montre que les demandeurs étrangers ont un loyer inférieur de 9 % à celui des français (415 € contre 455 €). Cependant, si l'on rapporte le loyer à la surface du logement, les étrangers, qui vivent dans des logements plus petits (45 m² contre 53 m²¹), acquittent 9,4 € par mois au m² contre 8,8 € pour les Français.

Globalement, les taux d'effort des demandeurs français et étrangers sont cependant comparables (respectivement 24,7 % et 25,7 %), puisque leur revenu est inférieur à celui des Français.

Taux d'effort brut (hors charge) selon la nationalité et le département de résidence
(Demandeurs logés dans les secteurs libre et HLM, propriétaires accédants, sous-locataires, foyers et hôtels)

	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	Total
Français effectif	48 683	8 267	18 605	20 729	7 531	12 923	12 248	10 742	2 399	142 127
% colonne	67,5	71,0	62,0	73,2	79,3	78,5	75,4	67,1	87,5	70,0
Loyer / mois	497 €	458 €	413 €	454 €	460 €	435 €	432 €	412 €	336 €	455 €
Loyer / mois / m ² *	11,3 €	9,0 €	7,6 €	8,3 €	7,8 €	7,7 €	7,2 €	7,1 €	6,0 €	8,8 €
Revenu mensuel	1 898 €	1 994 €	1 768 €	1 841 €	1 724 €	1 794 €	1 848 €	1 826 €	1 519 €	1 844 €
Taux d'effort brut hors charges	26,2%	23,0%	23,4%	24,7%	26,7%	24,2%	23,4%	22,6%	22,1%	24,7%
Etrangers effectif	23 409	3 384	11 403	7 578	1 971	3 537	3 988	5 265	342	60 876
% colonne	32,5	29,0	38,0	26,8	20,7	21,5	24,6	32,9	12,5	30,0
Loyer / mois	413 €	405 €	421 €	410 €	399 €	394 €	420 €	436 €	436 €	415 €
Loyer / mois / m ² *	12,0 €	10,6 €	8,5 €	9,2 €	7,0 €	6,8 €	9,1 €	7,5 €	6,7 €	9,4 €
Revenu mensuel	1 573 €	1 655 €	1 609 €	1 610 €	1 677 €	1 752 €	1 667 €	1 654 €	1 454 €	1 615 €
Taux d'effort brut hors charges	26,3%	24,5%	26,2%	25,5%	23,8%	22,5%	25,2%	26,4%	30,0%	25,7%
Ensemble	72 092	11 651	30 008	28 307	9 502	16 460	16 236	16 007	2 741	203 003
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Loyer / mois	470 €	443 €	416 €	442 €	448 €	426 €	429 €	420 €	349 €	443 €
Loyer / mois / m ² *	11,5 €	9,3 €	7,9 €	8,5 €	7,6 €	7,5 €	7,6 €	7,2 €	6,1 €	8,9 €
Revenu mensuel	1 793 €	1 896 €	1 707 €	1 779 €	1 714 €	1 785 €	1 803 €	1 769 €	1 511 €	1 775 €
Taux d'effort brut hors charges	26,2%	23,4%	24,4%	24,8%	26,1%	23,9%	23,8%	23,7%	23,1%	25,0%

* Calculé sur les 192 002 demandeurs logés dans le parc locatif libre et HLM, en sous-location, et les propriétaires accédants.

¹ Calculé sur les demandeurs logés dans le parc locatif libre et social, en sous-location et les propriétaires accédants, soit un effectif de 192 002.

Les charges locatives augmentent en moyenne les taux d'effort de 6 points

Les demandeurs franciliens qui acquittent des charges dans un immeuble collectif paient, en moyenne, 106 € de charges¹ par mois pour un loyer mensuel de 435 €.

Ce sont les propriétaires qui paient les charges les plus élevées (182 € en moyenne). Dans le secteur locatif, les charges les plus élevées sont payées dans le secteur HLM : 127 € contre 84 € dans le locatif libre. Cet écart s'explique d'une part, par la surface des logements HLM qui est en moyenne plus élevée, et d'autre part, par des niveaux de prestations différents. En effet selon l'Enquête Logement de 2002, 21 % des locataires d'une HLM s'acquittent de charges comprenant à la fois des prestations de chauffage collectif, d'eau chaude, d'ascenseur et de gardiennage, contre 16 % dans le secteur libre.

Si les charges locatives sont intégrées dans le calcul du taux d'effort brut des demandeurs, ce dernier augmente de près de 6 points en moyenne et passe de 23,5 % à 29,2 %². Pour les demandeurs déjà logés dans un logement social, l'augmentation est de 7 points ; dans le secteur libre, elle est de près de 5 points.

Taux d'effort brut avec charges selon le statut d'occupation et le département de résidence (Demandeurs qui habitent un logement collectif en accession à la propriété, dans les secteurs locatif libre et HLM, en sous-location, et qui acquittent des charges collectives)

	75	92	93	94	77	78	91	95	province	Total
Propriétaires accédant effectif	547	93	161	525		85	33	119	34	1 598
% colonne	1,0	1,1	0,8	2,5		0,7	0,3	1,2	1,7	1,1
Loyer / mois	537 €	527 €	488 €	496 €		857 €	410 €	457 €	500 €	526 €
Charges / mois	161 €	166 €	339 €	110 €		168 €	400 €	260 €	500 €	182 €
Revenu mensuel	2 202 €	1 835 €	2 039 €	2 403 €		753 €	1 900 €	2 346 €	1 067 €	2 133 €
Tx d'effort brut hors charges	24,4%	28,7%	23,9%	20,7%		113,8%	21,6%	19,5%	46,9%	24,6%
Tx d'effort brut avec charges	31,7%	37,7%	40,5%	25,2%		136,1%	42,6%	30,5%	93,7%	33,2%
Locataires HLM effectif	18 332	3 909	10 908	11 131	3 988	7 384	5 995	6 192	1 395	69 232
% colonne	34,9	46,3	54,3	53,9	58,9	63,5	56,1	60,7	67,8	48,4
Loyer / mois	327 €	312 €	337 €	342 €	339 €	343 €	352 €	333 €	264 €	334 €
Charges / mois	118 €	117 €	133 €	134 €	127 €	118 €	135 €	130 €	152 €	127 €
Revenu mensuel	1 903 €	2 051 €	1 817 €	1 847 €	1 776 €	1 864 €	1 962 €	1 837 €	1 322 €	1 865 €
Tx d'effort brut hors charges	17,2%	15,2%	18,5%	18,5%	19,1%	18,4%	17,9%	18,1%	20,0%	17,9%
Tx d'effort brut avec charges	23,4%	20,9%	25,9%	25,8%	26,2%	24,7%	24,8%	25,2%	31,4%	24,7%
Locataires secteur libre effectif*	33 605	4 441	9 028	8 997	2 784	4 165	4 652	3 893	630	72 194
% colonne	64,0	52,6	44,9	43,6	41,1	35,8	43,6	38,2	30,6	50,5
Loyer / mois	542 €	547 €	501 €	535 €	552 €	516 €	494 €	493 €	496 €	529 €
Charges / mois	81 €	84 €	83 €	88 €	74 €	90 €	100 €	95 €	58 €	84 €
Revenu mensuel	1 883 €	1 980 €	1 700 €	1 764 €	1 754 €	1 742 €	1 750 €	1 885 €	1 645 €	1 828 €
Tx d'effort brut hors charges	28,8%	27,6%	29,5%	30,3%	31,4%	29,6%	28,2%	26,1%	30,2%	28,9%
Tx d'effort brut avec charges	33,1%	31,9%	34,4%	35,3%	35,7%	34,8%	33,9%	31,1%	33,7%	33,5%
Ensemble	52 483	8 443	20 097	20 653	6 772	11 633	10 680	10 204	2 059	143 023
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Loyer / mois	467 €	438 €	412 €	430 €	426 €	409 €	414 €	395 €	339 €	435 €
Charges / mois	94 €	100 €	112 €	113 €	105 €	108 €	121 €	118 €	129 €	106 €
Revenu mensuel	1 894 €	2 011 €	1 766 €	1 825 €	1 767 €	1 813 €	1 869 €	1 861 €	1 417 €	1 849 €
Tx d'effort brut hors charges	24,7%	21,8%	23,3%	23,5%	24,1%	22,5%	22,1%	21,2%	23,9%	23,5%
Tx d'effort brut avec charges	29,7%	26,8%	29,7%	29,8%	30,1%	28,5%	28,6%	27,6%	33,0%	29,2%

* Dont 1 172 sous-locataires.

Les données soulignées sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs.

¹ Le montant des charges correspond aux dépenses de parking, de chauffage collectif, de gardiennage, d'entretien des espaces verts et d'ascenseur, etc. Les moyennes ont été calculées sur les 143 023 demandeurs payant des charges dans les secteurs locatifs libre et HLM, en sous-location et les propriétaires accédants, soit près de 75 % du total des demandeurs de ces secteurs.

Pour avoir les charges les plus comparables possibles, seules les charges relatives aux immeubles collectifs ont été retenues dans cette étude. Les chiffres sur les charges sont à considérer avec prudence, car ils résultent, pour une grande part, de niveaux de prestations assez différents, donc difficilement comparables d'un secteur locatif à l'autre. En effet, les charges peuvent comptabiliser, selon les cas, des dépenses supplémentaires liées, par exemple, au gardiennage des immeubles ou à l'entretien des espaces verts, pour des montants plus ou moins importants selon le standing de l'immeuble.

² Demandeurs ayant déclaré des charges collectives dans les secteurs HLM, libre, sous-location et propriétaires accédants, soit un effectif de 143 023.

50 % des demandeurs qui acquittent une dépense logement bénéficient d'une aide au logement

En complément de leur revenu, près de 50 % des demandeurs (qui ont une dépense logement) bénéficient d'une aide au logement du type APL ou AL¹. Le montant moyen de celle-ci s'élève à 223 € par mois environ et représente 52 % de leur loyer mensuel principal (431 €).

D'un département à l'autre, la proportion de bénéficiaires varie assez fortement : 45 % des demandeurs (qui ont une dépense logement) touchent une aide à Paris, contre près de 61 % en Seine-Saint-Denis. La part des candidats aidés varie peu au regard du secteur d'occupation : 49 % des demandeurs logés dans le parc HLM bénéficient d'une aide au logement, proportion qui s'élève à 51 % pour ceux logés dans le secteur libre (et sous-locataires) et les demandeurs logés en foyer ou hôtel.

Globalement, les aides au logement perçues par les demandeurs qui ont une dépense logement réduisent environ de moitié leur taux d'effort (il passe de 27,2 % à 13,2 %).

Taux d'effort brut et net (hors charge) selon le statut d'occupation et le département de résidence (Demandeurs logés dans les secteurs libre et HLM, propriétaires accédants, sous-locataires, logés en foyer, à l'hôtel, et qui perçoivent une aide au logement)

	75	92	93	94	77	78	91	95	province	Total
Propriétaires accédant effectif	178	37	247	338	85	43	0	122	0	1 050
% colonne	<u>0,6</u>	<u>0,6</u>	<u>1,4</u>	<u>2,4</u>	<u>1,6</u>	<u>0,6</u>		<u>1,3</u>		<u>1,0</u>
Loyer / mois	800 €	470 €	643 €	559 €	774 €	745 €		634 €		650 €
Revenu mensuel	<u>2 500 €</u>	<u>1 901 €</u>	<u>1 943 €</u>	<u>1 967 €</u>	<u>946 €</u>	<u>1 350 €</u>		<u>1 871 €</u>		<u>1 931 €</u>
Tx d'effort BRUT (hors charges)	<u>32,0%</u>	<u>24,7%</u>	<u>33,1%</u>	<u>28,4%</u>	<u>81,9%</u>	<u>55,2%</u>		<u>33,9%</u>		<u>33,7%</u>
Aide au logement / mois	<u>120 €</u>	<u>260 €</u>	<u>171 €</u>	<u>179 €</u>	<u>380 €</u>	<u>227 €</u>		<u>132 €</u>		<u>183 €</u>
Tx d'effort NET (hors charges)	<u>27,2%</u>	<u>11,1%</u>	<u>24,3%</u>	<u>19,3%</u>	<u>41,7%</u>	<u>38,4%</u>		<u>26,8%</u>		<u>24,2%</u>
Locataires HLM effectif	9 725	2 647	9 421	6 169	3 001	4 671	3 988	4 921	756	45 299
% colonne	30,2	44,0	51,6	44,2	56,3	65,5	48,9	54,4	59,8	44,7
Loyer / mois	322 €	334 €	359 €	350 €	362 €	337 €	365 €	353 €	339 €	346 €
Revenu mensuel	1 703 €	1 603 €	1 616 €	1 707 €	1 606 €	1 636 €	1 702 €	1 599 €	1 529 €	1 652 €
Tx d'effort BRUT (hors charges)	18,9%	20,8%	22,2%	20,5%	22,6%	21,4%	21,4%	22,1%	22,2%	20,9%
Aide au logement / mois	176 €	198 €	185 €	193 €	220 €	170 €	191 €	201 €	207 €	188 €
Tx d'effort NET (hors charges)	8,5%	8,5%	10,8%	9,2%	8,9%	10,2%	10,2%	9,5%	8,6%	9,5%
Locataires secteur libre effectif*	19 907	3 034	7 654	7 020	1 880	2 141	3 705	3 717	296	49 355
% colonne	61,8	50,4	42,0	50,3	35,3	30	45,5	41,1	23,4	48,7
Loyer / mois	509 €	535 €	502 €	526 €	523 €	488 €	511 €	499 €	543 €	511 €
Revenu mensuel	1 418 €	1 594 €	1 653 €	1 674 €	1 559 €	1 635 €	1 595 €	1 757 €	1 811 €	1 558 €
Tx d'effort BRUT (hors charges)	35,9%	33,6%	30,4%	31,4%	33,5%	29,9%	32,1%	28,4%	30,0%	32,8%
Aide au logement / mois	262 €	283 €	265 €	237 €	211 €	206 €	255 €	243 €	243 €	254 €
Tx d'effort NET (hors charges)	17,5%	15,8%	14,4%	17,3%	20,0%	17,2%	16,1%	14,6%	16,5%	16,5%
Foyer / Hôtel effectif	2 412	304	922	432	362	274	458	288	211	5 663
% colonne	<u>7,5</u>	<u>5,0</u>	<u>5,1</u>	<u>3,1</u>	<u>6,8</u>	<u>3,8</u>	<u>5,6</u>	<u>3,2</u>	<u>16,7</u>	<u>5,6</u>
Loyer / mois	447 €	496 €	320 €	262 €	302 €	261 €	270 €	372 €	355 €	375 €
Revenu mensuel	<u>1 081 €</u>	<u>1 681 €</u>	<u>1 092 €</u>	<u>1 371 €</u>	<u>1 222 €</u>	<u>1 051 €</u>	<u>1 244 €</u>	<u>1 528 €</u>	<u>986 €</u>	<u>1 177 €</u>
Tx d'effort BRUT (hors charges)	<u>41,3%</u>	<u>29,5%</u>	<u>29,3%</u>	<u>19,1%</u>	<u>24,7%</u>	<u>24,8%</u>	<u>21,7%</u>	<u>24,3%</u>	<u>36,0%</u>	<u>31,8%</u>
Aide au logement / mois	<u>294 €</u>	<u>255 €</u>	<u>187 €</u>	<u>239 €</u>	<u>235 €</u>	<u>147 €</u>	<u>165 €</u>	<u>188 €</u>	<u>220 €</u>	<u>241 €</u>
Tx d'effort NET (hors charges)	<u>14,1%</u>	<u>14,4%</u>	<u>12,2%</u>	<u>1,7%</u>	<u>5,5%</u>	<u>10,9%</u>	<u>8,5%</u>	<u>12,0%</u>	<u>13,7%</u>	<u>11,4%</u>
Ensemble	32 222	6 022	18 244	13 959	5 328	7 129	8 151	9 048	1 264	101 367
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Proportion de bénéficiaires	44,7%	51,7%	60,8%	49,3%	56,1%	43,3%	50,2%	56,5%	46,1%	49,9%
Loyer / mois	450 €	444 €	421 €	441 €	421 €	382 €	426 €	417 €	389 €	431 €
Revenu mensuel	1 485 €	1 605 €	1 610 €	1 687 €	1 553 €	1 612 €	1 628 €	1 665 €	1 504 €	1 582 €
Tx d'effort BRUT (hors charges)	30,3%	27,7%	26,2%	26,1%	27,1%	23,7%	26,2%	25,1%	25,9%	27,2%
Aide au logement / mois	238 €	244 €	218 €	216 €	220 €	180 €	219 €	217 €	218 €	223 €
Tx d'effort NET (hors charges)	14,3%	12,5%	12,6%	13,3%	12,9%	12,5%	12,7%	12,0%	11,4%	13,2%

* Dont 1 021 sous-locataires.

Les données soulignées sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs.

¹ Proportion calculée sur le total des demandeurs logés dans le parc libre, le parc HLM, en sous-location, les propriétaires accédants, les logés en foyer et en hôtel, soit un effectif de 203 003.

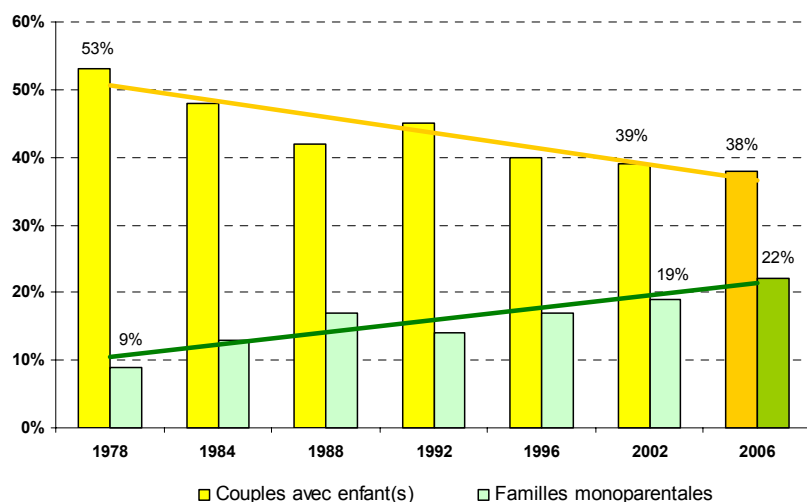
2.3 L'évolution du profil des demandeurs de logement social selon les six dernières Enquêtes Logement (1978-2002) et l'enquête IAURIF 2006 : une demande devenue plus sociale

Les Enquêtes Logement présentent l'avantage de repérer les ménages demandeurs de logements sociaux (*Cf. paragraphe 1.1.1 sur l'estimation du nombre de demandeurs à partir de l'ENL 2002*). Les enquêtes sollicitées pour étudier l'évolution du profil des demandeurs ont été celles de 1978, 1984, 1988, 1992, 1996 et 2002, ainsi que l'enquête IAURIF 2006.

2.3.1 Composition familiale et nationalité

La comparaison des données sur la période 1978-2006 montre une modification sensible de la composition des ménages demandeurs. Cette période s'est en effet caractérisée par :

- un recul des couples avec enfant(s) (53 % en 1978, 38 % en 2006) et sans enfant (21 % en 1978, 12 % en 2006) ;
- une hausse de la part des familles monoparentales (9 % en 1978, 22 % en 2006) et de ménages vivant seuls (15 % en 1978, 22 % en 2006) ;
- une progression de la proportion d'étrangers : 23 % en 1978, 29 % en 2006.



Moins de demandes de couples avec enfant(s) : – 15 points

soit des effectifs
de 127 000 en 1978 et 123 000 en 2002 selon les ENL (1)
et de 98 000 selon l'enquête IAURIF 2006

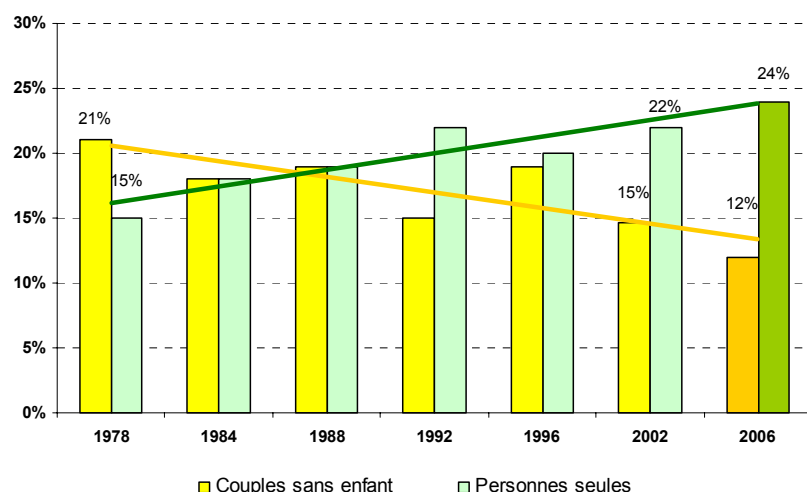
Mais plus de familles monoparentales : + 13 points

soit des effectifs
de 21 000 en 1978 et 60 000 en 2002 selon les ENL (2)
et de 56 000 selon l'enquête IAURIF 2006

Au niveau régional (source ENL)

(1) Proportion des couples avec enfant(s) en 1978 et en 2002 : 39 % et 31 % (– 8 points), soit des effectifs de 1 482 000 et 1 470 000.

(2) Proportion des familles monoparentales en 1978 et en 2002 : 5 % et 7 % (+ 2 points), soit des effectifs de 177 000 et 350 000.



Moins de demandes de couples sans enfant : – 9 points

soit des effectifs
de 50 000 en 1978 et 46 000 en 2002 selon les ENL (1)
et de 31 000 selon l'enquête IAURIF 2006

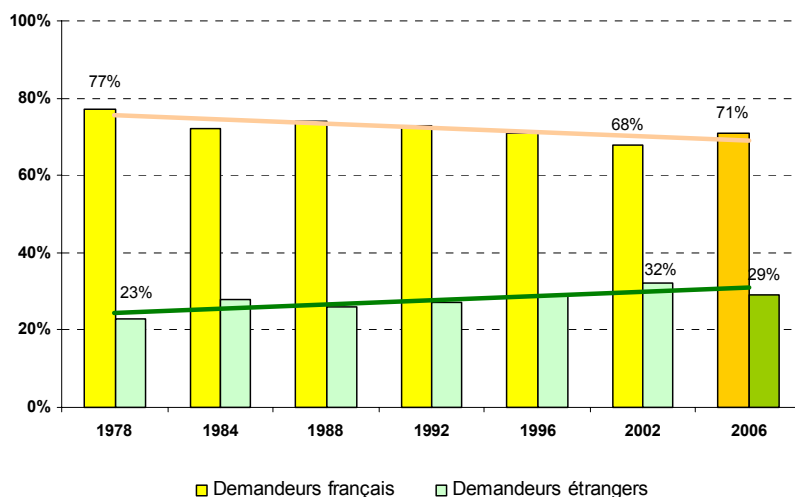
Et plus de demandes de personnes seules : + 9 points

soit des effectifs
de 37 000 en 1978 et 70 000 en 2002 (2)
et de 63 000 selon l'enquête IAURIF 2006

Au niveau régional (source ENL)

(1) Proportion des couples sans enfant en 1978 et en 2002 : 25 % et 25 % (+ 0 point), soit des effectifs de 970 000 et 1 167 000.

(2) Proportion des personnes seules en 1978 et en 2002 : 27 % et 33 % (+ 6 points), soit des effectifs de 1 042 000 et 1 562 000.



Les ménages français sont toujours très majoritaires, mais un peu moins nombreux :

– 6 points

soit des effectifs
de 187 000 en 1978 et 215 000 en 2002 selon les ENL
et de 184 000 selon l'enquête IAURIF 2006

La proportion de demandeurs étrangers progresse : + 6 points

soit des effectifs
de 55 000 en 1978 et 100 000 en 2002 selon les ENL (1)
et de 74 000 selon l'enquête IAURIF 2006

Au niveau régional (source ENL)

(1) Proportion d'étrangers en 1978 et en 2002 : 12 % (+ 0 point), soit des effectifs de 456 000 et 582 000.

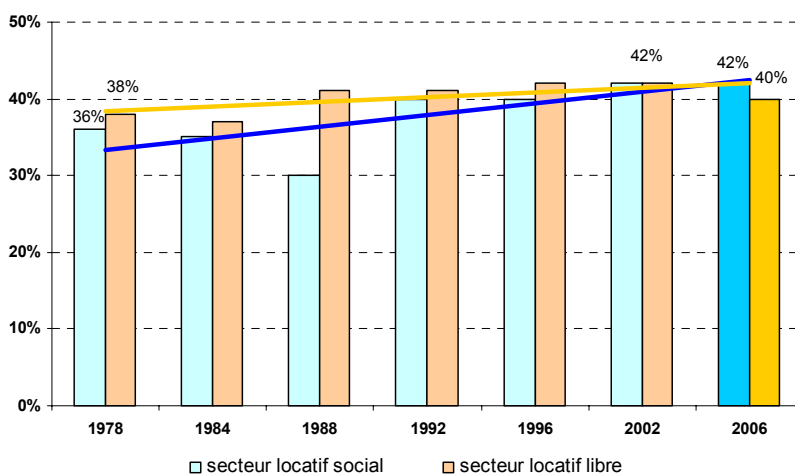
2.3.2 Statut d'occupation et situation économique

La période 1978-2006 s'est également caractérisée par des changements concernant les conditions de logement des ménages demandeurs, en raison de la disparition du parc social de fait (*loi de 1948, sous-location ou meublé*), dont la part est passée de 16 % du parc en 1978 à 2 % en 2006. La disparition de ce parc a eu plusieurs impacts.

D'une part, les demandeurs déjà logés dans le parc locatif libre et dans le parc social représentent la très grande majorité des demandeurs : 82 % en 2006, contre 74 % en 1978.

D'autre part, les demandeurs logés dans des logements inconfortables, dont une grande part appartenait à ce parc, sont nettement moins nombreux : 25 % en 1978 et 7 % en 2006.

Enfin, on constate par ailleurs que les ménages déjà logés dans le parc social sont devenus majoritaires parmi les demandeurs de logements sociaux (42 % contre 40 % pour ceux logés dans le secteur libre).



Plus de demandeurs déjà logés dans le parc social : + 2 points

soit des effectifs
de 87 000 en 1978 et 131 000 en 2002 selon les ENL (1)
et de 107 000 selon l'enquête IAURIF 2006 (a)

Et dans le secteur locatif libre : + 2 points

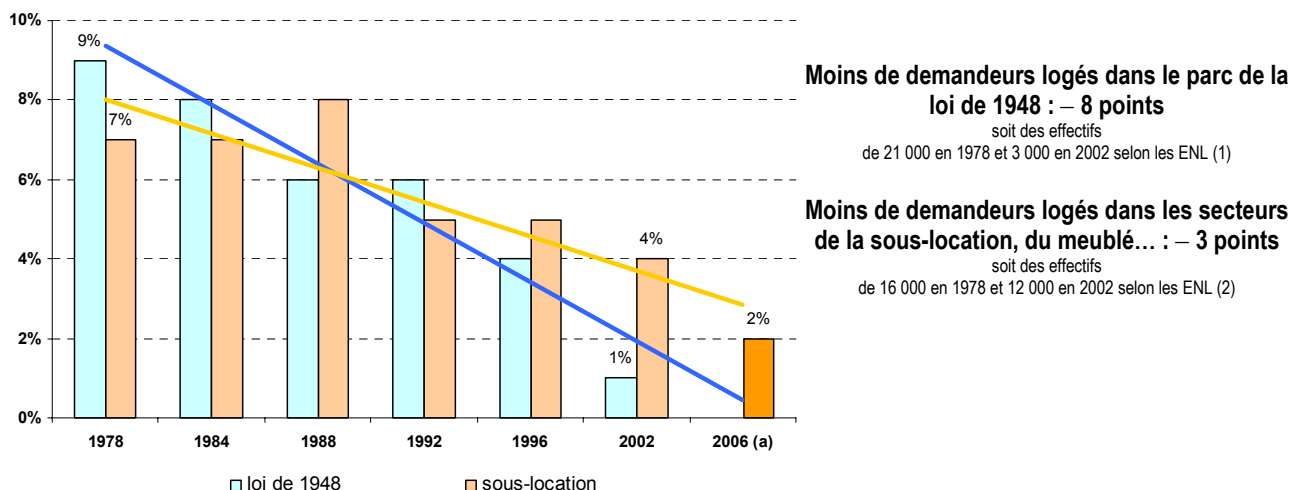
soit des effectifs
de 92 000 en 1978 et 131 000 en 2002 (2)
et de 100 000 selon l'enquête IAURIF 2006 (a)

Au niveau régional (source ENL)

(1) proportion des occupants du secteur locatif HLM en 1978 et 2002 : 18 % et 23 % (+ 5 points), soit des effectifs de 672 000 et 1 063 000.

(2) proportion des occupants du secteur locatif libre en 1978 et 2002 : 22 % et 21 % (– 1 point), soit des effectifs de 836 000 et 1 012 000.

(a) pour 2006, la proportion est calculée sur l'ensemble des ménages demandeurs (hors foyers et hors part des hébergés manquants dans l'ENL (Cf. annexe du chapitre 1).



Au niveau régional (source ENL)

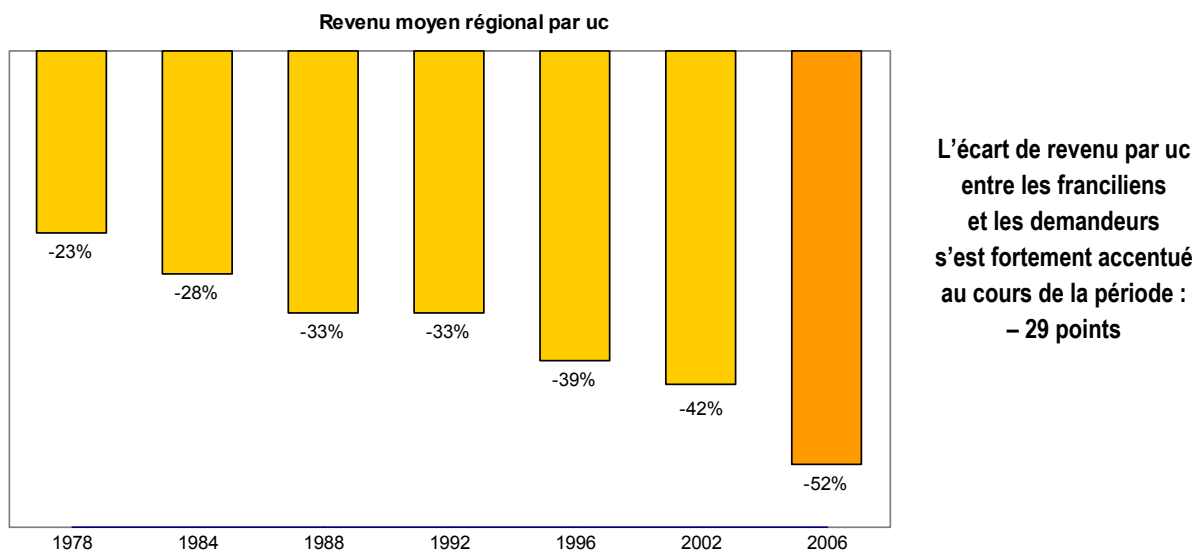
(1) Proportion des occupants loi de 1948 en 1978 et 2002 : 11 % et 1 % (– 10 points), soit des effectifs de 423 000 et 68 000.

(2) Proportion des occupants en sous-location, meublé... en 1978 et 2002 : 6 % et 2 % (– 4 points), soit des effectifs de 140 000 et 76 000.

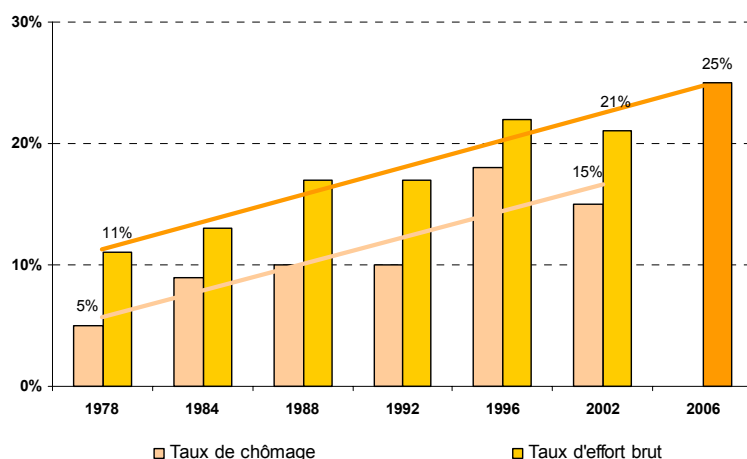
(a) Pour 2006, il s'agit des demandeurs logés à l'hôtel et des sous-locataires.

Cette période s'est également caractérisée par des changements importants dans la situation économique des demandeurs :

- l'écart de revenu par unité de consommation ¹ entre les demandeurs et les franciliens s'est fortement creusé : il a presque doublé, passant de – 23 % en 1978 à – 52 % en 2006 ;
- parallèlement, le chômage a fortement progressé : 5 % en 1978, 15 % en 2002 ;
- la part du revenu consacré au logement (le taux d'effort) a elle aussi connu une augmentation importante : 11 % en 1978, 25 % en 2006.



¹ Pour faciliter la comparaison des niveaux de vie entre les ménages dont la taille et la structure diffèrent, un revenu par unité de consommation (uc) est établi. La norme retenue, dans cette étude, est celle de l'O.C.D.E modifiée selon les recommandations d'un groupe de travail composé d'experts de l'Insee, de la CNAF, du Ministère de l'Équipement et du Ministère des affaires sociales. Ce groupe préconisait d'ajouter, à l'échelle O.C.D.E., 0,2 unité pour les familles monoparentales. Le nombre d'unité(s) de consommation d'un ménage est obtenue en comptant une unité de consommation pour la personne de référence, 0,5 unité pour tout autre personne âgée de 14 ans ou plus et 0,3 unité pour chaque enfant de moins de 14 ans, auxquelles s'ajoute 0,2 unité lorsque le ménage est une famille monoparentale..



**Le taux d'effort
des ménages demandeurs
locataires a augmenté de 14 points**
soit des effectifs
de 222 000 en 1978 et 289 000 en 2002 selon les ENL (1)
et de 189 000 selon l'enquête IAU-RIF 2006

**Et le taux de chômage des demandeurs
s'est accru de 10 points**
soit des effectifs
de 12 000 en 1978 et 43 000 en 2002 selon les ENL (2)

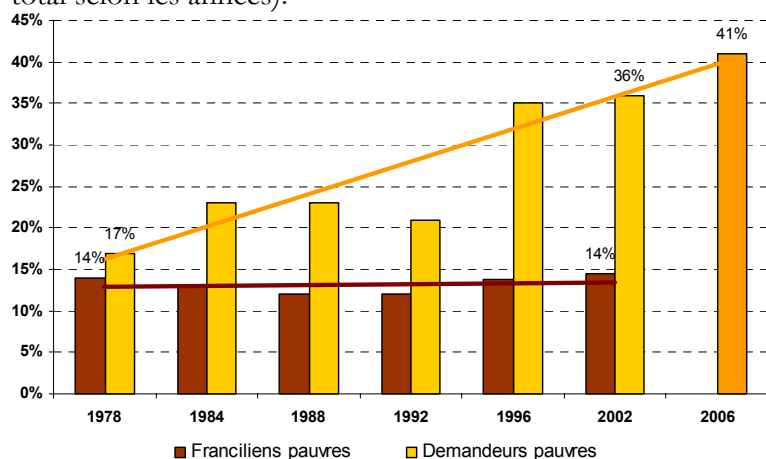
Au niveau régional (source ENL)

(1) Taux d'effort des locataires (secteurs public et privé réunis) en 1978 et 2002 : 12 % et 20 % (+ 8 points), soit des effectifs de 1 216 700 et 2 334 000.

(2) Taux de chômage en 1978 et 2002 : 2 % et 6 % (+ 4 points), soit des effectifs de 89 000 et 275 000.

Cette fragilité économique se traduit par une forte hausse des ménages demandeurs vivant sous le seuil de pauvreté, dont la proportion parmi l'ensemble des demandeurs est passée de 17 % en 1978 à 41 % en 2006 : l'augmentation de la précarité et du chômage intervenus à partir des années 1970 en sont les principales explications.

Parmi les ménages demandeurs pauvres, on note une part accrue des familles monoparentales (elles sont 34 % en 2006 contre 13 % en 1978), et la part des étrangers reste élevée (entre 41 % et 55 % du total selon les années).

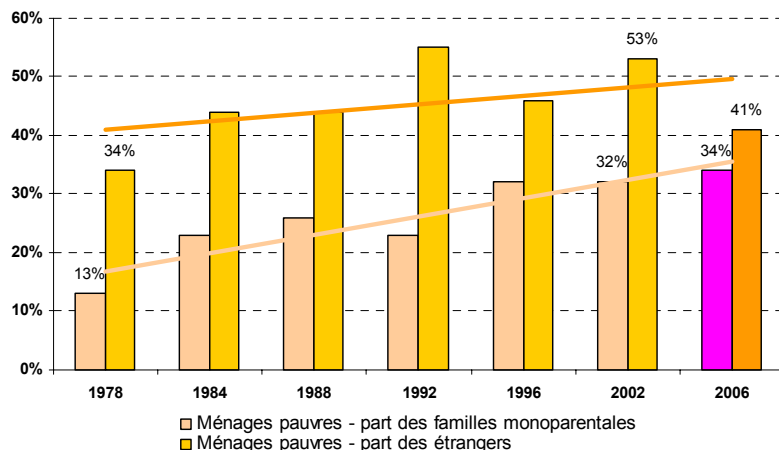


**Proportion de demandeurs en dessous
du seuil de pauvreté : + 19 points**

soit des effectifs
de 42 000 en 1978 et 113 000 en 2002 selon les ENL (1)
et de 105 000 selon l'enquête IAU-RIF 2006

Au niveau régional (source ENL)

(1) Proportion de franciliens en dessous du seuil de pauvreté en 1978 et 2002 : 14,2 % et 14,4 % (+ 0 point), soit des effectifs de 547 000 et 679 000.



**Proportion de demandeurs familles
monoparentales pauvres : + 21 points**

soit des effectifs
de 5 000 en 1978 et 36 000 en 2002 selon les ENL (1)
et de 36 000 selon l'enquête IAU-RIF 2006

**Proportion de demandeurs étrangers
pauvres : + 7 points**

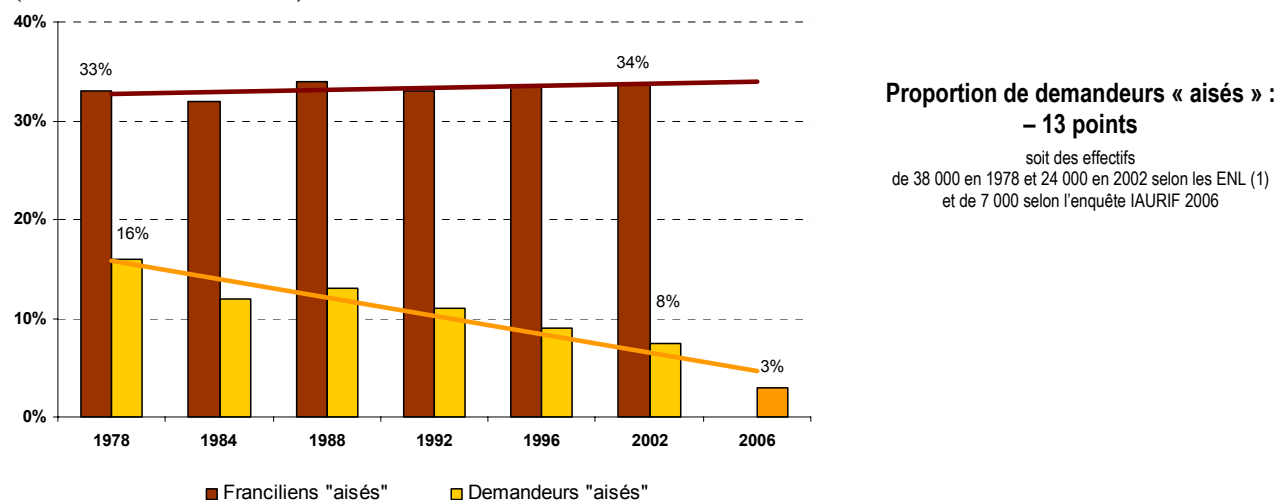
soit des effectifs
de 14 000 en 1978 et 60 000 en 2002 selon les ENL (2)
et de 43 000 selon l'enquête IAU-RIF 2006

Au niveau régional (source ENL)

(1) Proportion de familles monoparentales pauvres en 1978 et 2002 : 6 % et 20 % (+ 14 points), soit des effectifs de 35 000 et 135 000.

(2) Proportion d'étrangers pauvres en 1978 et 2002 : 18 % et 33 % (+ 15 points), soit des effectifs de 99 000 et 224 000.

Le corollaire à cet accroissement de la pauvreté est que les demandeurs les plus aisés¹ sont devenus plus rares. Cette frange « aisée » est également moins riche : en 1978, son revenu moyen mensuel était supérieur de 46 % au revenu moyen régional (766 € comparés à 523 €), en 2002 l'écart s'élève à 40 % (4 036 € contre 2 873 €).



Au niveau régional (source ENL)

(1) Proportion de ménages franciliens « aisés » en 1978 et 2002 : 33 % et 34 % (+ 1 point), soit des effectifs de 1 284 000 et 1 598 000.

Comme le montrent ces différents graphiques, la demande en 2006 affiche un caractère nettement plus social qu'au début des années 1970, même si l'ensemble des évolutions énoncées ci-dessus peuvent s'expliquer aussi en partie par celles plus générales qui ont modifié la société francilienne et son parc de logements depuis les 30 dernières années. En effet, la taille moyenne des ménages franciliens a légèrement diminué au cours de cette période : 2,58 personnes en 1978 et 2,40 en 2002. Les couples avec enfants sont également moins nombreux (39 % en 1978 et 31 % en 2002). Les familles monoparentales ou les personnes seules sont, à l'inverse, plus nombreuses (respectivement 5 % et 27 % en 1978, contre 7 % et 33 % en 2002).

Le taux de chômage de la personne de référence a lui aussi progressé et est passé de 2 % à 6 % des ménages franciliens, ainsi que les taux d'effort des ménages locataires qui sont passés de 12 % à 20 % entre 1978 et 2002.

La part du parc social a progressé (elle est passée de 18 % à 23 % du parc total) alors que celle du parc social de fait (*loi de 1948 et sous-location, hôtel, meublé*) s'est réduite de 15 % à 4 % au cours de la même période. Enfin, la taille des logements a gagné près de 10 m² en 25 ans et la fraction inconfortable du parc principal ne représente plus que 2 % du parc, alors qu'en 1978 elle était de 22 %.

Comparaison des données ENL et de l'enquête IAURIF 2006

Globalement, la filière préfecture dont est issue l'enquête IAURIF 2006, même si elle ne recense pas la totalité des demandeurs (75 % à 80 %), est représentative de la demande totale exprimée. Moyennement quelques précautions, ces deux enquêtes peuvent donc être comparées. Toutefois, les comparaisons concernant le chômage, l'activité ou les catégories socioprofessionnelles ne sont pas possibles. Ces indicateurs reposent, en effet, sur des définitions différentes. L'individu de référence dans l'Enquête Logement correspond à la Personne de Référence (PR) qui est dans la majorité cas un homme (74 %), alors que dans l'enquête IAURIF 2006, il correspond à la personne ayant déposée la demande de logement, qui est plus fréquemment une femme (56 % des cas).

Les indicateurs de chômage, d'activité et de catégories socioprofessionnelles reflètent donc à la fois la situation des individus de référence mais aussi les positions socio-économiques des femmes et des hommes, qui sont dans la société française actuelle relativement différentes. Ceci explique, par exemple, que le taux de chômage dans l'Enquête Logement soit de 18 % parmi les demandeurs, alors que dans l'Enquête IAURIF 2006, il est de 10 %. Ce taux relativement faible est dû à la forte proportion de demandeurs classés dans la catégorie socioprofessionnelle « sans profession » (le plus souvent des femmes) et qui, par effet de vase communicant, réduit le poids des chômeurs.

¹ Ce seuil est fixé selon le revenu par uc des ménages. Il correspond aux ménages dont les revenus par uc dépassent de 25 % le revenu par uc médian des franciliens, soit 1 903 € pour l'ENL 2002 et 2 037 € pour l'enquête IAURIF 2006.

Conclusion

Le profil des demandeurs, tel qu'il ressort de l'enquête 2006, ressemble beaucoup à celui dressé lors de l'enquête réalisée en 2000, où ressortait déjà l'appauvrissement des demandeurs au cours de la période 1970-2000. La demande montrait, en effet, un caractère nettement plus social et moins familial entre ces deux dates.

Les évolutions socio-démographiques (*hausse des familles monoparentales*) et économiques (*le taux de chômage en Île-de-France a rattrapé le taux national*) observées entre 2000 et 2006 dans la région ainsi que la poursuite de la disparition du parc social de fait (*loi de 1948, hôtels meublés...*) et l'augmentation des prix de l'immobilier, beaucoup plus rapide que celle des revenus, expliquent qu'un certain nombre de ménages n'ont plus les ressources suffisantes pour disposer d'un logement en rapport avec leurs besoins. L'ensemble de ces ménages aux ressources faibles se retrouve donc, plus aujourd'hui qu'auparavant, en difficulté de logement et n'a pas d'autre alternative que de rentrer dans le parc social ou d'y rester lorsqu'ils y habitent déjà.

On constate ainsi que l'écart de revenu entre les demandeurs et l'ensemble des ménages franciliens a continué de se creuser : il est passé de - 19 % en 1978 à - 41 % en 2000 pour atteindre - 45 % en 2006. Près des trois quarts (73 %) ont des ressources inférieures aux plafonds PLA-I, et le nombre de demandeurs en dessous du seuil de pauvreté a plus que doublé entre 1978 et 2006 (*passant de 17 à 41 %*), alors qu'au niveau régional cette proportion est restée stable (14 %). Parmi ces demandeurs pauvres, les étrangers et les familles monoparentales sont devenus plus nombreux.

Le profil des candidats à un logement locatif social selon les départements diffère peu, même si l'on observe quelques particularités. A Paris, dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines, le niveau de revenu est un peu plus élevé, en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne, en Seine-et-Marne et dans le Val d'Oise, la situation économique des demandeurs un peu plus fragile. Celle-ci s'explique en partie par une proportion plus forte d'ouvriers et d'étrangers parmi les demandeurs (*principalement en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise*), ainsi que par la faible part des demandeurs qui occupent un emploi (*en Seine-et-Marne*).

Ces situations contrastées entre départements résultent aussi de l'importance relative du parc social dit « intermédiaire » (c'est à dire de type PLI ou PLS) qui attire les ménages dont les revenus sont plus élevés que ceux de la moyenne des demandeurs. Ce parc intermédiaire représente en effet 10 % des logements sociaux à Paris et dans les Yvelines, 8,5 % dans les Hauts-de-Seine, contre 5 % environ dans les autres départements de la région.

L'analyse de l'occupation du parc permet de noter que 75 % des demandeurs sont locataires de leur logement et 16 % hébergés (essentiellement par les parents). Parmi les locataires, la moitié est déjà logée dans le parc social (36 %, + 3 points par rapport à 2000), et l'autre moitié dans le parc locatif privé (37 %, - 3 points).

Pour se loger, les ménages candidats à un logement social dépensent en moyenne 25 % de leur revenu (30 % pour les locataires du secteur libre et 19 % pour ceux du secteur social). C'est 3 points de plus qu'en 2000 : cette augmentation du taux d'effort s'explique en grande partie par la hausse des loyers, plus rapide que celle des salaires sur la période récente.

Le surpeuplement des logements est également une caractéristique forte des ménages demandeurs : en 2006, 60 % vivent en situation de surpeuplement (*contre 2,5 % pour l'ensemble des ménages franciliens*), une proportion élevée qui a augmenté de 8 points par rapport à celle observée en 2000. Cette situation, qui s'observe plus fréquemment en zone centrale, concerne plus souvent les ménages logés dans le parc privé (34 % y vivent en surpeuplement accentué, contre 22 % pour les ménages déjà logés dans le parc social), ainsi que les couples avec au moins deux enfants et les familles monoparentales.

ANNEXES DU CHAPITRE 2

- **Situation des demandeurs par rapport aux plafonds de ressources PLA-I selon :**
 - *le département de résidence*
 - *le secteur d'occupation*
 - *la composition familiale*
 - *la nationalité*
 - *le nombre d'actif(s)*
- **Demandeurs situés sous le seuil de pauvreté selon :**
 - *le secteur d'occupation*
 - *la nationalité*
 - *le nombre d'actif(s)*

Situation des demandeurs par rapport aux plafonds de ressources PLA-I en vigueur au 1^{er} janvier 2006 selon le **département de résidence**

Département		Ménages demandeurs dont les ressources sont		TOTAL
		inférieures ou égales aux plafonds PLA-I	supérieures aux plafonds PLA-I	
75	Effectif	61 242	26 391	87 634
	% ligne	69,9	30,1	100,0
	% colonne	32,4	38,1	33,9
	Revenu mensuel	1 445 €	2 376 €	1 725 €
	Taille ménage	3,1	2,0	2,8
	Revenu par uc	766 €	1 675 €	988 €
92	Effectif	10 542	3 875	14 417
	% ligne	73.1	26.9	100.0
	% colonne	5.6	5.6	5.6
	Revenu mensuel	1 508 €	2 562 €	1 791 €
	Taille ménage	3,2	2,4	3,0
	Revenu par uc	786 €	1 633 €	982 €
93	Effectif	31 466	8 322	39 788
	% ligne	79.1	20.9	100.0
	% colonne	16.7	12.0	15.4
	Revenu mensuel	1 463 €	2 284 €	1 635 €
	Taille ménage	3,3	2,4	3,1
	Revenu par uc	742 €	1 432 €	864 €
94	Effectif	26 305	9 662	35 967
	% ligne	73.1	26.9	100.0
	% colonne	13.9	14.0	13.9
	Revenu mensuel	1 473 €	2 420 €	1 727 €
	Taille ménage	3,2	2,2	2,9
	Revenu par uc	758 €	1 586 €	943 €
77	Effectif	10 489	2 761	13 250
	% ligne	79.2	20.8	100.0
	% colonne	5.6	4.0	5.1
	Revenu mensuel	1 423 €	2 283 €	1 602 €
	Taille ménage	3,1	2,3	2,9
	Revenu par uc	761 €	1 477 €	889 €
78	Effectif	13 951	6 294	20 245
	% ligne	68.9	31.1	100.0
	% colonne	7.4	9.1	7.8
	Revenu mensuel	1 468 €	2 270 €	1 717 €
	Taille ménage	3,0	2,2	2,7
	Revenu par uc	800 €	1 487 €	988 €
91	Effectif	15 667	5 768	21 436
	% ligne	73.1	26.9	100.0
	% colonne	8.3	8.3	8.3
	Revenu mensuel	1 470 €	2 397 €	1 720 €
	Taille ménage	3,2	2,4	3,0
	Revenu par uc	774 €	1 499 €	946 €
95	Effectif	16 816	5 130	21 946
	% ligne	76.6	23.4	100.0
	% colonne	8.9	7.4	8.5
	Revenu mensuel	1 482 €	2 346 €	1 684 €
	Taille ménage	3,2	2,4	3,0
	Revenu par uc	763 €	1 464 €	904 €
province	Effectif	2 459	1 058	3 516
	% ligne	69.9	30.1	100.0
	% colonne	1.3	1.5	1.4
	Revenu mensuel	1 237 €	1 911 €	1 440 €
	Taille ménage	2,5	1,8	2,3
	Revenu par uc	743 €	1 413 €	916 €
TOTAL	Effectif	188 938	69 261	258 199
	% ligne	73.2	26.8	100.0
	% colonne	100.0	100.0	100.0
	Revenu mensuel	1 458 €	2 360 €	1 700 €
	Taille ménage	3,2	2,2	2,9
	Revenu par uc	764 €	1 568 €	945 €

Situation des demandeurs par rapport aux plafonds de ressources PLA-I en vigueur au 1^{er} janvier 2006 selon le secteur d'occupation

Statut d'occupation		Ménages demandeurs dont les ressources sont		TOTAL
		inférieures ou égales aux plafonds PLA-I	supérieures aux plafonds PLA-I	
Propriétaire accédant et non accédant	Effectif	4 477	1 639	6 116
	% ligne	73,2	26,8	100,0
	% colonne	2,4	2,4	2,4
	Revenu mensuel	1 606 €	3 024 €	1 986 €
	Taille ménage	3,2	2,4	3,0
	Revenu par uc	795 €	1 923 €	1 045 €
Locataire HLM	Effectif	68 600	23 425	92 026
	% ligne	74,5	25,5	100,0
	% colonne	36,3	33,8	35,6
	Revenu mensuel	1 602 €	2 552 €	1 844 €
	Taille ménage	3,6	2,7	3,3
	Revenu par uc	774 €	1 493 €	932 €
Locataire secteur libre	Effectif	67 857	27 565	95 422
	% ligne	71,1	28,9	100,0
	% colonne	35,9	39,8	37,0
	Revenu mensuel	1 522 €	2 388 €	1 772 €
	Taille ménage	3,3	2,1	2,9
	Revenu par uc	781 €	1 621 €	978 €
Hébergé	Effectif	29 085	11 200	40 285
	% ligne	72,2	27,8	100,0
	% colonne	15,4	16,2	15,6
	Revenu mensuel	1 144 €	1 960 €	1 371 €
	Taille ménage	2,2	1,7	2,1
	Revenu par uc	747 €	1 518 €	936 €
Logé gratuitement	Effectif	7 577	2 842	10 419
	% ligne	72,7	27,3	100,0
	% colonne	4,0	4,1	4,0
	Revenu mensuel	1 185 €	2 340 €	1 500 €
	Taille ménage	2,4	1,6	2,2
	Revenu par uc	734 €	1 840 €	987 €
Logé en foyer	Effectif	6 243	1 847	8 090
	% ligne	77,2	22,8	100,0
	% colonne	3,3	2,7	3,1
	Revenu mensuel	1 107 €	1 561 €	1 210 €
	Taille ménage	2,6	1,3	2,3
	Revenu par uc	660 €	1 400 €	782 €
Autre *	Effectif	5 098	742	5 840
	% ligne	87,3	12,7	100,0
	% colonne	2,7	1,1	2,3
	Revenu mensuel	1 177 €	1 946 €	1 274 €
	Taille ménage	3,3	1,5	3,1
	Revenu par uc	607 €	1 578 €	689 €
TOTAL	Effectif	188 938	69 261	258 199
	% ligne	73,2	26,8	100,0
	% colonne	100,0	100,0	100,0
	Revenu mensuel	1 458 €	2 360 €	1 700 €
	Taille ménage	3,2	2,2	2,9
	Revenu par uc	764 €	1 568 €	945 €

* Logé à l'hôtel (2945 demandeurs), sous locataire (1699 demandeurs), sdf, caravane et statut non précisé (1196 demandeurs).

Situation des demandeurs par rapport aux plafonds de ressources PLA-I en vigueur au 1^{er} janvier 2006 selon la **composition familiale**

Composition familiale		Ménages demandeurs dont les ressources sont		TOTAL
		inférieures ou égales aux plafonds PLA-I	supérieures aux plafonds PLA-I	
Personne seule	Effectif	31 298	31 206	62 505
	% ligne	50,1	49,9	100,0
	% colonne	16,6	45,1	24,2
	Revenu mensuel	781 €	1 525 €	1 152 €
	Taille ménage	1,0	1,0	1,0
	Revenu par uc	781 €	1 525 €	1 152 €
Couple sans enfant	Effectif	18 771	12 235	31 006
	% ligne	60,5	39,5	100,0
	% colonne	9,9	17,7	12,0
	Revenu mensuel	1 296 €	2 796 €	1 888 €
	Taille ménage	2,2	2,1	2,2
	Revenu par uc	818 €	1 783 €	1 196 €
Couple avec 1 enfant	Effectif	20 967	10 463	31 430
	% ligne	66,7	33,3	100,0
	% colonne	11,1	15,1	12,2
	Revenu mensuel	1 603 €	3 078 €	2 094 €
	Taille ménage	3,1	3,1	3,1
	Revenu par uc	848 €	1 643 €	1 111 €
Couple avec 2 enfants ou plus	Effectif	55 664	11 142	66 806
	% ligne	83,3	16,7	100,0
	% colonne	29,5	16,1	25,9
	Revenu mensuel	1 964 €	3 428 €	2 208 €
	Taille ménage	5,0	4,7	5,0
	Revenu par uc	769 €	1 404 €	871 €
Famille monoparentale	Effectif	54 188	1 859	56 048
	% ligne	96,7	3,3	100,0
	% colonne	28,7	2,7	21,7
	Revenu mensuel	1 353 €	2 861 €	1 403 €
	Taille ménage	3,0	2,5	3,0
	Revenu par uc	700 €	1 553 €	727 €
Isolé	Effectif	8 049	2 356	10 405
	% ligne	77,4	22,6	100,0
	% colonne	4,3	3,4	4,0
	Revenu mensuel	1 311 €	2 538 €	1 589 €
	Taille ménage	2,3	2,1	2,2
	Revenu par uc	811 €	1 639 €	992 €
TOTAL	Effectif	188 938	69 261	258 199
	% ligne	73,2	26,8	100,0
	% colonne	100,0	100,0	100,0
	Revenu mensuel	1 458 €	2 360 €	1 700 €
	Taille ménage	3,2	2,2	2,9
	Revenu par uc	764 €	1 568 €	945 €

Situation des demandeurs par rapport aux plafonds de ressources PLA-I en vigueur au 1^{er} janvier 2006 selon la **nationalité**

Nationalité		Ménages demandeurs dont les ressources sont		TOTAL
		inférieures ou égales aux plafonds PLA-I	supérieures aux plafonds PLA-I	
Français	Effectif	124 337	59 763	184 100
	% ligne	67,5	32,5	100,0
	% colonne	65,8	86,3	71,3
	Revenu mensuel	1 456 €	2 382 €	1 757 €
	Taille ménage	2,9	2,1	2,7
	Revenu par uc	797 €	1 605 €	1 024 €
Etranger	Effectif	64 601	9 498	74 099
	% ligne	87,2	12,8	100,0
	% colonne	34,2	13,7	28,7
	Revenu mensuel	1 463 €	2 224 €	1 561 €
	Taille ménage	3,6	2,5	3,4
	Revenu par uc	708 €	1 358 €	776 €
TOTAL	Effectif	188 938	69 261	258 199
	% ligne	73,2	26,8	100,0
	% colonne	100,0	100,0	100,0
	Revenu mensuel	1 458 €	2 360 €	1 700 €
	Taille ménage	3,2	2,2	2,9
	Revenu par uc	764 €	1 568 €	945 €

Situation des demandeurs par rapport aux plafonds de ressources PLA-I en vigueur au 1^{er} janvier 2006 selon le **nombre d'actif(s)**

Nombre d'actif(s) dans le ménage		Ménages demandeurs dont les ressources sont		TOTAL
		inférieures ou égales aux plafonds PLA-I	supérieures aux plafonds PLA-I	
pas d'actif	Effectif	28 140	7 659	35 799
	% ligne	78,6	21,4	100,0
	% colonne	14,9	11,1	13,9
	Revenu mensuel	984 €	1 915 €	1 183 €
	Taille ménage	2,2	1,4	2,0
	Revenu par uc	626 €	1 614 €	794 €
1 actif	Effectif	110 723	33 171	143 894
	% ligne	76,9	23,1	100,0
	% colonne	58,6	47,9	55,7
	Revenu mensuel	1 368 €	1 805 €	1 468 €
	Taille ménage	3,0	1,4	2,6
	Revenu par uc	738 €	1 520 €	864 €
2 actifs	Effectif	50 075	28 431	78 506
	% ligne	63,8	36,2	100,0
	% colonne	26,5	41,0	30,4
	Revenu mensuel	1 926 €	3 128 €	2 361 €
	Taille ménage	4,0	3,3	3,8
	Revenu par uc	868 €	1 595 €	1 111 €
TOTAL	Effectif	188 938	69 261	258 199
	% ligne	73,2	26,8	100,0
	% colonne	100,0	100,0	100,0
	Revenu mensuel	1 458 €	2 360 €	1 700 €
	Taille ménage	3,2	2,2	2,9
	Revenu par uc	764 €	1 568 €	945 €

Demandeurs sous le seuil de pauvreté selon le secteur d'occupation

Statut d'occupation		TOTAL
Propriétaire accédant et non accédant	Effectif	2 177
	% colonne	2,1
	Revenu mensuel	1 319 €
	Taille ménage	3,5
Locataire HLM	Revenu par uc	606 €
	Effectif	37 327
	% colonne	35,5
	Revenu mensuel	1 329 €
Locataire secteur libre	Taille ménage	3,9
	Revenu par uc	600 €
	Effectif	35 643
	% colonne	33,9
Hébergé	Revenu mensuel	1 232 €
	Taille ménage	3,5
	Revenu par uc	595 €
	Effectif	17 478
Logé gratuitement	% colonne	16,6
	Revenu mensuel	866 €
	Taille ménage	2,3
	Revenu par uc	555 €
Logé en foyer	Effectif	4 447
	% colonne	4,2
	Revenu mensuel	934 €
	Taille ménage	2,5
Autre *	Revenu par uc	555 €
	Effectif	4 077
	% colonne	3,9
	Revenu mensuel	1 036 €
TOTAL	Taille ménage	3,2
	Revenu par uc	541 €
	Effectif	4 085
	% colonne	3,9
TOTAL	Revenu mensuel	1 062 €
	Taille ménage	3,5
	Revenu par uc	527 €
	Effectif	105 235
TOTAL	% colonne	100,0
	Revenu mensuel	1 181 €
	Taille ménage	3,4
	Revenu par uc	586 €

* Logé à l'hotel (2332 demandeurs), sous locataire (862 demandeurs), sdf, caravane et statut non précisé (891 demandeurs).

Demandeurs sous le seuil de pauvreté selon la nationalité

Nationalité		TOTAL
Français	Effectif	62 649
	% colonne	59,5
	Revenu mensuel	1 122 €
	Taille ménage	3,1
	Revenu par uc	590 €
Etranger	Effectif	42 587
	% colonne	40,5
	Revenu mensuel	1 267 €
	Taille ménage	3,8
	Revenu par uc	581 €
TOTAL	Effectif	105 235
	% colonne	100,0
	Revenu mensuel	1 181 €
	Taille ménage	3,4
	Revenu par uc	586 €

Demandeurs sous le seuil de pauvreté selon le nombre d'actif(s)

Nombre d'actif(s) dans le ménage		TOTAL
pas d'actif	Effectif	19 208
	% colonne	18,3
	Revenu mensuel	849 €
	Taille ménage	2,5
	Revenu par uc	495 €
1 actif	Effectif	66 210
	% colonne	62,9
	Revenu mensuel	1 186 €
	Taille ménage	3,3
	Revenu par uc	594 €
2 actifs	Effectif	19 818
	% colonne	18,8
	Revenu mensuel	1 485 €
	Taille ménage	4,4
	Revenu par uc	627 €
TOTAL	Effectif	105 235
	% colonne	100,0
	Revenu mensuel	1 181 €
	Taille ménage	3,4
	Revenu par uc	586 €

Chapitre 3 : Les démarches, l'ancienneté de la demande et les souhaits des demandeurs

Comme pour le profil socio-économique des demandeurs, les résultats présentés ici sont ceux correspondant à la demande réelle (c'est à dire les demandeurs qui maintiennent leur demande et sont toujours en attente d'un logement social quelques semaines ou mois après le dépôt de leur dossier).

3.1 Les démarches faites par les demandeurs auprès des institutions et l'ancienneté de la demande

3.1.1 Le nombre de démarches auprès des institutions réservataires

Les demandeurs effectuent en moyenne près de deux démarches pour bénéficier d'un logement social

Lors de l'enquête, les demandeurs ont été interrogés sur les institutions qu'ils ont volontairement démarchées pour accéder à un logement social. Les demandeurs peuvent donc s'adresser indépendamment auprès de chacune de ces structures et multiplier les demandes. Dans la pratique, 52 % des demandeurs ne font qu'une seule demande, 28 % en font deux et 20 % en font 3 ou plus.

Au total, les demandeurs réalisent donc près de deux démarches (1,80) pour bénéficier d'un logement social. C'est dans les Hauts-de-Seine et en Seine-et-Marne que les démarches sont les plus nombreuses (respectivement 2,49 et 1,95), et à Paris que l'on en comptabilise le moins (1,60).

Le faible pourcentage (29 %) de démarches uniques dans les Hauts-de-Seine s'explique par la situation particulière de ce département. Contrairement aux autres, la démarche en mairie ne suffit pas : les demandeurs sont en effet obligés d'accomplir une démarche spécifique auprès du bureau du logement de la préfecture pour figurer dans le fichier préfectoral des mal-logés.

Nombre de démarches (toutes confondues) selon le département de résidence

	75	92	93	94	77	78	91	95	province	TOTAL
1 démarche										
Effectif	51 809	3 190	20 226	18 826	6 072	10 216	11 329	11 566	1 653	134 888
% ligne	38,4	2,4	15,0	14,0	4,5	7,6	8,4	8,6	1,2	100,0
% colonne	50,8	28,6	58,1	54,5	42,0	50,5	61,6	51,2	0,6	52,2
2 démarches										
Effectif	23 872	5 033	9 773	10 712	3 748	5 312	5 671	5 861	1 083	71 065
% ligne	33,6	7,1	13,8	15,1	5,3	7,5	8,0	8,2	1,5	100,0
% colonne	23,4	45,1	28,1	31,0	25,9	26,3	30,8	25,9	0,4	27,5
3 démarches										
Effectif	8 230	3 575	5 011	4 673	1 844	2 843	2 554	2 705	354	31 789
% ligne	25,9	11,2	15,8	14,7	5,8	8,9	8,0	8,5	1,1	100,0
% colonne	8,1	32,0	14,4	13,5	12,8	14,1	13,9	12,0	0,1	12,3
4 démarches ou plus										
Effectif	3 723	2 619	4 777	1 756	1 586	1 874	1 881	1 814	426	20 456
% ligne	18,2	12,8	23,4	8,6	7,8	9,2	9,2	8,9	2,1	100,0
% colonne	3,6	23,5	13,7	5,1	11,0	9,3	10,2	8,0	0,2	7,9
TOTAL démarches										
Effectif	140 511	35 928	76 231	62 312	25 882	37 823	38 620	39 691	6 850	463 848
% ligne	30,3	7,7	16,4	13,4	5,6	8,2	8,3	8,6	1,5	100,0
TOTAL demandeurs										
Effectif	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 435	21 946	3 516	258 199
% ligne	33,9	5,6	15,4	13,9	5,1	7,8	8,3	8,5	1,4	100,0
Nombre moyen de démarches	1,60	2,49	1,92	1,73	1,95	1,87	1,80	1,81	1,95	1,80

Des démarches plus fréquentes pour les familles nombreuses, monoparentales et les ménages déjà logés dans le parc social ou en foyer

Parmi les demandeurs, les Français font en moyenne un peu plus de démarches que les étrangers (1,81 contre 1,77). S'ils sollicitent moins la mairie (84 % contre 91 %), les Français sont un peu plus nombreux à s'adresser aux deux autres institutions publiques que sont les organismes HLM et la préfecture (respectivement 41 % et 15 % contre 39 % et 13 %), ainsi qu'à leur entreprise (9 % contre 6,5 %).

De même, les ménages avec enfants, et plus particulièrement les couples avec au moins 2 enfants et les familles monoparentales, font un peu plus de démarches : respectivement 1,99 et 1,86 démarche contre 1,59 pour les personnes seules. Cela s'explique en partie par une sollicitation plus importante des préfectures, mais également, des organismes HLM¹ et du « 1% Logement » (surtout dans le cas de couples lorsque le ménage comporte deux actifs).

Parmi les ménages qui vivent dans un logement « classique », les ménages déjà logés dans le parc social font également, en moyenne, un peu plus de démarches : 1,85 contre 1,79 pour les locataires du parc privé, 1,78 pour les hébergés et 1,52 pour les propriétaires. Pour les ménages déjà logés dans le parc social, cette situation s'explique vraisemblablement par une « proximité » avec les bailleurs sociaux. Pour les propriétaires, le faible nombre de démarches s'explique par le fait que la validité de leur demande est conditionnée à la fourniture d'une promesse de vente de leur bien.

Les demandeurs logés en foyer démarchent également un peu plus : 1,90 démarche en moyenne. Ils s'adressent un peu plus aux entreprises (11,5 % ont démarché cette institution, contre 8,2 % pour les autres demandeurs) et surtout aux associations : 7,8 % les ont sollicitées, une proportion trois fois plus élevée que pour les autres demandeurs, ce qui montre le rôle important qu'elles jouent auprès de ces populations.

Nombre moyen de démarches selon le département de résidence, la nationalité, le type de ménage, l'activité et le secteur d'occupation

	75	92	93	94	77	78	91	95	province	TOTAL	Effectif
Français	1,63	2,53	1,92	1,75	1,94	1,87	1,75	1,82	1,86	1,81	184 100
Etranger	1,55	2,39	1,91	1,69	1,99	1,87	2,00	1,79	2,76	1,77	74 099
Personne seule	1,48	2,21	1,63	1,50	1,80	1,68	1,59	1,65	1,77	1,59	62 505
Couple sans enfant	1,48	2,36	1,74	1,77	1,83	1,89	1,74	1,64	1,59	1,71	30 945
Couple avec 1 enfant	1,55	2,72	2,11	1,63	2,10	1,88	1,66	1,74	1,32	1,79	31 430
Couple avec 2 enfants ou plus	1,75	2,71	2,17	1,86	2,18	2,09	2,01	2,07	2,54	1,99	66 806
Famille monoparentale	1,69	2,44	1,88	1,84	1,91	1,93	1,88	1,79	2,62	1,86	56 048
Ménage sans famille	1,71	2,56	1,63	1,53	1,54	1,42	1,79	1,56	1,56	1,67	10 466
Pas d'actif	1,52	2,00	1,51	1,57	1,75	1,45	1,68	1,61	1,42	1,57	35 799
1 actif	1,64	2,49	1,90	1,66	1,93	1,87	1,82	1,79	2,09	1,80	143 894
2 actifs	1,57	2,67	2,12	1,90	2,11	2,01	1,82	1,91	2,56	1,90	78 506
Locataire du parc social	1,68	2,23	1,94	1,75	2,04	1,83	1,92	1,80	2,19	1,85	92 026
Locataire du parc privé	1,57	2,71	2,14	1,76	1,93	1,95	1,73	1,84	1,85	1,79	95 422
Hébergé	1,69	2,72	1,66	1,68	1,80	1,71	1,85	1,86	1,63	1,78	40 285
Logé gratuitement	1,35	2,01	1,75	1,72	2,37	1,92	1,44	1,41	1,74	1,61	10 419
Foyer	1,97	3,05	1,34	1,61	2,15	2,35	1,73	2,34	1,00	1,90	8 090
Propriétaire	1,22	2,56	1,55	1,45	1,38	2,30	1,28	1,37	1,94	1,52	6 116
Autre secteur	1,44	1,74	2,10	2,50	1,33	1,70	1,72	1,85	3,00	1,67	5 840
TOTAL	1,60	2,49	1,92	1,73	1,95	1,87	1,80	1,81	1,95	1,80	258 199

¹ 50 % des couples avec au moins deux enfants ont démarché un organisme HLM.

3.1.2. Le type d'institutions démarchées

Près de 90% des demandeurs démarchent la mairie

Selon la réglementation et les pratiques attestées par l'enquête, quatre institutions, qui regroupent la quasi-totalité des démarches, sont sollicitées par les demandeurs inscrits dans les fichiers préfectoraux. Par ordre d'importance, il s'agit de la mairie, des organismes HLM, de la préfecture et du « 1 % Logement ».

La **mairie** est de loin l'institution la plus sollicitée par les demandeurs : **86 %** d'entre eux se sont, en effet, adressés à cette collectivité pour bénéficier d'un logement social.

Les structures les plus sollicitées sont ensuite :

- **les organismes HLM : 40 %** des demandeurs se sont adressés à ce type d'institution.
- **les préfectures** dans **14 %** des cas.
- **une entreprise** (ou le 1% Logement) dans **8 %** des cas.
- **des associations, la CAF ou des bureaux d'aide sociale** pour **3 %** des demandeurs.

Lorsqu'ils ne démarchent pas la mairie, les demandeurs s'adressent très majoritairement (82 %) à un organisme HLM.

Nombre de démarches selon l'institution démarchée et le département de résidence

	75	92	93	94	77	78	91	95	province	TOTAL
Mairie										
Effectif	79 712	11 528	31 434	29 589	10 167	17 991	20 159	19 334	2 389	222 302
% ligne	35,9	5,2	14,1	13,3	4,6	8,1	9,1	8,7	1,1	100,0
en % des demandeurs	91,0	80,0	79,0	82,3	76,7	88,9	94,0	88,1	67,9	86,1
Organisme HLM										
Effectif	35 091	8 004	17 527	15 643	6 125	7 405	5 962	6 787	1 555	104 100
% ligne	33,7	7,7	16,8	15,0	5,9	7,1	5,7	6,5	1,5	100,0
en % des demandeurs	40,0	55,5	44,1	43,5	46,2	36,6	27,8	30,9	44,2	40,3
Préfecture										
Effectif	6 063	7 978	4 467	4 129	3 059	3 104	3 297	3 187	773	36 057
% ligne	16,8	22,1	12,4	11,5	8,5	8,6	9,1	8,8	2,1	100,0
en % des demandeurs	6,9	55,3	11,2	11,5	23,1	15,3	15,4	14,5	22,0	14,0
1% Logement ou entreprise										
Effectif	4 906	1 273	3 980	3 324	1 460	2 006	2 131	2 128	187	21 395
% ligne	22,9	5,9	18,6	15,5	6,8	9,4	10,0	9,9	0,9	100,0
en % des demandeurs	5,6	8,8	10,0	9,2	11,0	9,9	9,9	9,7	5,3	8,3
Association										
Effectif	1 516	478	2 073	662	439	421	451	462	110	6 612
% ligne	22,9	7,2	31,3	10,0	6,6	6,4	6,8	7,0	1,7	100,0
en % des demandeurs	1,7	3,3	5,2	1,8	3,3	2,1	2,1	2,1	3,1	2,6
Ne se prononce pas										
Effectif	186	42	320	469	35	101	0	256	245	1 655
% ligne	11,2	2,5	19,3	28,3	2,1	6,1	0,0	15,5	14,8	100,0
en % des demandeurs	0,2	0,3	0,8	1,3	0,3	0,5	0,0	1,2	7,0	0,6
TOTAL démarches										
Effectif (1)	127 474	29 303	59 799	53 815	21 287	31 027	32 001	32 156	5 259	392 122
% ligne	32,5	7,5	15,3	13,7	5,4	7,9	8,2	8,2	1,3	100,0
TOTAL demandeurs										
Effectif	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 435	21 946	3 516	258 199
% ligne	33,9	5,6	15,4	13,9	5,1	7,8	8,3	8,5	1,4	100,0

(1) le nombre total de démarches (392 122) diffère de celui indiqué dans le tableau de la page 75 (463 848). Dans ce tableau, les institutions mentionnées ont été considérées dans leur « globalité » : ainsi, lorsqu'un demandeur démarche plusieurs fois le même type d'institution, cette dernière n'est comptabilisée qu'une fois, alors que dans le tableau qui recense le nombre de démarches effectuées, l'institution est comptabilisée autant de fois qu'elle est citée.

3.1.3. Les démarches dans le secteur privé

40 % des demandeurs mènent également des recherches pour trouver un logement dans le secteur privé

Parallèlement aux démarches réalisées auprès des structures réservataires de logements sociaux, les demandeurs mènent également des recherches pour trouver un logement dans le secteur privé. Cette fraction représente 40 % des ménages. Ces ménages font un peu plus de démarches que les autres (1,90 en moyenne contre 1,72) et sollicitent un peu plus les mairies et les organismes HLM.

Ce sont les couples qui combinent le plus les deux types de recherches (parc social et parc privé) : 44 % mènent des recherches dans le secteur privé, contre 39 % pour les personnes seules et 36 % pour les familles monoparentales.

Les étrangers se caractérisent également par une plus forte proportion à multiplier les recherches, puisque 46 % d'entre eux recherchent dans le privé, contre 38 % pour les Français.

Dans 90 % des cas environ, les logements recherchés dans le parc privé sont locatifs, tant dans la zone centrale qu'en Grande couronne (91 % des démarches sont orientées vers la location à Paris et en Petite couronne et 87 % en Grande couronne). Acheter un logement reste donc hors de portée pour la très grande majorité des demandeurs, y compris en Grande couronne où les prix de l'immobilier sont moins élevés.

Les démarches pour se loger dans le secteur locatif privé selon le département de résidence

	75	92	93	94	77	78	91	95	province	TOTAL
Cherche un logement dans le parc privé										
Effectif	34 629	4 758	17 599	14 452	5 824	7 143	8 976	9 432	1 562	104 375
% ligne	33,2	4,6	16,9	13,8	5,6	6,8	8,6	9,0	1,5	100,0
% colonne	39,5	33,0	44,2	40,2	44,0	35,3	41,9	43,0	44,4	40,4
<i>dont en location</i> Effectif	30 863	4 212	16 659	13 010	5 007	6 305	7 861	8 121	1 520	93 557
% ligne	33,0	4,5	17,8	13,9	5,4	6,7	8,4	8,7	1,6	100,0
% colonne	35,2	29,2	41,9	36,2	37,8	31,1	36,7	37,0	43,2	36,2
<i>dont à acheter</i> Effectif	3 162	506	880	1 321	720	687	976	1 189	43	9 483
% ligne	33,3	5,3	9,3	13,9	7,6	7,2	10,3	12,5	0,4	100,0
% colonne	3,6	3,5	2,2	3,7	5,4	3,4	4,6	5,4	1,2	3,7
<i>dont ne se prononce pas</i> Effectif	604	40	60	121	97	151	140	122	0	1 335
% ligne	45,3	3,0	4,5	9,1	7,3	11,3	10,5	9,2	0,0	100,0
% colonne	0,7	0,3	0,1	0,3	0,7	0,7	0,7	0,6	0,0	0,5
Ne cherche pas un logement dans le parc privé										
Effectif	53 005	9 659	22 189	21 515	7 426	13 103	12 459	12 514	1 954	153 825
% ligne	34,5	6,3	14,4	14,0	4,8	8,5	8,1	8,1	1,3	100,0
% colonne	60,5	67,0	55,8	59,8	56,0	64,7	58,1	57,0	55,6	59,6
TOTAL	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 246	21 435	21 946	3 516	258 199
% ligne	33,9	5,6	15,4	13,9	5,1	7,8	8,3	8,5	1,4	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

3.1.4. L'ancienneté de la demande

41 % des demandeurs ont déposé une demande il y a moins d'un an

Selon l'enquête, les demandes de moins d'un an (initiales) représentent 41 % du total et les renouvellements 59 %¹. Ces derniers sont surtout plus nombreux dans les deux années qui suivent l'inscription (respectivement 19 % et 12 % du total). Les demandes plus anciennes (5 ans ou plus) représentent quant à elles 15 % de la demande totale et celles de 10 ans ou plus, 5 %.

Par rapport à l'enquête réalisée en 2000, la proportion de demandes initiales a diminué de près de 9 points. Cette baisse sensible s'explique en partie par la meilleure gestion des fichiers préfectoraux, en particulier du fichier de Paris (*Cf. encadré*).

Nombre de demandes initiales et de renouvellement(s) selon le département de résidence (demande la plus récente)

	75	92	93	94 (1)	77	78	91	95	province	TOTAL
demande initiale										
Effectif	22 501	6 487	20 889	15 574	7 863	10 740	10 531	9 928	2 171	106 683
% ligne	21,1	6,1	19,6	14,6	7,4	10,1	9,9	9,3	2,0	100,0
% colonne	25,7	45,0	52,5	43,3	59,3	53,1	49,1	45,2	61,7	41,3
1 an à moins de 2 ans (ou 1 renouvellement)										
Effectif	15 732	2 826	7 503	7 445	2 072	3 398	4 721	4 607	494	48 796
% ligne	32,2	5,8	15,4	15,3	4,2	7,0	9,7	9,4	1,0	100,0
% colonne	18,0	19,6	18,9	20,7	15,6	16,8	22,0	21,0	14,0	18,9
2 ans à moins de 3 ans (ou 2 renouvellements)										
Effectif	11 140	1 861	4 703	4 712	1 308	2 100	2 561	3 128	248	31 761
% ligne	35,1	5,9	14,8	14,8	4,1	6,6	8,1	9,8	0,8	100,0
% colonne	12,7	12,9	11,8	13,1	9,9	10,4	11,9	14,3	7,1	12,3
3 ans à moins de 5 ans (ou 3 à 4 renouvellements)										
Effectif	15 780	1 768	3 436	3 741	1 245	1 959	2 513	2 262	356	33 060
% ligne	47,7	5,3	10,4	11,3	3,8	5,9	7,6	6,8	1,1	100,0
% colonne	18,0	12,3	8,6	10,4	9,4	9,7	11,7	10,3	10,1	12,8
5 ans à moins de 10 ans (ou 5 à 9 renouvellements)										
Effectif	15 060	1 125	2 279	2 949	500	1 409	736	1 540	247	25 846
% ligne	58,3	4,4	8,8	11,4	1,9	5,5	2,8	6,0	1,0	100,0
% colonne	17,2	7,8	5,7	8,2	3,8	7,0	3,4	7,0	7,0	10,0
10 ans ou plus (ou 10 renouvellements ou +)										
Effectif	7 422	350	977	1 547	262	639	374	482	0	12 054
% ligne	61,6	2,9	8,1	12,8	2,2	5,3	3,1	4,0	0,0	100,0
% colonne	8,5	2,4	2,5	4,3	2,0	3,2	1,7	2,2	0,0	4,7
TOTAL										
Effectif	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 435	21 946	3 516	258 199
% ligne	33,9	5,6	15,4	13,9	5,1	7,8	8,3	8,5	1,4	100,0
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Dans le fichier préfectoral des demandeurs du Val-de-Marne, le retard de saisie atteint pratiquement un an et la proportion de demandes récentes est inférieure à 1 %. L'échantillon tiré à partir de ce fichier n'étant donc pas représentatif du point de vue de l'ancienneté de la demande, les proportions affichées pour ce département reprennent celles observées lors de l'enquête réalisée en 2000.

C'est en Petite et Grande couronne que la proportion de demandes récentes (moins de 3 ans) est la plus élevée : ces dernières représentent 80 % du total, contre 56 % à Paris.

A l'inverse, c'est à Paris que la proportion de demandes de 5 ans ou plus est la plus élevée (26 %), de même que les demandes très anciennes (10 ans ou plus) : 8,5 % contre 3,2 % en Petite couronne et 2,3 % en Grande couronne ; la capitale concentre ainsi plus de 60 % des ces demandes très anciennes.

¹ Pour mieux appréhender la proportion de demandes initiales et effectuer des comparaisons, la demande retenue est la demande la plus récente (dans le cas de demandes multiples).

Certaines catégories de demandeurs connaissent un délai d'attente plus long ¹

Comme dans l'enquête de 2000, on remarque que l'attente d'un logement est plus longue pour certaines catégories de demandeurs.

Les couples avec deux enfants ou plus sont ainsi plus nombreux que les autres ménages à être inscrits depuis au moins 4 ans (24 % contre 19 % pour les autres types de ménage, soit 5 points d'écart). Ceci est plus marqué à Paris (9 points d'écart), qu'en Petite couronne (+ 4 points) et qu'en Grande couronne (+ 3 points²).

Les ménages ne comportant aucun actif sont également plus nombreux que les ménages comportant au moins un actif à être inscrits depuis au moins 4 ans (30 % contre 18 %, soit 12 points d'écart). Là également, ceci est plus prononcé dans la capitale (+ 14 points) qu'en Petite et Grande couronne (+ 8,5 points chacun).

L'écart est particulièrement important pour les demandes très anciennes, puisque 12 % des ménages ne comportant aucun actif ont renouvelé au moins dix fois leur demande, contre 3,5 % pour les ménages comportant au moins un actif.

La nationalité par contre n'a pas d'impact sur l'ancienneté de la demande : qu'ils soient Français ou étrangers, 20 % des demandeurs ont déposé une demande depuis au moins 4 ans.

Ancienneté de la demande selon la composition familiale et le nombre d'actif(s) (HORS Val-de-Marne)

	Composition familiale						Nombre d'actif(s)			Nationalité		Effectif (hors 94)
	Personne seule	Couple sans enfant	Couple avec un enfant	Couple avec 2 enf. Ou +	Famille Mono.	Isolés	pas d'actif	1 actif	2actifs	Français	Etranger	
demande initiale												
Effectif	23 052	11 223	13 871	19 861	18 972	4 130	10 991	51 299	28 819	66 476	24 633	91 109
% colonne	41,8	43,4	50,2	35,4	39,1	46,6	34,9	41,0	43,8	42,3	37,8	41,0
1 an à moins de 2 ans (ou 1 renouvellement)												
Effectif	8 719	4 649	4 778	11 043	10 387	1 776	4 591	25 350	11 410	28 243	13 109	41 352
% colonne	15,8	18,0	17,3	19,7	21,4	20,0	14,6	20,3	17,4	18,0	20,1	18,6
2 ans à moins de 3 ans (ou 2 renouvellements)												
Effectif	6 712	2 966	2 585	7 937	6 228	622	3 434	16 199	7 417	18 171	8 878	27 049
% colonne	12,2	11,5	9,3	14,1	12,8	7,0	10,9	13,0	11,3	11,6	13,6	12,2
3 ans à moins de 4 ans (ou 3 renouvellements)												
Effectif	5 161	2 720	1 629	4 007	3 941	822	2 914	10 460	4 907	12 538	5 742	18 280
% colonne	9,4	10,5	5,9	7,1	8,1	9,3	9,3	8,4	7,5	8,0	8,8	8,2
4 ans à moins de 5 ans (ou 4 renouvellements)												
Effectif	2 629	1 142	680	3 908	2 161	518	1 359	5 751	3 928	7 360	3 679	11 039
% colonne	4,8	4,4	2,5	7,0	4,4	5,8	4,3	4,6	6,0	4,7	5,6	5,0
5 ans à moins de 10 ans (ou 5 à 9 renouvellements)												
Effectif	6 054	2 052	2 803	6 490	4 847	650	4 458	11 774	6 664	16 846	6 050	22 896
% colonne	11,0	7,9	10,1	11,6	10,0	7,3	14,2	9,4	10,1	10,7	9,3	10,3
10 ans ou plus (ou 10 renouvellements ou +)												
Effectif	2 758	1 132	1 304	2 930	2 038	346	3 733	4 161	2 613	7 455	3 052	10 507
% colonne	5,0	4,4	4,7	5,2	4,2	3,9	11,9	3,3	4,0	4,7	4,7	4,7
TOTAL												
Effectif	55 085	25 884	27 650	56 176	48 574	8 864	31 480	124 994	65 758	157 089	65 143	222 232
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

¹ Les calculs présentés dans ce paragraphe ont été réalisés hors Val-de-Marne (Cf. note sur le tableau présentant l'ancienneté de la demande selon le département de résidence).

² En Grande couronne, les familles monoparentales sont, en proportion, aussi nombreuses que les couples avec deux enfants ou plus, à avoir déposé une demande depuis au moins 4 ans (respectivement 14,2 % 14,1 %, juste devant les personnes seules (13,3 %).

L'ancienneté de la demande selon les enquêtes de 2000 et 2006

Une meilleure gestion administrative

Entre les enquêtes de 2000 et 2006, la gestion administrative des fichiers de demandeurs a été améliorée, notamment grâce à un important travail d'apurement et un meilleur suivi des renouvellements (*Cf. Chapitre 1*). Ces améliorations dans la gestion des fichiers, et notamment dans le suivi des renouvellements, ont eu un impact sur l'ancienneté de la demande. En effet, la systématisation des relances, ainsi qu'un délai « supplémentaire » allant de un à deux mois après la date anniversaire (et accordé par les préfectures pour retourner le courrier), a permis de faciliter les renouvellements, ce qui mécaniquement a eu pour effet de minorer le nombre de demandes initiales. Dans le cas de demandes multiples, le calcul de l'ancienneté de la demande a été fait sur la demande la plus récente.

Le cas du fichier préfectoral de Paris

Entre 2000 et 2006, le nombre de demandeurs inscrits dans le fichier préfectoral parisien est passé de 76 000 à 105 000. Cette hausse s'explique par les nombreuses démarches des services sociaux de la ville pour satisfaire aux obligations des différents textes (lutte contre les exclusions, contre l'insalubrité, plan de relogement), afin d'inciter les parisiens à s'inscrire comme demandeurs, notamment les personnes habitant un logement insalubre, les SDF, les occupants de foyer, de CHRS, les étudiants en cité universitaire... De même, la disparition progressive des hôtels meublés a également poussé leurs occupants à s'inscrire comme demandeur.

Les difficultés d'enquête auprès de certains demandeurs (à Paris notamment)

Certains demandeurs, aux conditions de logement précaires (SDF, habitat insalubre...), sont plus difficiles à joindre (changement fréquent d'adresse, pas de téléphone...). Ils n'ont donc pas été contactés autant que les autres lors de l'enquête téléphonique, d'où un décalage important, notamment à Paris, entre la proportion de demandes récentes figurant dans le fichier préfectoral (36 %) et celle de l'enquête (26 %). Cette différence dans les proportions explique à elle seule près de la moitié des 9 points d'écart entre les 50 % de demandes initiales de 2000 et les 41 % observés en 2006 : avec 35,7 % de demandes initiales à Paris (issues du fichier préfectoral), et non les 25,7 % issues de l'enquête, la proportion de demandes initiales au niveau régional atteint 44,7 % (et non 41 %), soit 5,3 points de moins que les 50 % observés lors de l'enquête de 2000.

3.2 Les motifs et les souhaits des demandeurs (taille du logement, changement de quartier ou de commune)

3.2.1 Les motifs de la demande

Le manque d'espace, puis la cherté du logement concentrent l'essentiel des motifs avancés par les demandeurs

Lors de l'enquête, les demandeurs avaient la possibilité, par le biais d'une question ouverte où les réponses multiples étaient autorisées et hiérarchisées, d'indiquer la ou les raisons qui étaient à l'origine de leur demande de logement social.

Toutes raisons confondues, les raisons liées au logement sont de loin les plus importantes puisqu'elles sont citées dans 90 % des cas¹.

Le manque d'espace et la cherté du logement concentrent, en effet, l'essentiel des motifs avancés par les demandeurs :

- **le besoin d'espace est cité dans 56 %** des cas (*logement trop petit, naissance d'un enfant, enfant qui grandit, vit dans un appartement et souhaite une maison*)².
Ce besoin d'espace est très lié au parcours résidentiel des ménages, qui cherchent à adapter la taille de leur résidence principale à celle de leur famille.
- **la cherté dans 36 %** des cas (*logement actuel trop cher, chauffage trop cher, ressources trop faibles [manque de moyens, ne pas pouvoir payer la garantie, un seul revenu (famille monoparentale)], perte d'emploi, départ en retraite, propriétaire en difficulté, non paiement du loyer*)³.
La cherté du logement en Île-de-France est fortement ressentie par les ménages modestes que sont les demandeurs, dont le revenu par unité de consommation est inférieur de 52 % au revenu moyen par unité de consommation francilien.

Il est à noter que ces deux motifs sont assez rarement cités ensemble par le même demandeur. Seuls 13 % des demandeurs annoncent être motivés par ces deux raisons en même temps.

Viennent ensuite :

- **les raisons liées au désir de disposer d'un logement à soi, citées dans 26 %** des cas : on retrouve ici les personnes hébergées par la famille ou des amis (12 %), les jeunes hébergés à la recherche d'un premier logement (8 %), ainsi que les personnes logées en foyer (4 %) ou dans un habitat précaire (2 %) ; dans près de 75 % des cas, il s'agit de jeunes personnes (28 ans de moyenne d'âge), c'est à dire en début de parcours résidentiel.
- **l'inconfort, la mauvaise isolation phonique, la vétusté ou l'insalubrité, cités dans 21 %** des cas ;
- **les raisons familiales dans 15 %** des cas : il s'agit des formations de couples ou des rapprochements familiaux (9 %), et des séparations et décès (6 %).

¹ Cf. tableau pages 86-87 pour le détail par département de résidence.

² Logement trop petit (44,15 %), naissance d'un enfant (7,28 %), pièce supplémentaire pour enfant qui grandit (4,10 %), vit dans un appartement et souhaite une maison (0,26 %).

³ Logement actuel trop cher (23,07 %), chauffage trop cher (0,68 %), ressources trop faibles [*manque de moyens, ne peut pas payer la garantie* (7,93 %), *famille monoparentale* (0,44 %)], perte d'emploi (2,48 %), départ en retraite (1,40 %), propriétaire en difficulté (0,15 %), non paiement du loyer (0,05 %).

Enfin, les autres causes moins importantes concernent :

- les raisons en rapport avec un handicap ou l'âge : **11 %** (*les ménages invoquant ce motif se plaignent souvent de l'absence d'ascenseur*) ;
- les raisons liées au souhait d'habiter un immeuble, un quartier plus sûrs (**8 %**), ou de changer d'environnement (**7 %**) ;
- l'obligation de quitter l'ancien logement : **7 %** (*vente du logement, fin de bail, logement de fonction*) ;
- les raisons professionnelles liées à l'emploi : **6 %** (*rapprochement du lieu de travail, mutation*).

Si l'on s'intéresse à la première raison invoquée, on constate que la hiérarchie reste la même¹

60 % des demandeurs invoquent en effet comme **raison première, une raison liée au logement** : **33 %** évoquent le **manque d'espace²**, **19 %** la **cherté³** du logement, **5 %** la vétusté ou l'inconfort des logements et **4 %** un logement inadapté en raison d'un handicap ou de l'âge du demandeur (manque d'ascenseur...).

On retrouve ensuite les raisons liées au désir de disposer d'un logement à soi (**17 %**), aux séparations et formations de couples (5 et 4 %), et les raisons liées à l'obligation de quitter l'ancien logement (5 %), à l'insécurité et à l'environnement (4 %), ou à l'emploi (2,5 %).

Si le manque d'espace est fréquemment cité par l'ensemble des demandeurs (40 % dans le secteur locatif libre et 44 % dans le secteur social), la cherté du logement est par contre plutôt citée par les demandeurs logés dans le secteur libre (29 % contre 12 % pour ceux logés dans le secteur social). Les raisons liées à l'insécurité, quant à elles, ne sont pas très souvent citées : 5 % dans le secteur social contre 1 % dans le secteur locatif libre.

Premier des motifs avancé par les demandeurs, la demande d'espace est liée au parcours résidentiel, mais également à des besoins non satisfaits

En moyenne, ils souhaitent une pièce de plus

L'analyse des motifs a montré que le besoin d'espace est de loin le motif le plus cité. Deux causes principales peuvent être avancées pour expliquer cette récurrence.

La première cause concerne la dynamique initiée par le parcours résidentiel des ménages. Ces derniers, très majoritaires, souhaitent disposer d'un logement plus grand, suite à la naissance d'un enfant ou une formation de couple. Pour la plupart, ces ménages sont au début de leur parcours résidentiel.

Ainsi, ceux qui souhaitent un logement plus grand sont massivement logés dans des logements de petite taille (86 % d'entre eux disposent d'une ou deux pièces contre 31 % en moyenne régionale⁴) et affichent un âge relativement jeune : 40 ans contre 49 ans d'âge moyen en Île-de-France (*source ENL 2002*).

Ils vivent également dans des logements plutôt surpeuplés : 85 % occupent des logements trop petits au regard de la taille de leur ménage contre 19 % en moyenne régionale (*source ENL 2002*). Ce sont principalement des familles (82 %).

¹ Cf. tableaux pages 88-89 pour le détail par département de résidence.

² Logement trop petit (29,74 %), naissance d'un enfant (2,87 %), pièce supplémentaire pour enfant qui grandit (0,46 %), vit dans un appartement et souhaite une maison (0,10 %).

³ Logement actuel trop cher (12,88 %), chauffage trop cher (0,09 %), ressources trop faibles [*manque de moyens, ne peut pas payer la garantie* (3,70 %), *famille monoparentale* (0,19 %)], perte d'emploi (1,11 %), départ en retraite (0,44 %), propriétaire en difficulté (0,10 %), non paiement du loyer (0,05 %).

⁴ Selon l'ENL 2002, en Île-de-France, les logements d'une pièce représentent 10,9 % des résidences principales et les deux pièces 20,3 %.

Interrogés sur la taille du logement souhaité, 40 % des demandeurs désirent une pièce de plus, près de 30 % au moins deux pièces supplémentaires, et 33 % un logement de taille identique ou plus petit. En moyenne, les demandeurs désirent une pièce de plus (0,81).

Les ménages qui demandent un logement plus petit (14 % du total) vivent très majoritairement (80 %) dans de grands logements (4 à 6 pièces), sont plus âgés (47 ans en moyenne) et sont, dans 83% des cas, en sous-peuplement (42 % sont des personnes seules et 20 % sont plutôt âgés et n'ont plus d'enfant à la maison).

Taille du logement actuel et souhaité par les demandeurs selon le statut d'occupation

Ensemble des demandeurs								
Taille du logement souhaité \ Taille du logement actuel	Plus petit	Même taille	1 pièce de plus	Au moins 2 pièces de plus	Total	Taille du logement actuel	Taille du logement souhaité	Nb de pièce(s) d'écart
1-3 pièces	4,6%	18,0%	43,4%	34,0%	100,0%	1,98	3,12	1,13
4-6 pièces	57,0%	26,2%	15,8%	1,0%	100,0%	4,37	3,60	-0,77
Total	13,6%	19,4%	38,7%	28,3%	100,0%	2,39	3,20	0,81

Demandeurs logés dans le parc locatif social								
Taille du logement souhaité \ Taille du logement actuel	Plus petit	Même taille	1 pièce de plus	Au moins 2 pièces de plus	Total	Taille du logement actuel	Taille du logement souhaité	Nb de pièce(s) d'écart
1-3 pièces	5,2%	19,0%	43,0%	32,8%	100,0%	2,26	3,33	1,08
4-6 pièces	48,2%	30,8%	19,3%	1,8%	100,0%	4,33	3,86	-0,47
Total	15,4%	21,8%	37,4%	25,4%	100,0%	2,75	3,46	0,71

Demandeurs logés dans le parc locatif privé								
Taille du logement souhaité \ Taille du logement actuel	Plus petit	Même taille	1 pièce de plus	Au moins 2 pièces de plus	Total	Taille du logement actuel	Taille du logement souhaité	Nb de pièce(s) d'écart
1-3 pièces	3,3%	15,4%	46,2%	35,1%	100,0%	1,78	3,00	1,22
4-6 pièces	46,2%	30,4%	23,3%	/	100,0%	4,30	3,76	-0,54
Total	5,9%	16,3%	44,8%	33,0%	100,0%	1,93	3,04	1,11

Les proportions concernent les demandeurs qui maintiennent leur demande, et dont la taille du logement actuel a été renseignée (c'est à dire hors hébergés).

A ce souci d'adaptation s'ajoute probablement une deuxième cause, non négligeable, liée au **décalage de plus en plus marqué entre les normes d'espace auxquelles aspirent les ménages demandeurs de logements sociaux et l'offre de logement actuelle en Île-de-France**. Les ménages actuels semblent en effet revendiquer, plus que par le passé, un espace minimum pour eux et leurs enfants (**en surface et en nombre de pièces**). Ils considèrent, par exemple, que leurs enfants ne devraient pas avoir à partager leur chambre à partir de l'adolescence, comme cela se pratiquait encore couramment dans les années 1950 ou 1960.

Or, cette demande d'espace pour les ménages modestes est de plus en plus difficile à satisfaire en Île-de-France, tant dans le parc privé que social.

Dans le parc privé, cela est dû au prix élevé des logements. Les mètres carrés locatifs ou en propriété sont devenus très chers et donc inaccessibles aux ménages modestes, voire même aux classes moyennes.

Dans le parc social, la difficulté résulte essentiellement des éléments réglementaires de référence de surface minimum retenus par les bailleurs, pour apprécier les situations de sur-occupation dans les logements. Deux normes sont en effet prises en compte pour l'attribution d'un logement social.

La première norme est celle du Code de la Construction et de l'Habitat (article R111-2 du CCH), qui prévoit une surface plancher minimum de **14 m²** par personne pour les 4 premières personnes du ménage, et de **10 m²** par personne supplémentaire (*surfaces minimums requises lors de la construction d'un logement*). Elle sert de référence pour l'attribution d'un logement neuf.

La deuxième norme utilisée est celle de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), qui définit les caractéristiques de base et de surface minimum d'un logement ; outre les obligations concernant la santé (*éclairage et ventilation naturels, présence de point d'eau et d'évacuation...*) et la sécurité (*absence de plomb, d'amiante*), elle impose une surface minimum de **9 m²** pour une personne, **16 m²** pour deux personnes et **9 m²** par personne supplémentaire. Elle est appliquée à partir de la deuxième attribution du logement (*les logements concernés ne sont plus neufs*).

L'utilisation des normes CCH ou CAF conduit probablement les bailleurs à ne pas considérer comme prioritaires les ménages souhaitant disposer d'une pièce supplémentaire, suite par exemple à la naissance d'un deuxième enfant. Ceci pourrait expliquer que 61 % des ménages demandeurs, actuellement occupants du parc social, se trouvent en situation de surpeuplement [dont modéré (38 %) et accentué (23 %) ¹], alors qu'au regard des normes retenues par les bailleurs, seuls 26 % (*selon la norme CCH*) ou 4 % (*selon la norme CAF*) de l'ensemble des ménages retiendraient l'attention ².

La non prise en compte de cette demande d'espace est probablement plus marquée dans le centre de l'agglomération (Paris), où la pression de la demande est la plus forte (volume de demandeurs sensiblement supérieur à l'offre de logements sociaux). C'est à Paris que l'on retrouve, en effet, les plus fortes proportions de ménages demandeurs en situation de surpeuplement modéré dans le parc social. Ils représentent ainsi 49 % des demandeurs déjà logés dans le parc social de cette ville contre 23 % pour les ménages non-demandeurs qui habitent ce parc (*source ENL 2002*).

Cette impossibilité pratique de satisfaire ce besoin d'espace expliquerait, en partie, la baisse de la satisfaction à l'égard de leur logement de la part des occupants du parc social, que l'on observe depuis la dernière Enquête Logement de 2002. Ces ménages, obligés de rester dans un logement qui ne correspond plus à leurs attentes, vivraient donc de plus en plus mal cette situation et reporteraient cette frustration sur l'appréciation de leur logement.

Cependant, il est utile de préciser que la revendication d'un espace conforme aux besoins des ménages risquera de poser, pour les plus modestes d'entre eux, un problème de financement non négligeable puisque les loyers sont directement liés à la surface des logements. Ce surcoût doit donc être correctement pris en compte pour que la satisfaction en matière d'espace puisse être menée à bien.

Demandeurs se trouvant en situation de surpeuplement selon la norme INSEE (*norme des ménages*) et les normes du Code de la Construction et de la CAF (*normes des bailleurs*)

		Peuplement des ménages demandeurs selon la norme INSEE					Effectif total
		Sous-peuplement prononcé	Sous-peuplement modéré	Peuplement normal	Sur-peuplement modéré	Sur-peuplement accentué	
Demandeurs logés dans le parc social	Ensemble des ménages (% ligne)	6,0	11,7	22,3	37,5	22,6	92 026
	Ménages également en surpeuplement selon la norme CCH	/	/	/	8,5	17,5	
	Ménages également en surpeuplement selon la norme CAF	/	/	/	0,0	4,4	
Demandeurs logés dans le parc locatif libre	Ensemble des ménages (% ligne)	1,9	4,8	17,8	41,2	34,3	95 422
	Ménages également en surpeuplement selon la norme CCH	/	/	/	19,5	30,9	
	Ménages également en surpeuplement selon la norme CAF	/	/	/	2,9	18,8	
Total	Ensemble des ménages (% ligne)	3,9	8,2	20,0	39,4	28,5	187 448
	Ménages également en surpeuplement selon la norme CCH	/	/	/	14,1	24,3	
	Ménages également en surpeuplement selon la norme CAF	/	/	/	1,5	11,7	

¹ Cf. encadré sur le calcul de l'indice de peuplement (*paragraphe 2.2 sur les conditions de logement*).

² A titre d'exemple, ces normes aboutissent à définir une surface minimum très inférieure aux surfaces communément octroyées par les bailleurs lors de la première attribution. Ainsi, un couple avec un enfant entré dans un logement de 3 pièces de 56 m², ne sera pas considéré en situation de sur-occupation avec l'arrivée d'un nouvel enfant puisque son logement dispose d'une surface supérieure aux 34 m² (*norme CAF : 16 m² pour le couple et 9 m² pour chaque enfant*) ou aux 56 m² (*norme Code de la Construction et de l'Habitat : 14 m² pour les quatre premières personnes*) minimums fixés par la réglementation.

Demandeurs ayant maintenu leur demande : motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Le besoin d'espace										
dont logement trop petit	45 312	7 232	16 903	15 484	5 117	7 738	7 902	8 133	187	114 008
% colonne	51,7	50,2	42,5	43,1	38,6	38,2	36,9	37,1	5,3	44,2
dont naissance d'un enfant	5 576	1 104	1 771	3 205	1 059	1 467	2 286	2 271	62	18 802
% colonne	6,4	7,7	4,5	8,9	8,0	7,2	10,7	10,3	1,8	7,3
dont enfant qui grandit (besoin d'une pièce supplémentaire...)	2 610	1 283	1 001	2 664	214	1 425	192	1 203	0	10 594
% colonne	3,0	8,9	2,5	7,4	1,6	7,0	0,9	5,5	0,0	4,1
dont souhaite une maison (actuellement dans un appartement)	0	19	68	97	80	106	34	256	0	660
% colonne	0,0	0,1	0,2	0,3	0,6	0,5	0,2	1,2	0,0	0,3
Ensemble	53 498	9 638	19 744	21 451	6 470	10 737	10 415	11 863	249	144 063
% colonne	61,0	66,8	49,6	59,6	48,8	53,0	48,6	54,1	7,1	55,8
La cherté du logement										
dont logement actuel trop cher	22 706	3 075	7 897	10 074	2 935	4 109	4 915	3 617	240	59 566
% colonne	25,9	21,3	19,8	28,0	22,1	20,3	22,9	16,5	6,8	23,1
dont manque de ressources pour se loger dans le parc privé	10 463	1 021	2 078	1 038	918	2 274	487	1 813	397	20 488
% colonne	11,9	7,1	5,2	2,9	6,9	11,2	2,3	8,3	11,3	7,9
dont baisse des ressources (perte d'emploi)	3 579	487	493	654	226	129	459	337	40	6 403
% colonne	4,1	3,4	1,2	1,8	1,7	0,6	2,1	1,5	1,1	2,5
dont départ à la retraite	2 393	124	62	409	203	172	174	80	0	3 617
% colonne	2,7	0,9	0,2	1,1	1,5	0,8	0,8	0,4	0,0	1,4
dont dépense de chauffage trop élevée	364	135	68	357	176	128	174	364	0	1 766
% colonne	0,4	0,9	0,2	1,0	1,3	0,6	0,8	1,7	0,0	0,7
dont ménage avec un seul revenu (famille mono-parentale)	247	122	184	222	0	270	62	43	0	1 149
% colonne	0,3	0,8	0,5	0,6	0,0	1,3	0,3	0,2	0,0	0,4
dont propriétaire en difficulté	0	0	188	56	0	40	66	0	42	393
% colonne	0,0	0,0	0,5	0,2	0,0	0,2	0,3	0,0	1,2	0,2
dont non paiement de loyer	0	0	62	59	0	0	0	0	0	122
% colonne	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	39 752	4 963	11 033	12 868	4 457	7 121	6 338	6 253	720	93 503
% colonne	45,4	34,4	27,7	35,8	33,6	35,2	29,6	28,5	20,5	36,2
Hébergé par des tiers (famille, amis, structures...), recherche d'un premier logement, habitat précaire										
dont hébergé par des tiers (parents, amis...)	8 948	1 564	8 919	2 359	3 014	1 037	2 514	3 599	148	32 102
% colonne	10,2	10,9	22,4	6,6	22,7	5,1	11,7	16,4	4,2	12,4
dont jeune à la recherche d'un premier logement	2 899	979	3 234	4 783	1 640	1 859	2 817	2 767	76	21 054
% colonne	3,3	6,8	8,1	13,3	12,4	9,2	13,1	12,6	2,2	8,2
dont logé en foyer, sous-location, squatt, meublé ou hôtel	4 620	274	1 344	1 899	217	468	924	413	0	10 159
% colonne	5,3	1,9	3,4	5,3	1,6	2,3	4,3	1,9	0,0	3,9
dont habitat précaire (caravane, tente), SDF	2 000	66	338	20	167	120	234	93	52	3 090
% colonne	2,3	0,5	0,8	0,1	1,3	0,6	1,1	0,4	1,5	1,2
dont hébergés à titre temporaire (CHRS)	247	104	371	124	27	79	29	41	34	1 057
% colonne	0,3	0,7	0,9	0,3	0,2	0,4	0,1	0,2	1,0	0,4
Ensemble	18 714	2 988	14 206	9 185	5 063	3 563	6 518	6 914	311	67 462
% colonne	21,4	20,7	35,7	25,5	38,2	17,6	30,4	31,5	8,8	26,1
Logement actuel inconfortable, vétuste ou posant problème										
dont logement actuel inconfortable	10 949	284	3 181	2 520	721	736	1 358	85	40	19 874
% colonne	12,5	2,0	8,0	7,0	5,4	3,6	6,3	0,4	1,1	7,7
dont logement insalubre	7 121	684	3 736	1 726	848	600	812	1 218	0	16 745
% colonne	8,1	4,7	9,4	4,8	6,4	3,0	3,8	5,6	0,0	6,5
dont isolation phonique médiocre	2 194	231	218	1 093	343	572	930	769	20	6 370
% colonne	2,5	1,6	0,5	3,0	2,6	2,8	4,3	3,5	0,6	2,5
dont logement vétuste	1 546	464	828	497	55	159	259	499	0	4 307
% colonne	1,8	3,2	2,1	1,4	0,4	0,8	1,2	2,3	0,0	1,7
dont infiltrations d'eau manifestes	161	702	38	871	0	494	38	912	0	3 216
% colonne	0,2	4,9	0,1	2,4	0,0	2,4	0,2	4,2	0,0	1,2
dont logement dans un immeuble où les ascenseurs sont régulièrement en panne	0	39	777	62	60	40	34	131	0	1 141
% colonne	0,0	0,3	2,0	0,2	0,5	0,2	0,2	0,6	0,0	0,4
dont hall d'immeuble dégradé (sales, boîtes aux lettres cassées...)	0	60	265	291	27	333	0	0	0	975
% colonne	0,0	0,4	0,7	0,8	0,2	1,6	0,0	0,0	0,0	0,4
dont logement touché par le saturnisme	601	57	238	0	0	0	0	0	0	896
% colonne	0,7	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
dont logement très sombre	42	57	0	0	64	0	58	121	0	342
% colonne	0,0	0,4	0,0	0,0	0,5	0,0	0,3	0,6	0,0	0,1
Ensemble	22 615	2 576	9 281	7 060	2 117	2 934	3 489	3 735	60	53 867
% colonne	25,8	17,9	23,3	19,6	16,0	14,5	16,3	17,0	1,7	20,9
Logement actuel inadapté										
dont logt inadapté pour des pers. handicapées, âgées, malades (pas d'ascenseur...)	9 525	886	3 773	3 588	1 242	2 312	1 918	1 697	678	25 619
% colonne	10,9	6,1	9,5	10,0	9,4	11,4	8,9	7,7	19,3	9,9
dont le mode de chauffage ne convient pas (chauffage par le sol...)	276	59	674	864	24	419	335	82	0	2 734
% colonne	0,3	0,4	1,7	2,4	0,2	2,1	1,6	0,4	0,0	1,1
Ensemble	9 802	945	4 447	4 452	1 267	2 731	2 253	1 779	678	28 353
% colonne	11,2	6,6	11,2	12,4	9,6	13,5	10,5	8,1	19,3	11,0
Formation de couple, rapprochement familial										
dont rapprochement ou regroupement de la famille	2 914	652	1 317	2 120	863	1 259	1 119	989	1 369	12 603
% colonne	3,3	4,5	3,3	5,9	6,5	6,2	5,2	4,5	38,9	4,9
dont mariage, vie maritale	1 282	732	1 559	2 362	542	690	1 942	1 447	0	10 557
% colonne	1,5	5,1	3,9	6,6	4,1	3,4	9,1	6,6	0,0	4,1
Ensemble	4 196	1 385	2 876	4 482	1 406	1 948	3 061	2 436	1 369	23 160
% colonne	4,8	9,6	7,2	12,5	10,6	9,6	14,3	11,1	38,9	9,0

(suite)

Demandeurs ayant maintenu leur demande : motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS (suite)

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Souhaite habiter un immeuble, un quartier, une ville plus sûrs										
dont souhaite habiter un quartier plus sûr	1 428	276	2 844	1 132	445	735	1 001	963	49	8 873
% colonne	1,6	1,9	7,1	3,1	3,4	3,6	4,7	4,4	1,4	3,4
dont souhaite habiter un immeuble plus sûr	1 210	60	3 268	553	79	536	380	211	20	6 316
% colonne	1,4	0,4	8,2	1,5	0,6	2,6	1,8	1,0	0,6	2,4
dont motif lié au sentiment d'insécurité	589	57	799	68	279	275	62	116	0	2 244
% colonne	0,7	0,4	2,0	0,2	2,1	1,4	0,3	0,5	0,0	0,9
dont souhaite partir suite à une agression	572	27	489	65	144	0	66	0	0	1 363
% colonne	0,7	0,2	1,2	0,2	1,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,5
dont souhaite habiter une ville plus sûre	0	43	120	176	82	191	128	41	0	781
% colonne	0,0	0,3	0,3	0,5	0,6	0,9	0,6	0,2	0,0	0,3
Ensemble	3 798	463	7 519	1 995	1 029	1 737	1 638	1 329	69	19 577
% colonne	4,3	3,2	18,9	5,5	7,8	8,6	7,6	6,1	2,0	7,6
Départ obligatoire du logement										
dont vente du logement par le bailleur	5 320	259	805	333	285	280	234	210	53	7 779
% colonne	6,1	1,8	2,0	0,9	2,2	1,4	1,1	1,0	1,5	3,0
dont fin de bail (reprise du logement par le propriétaire ou enfants...)	4 028	259	377	812	0	268	453	416	0	6 614
% colonne	4,6	1,8	0,9	2,3	0,0	1,3	2,1	1,9	0,0	2,6
dont occupant d'un logement de fonction	1 493	114	297	0	203	316	93	0	0	2 515
% colonne	1,7	0,8	0,7	0,0	1,5	1,6	0,4	0,0	0,0	1,0
dont fin de bail	499	20	293	0	112	156	67	40	0	1 186
% colonne	0,6	0,1	0,7	0,0	0,8	0,8	0,3	0,2	0,0	0,5
dont opération d'urbanisme	0	116	125	116	62	79	69	94	0	660
% colonne	0,0	0,8	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,4	0,0	0,3
dont destruction du logement	0	82	212	0	0	73	0	157	0	524
% colonne	0,0	0,6	0,5	0,0	0,0	0,4	0,0	0,7	0,0	0,2
Ensemble	11 339	850	2 108	1 261	662	1 172	916	918	53	19 279
% colonne	12,9	5,9	5,3	3,5	5,0	5,8	4,3	4,2	1,5	7,5
Séparation, décès										
dont divorce, séparation	2 146	935	2 197	2 350	1 140	2 058	1 533	2 005	85	14 450
% colonne	2,4	6,5	5,5	6,5	8,6	10,2	7,2	9,1	2,4	5,6
dont décès d'un proche	609	59	179	303	29	272	226	400	72	2 148
% colonne	0,7	0,4	0,4	0,8	0,2	1,3	1,1	1,8	2,0	0,8
Ensemble	2 755	994	2 375	2 654	1 169	2 330	1 758	2 405	157	16 598
% colonne	3,1	6,9	6,0	7,4	8,8	11,5	8,2	11,0	4,5	6,4
Souhaite changer d'environnement										
dont souhaite changer de quartier	1 667	172	1 030	1 485	263	967	1 138	719	0	7 441
% colonne	1,9	1,2	2,6	4,1	2,0	4,8	5,3	3,3	0,0	2,9
dont souhaite changer de ville	1 226	489	1 216	874	115	387	693	372	523	5 895
% colonne	1,4	3,4	3,1	2,4	0,9	1,9	3,2	1,7	14,9	2,3
dont quartier ou commune mal desservis par les transports en commun	0	78	535	29	351	475	264	257	0	1 988
% colonne	0,0	0,5	1,3	0,1	2,6	2,3	1,2	1,2	0,0	0,8
dont trop éloigné des écoles	0	80	19	192	186	310	68	41	18	915
% colonne	0,0	0,6	0,0	0,5	1,4	1,5	0,3	0,2	0,5	0,4
dont insatisfait de l'environnement	211	0	127	0	80	29	160	37	101	745
% colonne	0,2	0,0	0,3	0,0	0,6	0,1	0,7	0,2	2,9	0,3
Ensemble	3 104	818	2 927	2 579	995	2 168	2 324	1 427	641	16 984
% colonne	3,5	5,7	7,4	7,2	7,5	10,7	10,8	6,5	18,2	6,6
Nouvel emploi (mutation, rapprochement, travail instable...)										
dont rapprochement du lieu de travail	958	436	1 396	1 846	908	1 539	1 806	936	1 025	10 851
% colonne	1,1	3,0	3,5	5,1	6,9	7,6	8,4	4,3	29,1	4,2
dont travail instable	1 076	132	183	593	53	249	644	373	283	3 587
% colonne	1,2	0,9	0,5	1,6	0,4	1,2	3,0	1,7	8,0	1,4
dont mutation professionnelle	0	0	251	29	91	0	34	82	500	986
% colonne	0,0	0,0	0,6	0,1	0,7	0,0	0,2	0,4	14,2	0,4
dont changement de résidence dû à un nouvel emploi	0	325	0	0	34	0	0	40	169	568
% colonne	0,0	2,3	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,2	4,8	0,2
Ensemble	2 034	894	1 830	2 468	1 086	1 788	2 484	1 431	1 977	15 991
% colonne	2,3	6,2	4,6	6,9	8,2	8,8	11,6	6,5	56,2	6,2
Logement trop grand										
dont logement trop grand	504	319	890	1 190	442	668	506	322	0	4 841
% colonne	0,6	2,2	2,2	3,3	3,3	3,3	2,4	1,5	0,0	1,9
dont souhaite un appartement (vit actuellement dans une maison)	0	63	0	0	27	117	20	302	0	529
% colonne	0,0	0,4	0,0	0,0	0,2	0,6	0,1	1,4	0,0	0,2
Ensemble	504	383	890	1 190	468	785	526	624	0	5 370
% colonne	0,6	2,7	2,2	3,3	3,5	3,9	2,5	2,8	0,0	2,1
Procédures juridiques										
dont expulsion	1 437	0	244	29	167	0	0	0	0	1 877
% colonne	1,6	0,0	0,6	0,1	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
dont jugement	186	18	169	129	0	0	38	0	0	540
% colonne	0,2	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
dont expropriation	0	20	0	177	0	37	67	0	0	301
% colonne	0,0	0,1	0,0	0,5	0,0	0,2	0,3	0,0	0,0	0,1
Ensemble	1 623	39	413	334	167	37	105	0	0	2 718
% colonne	1,9	0,3	1,0	0,9	1,3	0,2	0,5	0,0	0,0	1,1
Nombre total de motifs évoqués										
en % des demandeurs	173 736	26 936	79 649	71 980	26 355	39 051	41 825	41 113	6 281	506 926
	198,3	186,8	200,2	200,1	198,9	192,9	195,1	187,3	178,6	196,3
Nombre total de demandeurs										
% ligne	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	3 516	258 199
	33,9	5,6	15,4	13,9	5,1	7,8	8,3	8,5	1,4	100,0

Demandeurs ayant maintenu leur demande : motif de la demande – PREMIER MOTIF

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Le besoin d'espace										
dont logement trop petit	31 371	4 829	11 107	10 885	3 341	4 912	4 782	5 433	135	76 793
% colonne	35,8	33,5	27,9	30,3	25,2	24,3	22,3	24,8	3,8	29,7
dont naissance d'un enfant	2 233	494	589	914	442	663	1 061	1 024	0	7 420
% colonne	2,5	3,4	1,5	2,5	3,3	3,3	4,9	4,7	0,0	2,9
dont enfant qui grandit (besoin d'une pièce supplémentaire...)	0	280	303	68	80	310	0	147	0	1 188
% colonne	0,0	1,9	0,8	0,2	0,6	1,5	0,0	0,7	0,0	0,5
dont souhaite une maison (actuellement dans un appartement)	0	0	0	29	27	74	0	134	0	264
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,4	0,0	0,6	0,0	0,1
Ensemble	33 604	5 603	11 999	11 895	3 889	5 959	5 842	6 739	135	85 665
% colonne	38,3	38,9	30,2	33,1	29,4	29,4	27,3	30,7	3,8	33,2
La cherté du logement										
dont logement actuel trop cher	12 089	1 971	4 369	5 973	1 638	2 499	2 779	1 813	121	33 251
% colonne	13,8	13,7	11,0	16,6	12,4	12,3	13,0	8,3	3,4	12,9
dont manque de ressources pour se loger dans le parc privé	4 479	686	688	620	428	1 174	332	1 032	108	9 547
% colonne	5,1	4,8	1,7	1,7	3,2	5,8	1,5	4,7	3,1	3,7
dont baisse des ressources (perte d'emploi)	1 829	55	240	362	69	129	136	43	0	2 861
% colonne	2,1	0,4	0,6	1,0	0,5	0,6	0,6	0,2	0,0	1,1
dont départ à la retraite	676	59	62	55	176	40	33	39	0	1 141
% colonne	0,8	0,4	0,2	0,2	1,3	0,2	0,2	0,2	0,0	0,4
dont dépense de chauffage trop élevée	0	0	0	68	0	40	33	80	0	220
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	0,2	0,4	0,0	0,1
dont ménage avec un seul revenu (famille mono-parentale)	207	73	0	42	0	119	0	43	0	484
% colonne	0,2	0,5	0,0	0,1	0,0	0,6	0,0	0,2	0,0	0,2
dont propriétaire en difficulté	0	0	188	0	0	40	34	0	0	262
% colonne	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1
dont non paiement de loyer	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	19 279	2 843	5 547	7 122	2 311	4 040	3 347	3 050	229	47 768
% colonne	22,0	19,7	13,9	19,8	17,4	20,0	15,6	13,9	6,5	18,5
Hébergé par des tiers (famille, amis, structures...), recherche d'un premier logement, habitat précaire										
dont hébergé par des tiers (parents, amis...)	7 456	1 101	6 968	1 583	2 360	888	1 719	2 447	114	24 637
% colonne	8,5	7,6	17,5	4,4	17,8	4,4	8,0	11,1	3,2	9,5
dont jeune à la recherche d'un premier logement	29	572	474	3 330	27	1 473	1 439	1 675	52	9 073
% colonne	0,0	4,0	1,2	9,3	0,2	7,3	6,7	7,6	1,5	3,5
dont logé en foyer, sous-location, squatt, meublé ou hôtel	2 960	188	814	1 480	166	319	607	239	0	6 773
% colonne	3,4	1,3	2,0	4,1	1,3	1,6	2,8	1,1	0,0	2,6
dont habitat précaire (caravane, tente), SDF	1 320	66	338	20	106	83	200	93	52	2 278
% colonne	1,5	0,5	0,8	0,1	0,8	0,4	0,9	0,4	1,5	0,9
dont hébergés à titre temporaire (CHRS)	247	104	302	124	27	37	0	41	34	917
% colonne	0,3	0,7	0,8	0,3	0,2	0,2	0,0	0,2	1,0	0,4
Ensemble	12 012	2 032	8 896	6 536	2 685	2 800	3 965	4 496	253	43 677
% colonne	13,7	14,1	22,4	18,2	20,3	13,8	18,5	20,5	7,2	16,9
Séparation, décès										
dont divorce, séparation	2 081	811	1 643	1 931	846	1 585	1 165	1 752	85	11 900
% colonne	2,4	5,6	4,1	5,4	6,4	7,8	5,4	8,0	2,4	4,6
dont décès d'un proche	423	20	179	175	29	153	193	342	52	1 565
% colonne	0,5	0,1	0,4	0,5	0,2	0,8	0,9	1,6	1,5	0,6
Ensemble	2 504	831	1 821	2 106	875	1 739	1 357	2 094	137	13 464
% colonne	2,9	5,8	4,6	5,9	6,6	8,6	6,3	9,5	3,9	5,2
Logement actuel inconfortable, vétuste ou posant problème										
dont logement actuel inconfortable	1 633	196	1 296	356	267	327	292	249	0	4 615
% colonne	1,9	1,4	3,3	1,0	2,0	1,6	1,4	1,1	0,0	1,8
dont logement insalubre	1 750	18	494	571	194	0	157	52	0	3 238
% colonne	2,0	0,1	1,2	1,6	1,5	0,0	0,7	0,2	0,0	1,3
dont isolation phonique médiocre	410	80	0	177	150	304	276	360	20	1 776
% colonne	0,5	0,6	0,0	0,5	1,1	1,5	1,3	1,6	0,6	0,7
dont logement vétuste	202	196	326	249	0	80	68	130	0	1 251
% colonne	0,2	1,4	0,8	0,7	0,0	0,4	0,3	0,6	0,0	0,5
dont infiltrations d'eau manifestes	0	131	0	0	0	109	0	368	0	608
% colonne	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	1,7	0,0	0,2
dont logement dans un immeuble où les ascenseurs sont régulièrement en panne	0	20	361	0	0	0	0	41	0	422
% colonne	0,0	0,1	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
dont hall d'immeuble dégradé (sales, boîtes aux lettres cassées...)	0	40	58	0	0	119	0	0	0	217
% colonne	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,1
dont logement touché par le saturnisme	0	0	119	0	0	0	0	0	0	119
% colonne	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont logement très sombre	0	0	0	0	0	0	58	0	0	58
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Ensemble	3 995	681	2 654	1 353	612	940	850	1 199	20	12 304
% colonne	4,6	4,7	6,7	3,8	4,6	4,6	4,0	5,5	0,6	4,8

(suite)

Demandeurs ayant maintenu leur demande : motif de la demande – PREMIER MOTIF (suite)

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Départ obligatoire du logement										
dont vente du logement par le bailleur	3 414	144	549	125	131	200	63	117	53	4 795
% colonne	3,9	1,0	1,4	0,3	1,0	1,0	0,3	0,5	1,5	1,9
dont fin de bail (reprise du logement par le propriétaire ou enfants...)	2 869	203	124	496	0	195	200	218	0	4 305
% colonne	3,3	1,4	0,3	1,4	0,0	1,0	0,9	1,0	0,0	1,7
dont occupant d'un logement de fonction	1 281	114	234	0	27	266	69	0	0	1 991
% colonne	1,5	0,8	0,6	0,0	0,2	1,3	0,3	0,0	0,0	0,8
dont fin de bail	85	0	98	0	59	77	38	0	0	357
% colonne	0,1	0,0	0,2	0,0	0,4	0,4	0,2	0,0	0,0	0,1
dont opération d'urbanisme	0	82	0	116	0	42	69	0	0	309
% colonne	0,0	0,6	0,0	0,3	0,0	0,2	0,3	0,0	0,0	0,1
dont destruction du logement	0	0	150	0	0	36	0	120	0	306
% colonne	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,2	0,0	0,5	0,0	0,1
Ensemble	7 649	542	1 155	737	216	816	439	456	53	12 063
% colonne	8,7	3,8	2,9	2,0	1,6	4,0	2,0	2,1	1,5	4,7
Formation de couple, rapprochement familial										
dont rapprochement ou regroupement de la famille	1 419	179	632	712	494	536	574	283	707	5 538
% colonne	1,6	1,2	1,6	2,0	3,7	2,6	2,7	1,3	20,1	2,1
dont mariage, vie maritale	847	310	988	934	318	383	1 025	881	0	5 685
% colonne	1,0	2,2	2,5	2,6	2,4	1,9	4,8	4,0	0,0	2,2
Ensemble	2 266	489	1 619	1 646	812	920	1 599	1 164	707	11 223
% colonne	2,6	3,4	4,1	4,6	6,1	4,5	7,5	5,3	20,1	4,3
Logement actuel inadapté										
dont logt inadapté pour des pers. handicapées, âgées, malades (pas d'ascenseur...)	3 280	260	1 125	1 388	357	851	878	794	423	9 358
% colonne	3,7	1,8	2,8	3,9	2,7	4,2	4,1	3,6	12,0	3,6
dont le mode de chauffage ne convient pas (chauffage par le sol...)	0	0	247	65	0	79	34	41	0	466
% colonne	0,0	0,0	0,6	0,2	0,0	0,4	0,2	0,2	0,0	0,2
Ensemble	3 280	260	1 372	1 453	357	930	912	835	423	9 824
% colonne	3,7	1,8	3,4	4,0	2,7	4,6	4,3	3,8	12,0	3,8
Nouvel emploi (mutation, rapprochement, travail instable...)										
dont rapprochement du lieu de travail	315	127	644	783	317	627	706	272	662	4 453
% colonne	0,4	0,9	1,6	2,2	2,4	3,1	3,3	1,2	18,8	1,7
dont travail instable	40	55	114	61	0	129	368	95	48	909
% colonne	0,0	0,4	0,3	0,2	0,0	0,6	1,7	0,4	1,4	0,4
dont mutation professionnelle	0	0	150	29	91	0	0	82	500	851
% colonne	0,0	0,0	0,4	0,1	0,7	0,0	0,0	0,4	14,2	0,3
dont changement de résidence dû à un nouvel emploi	0	38	0	0	34	0	0	40	169	281
% colonne	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,2	4,8	0,1
Ensemble	355	219	909	872	442	756	1 074	489	1 379	6 494
% colonne	0,4	1,5	2,3	2,4	3,3	3,7	5,0	2,2	39,2	2,5
Souhaite habiter un immeuble, un quartier, une ville plus sûrs										
dont souhaite habiter un quartier plus sûr	211	159	1 144	192	198	229	486	358	0	2 978
% colonne	0,2	1,1	2,9	0,5	1,5	1,1	2,3	1,6	0,0	1,2
dont souhaite habiter un immeuble plus sûr	186	0	524	300	0	156	133	64	0	1 364
% colonne	0,2	0,0	1,3	0,8	0,0	0,8	0,6	0,3	0,0	0,5
dont motif lié au sentiment d'insécurité	186	0	22	0	84	29	33	37	0	392
% colonne	0,2	0,0	0,1	0,0	0,6	0,1	0,2	0,2	0,0	0,2
dont souhaite partir suite à une agression	0	27	58	0	62	0	0	0	0	147
% colonne	0,0	0,2	0,1	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
dont souhaite habiter une ville plus sûre	0	43	62	0	27	75	0	0	0	206
% colonne	0,0	0,3	0,2	0,0	0,2	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
Ensemble	584	229	1 810	492	371	488	652	460	0	5 087
% colonne	0,7	1,6	4,6	1,4	2,8	2,4	3,0	2,1	0,0	2,0
Souhaite changer d'environnement										
dont souhaite changer de quartier	414	469	862	416	27	40	475	127	80	2 909
% colonne	0,5	3,3	2,2	1,2	0,2	0,2	2,2	0,6	2,3	1,1
dont souhaite changer de ville	466	40	288	508	128	266	421	248	0	2 366
% colonne	0,5	0,3	0,7	1,4	1,0	1,3	2,0	1,1	0,0	0,9
dont quartier ou commune mal desservis par les transports en commun	0	20	68	0	121	112	0	220	0	541
% colonne	0,0	0,1	0,2	0,0	0,9	0,6	0,0	1,0	0,0	0,2
dont trop éloigné des écoles	0	18	0	56	24	85	34	41	0	259
% colonne	0,0	0,1	0,0	0,2	0,2	0,4	0,2	0,2	0,0	0,1
dont insatisfait de l'environnement	0	0	99	0	0	0	67	37	101	304
% colonne	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	2,9	0,1
Ensemble	880	547	1 316	981	300	503	998	674	180	6 379
% colonne	1,0	3,8	3,3	2,7	2,3	2,5	4,7	3,1	5,1	2,5
Logement trop grand										
dont logement trop grand	211	37	587	624	300	275	308	161	0	2 504
% colonne	0,2	0,3	1,5	1,7	2,3	1,4	1,4	0,7	0,0	1,0
dont souhaite un appartement (vit actuellement dans une maison)	0	63	0	0	0	80	20	130	0	293
% colonne	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,6	0,0	0,1
Ensemble	211	100	587	624	300	355	327	291	0	2 797
% colonne	0,2	0,7	1,5	1,7	2,3	1,8	1,5	1,3	0,0	1,1
Procédures juridiques										
dont expulsion	1 014	0	0	29	80	0	0	0	0	1 123
% colonne	1,2	0,0	0,0	0,1	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
dont jugement	0	18	101	61	0	0	38	0	0	218
% colonne	0,0	0,1	0,3	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1
dont expropriation	0	20	0	61	0	0	34	0	0	115
% colonne	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Ensemble	1 014	39	101	150	80	0	72	0	0	1 455
% colonne	1,2	0,3	0,3	0,4	0,6	0,0	0,3	0,0	0,0	0,6
Nombre total de motifs évoqués										
en % des demandeurs	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	3 516	258 199
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

3.2.2 Vivre dans un meilleur environnement, se rapprocher de son travail et de sa famille sont les raisons principales avancées par les demandeurs pour changer de quartier ou de commune

Indépendamment des motivations avancées par les candidats à l'occupation d'un logement social, les demandeurs ont également été interrogés sur leur désir de changer quartier ou de commune. Les réponses multiples étaient autorisées et hiérarchisées.

3.2.2.1 Les demandeurs et les raisons motivant le changement de quartier ou de commune

Plus de la moitié des demandeurs souhaitent changer de quartier ou de commune

Selon l'enquête, 54,7 %¹ des demandeurs interrogés ont manifesté le désir de changer de quartier ou de commune : 28,2 % sont prêts à changer indifféremment de quartier ou de commune, 22,1 % veulent changer de quartier sans changer de commune, et 4,4 % veulent expressément changer de commune.

Cette mobilité souhaitée semble correspondre à la mobilité moyenne des locataires franciliens observée dans l'Enquête Logement de 2002. Selon cette dernière, les ménages locataires ayant le projet de changer de commune représentent, en effet, 48 % de l'ensemble des ménages locataires souhaitant changer de logement.

Le taux de mobilité intercommunale s'élève pour sa part à 32,6 % [28,2 % + 4,4 %], soit un taux proche de celui observé dans l'ENL 2002 (34,5 %).

Ce souhait de changer de quartier ou de commune est plus prononcé par les demandeurs déjà logés dans le secteur locatif social : 64 % contre 48 % dans le secteur locatif libre.

Les demandeurs qui souhaitent quitter leur quartier ou leur commune le font d'abord pour vivre dans un meilleur environnement, ensuite pour se rapprocher de leur lieu de travail, puis de leurs amis ou de leur famille

Si l'on s'intéresse à l'ensemble des raisons justifiant le changement de quartier ou de commune, trois grandes catégories sont fréquemment avancées :

- celles motivées par le désir de vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier : **68,6 %** des demandeurs ont avancé cette raison ;
- celles liées au souhait de se rapprocher de son lieu de travail, pour **47,5 %** des demandeurs ;
- enfin, celles relatives au désir de se rapprocher de ses amis ou de sa famille, pour **32,6 %** des demandeurs.

Les autres raisons exprimées sont nettement moins importantes et concernent le désir de s'éloigner de son réseau familial ou d'amis (12,7 %), ou le souhait de se rapprocher des équipements scolaires, des commerces, des hôpitaux, de Paris (7,1 % des demandeurs). Enfin, quelques ménages (6,0 %) ont mentionné être dans l'obligation de quitter leur quartier par manque d'offre (*quartiers sans logements sociaux ou sans grands logements sociaux, par exemple*) ou parce que le quartier leur semble trop cher.

¹ Soit 141 351 demandeurs sur les 258 199 qui maintiennent leur demande. 141 351 = 72 861 (28,2 %) qui veulent changer de quartier ou de commune + 57 152 (22,1 %) qui veulent changer de quartier seulement + 11 338 (4,4 %) qui veulent seulement changer de commune.

Cette hiérarchie globale des motifs se retrouve dans les deux principaux secteurs d'occupation des demandeurs, mais avec quelques différences.

Ainsi, le désir de vivre dans un meilleur environnement (comme motif avancé pour changer de quartier ou de commune) est cité par 80 % des demandeurs déjà logés dans le parc social, contre 60 % pour ceux logés dans le parc locatif libre.

Le souhait de se rapprocher de son lieu de travail est par contre plus fréquemment évoqué par les habitants du secteur libre : 53 %, contre 45 % pour leurs homologues du parc social.

D'un point de vue géographique, c'est en Seine-Saint-Denis que l'on souhaite le plus changer de quartier ou de commune pour vivre dans un meilleur environnement (79 % des demandeurs de ce département ont avancé ce motif), devant le Val-d'Oise (73 %) et le Val-de-Marne (72 %) ; c'est en Essonne que l'on souhaite le plus se rapprocher de son travail (53 %) et dans le Val-d'Oise que l'on désire le plus se rapprocher de ses amis ou de sa famille (37 %)

Demandeurs ayant maintenu leur demande : souhait de changer de quartier ou de commune ENSEMBLE DES MOTIFS

Souhaite changer de quartier ou de commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Je veux vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier % colonne ((demandeurs qui veulent changer de quartier)	23 160 64,1	5 827 69,6	20 306 78,5	15 031 71,6	4 544 59,9	7 724 62,6	9 447 67,2	9 792 72,9	1 153 45,0	96 984 68,6
Je veux me rapprocher de mon travail % colonne	16 452 45,5	3 859 46,1	13 365 51,7	9 177 43,7	3 586 47,3	5 280 42,8	7 422 52,8	6 484 48,2	1 558 60,8	67 183 47,5
Je veux me rapprocher de ma famille, de mes amis % colonne	11 379 31,5	2 742 32,8	8 917 34,5	6 650 31,7	2 385 31,5	2 978 24,1	4 657 33,1	4 986 37,1	1 430 55,8	46 124 32,6
Je veux m'éloigner ou me séparer d'un membre de mon entourage % colonne	3 626 10,0	1 696 20,3	3 544 13,7	1 928 9,2	1 059 14,0	1 533 12,4	2 008 14,3	2 083 15,5	486 18,9	17 962 12,7
Je veux changer de quartier (pour changer tout simplement) % colonne	3 633 10,1	879 10,5	1 941 7,5	1 617 7,7	852 11,2	944 7,7	1 147 8,2	1 118 8,3	176 6,9	12 308 8,7
Je veux me rapprocher des équipements (scolaires, hôpitaux, commerces,...) de Paris % colonne	2 468 6,8	786 9,4	1 515 5,9	1 708 8,1	649 8,6	1 012 8,2	1 052 7,5	755 5,6	84 3,3	10 029 7,1
Le quartier est trop cher (loyer, commerces...), il n'y a pas d'offre (quartier sans logts sociaux ou sans grands logts sociaux) % colonne	2 291 6,3	428 5,1	1 217 4,7	1 489 7,1	645 8,5	1 119 9,1	630 4,5	644 4,8	74 2,9	8 538 6,0
Ensemble des raisons % colonne	63 009 174,3	16 218 193,8	50 806 196,5	37 599 179,0	13 719 181,0	20 589 166,9	26 364 187,6	25 862 192,5	4 961 193,6	259 128 183,3
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	36 148 41,2	8 368 58,0	25 860 65,0	21 004 58,4	7 580 57,2	12 334 60,9	14 055 65,6	13 438 61,2	2 563 72,9	141 351 54,7
Nombre total de demandeurs	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	3 516	258 199

% colonne : lecture : 64,1% = (23160 / 36148) * 100

**Demandeurs ayant maintenu leur demande et déjà logés dans le SECTEUR LOCATIF SOCIAL :
souhait de changer de quartier ou de commune – ENSEMBLE DES MOTIFS**

Souhaite changer de quartier ou de commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Je veux vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier	8 371	2 990	11 218	7 779	2 657	4 964	4 838	4 303	416	47 536
% colonne ((demandeurs qui veulent changer de quartier)	82,0	80,3	88,2	81,2	80,0	73,5	75,0	82,7	32,8	80,2
Je veux me rapprocher de mon travail	4 524	1 105	6 533	3 279	1 495	3 028	3 369	2 119	906	26 359
% colonne	44,3	29,7	51,4	34,2	45,0	44,8	52,2	40,7	71,4	44,5
Je veux me rapprocher de ma famille, de mes amis	4 039	1 258	4 340	2 591	946	1 466	2 113	1 786	477	19 015
% colonne	39,6	33,8	34,1	27,0	28,5	21,7	32,7	34,3	37,6	32,1
Je veux m'éloigner ou me séparer d'un membre de mon entourage	975	364	1 688	884	579	655	856	804	141	6 945
% colonne	9,6	9,8	13,3	9,2	17,4	9,7	13,3	15,4	11,1	11,7
Je veux changer de quartier (pour changer tout simplement)	276	610	634	337	300	554	207	176	0	3 094
% colonne	2,7	16,4	5,0	3,5	9,0	8,2	3,2	3,4	0,0	5,2
Je veux me rapprocher des équipements (scolaires, hôpitaux, commerces,...) de Paris	232	95	795	588	284	504	511	204	50	3 262
% colonne	2,3	2,5	6,3	6,1	8,6	7,5	7,9	3,9	3,9	5,5
Le quartier est trop cher (loyer, commerces...), il n'y a pas d'offre (quartier sans logts sociaux ou sans grands logts sociaux)	454	140	572	521	219	352	198	167	40	2 662
% colonne	4,4	3,8	4,5	5,4	6,6	5,2	3,1	3,2	3,2	4,5
Ensemble des raisons	18 870	6 562	25 779	15 979	6 480	11 523	12 092	9 559	2 028	108 873
% colonne	184,8	176,2	202,7	166,7	195,1	170,6	187,4	183,6	159,9	183,8
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	10 208 45,6	3 724 68,6	12 720 79,3	9 585 66,7	3 322 66,1	6 756 67,6	6 454 74,6	5 205 60,9	1 268 79,3	59 243 64,4
Nombre total de demandeurs	22 365	5 427	16 038	14 380	5 025	9 998	8 653	8 542	1 598	92 026

% colonne : lecture : 82% = (8371 / 10208) * 100

**Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le SECTEUR LOCATIF LIBRE :
souhait de changer de quartier ou de commune – ENSEMBLE DES MOTIFS**

Souhaite changer de quartier ou de commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Je veux vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier	10 366	1 734	3 925	4 031	964	1 201	2 298	2 713	344	27 577
% colonne ((demandeurs qui veulent changer de quartier)	58,4	68,2	61,6	64,0	48,0	44,9	59,8	67,6	66,6	59,9
Je veux me rapprocher de mon travail	9 259	1 632	3 760	3 312	952	1 085	1 955	2 088	298	24 341
% colonne	52,2	64,2	59,0	52,6	47,4	40,6	50,8	52,0	57,7	52,9
Je veux me rapprocher de ma famille, de mes amis	5 121	742	2 186	2 041	605	545	1 471	1 503	318	14 532
% colonne	28,8	29,2	34,3	32,4	30,1	20,4	38,3	37,5	61,6	31,6
Je veux m'éloigner ou me séparer d'un membre de mon entourage	1 248	767	468	169	83	74	266	528	0	3 605
% colonne	7,0	30,2	7,3	2,7	4,1	2,8	6,9	13,2	0,0	7,8
Je veux changer de quartier (pour changer tout simplement)	2 195	327	480	570	190	381	464	408	0	5 015
% colonne	12,4	12,9	7,5	9,1	9,5	14,3	12,1	10,2	0,0	10,9
Je veux me rapprocher des équipements (scolaires, hôpitaux, commerces,...) de Paris	1 528	577	429	551	141	246	222	172	0	3 864
% colonne	8,6	22,7	6,7	8,7	7,0	9,2	5,8	4,3	0,0	8,4
Le quartier est trop cher (loyer, commerces...), il n'y a pas d'offre (quartier sans logts sociaux ou sans grands logts sociaux)	1 453	239	646	846	259	396	293	314	34	4 479
% colonne	8,2	9,4	10,1	13,4	12,9	14,8	7,6	7,8	6,6	9,7
Ensemble des raisons	31 169	6 017	11 894	11 520	3 194	3 929	6 970	7 727	993	83 414
% colonne	175,6	236,6	186,5	182,9	158,9	146,9	181,2	192,6	192,6	181,2
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	17 751 40,7	2 543 48,5	6 376 53,8	6 297 53,7	2 011 52,8	2 674 48,3	3 846 58,8	4 011 64,0	516 63,2	46 025 48,2
Nombre total de demandeurs	43 643	5 243	11 845	11 724	3 810	5 533	6 544	6 264	816	95 422

% colonne : lecture : 58,4% = (10366 / 17751) * 100

3.2.2.2 Les demandeurs qui souhaitent changer de quartier ou de commune pour vivre dans un meilleur environnement ou quartier

Parmi les demandeurs qui souhaitent vivre dans un meilleur environnement ou quartier, plus de la moitié le font d'abord pour des raisons liées à l'environnement physique (bruit...)

Les raisons liées à l'insécurité, aux mauvaises fréquentations viennent ensuite

Interrogés sur leurs motivations, les demandeurs qui veulent changer de quartier ou de commune pour des raisons liées à l'environnement ou au quartier proprement-dit¹, plus de la moitié (56 %) ont avancé des raisons liées à l'environnement physique de celui-ci (*trop de bruit...*), ou à ses insuffisances (*notamment le manque d'espace vert, d'animation, la mauvaise desserte en transports en commun, et les équipements collectifs trop éloignés [commerces, écoles, cinémas...]*).

Les raisons liées aux notions d'insécurité, de dégradation de l'environnement (*vétusté, pollution, saleté...*), aux mauvaises fréquentations, concernent moins les demandeurs puisque 46 % ont avancé une raison de ce type.

Dans le parc social, si cette hiérarchie reste inchangée (*les raisons liées à l'environnement physique priment toujours*), on constate que les raisons relatives à l'insécurité, aux inquiétudes liées à l'école et aux fréquentations ou à la dégradation de l'environnement, sont plus fréquemment citées que dans le secteur locatif libre : 56 % y font référence contre 36 %.

L'analyse géographique montre que les demandeurs de la Seine-Saint-Denis, à l'inverse des autres départements, avancent d'abord les raisons liées à l'insécurité (61 %), et ensuite celles liées à l'environnement physique (57 %).

Il est à noter que 39 % des demandeurs franciliens qui avancent des raisons liées à l'insécurité, à la dégradation de l'environnement, aux écoles qui ne conviennent pas, ont été victimes d'une violence (vol, agression, autre violence) au cours des 12 derniers mois (41 % pour les demandeurs déjà logés dans le secteur locatif social et 31 % pour ceux habitant le secteur locatif libre)².

Si l'on s'intéresse à la première raison invoquée, les raisons liées à la mauvaise qualité de l'environnement physique (*bruit, manque d'animation...*) sont aussi les plus fréquemment citées, sauf dans le secteur social

L'analyse du premier motif fait apparaître que 45 % des demandeurs qui veulent changer de quartier ou de commune le font également pour vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier³.

Même si la hiérarchie entre statuts d'occupation, décrite ci-dessus, reste inchangée, les proportions diffèrent néanmoins quelque peu entre les deux parcs principaux. En effet, les demandeurs du secteur social qui veulent changer de quartier ou de commune sont 55 % à vouloir le quitter pour un meilleur environnement, un meilleur quartier, contre 39 % lorsque qu'ils habitent dans le secteur libre.

Parmi les raisons liées au quartier proprement-dit, celles liées à l'environnement physique sont aussi les plus fréquentes. Elles représentent 42 % des motifs avancés (*trop de bruit, voisinage qui ne convient pas, manque d'animation, d'espace vert, mauvaise desserte en transport en commun, équipements collectifs trop éloignés [commerces, écoles, cinémas...]*). Celles relevant de l'insécurité, des problèmes d'école, de mauvaises

¹ Rappel : 68,6 % des ménages veulent changer de quartier ou de commune pour vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier (Cf. paragraphe 3.2.2.1), soit 96 984 demandeurs.

² Calculée sur l'ensemble des 258 199 ménages qui maintiennent leur demande, la proportion de demandeurs victimes d'une violence (vol, agression, autre violence) au cours des 12 derniers mois atteint 6,7 %, soit un taux proche des 7,4 % constatés dans l'ENL 2002.de ménages franciliens victimes ou témoins d'une agression physique au cours des 12 derniers mois.

³ Les raisons liées au désir de se rapprocher de son travail, de sa famille ou de ses amis représentent respectivement 24 % et 13 % (Cf. annexe pour les tableaux détaillés).

fréquentations ou de la dégradation de l'environnement, sont un peu moins citées puisqu'elles n'apparaissent que dans 36 % des motifs.

Là également, les motifs relatifs à l'insécurité, aux problèmes de mauvaises fréquentations (*école, quartier*), sont plus fréquemment évoqués par les occupants du parc social (44 %) que ceux du parc locatif libre (24 %).

Demandeurs ayant maintenu leur demande : souhait de changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier – ENSEMBLE DES MOTIFS

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
L'environnement est trop bruyant (routes, trains, commerces, usines...)	4 774	987	3 531	3 189	745	1 251	1 947	1 877	165	18 466
% colonne (/demandeurs qui souhaitent un meilleur environnement)	20,6	16,9	17,4	21,2	16,4	16,2	20,6	19,2	14,4	19,0
L'environnement est trop urbanisé , manque d'espace vert, architecture médiocre	2 430	290	1 151	1 647	354	497	881	924	34	8 208
% colonne	10,5	5,0	5,7	11,0	7,8	6,4	9,3	9,4	3,0	8,5
Le quartier est trop éloigné (commerces, écoles, cinémas...), manque d'animation, mauvaise desserte (transport)	2 630	1 272	2 828	2 526	870	1 492	1 564	1 913	373	15 468
% colonne	11,4	21,8	13,9	16,8	19,2	19,3	16,6	19,5	32,4	15,9
Le voisinage ne me convient pas (bruit, mode de vie...)	5 525	1 148	6 461	4 442	1 292	2 574	2 891	2 465	62	26 860
% colonne	23,9	19,7	31,8	29,6	28,4	33,3	30,6	25,2	5,4	27,7
TOTAL	15 358	3 697	13 970	11 803	3 262	5 815	7 284	7 179	634	69 002
% colonne	66,3	63,4	68,8	78,5	71,8	75,3	77,1	73,3	55,0	71,1
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'environnement physique, le voisinage	12 100	2 827	11 499	9 120	2 465	4 428	5 390	5 457	543	53 830
% colonne	52,2	48,5	56,6	60,7	54,3	57,3	57,1	55,7	47,1	55,5
L'école du quartier ne me convient pas (niveau faible, perturbations)	1 651	253	1 246	621	35	186	255	160	0	4 408
% colonne	7,1	4,3	6,1	4,1	0,8	2,4	2,7	1,6	382,5	4,5
Mauvaises fréquentation pour les enfants	2 667	805	2 771	1 405	395	905	979	1 084	130	11 140
% colonne	11,5	13,8	13,6	9,3	8,7	11,7	10,4	11,1	11,2	11,5
L'environnement est trop dégradé (saleté, vétusté...)	2 519	413	3 730	2 573	686	1 498	1 312	1 373	0	14 104
% colonne	10,9	7,1	18,4	17,1	15,1	19,4	13,9	14,0	0,0	14,5
Il y a de l'insécurité dans le quartier ou dans l'immeuble	6 204	1 093	8 351	3 826	1 396	2 238	2 828	2 770	136	28 840
% colonne	26,8	18,7	41,1	25,5	30,7	29,0	29,9	28,3	11,8	29,7
TOTAL	13 041	2 563	16 099	8 425	2 512	4 828	5 374	5 386	4 674	58 493
% colonne	56,3	44,0	79,3	56,0	55,3	62,5	56,9	55,0	405,5	60,3
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'insécurité, mauvaises fréquentations	10 249	1 687	12 302	6 449	2 034	3 400	4 248	4 022	178	44 568
% colonne	44,3	28,9	60,6	42,9	44,8	44,0	45,0	41,1	15,4	46,0
Ensemble des raisons	28 399	6 260	30 068	20 228	5 774	10 643	12 658	12 565	5 308	127 495
% colonne (/demandeurs qui souhaitent un meilleur environnement)	122,6	107,4	148,1	134,6	127,1	137,8	134,0	128,3	460,5	131,5
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier (en % des demandeurs qui souhaitent changer de quartier ou de commune)	23 160	5 827	20 306	15 031	4 544	7 724	9 447	9 792	1 153	96 984
	64,1	69,6	78,5	71,6	59,9	62,6	67,2	72,9	45,0	68,6
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	36 148	8 368	25 860	21 004	7 580	12 334	14 055	13 438	2 563	141 351
	41,2	58,0	65,0	58,4	57,2	60,9	65,6	61,2	72,9	54,7
Nombre total de demandeurs	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	3 516	258 199

Lecture des % colonne : 20,6% = (4774 / 23160) * 100

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune pour des raisons liées à l'insécurité, aux mauvaises fréquentations...	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
<i>dont victime d'un vol, d'une agression ou de violence au cours des 12 derniers mois</i>	4 111	571	5 403	2 180	913	1 102	1 572	1 422	62	17 335
en % des demandeurs concernés	40,1	33,8	43,9	33,8	44,9	32,4	37,0	35,3	34,7	38,9

Lecture : 40,1% = (4111 / 10249) * 100

**Demandeurs ayant maintenu leur demande et déjà logés dans le SECTEUR LOCATIF SOCIAL :
souhait de changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier –
ENSEMBLE DES MOTIFS**

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
L'environnement est trop bruyant (routes, trains, commerces, usines...)	2 198	593	2 159	1 539	371	892	1 287	740	29	9 808
% colonne (/demandeurs qui souhaitent un meilleur environnement)	26,3	19,8	19,2	19,8	14,0	18,0	26,6	17,2	6,9	20,6
L'environnement est trop urbanisé , manque d'espace vert, architecture médiocre	712	169	558	786	239	229	478	491	0	3 661
% colonne	8,5	5,7	5,0	10,1	9,0	4,6	9,9	11,4	0,0	7,7
Le quartier est trop éloigné (commerces, écoles, cinémas...), manque d'animation, mauvaise desserte (transport)	1 010	660	1 533	934	449	892	982	764	218	7 442
% colonne	12,1	22,1	13,7	12,0	16,9	18,0	20,3	17,7	52,4	15,7
Le voisinage ne me convient pas (bruit, mode de vie...)	2 586	674	4 568	2 799	859	1 866	1 809	1 324	62	16 548
% colonne	30,9	22,5	40,7	36,0	32,3	37,6	37,4	30,8	14,9	34,8
TOTAL	6 506	2 096	8 817	6 058	1 919	3 879	4 556	3 318	308	37 458
% colonne	77,7	70,1	78,6	77,9	72,2	78,1	94,2	77,1	74,1	78,8
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'environnement physique, le voisinage	4 738	1 538	7 023	4 923	1 492	3 020	3 287	2 304	285	28 610
% colonne	56,6	51,4	62,6	63,3	56,1	60,8	67,9	53,5	68,5	60,2
L'école du quartier ne me convient pas (niveau faible, perturbations)	712	234	755	506	35	150	160	41	0	2 593
% colonne	8,5	7,8	6,7	6,5	1,3	3,0	3,3	1,0	0,0	5,5
Mauvaises fréquentation pour les enfants	1 672	729	1 517	930	334	724	575	714	72	7 266
% colonne	20,0	24,4	13,5	11,9	12,6	14,6	11,9	16,6	17,4	15,3
L'environnement est trop dégradé (saleté, vétusté...)	1 191	354	2 829	1 236	485	1 128	687	794	0	8 704
% colonne	14,2	11,8	25,2	15,9	18,3	22,7	14,2	18,4	0,0	18,3
Il y a de l'insécurité dans le quartier ou dans l'immeuble	3 108	885	5 740	2 325	1 025	1 599	1 674	1 585	50	17 990
% colonne	37,1	29,6	51,2	29,9	38,6	32,2	34,6	36,8	12,0	37,8
TOTAL	6 683	2 202	10 841	4 996	1 879	3 600	3 096	3 133	122	36 554
% colonne	79,8	73,7	96,6	64,2	70,7	72,5	64,0	72,8	29,5	76,9
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'insécurité, mauvaises fréquentations	4 825	1 364	8 024	3 889	1 454	2 478	2 303	2 315	92	26 745
% colonne	57,6	45,6	71,5	50,0	54,7	49,9	47,6	53,8	22,2	56,3
Ensemble des raisons	13 190	4 299	19 657	11 054	3 798	7 479	7 652	6 452	431	74 012
% colonne (/demandeurs qui souhaitent un meilleur environnement)	157,6	143,7	175,2	142,1	142,9	150,7	158,2	149,9	103,6	155,7
Ensemble des demandeurs souhaitant un meilleur environnement	8 371	2 990	11 218	7 779	2 657	4 964	4 838	4 303	416	47 536
% colonne	82,0	80,3	88,2	81,2	80,0	73,5	75,0	82,7	32,8	80,2
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	10 208	3 724	12 720	9 585	3 322	6 756	6 454	5 205	1 268	59 243
	45,6	68,6	79,3	66,7	66,1	67,6	74,6	60,9	79,3	64,4
Nombre total de demandeurs	22 365	5 427	16 038	14 380	5 025	9 998	8 653	8 542	1 598	92 026
Lecture des % colonne : 26,3% = (2198 / 8371) * 100										
Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune pour des raisons liées à l'insécurité, aux mauvaises fréquentations...	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
<i>dont victime d'un vol, d'une agression ou de violence au cours des 12 derniers mois</i>	2 281	532	3 471	1 426	634	757	968	873	62	11 005
en % des demandeurs concernés	47,3	39,0	43,3	36,7	43,6	30,5	42,0	37,7	67,1	41,1
Lecture : 47,3% = (2281 / 4825) * 100										

Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le SECTEUR LOCATIF LIBRE : souhait de changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier – ENSEMBLE DES MOTIFS

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
L'environnement est trop bruyant (routes, trains, commerces, usines...)	1 626	283	758	1 161	276	203	438	556	137	5 437
% colonne (/demandeurs qui souhaitent un meilleur environnement)	15,7	16,3	19,3	28,8	28,7	16,9	19,0	20,5	39,8	19,7
L'environnement est trop urbanisé , manque d'espace vert, architecture médiocre	1 179	27	424	463	51	119	369	245	34	2 911
% colonne	11,4	1,6	10,8	11,5	5,3	9,9	16,1	9,0	10,0	10,6
Le quartier est trop éloigné (commerces, écoles, cinémas...), manque d'animation, mauvaise desserte (transport)	1 619	305	752	790	267	326	251	549	155	5 012
% colonne	15,6	17,6	19,1	19,6	27,7	27,1	10,9	20,2	45,2	18,2
Le voisinage ne me convient pas (bruit, mode de vie...)	2 152	220	647	835	179	392	470	593	0	5 489
% colonne	20,8	12,7	16,5	20,7	18,6	32,6	20,4	21,9	0,0	19,9
TOTAL	6 577	835	2 581	3 248	773	1 039	1 528	1 943	326	18 851
% colonne	63,4	48,2	65,8	80,6	80,2	86,5	66,5	71,6	95,0	68,4
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'environnement physique, le voisinage	5 264	655	2 125	2 256	557	671	1 066	1 575	258	14 428
% colonne	50,8	37,8	54,1	56,0	57,7	55,9	46,4	58,1	75,1	52,3
L'école du quartier ne me convient pas (niveau faible, perturbations)	939	0	151	55	0	0	95	37	0	1 278
% colonne	9,1	0,0	3,8	1,4	0,0	0,0	4,1	1,4	0,0	4,6
Mauvaises fréquentation pour les enfants	935	38	543	364	61	72	211	241	57	2 523
% colonne	9,0	2,2	13,8	9,0	6,3	6,0	9,2	8,9	16,6	9,2
L'environnement est trop dégradé (saleté, vétusté...)	903	0	457	502	131	116	256	327	0	2 691
% colonne	8,7	0,0	11,6	12,4	13,5	9,6	11,1	12,1	0,0	9,8
Il y a de l'insécurité dans le quartier ou dans l'immeuble	2 496	122	872	619	182	187	440	755	86	5 758
% colonne	24,1	7,0	22,2	15,3	18,9	15,6	19,1	27,8	24,9	20,9
TOTAL	5 273	655	3 195	2 471	469	525	962	1 552	2 970	13 719
% colonne	50,9	37,8	81,4	61,3	48,6	43,7	41,9	57,2	86,4	49,7
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'insécurité, mauvaises fréquentations	4 339	141	1 661	1 231	320	295	761	1 112	86	9 946
% colonne	41,9	8,1	42,3	30,5	33,2	24,6	33,1	41,0	24,9	36,1
Ensemble des raisons	11 849	1 490	5 776	5 719	1 242	1 564	2 490	3 495	3 297	32 569
% colonne (/demandeurs qui souhaitent un meilleur environnement)	114,3	85,9	147,1	141,9	128,8	130,2	108,3	128,8	959,4	118,1
Ensemble des demandeurs souhaitant un meilleur environnement	10 366	1 734	3 925	4 031	964	1 201	2 298	2 713	344	27 577
% colonne	58,4	68,2	61,6	64,0	48,0	44,9	59,8	67,6	66,6	59,9
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	17 751	2 543	6 376	6 297	2 011	2 674	3 846	4 011	516	46 025
(en % du nombre de demandeurs)	40,7	48,5	53,8	53,7	52,8	48,3	58,8	64,0	63,2	48,2
Nombre total de demandeurs	43 643	5 243	11 845	11 724	3 810	5 533	6 544	6 264	816	95 422
Lecture des % colonne : 15,7% = (1626 / 10366) * 100										
Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune pour des raisons liées à l'insécurité, aux mauvaises fréquentations...	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
<i>dont victime d'un vol, d'une agression ou de violence au cours des 12 derniers mois</i>	1 619	38	600	59	149	77	285	301	0	3 128
en % des demandeurs concernés	37,3	27,3	36,1	4,8	46,4	26,0	37,4	27,1	0,0	31,4
Lecture : 37,3% = (1619 / 4339) * 100										

Les motifs de la demande
Une question posée différemment entre les enquêtes de 2000 et 2006

A l'enquête de 2000, les demandeurs interviewés devaient répondre à la question suivante : « **Pour quelles raisons avez-vous fait une demande de logement social ?** ». Cette question n'était pas suivie de relance suggérée si la réponse était suffisamment précise, c'est-à-dire lorsque les motifs pouvaient être correctement reliés aux conditions de logement actuelles, à la situation familiale, aux raisons professionnelles, à l'environnement, aux expulsions, à l'insécurité...

En 2006, les demandeurs ont dû répondre à une question plus longue où était incluse une relance explicite, quelle que soit la précision des réponses fournies : « **Pour quelles raisons avez-vous fait une demande de logements ? Donnez-moi la ou les principales raisons par ordre d'importance ?** ».

Ce changement dans la formulation de la question s'est indéniablement traduit par un taux de réponse notablement supérieur (2 motifs par demandeur en 2006 contre 1,4 en 2000), modifiant aussi assez sensiblement la hiérarchie des réponses et leurs proportions.

3.2.3. Les demandeurs qui désirent changer de commune souhaitent s'installer dans une commune proche de leur lieu de résidence

La localisation souhaitée fait partie des critères qui sont ou peuvent être pris en compte par les organismes attributaires pour proposer un logement à un demandeur. Les candidats émettent donc des préférences en termes de localisation du futur logement. Ce souhait de localisation, croisé avec l'adresse actuelle du demandeur, permet de mesurer la mobilité infra ou extra communale envisagée par les demandeurs.

Seuls 39 % des demandeurs envisagent de changer de commune Deux tiers d'entre eux ne souhaitent cependant pas changer de département

Les demandeurs résidant en Île-de-France qui souhaitent changer de commune sont au nombre de 99 000 environ, soit 39 % de ces candidats. La grande majorité d'entre eux (63 000) souhaite s'installer dans une commune relativement proche de leur lieu de résidence actuel et rester dans le même département.

Cette proportion de demandeurs qui souhaitent changer de commune sans changer de département (25 %) varie de façon plus ou moins importante selon le département. Tout en restant à Paris, près de 28 % des candidats parisiens envisagent de vivre dans un autre arrondissement. En Petite couronne, elle est comprise entre 21 % et 22 %. En Grande couronne, la proportion de ceux qui veulent changer de commune tout en restant dans le même département varie de 22 % dans le Val-d'Oise à 31 % dans les Yvelines.

Demandeurs qui souhaitent un logement social dans une autre commune

Département de résidence	75	92	93	94	77	78	91	95	Total Île-de-France	Province	Total
autre commune	30 221	5 570	19 023	13 344	5 319	8 537	9 358	8 067	99 439	3 516	102 955
en proportion des demandeurs qui maintiennent	34,5%	38,6%	47,8%	37,1%	40,1%	42,2%	43,7%	36,8%	39,0%	100,0%	39,9%
dont dans le même département	24 118	3 147	8 496	7 425	3 638	6 206	5 083	4 919	63 033	0	63 033
en proportion des demandeurs qui maintiennent	27,5%	21,8%	21,4%	20,6%	27,5%	30,7%	23,7%	22,4%	24,7%	0,0%	24,4%
Demandeurs qui maintiennent	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	254 683	3 516	258 199

Pour ces demandeurs qui souhaitent changer de commune sans changer de département, on note qu'en plus des motifs liés aux conditions de logement, les motifs liés au souhait d'habiter un immeuble, un quartier ou une ville plus sûr sont un peu plus fréquemment cités (6 %). Ce pourcentage est, en effet, plus faible lorsque les demandeurs n'envisagent pas un changement de commune (2,5 %¹).

Demandeurs qui souhaitent un logement social dans une autre commune dans le même département – Motif de la demande – PREMIER MOTIF

Département de résidence		75	92	93	94	77	78	91	95	Total Île-de-France
Effectif (a)		24 118	3 147	8 496	7 425	3 638	6 206	5 083	4 919	63 033
Types de raisons invoquées	Logement actuel insuffisant									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	21 326	2 818	7 111	6 259	2 720	4 637	3 422	3 619	51 912
	en proportion des demandeurs concernés	94,1	89,6	86,4	85,7	82,5	82,7	79,6	82,9	88,0
	Familiales									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	1 783	170	634	677	419	873	849	959	6 364
	en proportion des demandeurs concernés	7,4	5,4	7,5	9,1	11,5	14,1	16,7	19,5	10,1
	Professionnelles									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	20	46	103	124	288	231	158	20	989
	en proportion des demandeurs concernés	0,1	1,4	1,2	1,7	7,9	3,7	3,1	0,4	1,6
	Souhaite un environnement plus sûr									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	989	114	648	364	211	465	655	321	3 768
	en proportion des demandeurs concernés	4,1	3,6	7,6	4,9	5,8	7,5	12,9	6,5	6,0

Lecture : 94,1 % = (21326 / 24118)

¹ Cf. tableau page 102 (Ensemble des demandeurs – motif de la demande – PREMIER MOTIF)

**Pour 73 % des demandeurs qui souhaitent s'installer dans une nouvelle commune,
la distance envisagée n'excède pas 5 kilomètres**

Les nouvelles communes souhaitées correspondent dans la majorité des cas aux communes limitrophes ou peu éloignées de la commune de résidence actuelle, afin de ne pas se couper de leurs réseaux familial et social, tout en conservant un temps de transport acceptable pour se rendre sur le lieu de travail.

En moyenne, la commune souhaitée est à 9 kilomètres de la commune de résidence et, pour près les 73 % des demandeurs (ayant envisagée un changement de commune), la distance moyenne n'excède pas 5 kilomètres.

Demandeurs (résident en Île-de-France) et qui souhaitent un logement social dans une autre commune
Distance moyenne entre la commune actuelle et la commune souhaitée

Distance	75	92	93	94	77	78	91	95	Total	Distance moyenne
< à 10 km	88,7%	80,4%	71,1%	80,2%	48,8%	61,0%	50,3%	55,5%	72,9%	4,6 km
comprise entre 10 et 20 km	10,6%	16,8%	23,2%	14,8%	21,1%	23,1%	26,9%	26,0%	18,3%	14 km
> à 20km	0,7%	2,8%	5,7%	5,0%	30,1%	15,9%	22,8%	18,5%	8,7%	31 km
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	8,6 km

Pour les demandeurs qui souhaitent changer de commune, on remarque qu'en Grande couronne, et plus particulièrement en Seine-et-Marne et dans les Yvelines, les raisons professionnelles (*changement d'emploi ou un rapprochement du lieu de travail...*) sont plus fréquemment invoquées par les demandeurs qui souhaitent changer de commune que par l'ensemble des demandeurs enquêtés : 7,8 % en Seine-et-Marne et 7,3 % dans les Yvelines, contre 3 % en moyenne pour l'ensemble des demandeurs (résident en Île-de-France). Les dimensions géographiques plus vastes de ces départements, en particulier la Seine-et-Marne, semblent engendrer plus qu'ailleurs une mobilité infra départementale pour se rapprocher du lieu de travail.

Demandeurs (résident en Île-de-France) et qui souhaitent un logement social dans une autre commune
– Motif de la demande – PREMIER MOTIF

Département de résidence		75	92	93	94	77	78	91	95	Total Île-de-France
Effectif (a)		30 221	5 570	19 023	13 344	5 319	8 537	9 358	8 067	99 439
Types de raisons invoquées	Logement actuel insuffisant									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	27 080	4 357	14 478	10 550	3 904	6 288	6 506	5 656	78 819
	en proportion des demandeurs concernés	89,6	78,2	76,1	79,1	73,4	73,7	69,5	70,1	79,3
	Familiales									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	1 961	758	1 678	1 272	729	1 123	1 219	1 449	10 189
	en proportion des demandeurs concernés	6,5	13,6	8,8	9,5	13,7	13,2	13,0	18,0	10,2
	Professionnelles									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	108	107	650	722	415	627	545	231	3 407
	en proportion des demandeurs concernés	0,4	1,9	3,4	5,4	7,8	7,3	5,8	2,9	3,4
	Souhaite un environnement plus sûr									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	1 071	348	2 218	799	271	499	1 088	730	7 024
	en proportion des demandeurs concernés	3,5	6,2	11,7	6,0	5,1	5,8	11,6	9,1	7,1

Lecture : 89,61 % = (27080 / 30221)

Ce souhait d'installation dans une nouvelle commune émis par les candidats à l'occupation d'un logement social ne correspond cependant pas toujours à un rejet de la commune actuelle de résidence. Une partie des souhaits affichés est due, en effet, à la simple possibilité d'inscrire une commune de son choix (*voire de son rêve*) indépendamment de l'appréciation portée sur la commune actuelle de résidence. Pour certains demandeurs, cela permet aussi de multiplier leurs chances d'obtenir un logement social.

14 % des demandeurs (*résidant en Île-de-France*) souhaitent changer de département

Peu de candidats à un logement locatif social souhaitent changer aussi de département : parmi ceux qui résident en Île-de-France, ils ne sont au total que 36 000 dans cette situation, soit 14 % des demandeurs qui maintiennent leur demande. Cette proportion varie toutefois d'un département à l'autre. Elle culmine à près de 27 % pour les demandeurs vivant actuellement en Seine-Saint-Denis contre 7 % à Paris, et oscille entre 11 % et 20 % dans les autres départements.

Demandeurs qui souhaitent un logement social dans un autre département

Département de résidence	75	92	93	94	77	78	91	95	Total	Province	Total
Effectif (a)	6 103	2 424	10 528	5 919	1 680	2 330	4 275	3 147	36 406	3 516	39 922
Demandeurs qui maintiennent (b)	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	254 683	3 516	258 199
(a) / (b) en %	7,0%	16,8%	26,5%	16,5%	12,7%	11,5%	19,9%	14,3%	14,3%	100,0%	15,5%

Pour les demandeurs qui résident en Île-de-France et envisagent de changer de département, on constate que la première destination envisagée est la capitale : 40 % de la totalité des demandeurs qui souhaitent quitter leur département, désirent s'installer à Paris. En Petite couronne, le département des Hauts-de-Seine est le plus sollicité (par 21 % des demandeurs), devant la Seine-Saint-Denis (12 %) et le Val-de-Marne (10 %). En Grande couronne, ces pourcentages, sont moindres et varient entre 3 % et 6 %. Au regard des destinations envisagées, l'attractivité de la zone centrale de l'Île-de-France apparaît clairement.

On note également que les mouvements se font entre départements limitrophes. Par exemple, peu de ménages désirant s'installer à Paris proviennent de la Seine-et-Marne (2,2 %) et vice et versa (*seulement 11,5% des demandeurs s'installant en Seine-et-Marne, viennent de Paris*). Par contre, les cohortes les plus importantes de ménages souhaitant s'installer à Paris sont issues de la Seine-Saint-Denis (36 %), du Val-de-Marne (25 %) et probablement des Hauts-de-Seine (*si le fichier préfectoral comportait 51 000 demandes au lieu de 11 000 comme actuellement, Cf. encadré page suivante*).

De même, dans les départements de la Petite couronne sollicités par les demandeurs souhaitant quitter leur département de résidence, les Parisiens sont fortement représentés : 35 % dans les Hauts-de-Seine, 45 % en Seine Saint-Denis et 24 % dans le Val-de-Marne.

Demandeurs (*résidant en Île-de-France*) qui souhaitent un logement social dans un autre département – département souhaité

Département de résidence \ Département souhaité	75	92 (1)	93	94	77	78	91 (1)	95	Province	Effectif
75		34,9%	45,1%	24,0%	11,5%	0,0%	37,0%	3,9%	28,6%	6 103
92 (1)	10,9%		4,9%	5,1%	0,0%	27,2%	0,0%	3,8%	3,8%	2 424
93	36,1%	24,0%		29,8%	39,6%	11,7%	10,8%	66,0%	9,4%	10 527
94	24,5%	10,2%	17,1%		24,5%	19,5%	10,6%	0,0%	8,6%	5 919
77	2,2%	1,6%	8,6%	12,8%		3,6%	30,6%	1,5%	24,1%	1 680
78	7,2%	8,8%	2,7%	2,1%	1,8%		6,9%	15,0%	5,5%	2 330
91 (1)	12,4%	6,2%	7,2%	22,7%	18,1%	20,7%		9,7%	14,0%	4 275
95	6,6%	14,3%	14,5%	3,5%	4,5%	17,3%	4,1%		5,9%	3 147
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
Effectif	14 702	7 462	4 304	3 485	1 913	1 168	571	2 078	723	36 406
% ligne	40,4%	20,5%	11,8%	9,6%	5,3%	3,2%	1,6%	5,7%	2,0%	100,0%

(1) Cf. encadré sur la représentativité des mouvements migratoires dans les Hauts-de-Seine et en Essonne.

La représentativité des mouvements migratoires dans les Hauts-de-Seine et en Essonne

Les résultats présentés dans le tableau ci-dessus sont biaisés pour les départements des Hauts-de-Seine et de l'Essonne. Dans les Hauts-de-Seine, le nombre de demandeurs de logements locatifs sociaux recensés dans le fichier préfectoral (11 400) correspond environ à 1/5 de la demande totale du département estimée à 51 000 (Cf. chapitre 1). Ne figurent pas non plus quatre des cinq communes du sud du département ayant opté pour la délégation du contingent préfectoral. En Essonne, les demandeurs résidant en dehors du département n'ont pas été fournis lors de la transmission des données préfectorales : les effectifs sont donc sous-estimés.

L'analyse des motifs de la demande de ceux qui veulent changer de département fait apparaître la plus grande importance des raisons liées au souhait d'habiter un immeuble, un quartier ou une ville plus sûrs : 9,4 % l'ont citée contre 4,4 % pour l'ensemble des demandeurs. Ce motif a été le plus fréquemment cité par les demandeurs des départements de Seine-Saint-Denis (15 %) et des Hauts-de-Seine (10 %) pour la Petite Couronne, du Val-d'Oise (13 %) et de l'Essonne (10 %), pour la Grande Couronne.

Demandeurs qui souhaitent un logement social dans un autre département – motif de la demande – PREMIER MOTIF

Département de résidence		75	92	93	94	77	78	91	95	Total Ile-de-France	Province	Total
Effectif (a)		6 103	2 424	10 528	5 919	1 680	2 330	4 275	3 147	36 406	3 516	39 922
Types de raisons invoquées	Logement actuel insuffisant											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	5 755	1 539	7 366	4 291	1 184	1 651	3 084	2 037	26 908	1 160	27 832
	en proportion des demandeurs concernés	94,3	63,5	70,0	72,5	70,4	70,9	72,1	64,7	73,9	33,0	69,7
	Familiales											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	178	589	1 044	595	309	250	370	490	3 825	845	4 580
	en proportion des demandeurs concernés	2,9	24,3	9,9	10,1	18,4	10,7	8,7	15,6	10,5	24,0	11,5
	Professionnelles											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	89	62	547	598	128	395	388	211	2 417	1 331	3 739
	en proportion des demandeurs concernés	1,5	2,6	5,2	10,1	7,6	17,0	9,1	6,7	6,6	37,9	9,4
	Souhaite un environnement plus sûr											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	82	234	1 570	435	60	34	433	409	3 256	180	3 772
	en proportion des demandeurs concernés	1,3	9,7	14,9	7,3	3,5	1,5	10,1	13,0	8,9	5,1	9,4

Lecture : 94,3 % = (5755 / 6103)

ENSEMBLE DES DEMANDEURS – motif de la demande – PREMIER MOTIF

Département de résidence		75	92	93	94	77	78	91	95	Total Île-de-France	Province	Total
Effectif (a)		87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	254 683	3 516	258 199
Types de raisons invoquées	Logement actuel insuffisant											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	81 085	12 284	32 426	29 931	10 450	15 969	16 123	17 161	215 429	1 160	216 355
	en proportion des demandeurs concernés	92,5	85,2	81,5	83,2	78,9	78,9	75,2	78,2	84,6	33,0	83,8
	Familiales											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	4 770	1 518	3 441	3 752	1 687	2 658	2 956	3 295	24 077	845	24 832
Types de raisons invoquées	en proportion des demandeurs concernés	5,4	10,5	8,6	10,4	12,7	13,1	13,8	15,0	9,5	24,0	9,6
	Professionnelles											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	315	174	794	811	442	627	706	393	4 264	1 331	5 585
	en proportion des demandeurs concernés	0,4	1,2	2,0	2,3	3,3	3,1	3,3	1,8	1,7	37,9	2,2
	Souhaite un environnement plus sûr											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	1 463	441	3 127	1 473	671	991	1 650	1 096	10 913	180	11 428
	en proportion des demandeurs concernés	1,7	3,1	7,9	4,1	5,1	4,9	7,7	5,0	4,3	5,1	4,4

Lecture : 92,5 % = (81085 / 87634)

Demandeurs qui souhaitent un logement social DANS UNE AUTRE COMMUNE – motif de la demande – PREMIER MOTIF

Département de résidence		75	92	93	94	77	78	91	95	Total Île-de-France	Province	Total
Effectif (a)		30 221	5 570	19 023	13 344	5 319	8 537	9 358	8 067	99 439	3 516	102 955
Types de raisons invoquées	Logement actuel insuffisant											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	27 080	4 357	14 478	10 550	3 904	6 288	6 506	5 656	78 819	1 160	79 979
	en proportion des demandeurs concernés	89,6	78,2	76,1	79,1	73,4	73,7	69,5	70,1	79,3	33,0	77,7
	Familiales											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	1 961	758	1 678	1 272	729	1 123	1 219	1 449	10 189	845	11 034
Types de raisons invoquées	en proportion des demandeurs concernés	6,5	13,6	8,8	9,5	13,7	13,2	13,0	18,0	10,2	24,0	10,7
	Professionnelles											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	108	107	650	722	415	627	545	231	3 407	1 331	4 738
	en proportion des demandeurs concernés	0,4	1,9	3,4	5,4	7,8	7,3	5,8	2,9	3,4	37,9	4,6
	Souhaite un environnement plus sûr											
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	1 071	348	2 218	799	271	499	1 088	730	7 024	180	7 204
	en proportion des demandeurs concernés	3,5	6,2	11,7	6,0	5,1	5,8	11,6	9,1	7,1	5,1	7,0

Lecture : 89,6 % = (27080 / 30221)

Demandeurs qui souhaitent un logement social DANS LA MEME COMMUNE – motif de la demande – PREMIER MOTIF

Département de résidence		75	92	93	94	77	78	91	95	Total
Effectif (a)		57 413	8 847	20 764	22 623	7 931	11 709	12 078	13 879	155 244
Types de raisons invoquées	Logement actuel insuffisant									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	54 005	7 927	17 948	19 381	6 546	9 681	9 618	11 505	136 610
	en proportion des demandeurs concernés	94,1	89,6	86,4	85,7	82,5	82,7	79,6	82,9	88,0
	Familiales									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	2 809	759	1 763	2 480	959	1 535	1 737	1 846	13 888
Types de raisons invoquées	en proportion des demandeurs concernés	4,9	8,6	8,5	11,0	12,1	13,1	14,4	13,3	8,9
	Professionnelles									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	207	67	144	89	27	0	161	162	857
	en proportion des demandeurs concernés	0,4	0,8	0,7	0,4	0,3	0,0	1,3	1,2	0,6
	Souhaite un environnement plus sûr									
	Nombre de fois où ce motif est invoqué	393	93	909	674	400	493	562	366	3 889
	en proportion des demandeurs concernés	0,7	1,1	4,4	3,0	5,0	4,2	4,6	2,6	2,5

Lecture : 94,1 % = (54005 / 57413)

Conclusion

Les résultats de l'enquête 2006 montrent une progression du nombre de démarches pour obtenir un logement social, qui passe de 1,46 en moyenne par demandeur en 2000 à 1,80 en 2006. Cette hausse n'a cependant pas modifié la hiérarchie des institutions contactées : les demandeurs s'adressent toujours en premier et dans près de 90 % des cas à la mairie de leur domicile, puis aux organismes HLM (40 %), aux préfetures (14 %), au « 1 % logement » (8 %) et enfin aux associations, à la CAF dans 3 % des cas.

Le nombre moyen de démarches diffère selon le profil du ménage : les démarches sont plus fréquentes pour les familles nombreuses, monoparentales et déjà logées dans le parc social. Il varie également selon le département : c'est dans les Hauts-de-Seine et en Seine-et-Marne que le nombre de démarches est le plus important, et à Paris qu'il est le moins élevé.

L'accroissement du nombre de démarches coïncide aussi avec une augmentation des demandes renouvelées due, en partie, à une meilleure gestion des fichiers préfectoraux, notamment à Paris. En considérant la demande la plus récente, les renouvellements représentent 59 % du total (*contre 50 % en 2000*), et les demandes initiales 41 %. Les renouvellements les plus fréquents ont lieu dans les deux années qui suivent l'inscription : 19 % des demandes ont été renouvelées une fois, 12 % deux fois. Les demandes anciennes (*5 ans ou plus*) représentent 15 % du total, dont 5 % pour les demandes très anciennes (*10 ans ou plus*). Ces demandes anciennes (5 ans ou plus) sont donc peu nombreuses, sauf à Paris où elles représentent 26 % de la demande totale. Elles concernent plus particulièrement les couples avec au moins deux enfants, ainsi que les ménages qui ne comportent aucun actif.

Enfin, parallèlement aux démarches menées pour obtenir un logement social, on constate que de plus en plus de demandeurs mènent également des recherches pour trouver un logement dans le privé (*principalement dans le secteur locatif*) : 40 % des demandeurs combinent les deux types de démarches, contre 34 % en 2000. Ce sont les couples et les étrangers qui multiplient le plus les recherches.

Globalement, la question sur le souhait de changer de quartier ou de commune montre que les demandeurs ont des projets de mobilité en rapport avec la pratique moyenne francilienne des ménages locataires. Cette mobilité reflète en fait celle engendrée par le parcours résidentiel des ménages et explique que près de 55 % des demandeurs envisagent de changer de quartier ou de commune. Elle émane, pour une grande part, de ménages en début de parcours résidentiel, qui adaptent la taille de leur résidence principale à celle de leur famille.

Cette mobilité « naturelle » est l'occasion, pour de nombreux ménages de se rapprocher, soit de leur lieu de travail (48 %), soit de leurs amis ou de leur famille (32 %). C'est surtout le moyen de rechercher un lieu de vie mieux adapté à ses besoins en termes d'environnement. Près de 70 % des demandeurs interrogés ont exprimé le désir de vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier. Parmi ces derniers, on constate que les raisons touchant à l'environnement physique (*bruit...*), au manque d'animation, d'espace vert, à la mauvaise desserte des transports, des commerces, des écoles ou cinémas trop éloignés, priment sur celles liées à l'insécurité, à la dégradation de l'environnement (*vétusté, pollution, saleté...*), à l'école et aux fréquentations qui ne conviennent pas (56 % contre 46 %).

Toutefois, on constate dans le parc social que les raisons liées à l'insécurité, aux mauvaises fréquentations, à la dégradation de l'environnement, même si elles ne priment pas, sont toutefois plus fréquemment évoquées que dans le parc locatif libre : 56 % contre 36 %.

De même, il est important de rappeler la situation singulière de la Seine-Saint-Denis où les demandeurs citent majoritairement, à l'inverse de ceux des autres départements, les raisons liées à l'insécurité, aux inquiétudes liées à l'école et aux fréquentations, à la dégradation de l'environnement lorsqu'ils expriment le désir de changer de quartier ou de commune.

Les principales motivations des demandeurs pour bénéficier d'un logement social sont d'abord le manque d'espace puis le coût du logement. Ces raisons associées sont citées dans plus de 90 % des cas. La cherté du logement en Île-de-France est évidemment fortement ressentie par les ménages modestes que sont les demandeurs, dont le revenu par unité de consommation (uc) est inférieur de 52 % au revenu moyen par uc francilien.

Le besoin d'espace est très lié au parcours résidentiel des ménages, qui cherchent à adapter la taille de leur résidence principale à celle de leur famille. Souvent en situation de sur-occupation, ils désirent une pièce de plus. Pour la plupart, ce sont des ménages au début de leur parcours résidentiel.

A ce souci d'adaptation s'ajoute probablement une deuxième cause, non négligeable, liée au décalage de plus en plus marqué entre les normes d'espace auxquelles aspirent les ménages demandeurs de logements sociaux, et l'offre de logements en Île-de-France. Les ménages semblent aujourd'hui revendiquer un espace minimum pour eux et leurs enfants (*en surface et en nombre de pièces*). Ils considèrent, par exemple, que ces derniers ne devraient plus avoir à partager leur chambre à partir de l'adolescence.

Or, cette demande d'espace pour les ménages modestes est de plus en plus difficile à satisfaire en Île-de-France, tant dans le parc privé que social.

Dans le parc privé, la raison en est le prix élevé des logements. Dans le parc social, la difficulté résulte essentiellement des éléments réglementaires de référence de surface minimum retenus par les bailleurs pour apprécier les situations de sur-occupation dans les logements. L'utilisation de la norme du Code de la Construction et de l'Habitat (*pour les logements neufs*) ou de la norme CAF (*lorsque le logement est déjà occupé*) conduit probablement les bailleurs à ne pas considérer comme prioritaires les ménages souhaitant disposer d'une pièce supplémentaire (suite par exemple à la naissance d'un deuxième enfant) et à réserver les grands logements aux familles très nombreuses. Ceci pourrait expliquer que 61 % des ménages demandeurs, actuellement occupants du parc social, se trouvent en situation de surpeuplement (*dont 38 % en surpeuplement modéré et 23 % en surpeuplement accentué*), alors qu'au regard des normes retenues par les bailleurs (*Code de la Construction et CAF*) seuls respectivement 26 % ou 4 % des ménages retiendraient l'attention.

Cette impossibilité pratique de satisfaire ce besoin d'espace expliquerait, en partie, la baisse de la satisfaction à l'égard de leur logement de la part des occupants du parc social, que l'on observe depuis la dernière Enquête Logement de 2002. Ces ménages, obligés de rester dans leur logement qui ne correspond plus à leurs attentes, vivraient donc de plus en plus mal cette situation et reporteraient cette frustration sur l'appréciation de leur logement.

Enfin, l'enquête de 2006, comme celle de 2000, confirme qu'une minorité de demandeurs (39 %) envisage de changer de commune. Les nouvelles communes souhaitées correspondent dans la majorité des cas aux communes limitrophes ou peu éloignées de la commune de résidence actuelle, afin de ne pas se couper de leurs réseaux familial et social, tout en conservant un temps de transport acceptable pour se rendre sur le lieu de travail. En moyenne, la commune souhaitée est à 9 kilomètres de la commune de résidence et, pour près les trois quarts des demandeurs (*ayant envisagé un changement de commune*), la distance moyenne envisagée n'excède pas 5 kilomètres.

Toutefois, ceux qui souhaitent s'éloigner de leur commune en changeant de département (*14 % des demandeurs résidant en Île-de-France sont dans ce cas*), le font de préférence pour habiter en zone centrale, notamment à Paris.

Ce souhait d'installation dans une nouvelle commune émis par les candidats à l'occupation d'un logement social ne correspond cependant pas toujours à un rejet de la commune actuelle de résidence. Une partie des souhaits affichés est due, en effet, à la simple possibilité d'inscrire une commune de son choix (*voire de son rêve*) indépendamment de l'appréciation portée sur la commune actuelle de résidence. Pour certains demandeurs, cela permet aussi de multiplier leurs chances d'obtenir un logement social.

ANNEXES DU CHAPITRE 3

- *Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le secteur locatif SOCIAL – motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS*
- *Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le secteur locatif LIBRE – motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS*
- *Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le secteur locatif SOCIAL – motif de la demande – PREMIER MOTIF*
- *Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le secteur locatif LIBRE – motif de la demande – PREMIER MOTIF*
- *Demandeurs ayant maintenu leur demande : souhait de changer de quartier ou de commune – PREMIER MOTIF :*
 - *Ensemble des demandeurs*
 - *Demandeurs logés dans le secteur locatif SOCIAL*
 - *Demandeurs logés dans le secteur locatif LIBRE*
- *Demandeurs ayant maintenu leur demande : souhait de changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier – PREMIER MOTIF :*
 - *Ensemble des demandeurs*
 - *Demandeurs logés dans le secteur locatif SOCIAL*
 - *Demandeurs logés dans le secteur locatif LIBRE*
- *Taille du logement actuel et du logement souhaité*

Demandeurs ayant maintenu leur demande et déjà logés dans le SECTEUR LOCATIF SOCIAL : motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Le besoin d'espace										
dont logement trop petit	14 478	2 641	4 483	3 448	2 846	6 935	7 025	4 537	49	46 442
% colonne (en % des demandeurs)	64,7	52,6	44,8	39,8	52,4	43,2	48,9	53,1	3,1	50,5
dont naissance d'un enfant	1 323	594	781	1 036	376	731	1 136	1 067	62	7 105
% colonne	5,9	11,8	7,8	12,0	6,9	4,6	7,9	12,5	3,9	7,7
dont enfant qui grandit (besoin d'une pièce supplémentaire...)	1 182	161	1 050	159	682	757	1 739	557	0	6 287
% colonne	5,3	3,2	10,5	1,8	12,6	4,7	12,1	6,5	0,0	6,8
dont souhaite une maison (actuellement dans un appartement)	0	80	74	34	0	68	97	256	0	609
% colonne	0,0	1,6	0,7	0,4	0,0	0,4	0,7	3,0	0,0	0,7
Ensemble	16 983	3 476	6 388	4 677	3 904	8 491	9 996	6 416	111	60 443
% colonne	75,9	69,2	63,9	54,1	71,9	52,9	69,5	75,1	6,9	65,7
La cherté du logement										
dont logement actuel trop cher	3 885	556	1 038	1 018	558	2 172	2 675	829	0	12 730
% colonne	17,4	11,1	10,4	11,8	10,3	13,5	18,6	9,7	0,0	13,8
dont manque de ressources pour se loger dans le parc privé	2 529	385	810	89	370	740	447	282	275	5 929
% colonne	11,3	7,7	8,1	1,0	6,8	4,6	3,1	3,3	17,2	6,4
dont baisse des ressources (perte d'emploi)	211	24	0	158	0	271	240	43	40	988
% colonne	0,9	0,5	0,0	1,8	0,0	1,7	1,7	0,5	2,5	1,1
dont départ à la retraite	211	0	117	72	57	0	0	0	0	457
% colonne	0,9	0,0	1,2	0,8	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
dont dépense de chauffage trop élevée	0	27	40	120	20	0	289	122	0	616
% colonne	0,0	0,5	0,4	1,4	0,4	0,0	2,0	1,4	0,0	0,7
dont ménage avec un seul revenu (famille mono-parentale)	207	0	40	29	19	0	0	43	0	337
% colonne	0,9	0,0	0,4	0,3	0,3	0,0	0,0	0,5	0,0	0,4
dont propriétaire en difficulté	0	0	0	0	0	58	0	0	42	101
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	2,7	0,1
dont non paiement de loyer	0	0	0	0	0	0	59	0	0	59
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,1
Ensemble	7 043	992	2 043	1 487	1 024	3 241	3 710	1 319	358	21 217
% colonne	31,5	19,7	20,4	17,2	18,9	20,2	25,8	15,4	22,4	23,1
Hébergé par des tiers (famille, amis, structures...), recherche d'un premier logement, habitat précaire										
dont hébergé par des tiers (parents, amis...)	923	112	77	257	144	857	332	125	24	2 851
% colonne	4,1	2,2	0,8	3,0	2,7	5,3	2,3	1,5	1,5	3,1
dont jeune à la recherche d'un premier logement	178	0	194	310	169	296	538	81	24	1 790
% colonne	0,8	0,0	1,9	3,6	3,1	1,8	3,7	1,0	1,5	1,9
dont logé en foyer, sous-location, squatt, meublé ou hôtel	183	77	40	129	55	218	463	41	0	1 207
% colonne	0,8	1,5	0,4	1,5	1,0	1,4	3,2	0,5	0,0	1,3
dont habitat précaire (caravane, tente), SDF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont hébergé à titre temporaire (CHRS)	0	27	37	0	0	119	59	0	0	242
% colonne	0,0	0,5	0,4	0,0	0,0	0,7	0,4	0,0	0,0	0,3
Ensemble	1 284	216	347	696	369	1 491	1 393	247	47	6 090
% colonne	5,7	4,3	3,5	8,0	6,8	9,3	9,7	2,9	2,9	6,6
Logement actuel inconfortable, vétuste ou posant problème										
dont logement actuel inconfortable	3 363	539	389	687	47	1 632	1 150	0	40	7 848
% colonne	15,0	10,7	3,9	7,9	0,9	10,2	8,0	0,0	2,5	8,5
dont logement insalubre	1 349	370	223	354	233	879	684	332	0	4 426
% colonne	6,0	7,4	2,2	4,1	4,3	5,5	4,8	3,9	0,0	4,8
dont isolation phonique médiocre	1 242	283	425	686	117	102	604	491	20	3 971
% colonne	5,6	5,6	4,3	7,9	2,2	0,6	4,2	5,7	1,2	4,3
dont logement vétuste	183	29	80	187	370	327	237	262	0	1 675
% colonne	0,8	0,6	0,8	2,2	6,8	2,0	1,6	3,1	0,0	1,8
dont infiltrations d'eau manifestes	20	0	264	38	152	38	174	270	0	956
% colonne	0,1	0,0	2,6	0,4	2,8	0,2	1,2	3,2	0,0	1,0
dont logement dans un immeuble où les ascenseurs sont régulièrement en panne	0	60	40	34	19	719	0	131	0	1 002
% colonne	0,0	1,2	0,4	0,4	0,3	4,5	0,0	1,5	0,0	1,1
dont hall d'immeuble dégradé (sales, boîtes aux lettres cassées...)	0	27	333	0	60	201	172	0	0	793
% colonne	0,0	0,5	3,3	0,0	1,1	1,3	1,2	0,0	0,0	0,9
dont logement touché par le saturnisme	0	0	0	0	0	60	0	0	0	60
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
dont logement très sombre	0	35	0	29	38	0	0	84	0	187
% colonne	0,0	0,7	0,0	0,3	0,7	0,0	0,0	1,0	0,0	0,2
Ensemble	6 157	1 343	1 755	2 016	1 036	3 959	3 023	1 569	60	20 917
% colonne	27,5	26,7	17,6	23,3	19,1	24,7	21,0	18,4	3,7	22,7
Logement actuel inadapté										
dont logt inadapté pour des pers. handicapées, âgées, malades...(pas d'ascenseur...)	1 762	699	1 611	1 123	368	1 826	2 248	953	463	11 054
% colonne	7,9	13,9	16,1	13,0	6,8	11,4	15,6	11,2	29,0	12,0
dont le mode de chauffage ne convient pas (chauffage par le sol...)	40	24	264	123	0	437	378	82	0	1 349
% colonne	0,2	0,5	2,6	1,4	0,0	2,7	2,6	1,0	0,0	1,5
Ensemble	1 802	723	1 875	1 247	368	2 264	2 626	1 035	463	12 402
% colonne	8,1	14,4	18,8	14,4	6,8	14,1	18,3	12,1	29,0	13,5
Formation de couple, rapprochement familial										
dont rapprochement ou regroupement de la famille	616	263	876	355	143	621	655	163	543	4 235
% colonne	2,8	5,2	8,8	4,1	2,6	3,9	4,6	1,9	34,0	4,6
dont mariage, vie maritale	356	86	228	350	345	438	588	163	0	2 555
% colonne	1,6	1,7	2,3	4,0	6,4	2,7	4,1	1,9	0,0	2,8
Ensemble	972	348	1 104	705	489	1 059	1 243	327	543	6 790
% colonne	4,3	6,9	11,0	8,2	9,0	6,6	8,6	3,8	34,0	7,4

(suite)

Demandeurs ayant maintenu leur demande et déjà logés dans le SECTEUR LOCATIF SOCIAL : motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS (suite)

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Souhaite habiter un immeuble, un quartier, une ville plus sûrs										
dont souhaite habiter un quartier plus sûr	765	445	735	847	257	2 364	981	881	49	7 323
% colonne	3,4	8,9	7,4	9,8	4,7	14,7	6,8	10,3	3,1	8,0
dont souhaite habiter un immeuble plus sûr	812	79	501	319	40	2 438	425	187	20	4 822
% colonne	3,6	1,6	5,0	3,7	0,7	15,2	3,0	2,2	1,2	5,2
dont motifs liés au sentiment d'insécurité	178	279	275	0	20	564	68	116	0	1 500
% colonne	0,8	5,5	2,8	0,0	0,4	3,5	0,5	1,4	0,0	1,6
dont souhaite partir suite à une agression	394	109	0	66	27	489	65	0	0	1 150
% colonne	1,8	2,2	0,0	0,8	0,5	3,0	0,5	0,0	0,0	1,2
dont souhaite habiter une ville plus sûre	0	53	111	100	43	120	0	0	0	427
% colonne	0,0	1,1	1,1	1,2	0,8	0,8	0,0	0,0	0,0	0,5
Ensemble	2 149	965	1 624	1 332	387	5 975	1 539	1 184	69	15 221
% colonne	9,6	19,2	16,2	15,4	7,1	37,3	10,7	13,9	4,3	16,5
Départ obligatoire du logement										
dont vente du logement par le bailleur	812	0	0	0	0	62	55	0	0	929
% colonne	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	1,0
dont fin de bail (reprise du logement par le propriétaire ou enfants...)	0	27	0	0	20	58	0	0	0	104
% colonne	0,0	0,5	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
dont occupant d'un logement de fonction	616	0	77	34	20	176	0	0	0	924
% colonne	2,8	0,0	0,8	0,4	0,4	1,1	0,0	0,0	0,0	1,0
dont fin de bail	207	0	79	140	0	58	59	125	0	668
% colonne	0,9	0,0	0,8	1,6	0,0	0,4	0,4	1,5	0,0	0,7
dont opération d'urbanisme	0	62	79	69	116	125	61	53	0	563
% colonne	0,0	1,2	0,8	0,8	2,1	0,8	0,4	0,6	0,0	0,6
dont destruction du logement	0	0	0	0	82	150	0	121	0	352
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,9	0,0	1,4	0,0	0,4
Ensemble	1 635	88	235	243	237	629	175	298	0	3 541
% colonne	7,3	1,8	2,4	2,8	4,4	3,9	1,2	3,5	0,0	3,8
Séparation, décès										
dont divorce, séparation	599	270	899	429	295	804	997	617	42	4 953
% colonne	2,7	5,4	9,0	5,0	5,4	5,0	6,9	7,2	2,7	5,4
dont décès d'un proche	211	29	195	102	20	58	116	204	0	934
% colonne	0,9	0,6	2,0	1,2	0,4	0,4	0,8	2,4	0,0	1,0
Ensemble	810	299	1 095	531	315	862	1 113	821	42	5 888
% colonne	3,6	5,9	10,9	6,1	5,8	5,4	7,7	9,6	2,7	6,4
Souhaite changer d'environnement										
dont souhaite changer de quartier	980	208	711	760	98	804	1 241	580	0	5 381
% colonne	4,4	4,1	7,1	8,8	1,8	5,0	8,6	6,8	0,0	5,8
dont souhaite changer de ville	434	115	313	554	469	807	513	206	272	3 683
% colonne	1,9	2,3	3,1	6,4	8,6	5,0	3,6	2,4	17,0	4,0
dont quartier ou communes mal desservi par les transports en commun	0	240	432	200	58	414	29	220	0	1 593
% colonne	0,0	4,8	4,3	2,3	1,1	2,6	0,2	2,6	0,0	1,7
dont trop éloigné des écoles	0	49	273	0	43	0	192	41	18	616
% colonne	0,0	1,0	2,7	0,0	0,8	0,0	1,3	0,5	1,1	0,7
dont insatisfait de l'environnement	0	80	29	0	0	127	0	37	0	273
% colonne	0,0	1,6	0,3	0,0	0,0	0,8	0,0	0,4	0,0	0,3
Ensemble	1 413	691	1 758	1 514	667	2 153	1 975	1 086	289	11 546
% colonne	6,3	13,8	17,6	17,5	12,3	13,4	13,7	12,7	18,1	12,5
Nouvel emploi (mutation, rapprochement, travail instable...)										
dont rapprochement du lieu de travail	234	404	1 290	1 214	371	695	1 037	315	556	6 116
% colonne	1,0	8,0	12,9	14,0	6,8	4,3	7,2	3,7	34,8	6,6
dont travail instable	356	27	111	423	48	114	127	133	52	1 392
% colonne	1,6	0,5	1,1	4,9	0,9	0,7	0,9	1,6	3,3	1,5
dont mutation professionnelle	0	35	0	0	0	222	0	0	466	723
% colonne	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	29,1	0,8
dont changement de résidence dû à un nouvel emploi	0	0	0	0	96	0	0	40	101	236
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	0,5	6,3	0,3
Ensemble	590	466	1 401	1 637	514	1 031	1 164	489	1 174	8 467
% colonne	2,6	9,3	14,0	18,9	9,5	6,4	8,1	5,7	73,5	9,2
Logement trop grand										
dont logement trop grand	504	282	470	438	302	764	932	245	0	3 935
% colonne	2,3	5,6	4,7	5,1	5,6	4,8	6,5	2,9	0,0	4,3
dont souhaite un appartement (vit actuellement dans une maison)	0	0	80	0	36	0	0	116	0	232
% colonne	0,0	0,0	0,8	0,0	0,7	0,0	0,0	1,4	0,0	0,3
Ensemble	504	282	550	438	337	764	932	360	0	4 167
% colonne	2,3	5,6	5,5	5,1	6,2	4,8	6,5	4,2	0,0	4,5
Procédures juridiques										
dont expulsion	380	114	0	0	0	0	0	0	0	495
% colonne	1,7	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
dont jugement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont expropriation	0	0	0	34	0	0	0	0	0	34
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	380	114	0	34	0	0	0	0	0	529
% colonne	1,7	2,3	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Nombre total de motifs évoqués										
en % des demandeurs	41 723	10 002	20 176	16 556	9 647	31 919	28 888	15 151	3 156	177 218
	186,6	199,1	201,8	191,3	177,8	199,0	200,9	177,4	197,5	192,6
Nombre total de demandeurs										
% ligne	22 365	5 025	9 998	8 653	5 427	16 038	14 380	8 542	1 598	92 026
	24,3	5,5	10,9	9,4	5,9	17,4	15,6	9,3	1,7	100,0

Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le SECTEUR LOCATIF PRIVE : motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Le besoin d'espace										
dont logement trop petit	25 696	1 873	2 471	3 445	3 460	7 104	6 719	2 485	86	53 338
% colonne (en % des demandeurs)	58,9	49,2	44,7	52,6	66,0	60,0	57,3	39,7	10,5	55,9
dont naissance d'un enfant	3 271	352	421	587	428	632	1 218	382	0	7 293
% colonne	7,5	9,2	7,6	9,0	8,2	5,3	10,4	6,1	0,0	7,6
dont enfant qui grandit (besoin d'une pièce supplémentaire...)	1 372	27	338	33	545	244	866	477	0	3 901
% colonne	3,1	0,7	6,1	0,5	10,4	2,1	7,4	7,6	0,0	4,1
dont souhaite une maison (actuellement dans un appartement)	0	0	0	0	19	0	0	0	0	19
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	30 339	2 252	3 230	4 065	4 452	7 980	8 804	3 344	86	64 551
% colonne	69,5	59,1	58,4	62,1	84,9	67,4	75,1	53,4	10,5	67,6
La cherté du logement										
dont logement actuel trop cher	16 728	2 190	2 736	3 166	1 903	4 773	6 300	2 306	178	40 278
% colonne	38,3	57,5	49,4	48,4	36,3	40,3	53,7	36,8	21,8	42,2
dont manque de ressources pour se loger dans le parc privé	5 334	329	937	63	501	623	400	898	102	9 188
% colonne	12,2	8,6	16,9	1,0	9,6	5,3	3,4	14,3	12,5	9,6
dont baisse des ressources (perte d'emploi)	1 510	114	0	233	414	123	173	121	0	2 689
% colonne	3,5	3,0	0,0	3,6	7,9	1,0	1,5	1,9	0,0	2,8
dont départ à la retraite	1 264	0	55	67	0	0	231	80	0	1 697
% colonne	2,9	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0	1,3	0,0	1,8
dont dépense de chauffage trop élevée	364	107	89	55	115	68	68	242	0	1 107
% colonne	0,8	2,8	1,6	0,8	2,2	0,6	0,6	3,9	0,0	1,2
dont ménage avec un seul revenu (famille mono-parentale)	0	0	117	0	103	60	166	0	0	446
% colonne	0,0	0,0	2,1	0,0	2,0	0,5	1,4	0,0	0,0	0,5
dont propriétaire en difficulté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont non paiement de loyer	0	0	0	0	0	62	0	0	0	62
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1
Ensemble	25 200	2 739	3 934	3 584	3 035	5 709	7 338	3 647	280	55 467
% colonne	57,7	71,9	71,1	54,8	57,9	48,2	62,6	58,2	34,4	58,1
Hébergé par des tiers (famille, amis, structures...), recherche d'un premier logement, habitat précaire										
dont hébergé par des tiers (parents, amis...)	1 448	299	80	485	20	735	148	585	63	3 861
% colonne	3,3	7,8	1,4	7,4	0,4	6,2	1,3	9,3	7,7	4,0
dont jeune à la recherche d'un premier logement	216	34	181	264	27	144	443	584	0	1 892
% colonne	0,5	0,9	3,3	4,0	0,5	1,2	3,8	9,3	0,0	2,0
dont logé en foyer, sous-location, squatt, meublé ou hôtel	414	0	36	116	20	119	317	52	0	1 073
% colonne	0,9	0,0	0,7	1,8	0,4	1,0	2,7	0,8	0,0	1,1
dont habitat précaire (caravane, tente), SDF	384	34	43	0	39	58	0	0	0	557
% colonne	0,9	0,9	0,8	0,0	0,7	0,5	0,0	0,0	0,0	0,6
dont hébergé à titre temporaire (CHRS)	247	0	43	0	0	0	0	0	0	289
% colonne	0,6	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Ensemble	2 708	367	382	865	105	1 055	908	1 221	63	7 673
% colonne	6,2	9,6	6,9	13,2	2,0	8,9	7,7	19,5	7,7	8,0
Logement actuel inconfortable, vétuste ou posant problème										
dont logement actuel inconfortable	6 679	131	231	541	237	1 201	944	85	0	10 048
% colonne	15,3	3,4	4,2	8,3	4,5	10,1	8,0	1,3	0,0	10,5
dont logement insalubre	5 133	478	339	330	385	2 260	724	804	0	10 454
% colonne	11,8	12,5	6,1	5,0	7,3	19,1	6,2	12,8	0,0	11,0
dont isolation phonique médiocre	563	24	147	185	113	117	251	160	0	1 561
% colonne	1,3	0,6	2,7	2,8	2,2	1,0	2,1	2,6	0,0	1,6
dont logement vétuste	1 364	27	78	72	93	439	190	238	0	2 501
% colonne	3,1	0,7	1,4	1,1	1,8	3,7	1,6	3,8	0,0	2,6
dont infiltrations d'eau manifestes	141	0	194	0	512	0	697	602	0	2 146
% colonne	0,3	0,0	3,5	0,0	9,8	0,0	5,9	9,6	0,0	2,2
dont logement dans un immeuble où les ascenseurs sont régulièrement en panne	0	0	0	0	0	0	62	0	0	62
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,1
dont hall d'immeuble dégradé (sales, boîtes aux lettres cassées...)	0	0	0	0	0	64	118	0	0	183
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	0,0	0,2
dont logement touché par le saturnisme	601	0	0	0	38	119	0	0	0	758
% colonne	1,4	0,0	0,0	0,0	0,7	1,0	0,0	0,0	0,0	0,8
dont logement très sombre	42	29	0	0	18	0	0	37	0	127
% colonne	0,1	0,8	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,6	0,0	0,1
Ensemble	14 522	688	990	1 129	1 397	4 200	2 988	1 926	0	27 840
% colonne	33,3	18,1	17,9	17,3	26,7	35,5	25,5	30,7	0,0	29,2
Logement actuel inadapté										
dont logt inadapté pour des pers. handicapées, âgées, malades...(pas d'ascenseur...)	5 903	404	429	641	383	1 025	1 107	396	115	10 403
% colonne	13,5	10,6	7,8	9,8	7,3	8,7	9,4	6,3	14,1	10,9
dont le mode de chauffage ne convient pas (chauffage par le sol...)	236	0	155	178	59	237	486	0	0	1 352
% colonne	0,5	0,0	2,8	2,7	1,1	2,0	4,1	0,0	0,0	1,4
Ensemble	6 139	404	584	820	442	1 262	1 593	396	115	11 755
% colonne	14,1	10,6	10,6	12,5	8,4	10,7	13,6	6,3	14,1	12,3
Formation de couple, rapprochement familial										
dont rapprochement ou regroupement de la famille	1 277	237	151	282	18	344	240	324	181	3 054
% colonne	2,9	6,2	2,7	4,3	0,3	2,9	2,1	5,2	22,1	3,2
dont mariage, vie maritale	409	114	272	430	40	376	270	337	0	2 249
% colonne	0,9	3,0	4,9	6,6	0,8	3,2	2,3	5,4	0,0	2,4
Ensemble	1 686	351	423	712	58	719	511	661	181	5 303
% colonne	3,9	9,2	7,7	10,9	1,1	6,1	4,4	10,6	22,1	5,6

(suite)

Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le SECTEUR LOCATIF PRIVE : motif de la demande – ENSEMBLE DES MOTIFS (suite)

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Souhaite habiter un immeuble, un quartier, une ville plus sûrs										
dont souhaite habiter un quartier plus sûr	663	0	0	92	0	281	151	41	0	1 228
% colonne	1,5	0,0	0,0	1,4	0,0	2,4	1,3	0,7	0,0	1,3
dont souhaite habiter un immeuble plus sûr	211	0	34	32	20	454	129	24	0	904
% colonne	0,5	0,0	0,6	0,5	0,4	3,8	1,1	0,4	0,0	0,9
dont motifs liés au sentiment d'insécurité	42	0	0	33	38	58	0	0	0	171
% colonne	0,1	0,0	0,0	0,5	0,7	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
dont souhaite partir suite à une agression	178	35	0	0	0	0	0	0	0	213
% colonne	0,4	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
dont souhaite habiter une ville plus sûre	0	29	43	29	0	0	0	41	0	141
% colonne	0,0	0,8	0,8	0,4	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,1
Ensemble	1 095	64	77	185	58	793	280	105	0	2 657
% colonne	2,5	1,7	1,4	2,8	1,1	6,7	2,4	1,7	0,0	2,8
Départ obligatoire du logement										
dont vente du logement par le bailleur	4 014	182	237	100	229	485	189	210	53	5 699
% colonne	9,2	4,8	4,3	1,5	4,4	4,1	1,6	3,4	6,4	6,0
dont fin de bail (reprise du logement par le propriétaire ou enfants...)	227	0	119	0	0	62	0	40	0	448
% colonne	0,5	0,0	2,2	0,0	0,0	0,5	0,0	0,6	0,0	0,5
dont occupant d'un logement de fonction	0	0	112	0	0	0	0	0	0	112
% colonne	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
dont fin de bail	3 675	0	152	256	220	256	624	207	0	5 391
% colonne	8,4	0,0	2,8	3,9	4,2	2,2	5,3	3,3	0,0	5,6
dont opération d'urbanisme	0	0	0	0	0	0	55	41	0	96
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,7	0,0	0,1
dont destruction du logement	0	0	37	0	0	0	0	0	0	37
% colonne	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	7 916	182	658	356	449	803	869	498	53	11 784
% colonne	18,1	4,8	11,9	5,4	8,6	6,8	7,4	8,0	6,4	12,3
Séparation, décès										
dont divorce, séparation	211	350	606	401	344	445	643	654	43	3 698
% colonne	0,5	9,2	11,0	6,1	6,6	3,8	5,5	10,4	5,2	3,9
dont décès d'un proche	397	0	77	33	20	52	129	41	0	749
% colonne	0,9	0,0	1,4	0,5	0,4	0,4	1,1	0,7	0,0	0,8
Ensemble	609	350	683	434	364	497	771	695	43	4 447
% colonne	1,4	9,2	12,3	6,6	6,9	4,2	6,6	11,1	5,2	4,7
Souhaite changer d'environnement										
dont souhaite changer de quartier	688	55	216	259	54	158	128	0	0	1 559
% colonne	1,6	1,5	3,9	4,0	1,0	1,3	1,1	0,0	0,0	1,6
dont souhaite changer de ville	614	0	0	72	0	0	89	123	40	938
% colonne	1,4	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,8	2,0	4,9	1,0
dont quartier ou communes mal desservi par les transports en commun	0	76	43	64	0	52	0	37	0	273
% colonne	0,0	2,0	0,8	1,0	0,0	0,4	0,0	0,6	0,0	0,3
dont trop éloigné des écoles	0	53	0	34	0	0	0	0	0	87
% colonne	0,0	1,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
dont insatisfait de l'environnement	211	0	0	126	0	0	0	0	0	337
% colonne	0,5	0,0	0,0	1,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Ensemble	1 513	185	259	556	54	211	217	160	40	3 195
% colonne	3,5	4,8	4,7	8,5	1,0	1,8	1,9	2,6	4,9	3,3
Nouvel emploi (mutation, rapprochement, travail instable...)										
dont rapprochement du lieu de travail	477	273	57	376	46	510	348	381	264	2 732
% colonne	1,1	7,2	1,0	5,8	0,9	4,3	3,0	6,1	32,3	2,9
dont travail instable	681	27	97	126	85	0	59	20	0	1 093
% colonne	1,6	0,7	1,7	1,9	1,6	0,0	0,5	0,3	0,0	1,1
dont mutation professionnelle	0	55	0	0	0	29	0	41	0	125
% colonne	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,6	0,0	0,1
dont changement de résidence dû à un nouvel emploi	0	0	0	0	18	0	0	0	68	87
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	8,4	0,1
Ensemble	1 158	355	154	502	149	538	407	442	332	4 036
% colonne	2,7	9,3	2,8	7,7	2,8	4,5	3,5	7,1	40,7	4,2
Logement trop grand										
dont logement trop grand	0	104	41	34	18	58	259	77	0	591
% colonne	0,0	2,7	0,7	0,5	0,3	0,5	2,2	1,2	0,0	0,6
dont souhaite un appartement (vit actuellement dans une maison)	0	0	0	0	0	0	0	41	0	41
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0
Ensemble	0	104	41	34	18	58	259	118	0	631
% colonne	0,0	2,1	0,4	0,4	0,3	0,4	1,8	1,4	0,0	0,7
Procédures juridiques										
dont expulsion	846	27	0	0	0	244	29	0	0	1 145
% colonne	1,9	0,7	0,0	0,0	0,0	2,1	0,2	0,0	0,0	1,2
dont jugement	0	0	0	38	18	101	0	0	0	157
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,6	0,4	0,8	0,0	0,0	0,0	0,2
dont expropriation	0	0	0	0	20	0	60	0	0	80
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,1
Ensemble	846	27	0	38	39	345	89	0	0	1 382
% colonne	1,9	0,7	0,0	0,6	0,7	2,9	0,8	0,0	0,0	1,4
Nombre total de motifs évoqués	93 730	8 068	11 414	13 281	10 621	24 169	25 032	13 213	1 192	200 721
en % des demandeurs	214,8	211,7	206,3	203,0	202,6	204,1	213,5	210,9	146,1	210,4
Nombre total de demandeurs	43 643	3 810	5 533	6 544	5 243	11 845	11 724	6 264	816	95 422
% ligne	45,7	4,0	5,8	6,9	5,5	12,4	12,3	6,6	0,9	100,0

Demandeurs ayant maintenu leur demande et déjà logés dans le SECTEUR LOCATIF SOCIAL : motif de la demande – PREMIER MOTIF

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Le besoin d'espace										
dont logement trop petit	11 693	1 802	3 441	2 465	2 051	5 495	5 508	3 361	49	35 865
% colonne (en % des demandeurs)	52,3	35,9	34,4	28,5	37,8	34,3	38,3	39,3	3,1	39,0
dont naissance d'un enfant	384	221	401	670	183	168	418	660	0	3 105
% colonne	1,7	4,4	4,0	7,7	3,4	1,0	2,9	7,7	0,0	3,4
dont enfant qui grandit (besoin d'une pièce supplémentaire...)	0	80	273	0	201	241	68	74	0	937
% colonne	0,0	1,6	2,7	0,0	3,7	1,5	0,5	0,9	0,0	1,0
dont souhaite une maison (actuellement dans un appartement)	0	27	74	0	0	0	29	134	0	264
% colonne	0,0	0,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,2	1,6	0,0	0,3
Ensemble	12 077	2 129	4 189	3 136	2 435	5 904	6 023	4 229	49	40 170
% colonne	54,0	42,4	41,9	36,2	44,9	36,8	41,9	49,5	3,1	43,7
La cherté du logement										
dont logement actuel trop cher	2 102	361	569	327	360	1 095	1 476	509	0	6 798
% colonne	9,4	7,2	5,7	3,8	6,6	6,8	10,3	6,0	0,0	7,4
dont manque de ressources pour se loger dans le parc privé	1 125	165	569	55	265	361	253	246	29	3 069
% colonne	5,0	3,3	5,7	0,6	4,9	2,3	1,8	2,9	1,8	3,3
dont baisse des ressources (perte d'emploi)	0	0	0	0	0	141	180	0	0	322
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	1,3	0,0	0,0	0,3
dont départ à la retraite	0	0	40	0	39	0	0	0	0	79
% colonne	0,0	0,0	0,4	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
dont dépense de chauffage trop élevée	0	0	40	33	0	0	0	40	0	113
% colonne	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,1
dont ménage avec un seul revenu (famille mono-parentale)	207	0	40	0	0	0	0	43	0	289
% colonne	0,9	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,3
dont propriétaire en difficulté	0	0	0	0	0	58	0	0	0	58
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
dont non paiement de loyer	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	3 434	525	1 257	416	664	1 655	1 909	838	29	10 727
% colonne	15,4	10,5	12,6	4,8	12,2	10,3	13,3	9,8	1,8	11,7
Hébergé par des tiers (famille, amis, structures...), recherche d'un premier logement, habitat précaire										
dont hébergé par des tiers (parents, amis...)	356	62	77	195	83	789	272	125	24	1 982
% colonne	1,6	1,2	0,8	2,2	1,5	4,9	1,9	1,5	1,5	2,2
dont jeune à la recherche d'un premier logement	0	0	158	170	142	103	478	0	0	1 050
% colonne	0,0	0,0	1,6	2,0	2,6	0,6	3,3	0,0	0,0	1,1
dont logé en foyer, sous-location, squatt, meublé ou hôtel	183	77	40	63	37	0	402	0	0	802
% colonne	0,8	1,5	0,4	0,7	0,7	0,0	2,8	0,0	0,0	0,9
dont habitat précaire (caravane, tente), SDF	0	1	2	3	4	5	6	7	8	36
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,5	0,0
dont hébergé à titre temporaire (CHRS)	0	27	37	0	0	119	59	0	0	242
% colonne	0,0	0,5	0,4	0,0	0,0	0,7	0,4	0,0	0,0	0,3
Ensemble	539	167	313	430	266	1 017	1 218	132	32	4 112
% colonne	2,4	3,3	3,1	5,0	4,9	6,3	8,5	1,5	2,0	4,5
Logement actuel inconfortable, vétuste ou posant problème										
dont logement actuel inconfortable	1 034	168	0	34	0	373	395	0	0	2 004
% colonne	4,6	3,3	0,0	0,4	0,0	2,3	2,7	0,0	0,0	2,2
dont logement insalubre	600	53	145	97	121	314	56	84	0	1 469
% colonne	2,7	1,1	1,5	1,1	2,2	2,0	0,4	1,0	0,0	1,6
dont isolation phonique médiocre	410	115	231	247	60	0	117	243	20	1 441
% colonne	1,8	2,3	2,3	2,9	1,1	0,0	0,8	2,8	1,2	1,6
dont logement vétuste	0	0	80	68	196	268	117	89	0	818
% colonne	0,0	0,0	0,8	0,8	3,6	1,7	0,8	1,0	0,0	0,9
dont infiltrations d'eau manifestes	0	0	73	0	20	0	0	124	0	216
% colonne	0,0	0,0	0,7	0,0	0,4	0,0	0,0	1,4	0,0	0,2
dont logement dans un immeuble où les ascenseurs sont régulièrement en panne	0	0	0	0	0	361	0	41	0	402
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,0	0,5	0,0	0,4
dont hall d'immeuble dégradé (sales, boîtes aux lettres cassées...)	0	0	119	0	40	58	0	0	0	217
% colonne	0,0	0,0	1,2	0,0	0,7	0,4	0,0	0,0	0,0	0,2
dont logement touché par le saturnisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont logement très sombre	0	0	0	29	0	0	0	0	0	29
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	2 044	336	648	474	436	1 374	685	580	20	6 597
% colonne	9,1	6,7	6,5	5,5	8,0	8,6	4,8	6,8	1,2	7,2
Logement actuel inadapté										
dont logt inadapté pour des pers. handicapées, âgées, malades...(pas d'ascenseur...)	372	298	501	729	102	538	994	463	421	4 417
% colonne	1,7	5,9	5,0	8,4	1,9	3,4	6,9	5,4	26,3	4,8
dont le mode de chauffage ne convient pas (chauffage par le sol...)	0	0	79	34	0	247	0	41	0	401
% colonne	0,0	0,0	0,8	0,4	0,0	1,5	0,0	0,5	0,0	0,4
Ensemble	372	298	580	763	102	785	994	504	421	4 818
% colonne	1,7	5,9	5,8	8,8	1,9	4,9	6,9	5,9	26,3	5,2
Formation de couple, rapprochement familial										
dont rapprochement ou regroupement de la famille	616	124	302	191	143	403	125	52	121	2 077
% colonne	2,8	2,5	3,0	2,2	2,6	2,5	0,9	0,6	7,6	2,3
dont mariage, vie maritale	178	86	74	187	84	280	123	163	0	1 173
% colonne	0,8	1,7	0,7	2,2	1,5	1,7	0,9	1,9	0,0	1,3
Ensemble	794	209	376	378	227	683	247	215	121	3 250
% colonne	3,5	4,2	3,8	4,4	4,2	4,3	1,7	2,5	7,6	3,5

(suite)

Demandeurs ayant maintenu leur demande et déjà logés dans le SECTEUR LOCATIF SOCIAL : motif de la demande – PREMIER MOTIF (suite)

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Souhaite habiter un immeuble, un quartier, une ville plus sûrs										
dont souhaite habiter un quartier plus sûr	0	198	229	418	141	1 085	192	358	0	2 621
% colonne	0,0	3,9	2,3	4,8	2,6	6,8	1,3	4,2	0,0	2,8
dont souhaite habiter un immeuble plus sûr	0	0	122	101	0	524	300	41	0	1 088
% colonne	0,0	0,0	1,2	1,2	0,0	3,3	2,1	0,5	0,0	1,2
dont motifs liés au sentiment d'insécurité	0	84	29	0	0	22	0	37	0	173
% colonne	0,0	1,7	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,4	0,0	0,2
dont souhaite partir suite à une agression	0	27	0	0	27	58	0	0	0	112
% colonne	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
dont souhaite habiter une ville plus sûre	0	27	75	0	43	62	0	0	0	206
% colonne	0,0	0,5	0,7	0,0	0,8	0,4	0,0	0,0	0,0	0,2
Ensemble	0	335	454	519	211	1 752	492	436	0	4 200
% colonne	0,0	6,7	4,5	6,0	3,9	10,9	3,4	5,1	0,0	4,6
Départ obligatoire du logement										
dont vente du logement par le bailleur	634	0	0	0	0	62	55	0	0	751
% colonne	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,8
dont fin de bail (reprise du logement par le propriétaire ou enfants...)	0	27	0	0	0	58	0	0	0	85
% colonne	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
dont occupant d'un logement de fonction	405	0	77	34	20	176	0	0	0	712
% colonne	1,8	0,0	0,8	0,4	0,4	1,1	0,0	0,0	0,0	0,8
dont fin de bail	207	0	79	72	0	0	59	82	0	500
% colonne	0,9	0,0	0,8	0,8	0,0	0,0	0,4	1,0	0,0	0,5
dont opération d'urbanisme	0	0	42	69	82	0	61	0	0	253
% colonne	0,0	0,0	0,4	0,8	1,5	0,0	0,4	0,0	0,0	0,3
dont destruction du logement	0	0	0	0	0	88	0	84	0	172
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	1,0	0,0	0,2
Ensemble	1 246	27	198	176	101	384	175	166	0	2 473
% colonne	5,6	0,5	2,0	2,0	1,9	2,4	1,2	1,9	0,0	2,7
Séparation, décès										
dont divorce, séparation	534	184	624	400	190	366	696	532	42	3 568
% colonne	2,4	3,7	6,2	4,6	3,5	2,3	4,8	6,2	2,7	3,9
dont décès d'un proche	211	29	76	102	20	58	116	165	0	776
% colonne	0,9	0,6	0,8	1,2	0,4	0,4	0,8	1,9	0,0	0,8
Ensemble	745	212	700	502	209	425	812	696	42	4 344
% colonne	3,3	4,2	7,0	5,8	3,9	2,6	5,6	8,2	2,7	4,7
Souhaite changer d'environnement										
dont souhaite changer de quartier	260	102	266	358	40	288	508	205	0	2 026
% colonne	1,2	2,0	2,7	4,1	0,7	1,8	3,5	2,4	0,0	2,2
dont souhaite changer de ville	207	27	40	441	469	556	185	41	40	2 005
% colonne	0,9	0,5	0,4	5,1	8,6	3,5	1,3	0,5	2,5	2,2
dont quartier ou communes mal desservi par les transports en commun	0	96	70	0	20	0	0	182	0	369
% colonne	0,0	1,9	0,7	0,0	0,4	0,0	0,0	2,1	0,0	0,4
dont trop éloigné des écoles	0	24	85	0	0	0	56	41	0	207
% colonne	0,0	0,5	0,9	0,0	0,0	0,0	0,4	0,5	0,0	0,2
dont insatisfait de l'environnement	0	0	0	0	0	99	0	37	0	136
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,4	0,0	0,1
Ensemble	466	249	460	799	529	942	750	508	40	4 743
% colonne	2,1	5,0	4,6	9,2	9,8	5,9	5,2	5,9	2,5	5,2
Nouvel emploi (mutation, rapprochement, travail instable...)										
dont rapprochement du lieu de travail	56	217	551	507	127	353	450	0	253	2 515
% colonne	0,3	4,3	5,5	5,9	2,3	2,2	3,1	0,0	15,8	2,7
dont travail instable	0	0	32	247	27	114	0	0	29	449
% colonne	0,0	0,0	0,3	2,9	0,5	0,7	0,0	0,0	1,8	0,5
dont mutation professionnelle	0	35	0	0	0	121	0	0	463	619
% colonne	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	28,9	0,7
dont changement de résidence dû à un nouvel emploi	0	0	0	0	20	0	0	40	101	160
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,5	6,3	0,2
Ensemble	56	252	583	754	174	589	450	40	845	3 744
% colonne	0,3	5,0	5,8	8,7	3,2	3,7	3,1	0,5	52,9	4,1
Logement trop grand										
dont logement trop grand	211	231	158	273	37	529	624	161	0	2 225
% colonne	0,9	4,6	1,6	3,2	0,7	3,3	4,3	1,9	0,0	2,4
dont souhaite un appartement (vit actuellement dans une maison)	0	0	80	0	36	0	0	37	0	153
% colonne	0,0	0,0	0,8	0,0	0,7	0,0	0,0	0,4	0,0	0,2
Ensemble	211	231	238	273	73	529	624	198	0	2 378
% colonne	0,9	4,6	2,4	3,2	1,3	3,3	4,3	2,3	0,0	2,6
Procédures juridiques										
dont expulsion	380	53	0	0	0	0	0	0	0	434
% colonne	1,7	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
dont jugement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont expropriation	0	0	0	34	0	0	0	0	0	34
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	380	53	0	34	0	0	0	0	0	468
% colonne	1,7	1,1	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Nombre total de motifs évoqués										
en % des demandeurs	22 365	5 025	9 998	8 653	5 427	16 038	14 380	8 542	1 598	92 025
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Nombre total de demandeurs										
% ligne	22 365	5 025	9 998	8 653	5 427	16 038	14 380	8 542	1 598	92 026
	24,3	5,5	10,9	9,4	5,9	17,4	15,6	9,3	1,7	100,0

Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le SECTEUR LOCATIF LIBRE : motif de la demande – PREMIER MOTIF

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Le besoin d'espace										
dont logement trop petit	17 448	1 201	1 076	2 093	2 252	4 709	4 388	1 508	86	34 760
% colonne (en % des demandeurs)	40,0	31,5	19,4	32,0	42,9	39,8	37,4	24,1	10,5	36,4
dont naissance d'un enfant	1 619	159	225	222	293	360	248	78	0	3 204
% colonne	3,7	4,2	4,1	3,4	5,6	3,0	2,1	1,2	0,0	3,4
dont enfant qui grandit (besoin d'une pièce supplémentaire...)	0	0	37	0	79	62	0	37	0	215
% colonne	0,0	0,0	0,7	0,0	1,5	0,5	0,0	0,6	0,0	0,2
dont souhaite une maison (actuellement dans un appartement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	19 067	1 360	1 338	2 315	2 624	5 131	4 636	1 624	86	38 180
% colonne	43,7	35,7	24,2	35,4	50,0	43,3	39,5	25,9	10,5	40,0
La cherté du logement										
dont logement actuel trop cher	8 767	1 172	1 671	1 890	1 132	2 758	3 896	1 004	121	22 410
% colonne	20,1	30,7	30,2	28,9	21,6	23,3	33,2	16,0	14,8	23,5
dont manque de ressources pour se loger dans le parc privé	2 117	89	310	34	373	199	176	568	60	3 927
% colonne	4,9	2,3	5,6	0,5	7,1	1,7	1,5	9,1	7,3	4,1
dont baisse des ressources (perte d'emploi)	596	34	0	136	0	0	117	43	0	926
% colonne	1,4	0,9	0,0	2,1	0,0	0,0	1,0	0,7	0,0	1,0
dont départ à la retraite	211	0	0	33	0	0	55	39	0	339
% colonne	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,6	0,0	0,4
dont dépense de chauffage trop élevée	0	0	0	0	0	0	68	40	0	108
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6	0,0	0,1
dont ménage avec un seul revenu (famille mono-parentale)	0	0	80	0	73	0	42	0	0	195
% colonne	0,0	0,0	1,4	0,0	1,4	0,0	0,4	0,0	0,0	0,2
dont propriétaire en difficulté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont non paiement de loyer	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	11 692	1 295	2 061	2 093	1 577	2 957	4 355	1 694	181	27 904
% colonne	26,8	34,0	37,2	32,0	30,1	25,0	37,1	27,0	22,1	29,2
Hébergé par des tiers (famille, amis, structures...), recherche d'un premier logement, habitat précaire										
dont hébergé par des tiers (parents, amis...)	1 087	217	42	382	0	634	80	260	29	2 732
% colonne	2,5	5,7	0,8	5,8	0,0	5,4	0,7	4,2	3,5	2,9
dont jeune à la recherche d'un premier logement	29	0	83	95	27	144	321	438	0	1 137
% colonne	0,1	0,0	1,5	1,5	0,5	1,2	2,7	7,0	0,0	1,2
dont logé en foyer, sous-location, squatt, meublé ou hôtel	211	0	36	116	0	119	79	0	0	560
% colonne	0,5	0,0	0,7	1,8	0,0	1,0	0,7	0,0	0,0	0,6
dont habitat précaire (caravane, tente), SDF	364	0	43	0	39	58	0	0	0	503
% colonne	0,8	0,0	0,8	0,0	0,7	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
dont hébergé à titre temporaire (CHRS)	247	0	0	0	0	0	0	0	0	247
% colonne	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Ensemble	1 939	217	204	593	66	954	480	698	29	5 180
% colonne	4,4	5,7	3,7	9,1	1,3	8,1	4,1	11,1	3,5	5,4
Logement actuel inconfortable, vétuste ou posant problème										
dont logement actuel inconfortable	716	0	0	123	18	60	0	52	0	969
% colonne	1,6	0,0	0,0	1,9	0,4	0,5	0,0	0,8	0,0	1,0
dont logement insalubre	822	214	145	164	57	694	244	124	0	2 463
% colonne	1,9	5,6	2,6	2,5	1,1	5,9	2,1	2,0	0,0	2,6
dont isolation phonique médiocre	0	0	73	0	20	0	0	117	0	210
% colonne	0,0	0,0	1,3	0,0	0,4	0,0	0,0	1,9	0,0	0,2
dont logement vétuste	202	0	0	0	0	58	131	41	0	433
% colonne	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,1	0,7	0,0	0,5
dont infiltrations d'eau manifestes	0	0	36	0	112	0	0	244	0	392
% colonne	0,0	0,0	0,7	0,0	2,1	0,0	0,0	3,9	0,0	0,4
dont logement dans un immeuble où les ascenseurs sont régulièrement en panne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont hall d'immeuble dégradé (sales, boîtes aux lettres cassées...)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont logement touché par le saturnisme	0	0	0	0	0	60	0	0	0	60
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1
dont logement très sombre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	1 740	214	255	286	207	871	376	578	0	4 527
% colonne	4,0	5,6	4,6	4,4	3,9	7,4	3,2	9,2	0,0	4,7
Logement actuel inadapté										
dont logt inadapté pour des pers. handicapées, âgées, malades...(pas d'ascenseur...)	2 033	32	195	121	82	121	218	157	0	2 959
% colonne	4,7	0,8	3,5	1,8	1,6	1,0	1,9	2,5	0,0	3,1
dont le mode de chauffage ne convient pas (chauffage par le sol...)	0	0	0	0	0	0	65	0	0	65
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,1
Ensemble	2 033	32	195	121	82	121	283	157	0	3 024
% colonne	4,7	0,8	3,5	1,8	1,6	1,0	2,4	2,5	0,0	3,2
Formation de couple, rapprochement familial										
dont rapprochement ou regroupement de la famille	621	113	79	115	0	161	240	43	54	1 425
% colonne	1,4	3,0	1,4	1,8	0,0	1,4	2,1	0,7	6,6	1,5
dont mariage, vie maritale	207	34	236	159	40	185	69	337	0	1 268
% colonne	0,5	0,9	4,3	2,4	0,8	1,6	0,6	5,4	0,0	1,3
Ensemble	827	147	315	274	40	346	310	380	54	2 693
% colonne	3,7	2,9	3,1	3,2	0,7	2,2	2,2	4,4	3,4	2,9

(suite)

**Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le SECTEUR LOCATIF LIBRE :
motif de la demande – PREMIER MOTIF (suite)**

Motifs invoqués	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Souhaite habiter un immeuble, un quartier, une ville plus sûrs										
dont souhaite habiter un quartier plus sûr	211	0	0	34	0	58	0	0	0	304
% colonne	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,3
dont souhaite habiter un immeuble plus sûr	0	0	34	32	0	0	0	24	0	89
% colonne	0,0	0,0	0,6	0,5	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,1
dont motifs liés au sentiment d'insécurité	0	0	0	33	0	0	0	0	0	33
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont souhaite partir suite à une agression	0	35	0	0	0	0	0	0	0	35
% colonne	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont souhaite habiter une ville plus sûre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	211	35	34	99	0	58	0	24	0	461
% colonne	0,5	0,9	0,6	1,5	0,0	0,5	0,0	0,4	0,0	0,5
Départ obligatoire du logement										
dont vente du logement par le bailleur	2 286	131	157	29	113	426	69	117	53	3 381
% colonne	5,2	3,4	2,8	0,4	2,2	3,6	0,6	1,9	6,4	3,5
dont fin de bail (reprise du logement par le propriétaire ou enfants...)	20	0	40	0	0	0	0	0	0	60
% colonne	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
dont occupant d'un logement de fonction	0	0	112	0	0	0	0	0	0	112
% colonne	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
dont fin de bail	2 516	0	79	137	164	124	376	94	0	3 490
% colonne	5,8	0,0	1,4	2,1	3,1	1,0	3,2	1,5	0,0	3,7
dont opération d'urbanisme	0	0	0	0	0	0	55	0	0	55
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,1
dont destruction du logement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	4 822	131	389	166	277	549	501	211	53	7 099
% colonne	11,0	3,4	7,0	2,5	5,3	4,6	4,3	3,4	6,4	7,4
Séparation, décès										
dont divorce, séparation	211	203	485	228	286	388	525	444	43	2 813
% colonne	0,5	5,3	8,8	3,5	5,5	3,3	4,5	7,1	5,2	2,9
dont décès d'un proche	211	0	77	33	0	52	0	41	0	414
% colonne	0,5	0,0	1,4	0,5	0,0	0,4	0,0	0,7	0,0	0,4
Ensemble	423	203	562	261	286	440	525	485	43	3 228
% colonne	1,0	5,3	10,2	4,0	5,5	3,7	4,5	7,7	5,2	3,4
Souhaite changer d'environnement										
dont souhaite changer de quartier	207	27	0	63	0	0	0	0	0	297
% colonne	0,5	0,7	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
dont souhaite changer de ville	207	0	0	0	0	0	20	43	40	309
% colonne	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,7	4,9	0,3
dont quartier ou communes mal desservi par les transports en commun	0	24	43	0	0	0	0	37	0	104
% colonne	0,0	0,6	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,1
dont trop éloigné des écoles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont insatisfait de l'environnement	0	0	0	33	0	0	0	0	0	33
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	414	51	43	96	0	0	20	80	40	743
% colonne	0,9	1,3	0,8	1,5	0,0	0,0	0,2	1,3	4,9	0,8
Nouvel emploi (mutation, rapprochement, travail instable...)										
dont rapprochement du lieu de travail	52	0	0	71	0	229	211	252	264	1 079
% colonne	0,1	0,0	0,0	1,1	0,0	1,9	1,8	4,0	32,3	1,1
dont travail instable	0	0	97	97	27	0	0	0	0	220
% colonne	0,0	0,0	1,7	1,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
dont mutation professionnelle	0	55	0	0	0	29	0	41	0	125
% colonne	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,6	0,0	0,1
dont changement de résidence dû à un nouvel emploi	0	0	0	0	18	0	0	0	68	87
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	8,4	0,1
Ensemble	52	55	97	168	46	258	211	293	332	1 511
% colonne	0,1	1,5	1,7	2,6	0,9	2,2	1,8	4,7	40,7	1,6
Logement trop grand										
dont logement trop grand	0	70	41	34	0	58	0	0	0	203
% colonne	0,0	1,8	0,7	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
dont souhaite un appartement (vit actuellement dans une maison)	0	0	0	0	0	0	0	41	0	41
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0
Ensemble	0	70	41	34	0	58	0	41	0	243
% colonne	0,0	1,8	0,7	0,5	0,0	0,5	0,0	0,6	0,0	0,3
Procédures juridiques										
dont expulsion	423	0	0	0	0	0	29	0	0	451
% colonne	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,5
dont jugement	0	0	0	38	18	101	0	0	0	157
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,6	0,4	0,8	0,0	0,0	0,0	0,2
dont expropriation	0	0	0	0	20	0	0	0	0	20
% colonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	423	0	0	38	39	101	29	0	0	629
% colonne	1,0	0,0	0,0	0,6	0,7	0,8	0,2	0,0	0,0	0,7
Nombre total de motifs évoqués	43 643	3 810	5 533	6 544	5 243	11 845	11 724	6 264	816	95 422
en % des demandeurs	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Nombre total de demandeurs	43 643	3 810	5 533	6 544	5 243	11 845	11 724	6 264	816	95 422
% ligne	45,7	4,0	5,8	6,9	5,5	12,4	12,3	6,6	0,9	100,0

Demandeurs ayant maintenu leur demande : souhait de changer de quartier ou de commune – PREMIER MOTIF

Souhaite changer de quartier ou de commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Je veux vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier % colonne (/demandeurs qui veulent changer de quartier)	15 775 43,6	3 628 43,4	13 795 53,3	10 326 49,2	2 796 36,9	5 237 42,5	5 722 40,7	6 177 46,0	530 20,7	63 986 45,3
Je veux me rapprocher de mon travail % colonne	8 744 24,2	1 970 23,5	5 162 20,0	4 796 22,8	2 049 27,0	3 025 24,5	4 315 30,7	3 102 23,1	873 34,0	34 035 24,1
Je veux me rapprocher de ma famille, de mes amis % colonne	4 822 13,3	1 035 12,4	3 100 12,0	2 402 11,4	1 016 13,4	1 460 11,8	1 806 12,8	1 896 14,1	835 32,6	18 372 13,0
Je veux changer de quartier (pour changer tout simplement) % colonne	2 989 8,3	813 9,7	1 459 5,6	1 179 5,6	629 8,3	756 6,1	810 5,8	943 7,0	176 6,9	9 755 6,9
Je veux m'éloigner ou me séparer d'un membre de mon entourage % colonne	935 2,6	290 3,5	976 3,8	489 2,3	360 4,7	469 3,8	650 4,6	411 3,1	92 3,6	4 673 3,3
Je veux me rapprocher des équipements (scolaires, hôpitaux, commerces,...) de Paris % colonne	1 045 2,9	290 3,5	532 2,1	640 3,0	286 3,8	583 4,7	412 2,9	434 3,2	18 0,7	4 239 3,0
Le quartier est trop cher (loyer, commerces...), il n'y a pas d'offre (quartier sans logts sociaux ou sans grands logts sociaux) % colonne	1 837 5,1	342 4,1	835 3,2	1 171 5,6	445 5,9	805 6,5	340 2,4	474 3,5	40 1,6	6 289 4,4
Ensemble des motifs % colonne	36 148 100,0	8 368 100,0	25 860 100,0	21 004 100,0	7 580 100,0	12 334 100,0	14 055 100,0	13 438 100,0	2 563 100,0	141 351 100,0
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	36 148 41,2	8 368 58,0	25 860 65,0	21 004 58,4	7 580 57,2	12 334 60,9	14 055 65,6	13 438 61,2	2 563 72,9	141 351 54,7
Nombre total de demandeurs	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	3 516	258 199

Lecture des % colonne : 43,6% = (15775 / 36148) * 100

Demandeurs ayant maintenu leur demande et déjà logés dans le SECTEUR LOCATIF SOCIAL : souhait de changer de quartier ou de commune– PREMIER MOTIF

Souhaite changer de quartier ou de commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Je veux vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier % colonne (/demandeurs qui veulent changer de quartier)	5 640 55,2	1 998 53,6	7 680 60,4	5 637 58,8	1 722 51,8	3 524 52,2	3 026 46,9	3 017 58,0	312 24,6	32 555 55,0
Je veux me rapprocher de mon travail % colonne	1 769 17,3	608 16,3	2 169 17,1	1 626 17,0	668 20,1	1 535 22,7	1 824 28,3	777 14,9	466 36,7	11 442 19,3
Je veux me rapprocher de ma famille, de mes amis % colonne	1 991 19,5	707 19,0	1 687 13,3	710 7,4	354 10,7	706 10,4	710 11,0	720 13,8	217 17,1	7 801 13,2
Je veux changer de quartier (pour changer tout simplement) % colonne	0 0,0	158 4,2	128 1,0	579 6,0	139 4,2	224 3,3	397 6,1	294 5,7	176 13,9	2 095 3,5
Je veux m'éloigner ou me séparer d'un membre de mon entourage % colonne	542 5,3	122 3,3	556 4,4	424 4,4	151 4,5	231 3,4	288 4,5	194 3,7	40 3,2	2 548 4,3
Je veux me rapprocher des équipements (scolaires, hôpitaux, commerces,...) de Paris % colonne	20 0,2	20 0,5	124 1,0	211 2,2	147 4,4	226 3,4	177 2,7	84 1,6	18 1,4	1 027 1,7
Le quartier est trop cher (loyer, commerces...), il n'y a pas d'offre (quartier sans logts sociaux ou sans grands logts sociaux) % colonne	247 2,4	112 3,0	376 3,0	397 4,1	141 4,3	310 4,6	33 0,5	119 2,3	40 3,2	1 775 3,0
Ensemble des motifs % colonne	10 208 100,0	3 724 100,0	12 720 100,0	9 585 100,0	3 322 100,0	6 756 100,0	6 454 100,0	5 205 100,0	1 268 100,0	59 243 100,0
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	10 208 45,6	3 724 68,6	12 720 79,3	9 585 66,7	3 322 66,1	6 756 67,6	6 454 74,6	5 205 60,9	1 268 79,3	59 243 64,4
Nombre total de demandeurs	22 365	5 427	16 038	14 380	5 025	9 998	8 653	8 542	1 598	92 026

Lecture des % colonne : 55,2% = (5640 / 10208) * 100

**Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le SECTEUR LOCATIF LIBRE :
soudait de changer de quartier ou de commune – PREMIER MOTIF**

Soudait changer de quartier ou de commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
Je veux vivre dans un meilleur environnement, un meilleur quartier	7 259	1 176	2 469	2 529	526	754	1 343	1 539	218	17 812
% colonne (/demandeurs qui veulent changer de quartier)	40,9	46,2	38,7	40,2	26,2	28,2	34,9	38,4	42,3	38,7
Je veux me rapprocher de mon travail	5 032	563	1 707	1 842	759	733	1 218	1 159	263	13 276
% colonne	28,3	22,2	26,8	29,2	37,7	27,4	31,7	28,9	51,1	28,8
Je veux me rapprocher de ma famille, de mes amis	1 290	91	821	724	271	322	661	545	34	4 759
% colonne	7,3	3,6	12,9	11,5	13,5	12,1	17,2	13,6	6,6	10,3
Je veux changer de quartier (pour changer tout simplement)	1 984	309	480	304	139	342	284	329	0	4 171
% colonne	11,2	12,2	7,5	4,8	6,9	12,8	7,4	8,2	0,0	9,1
Je veux m'éloigner ou me séparer d'un membre de mon entourage	207	20	131	0	24	0	38	125	0	544
% colonne	1,2	0,8	2,0	0,0	1,2	0,0	1,0	3,1	0,0	1,2
Je veux me rapprocher des équipements (scolaires, hôpitaux, commerces,...) de Paris	774	203	309	182	85	207	67	41	0	1 868
% colonne	4,4	8,0	4,8	2,9	4,2	7,7	1,7	1,0	0,0	4,1
Le quartier est trop cher (loyer, commerces...), il n'y a pas d'offre (quartier sans logts sociaux ou sans grands logts sociaux)	1 206	181	460	717	206	316	235	274	0	3 595
% colonne	6,8	7,1	7,2	11,4	10,2	11,8	6,1	6,8	0,0	7,8
Ensemble des motifs	17 751	2 543	6 376	6 297	2 011	2 674	3 846	4 011	516	46 025
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Nombre total de demandeurs soudait changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	17 751	2 011	6 376	6 297	2 674	3 846	2 543	4 011	516	46 025
	40,7	52,8	53,8	53,7	48,3	58,8	48,5	64,0	63,2	48,2
Nombre total de demandeurs	43 643	3 810	11 845	11 724	5 533	6 544	5 243	6 264	816	95 422

Lecture des % colonne : 40,9% = (7259 / 17751) * 100

Demandeurs ayant maintenu leur demande : souhait de changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier – PREMIER MOTIF

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
L'environnement est trop bruyant (routes, trains, commerces, usines...)	1 981	737	1 378	1 566	345	522	581	939	40	8 089
% colonne (/demandeurs qui souhaitent un meilleur environnement)	12,6	20,3	10,0	15,2	12,3	10,0	10,2	15,2	7,5	12,6
L'environnement est trop urbanisé , manque d'espace vert, architecture médiocre	1 321	76	502	680	165	116	262	359	34	3 516
% colonne	8,4	2,1	3,6	6,6	5,9	2,2	4,6	5,8	6,5	5,5
Le quartier est trop éloigné (commerces, écoles, cinémas...), manque d'animation, mauvaise desserte (transport)	861	73	840	1 204	225	541	415	338	225	4 723
% colonne	5,5	2,0	6,1	11,7	8,0	10,3	7,3	5,5	42,5	7,4
Le voisinage ne me convient pas (bruit, mode de vie...)	2 370	271	2 508	2 242	657	837	817	969	0	10 673
% colonne	15,0	7,5	18,2	21,7	23,5	16,0	14,3	15,7	0,0	16,7
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'environnement physique, le voisinage	6 534	1 158	5 227	5 693	1 392	2 016	2 076	2 606	299	27 001
% colonne	41,4	31,9	37,9	55,1	49,8	38,5	36,3	42,2	56,5	42,2
L'école du quartier ne me convient pas (niveau faible, perturbations)	356	20	276	69	0	0	124	0	0	846
% colonne	2,3	0,5	2,0	0,7	0,0	0,0	2,2	0,0	0,0	1,3
Mauvaises fréquentation pour les enfants	356	158	1 289	435	128	228	316	406	42	3 358
% colonne	2,3	4,4	9,3	4,2	4,6	4,4	5,5	6,6	8,0	5,2
L'environnement est trop dégradé (sauté, vétusté...)	831	99	1 110	752	141	642	407	403		4 385
% colonne	5,3	2,7	8,0	7,3	5,1	12,2	7,1	6,5	0,0	6,9
Il y a de l'insécurité dans le quartier ou dans l'immeuble	3 115	668	3 620	1 681	569	1 229	1 740	1 419	87	14 129
% colonne	19,7	18,4	26,2	16,3	20,4	23,5	30,4	23,0	16,5	22,1
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'insécurité, mauvaises fréquentations	4 659	944	6 296	2 937	839	2 098	2 587	2 228	130	22 718
% colonne	29,5	26,0	45,6	28,4	30,0	40,1	45,2	36,1	24,5	35,5
Ensemble des ménages ne sachant pas répondre ou voulant simplement changer de quartier pour changer *	4 583	1 525	2 272	1 697	565	1 123	1 059	1 343	101	14 268
% colonne	29,1	42,0	16,5	16,4	20,2	21,4	18,5	21,7	19,0	22,3
Ensemble des motifs	15 775	3 628	13 795	10 326	2 796	5 237	5 722	6 177	530	63 986
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Certains ménages ayant répondu à la question filtre précédente (Je souhaite changer de quartier ou de commune pour bénéficier d'un meilleur environnement ou d'un meilleur quartier) n'ont pas jugé bon de donner de raison supplémentaire ou ont indiqué qu'ils voulaient changer de quartier pour simplement changer.

Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier (en % des demandeurs qui souhaitent changer de quartier ou de commune)	15 775	3 628	13 795	10 326	2 796	5 237	5 722	6 177	530	63 986
	43,6	43,4	53,3	49,2	36,9	42,5	40,7	46,0	20,7	45,3

Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	36 148	8 368	25 860	21 004	7 580	12 334	14 055	13 438	2 563	141 351
	41,2	58,0	65,0	58,4	57,2	60,9	65,6	61,2	72,9	54,7

Nombre total de demandeurs	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	3 516	258 199
----------------------------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	-------	---------

Lecture des % colonne : 12,6% = (1981 / 15775) *100

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
dont victime d'un vol, d'une agression ou de violence au cours des 12 derniers mois	4 111	571	5 403	2 180	913	1 102	1 572	1 422	62	17 335
en % des demandeurs concernés	88,2	60,4	85,8	74,2	108,8	52,5	60,8	63,8	47,7	76,3

Lecture : 88,2% = (4111 / 4659) *100

**Demandeurs ayant maintenu leur demande et déjà logés dans le SECTEUR LOCATIF SOCIAL :
souhait de changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier –
PREMIER MOTIF**

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
L'environnement est trop bruyant (routes, trains, commerces, usines...)	376	554	895	809	142	442	360	389	0	3 967
% colonne (/demandeurs qui souhaitent un meilleur environnement)	6,7	27,7	11,6	14,4	8,2	12,6	11,9	12,9	0,0	12,2
L'environnement est trop urbanisé , manque d'espace vert, architecture médiocre	356	76	201	365	133	76	135	166	0	1 510
% colonne	6,3	3,8	2,6	6,5	7,7	2,2	4,5	5,5	0,0	4,6
Le quartier est trop éloigné (commerces, écoles, cinémas...), manque d'animation, mauvaise desserte (transport)	443	19	367	448	86	338	281	43	139	2 162
% colonne	7,9	0,9	4,8	7,9	5,0	9,6	9,3	1,4	44,5	6,6
Le voisinage ne me convient pas (bruit, mode de vie...)	1 163	138	1 563	1 501	401	602	496	609	0	6 473
% colonne	20,6	6,9	20,4	26,6	23,3	17,1	16,4	20,2	0,0	19,9
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'environnement physique, le voisinage	2 339	787	3 026	3 123	762	1 458	1 272	1 207	139	14 112
% colonne	41,5	39,4	39,4	55,4	44,2	41,4	42,0	40,0	44,5	43,3
L'école du quartier ne me convient pas (niveau faible, perturbations)	178	20	116	69	0	0	62	0	0	445
% colonne	3,2	1,0	1,5	1,2	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	1,4
Mauvaises fréquentation pour les enfants	356	121	737	313	102	196	128	277	42	2 273
% colonne	6,3	6,0	9,6	5,6	5,9	5,6	4,2	9,2	13,5	7,0
L'environnement est trop dégradé (sauté, vétusté...)	437	78	869	489	106	429	129	216	0	2 753
% colonne	7,8	3,9	11,3	8,7	6,2	12,2	4,3	7,2	0,0	8,5
Il y a de l'insécurité dans le quartier ou dans l'immeuble	1 569	526	2 269	1 029	457	937	1 162	830	30	8 809
% colonne	27,8	26,3	29,5	18,3	26,5	26,6	38,4	27,5	9,7	27,1
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'insécurité, mauvaises fréquentations	2 540	745	3 992	1 901	664	1 562	1 481	1 323	72	14 280
% colonne	45,0	37,3	52,0	33,7	38,6	44,3	49,0	43,8	23,3	43,9
Ensemble des ménages ne sachant pas répondre ou voulant simplement changer de quartier pour changer *	761	466	663	613	296	504	273	487	101	4 163
% colonne	13,5	23,3	8,6	10,9	17,2	14,3	9,0	16,1	32,3	12,8
Ensemble des motifs	5 640	1 998	7 680	5 637	1 722	3 524	3 026	3 017	312	32 555
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Certains ménages ayant répondu à la question filtre précédente (Je souhaite changer de quartier ou de commune pour bénéficier d'un meilleur environnement ou d'un meilleur quartier) n'ont pas jugé bon de donner de raison supplémentaire ou ont indiqué qu'ils voulaient changer de quartier pour simplement changer.

Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier (en % des demandeurs qui souhaitent changer de quartier ou de commune)	5 640	1 998	7 680	5 637	1 722	3 524	3 026	3 017	312	32 555
	55,2	53,6	60,4	58,8	51,8	52,2	46,9	58,0	24,6	55,0
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	10 208	3 724	12 720	9 585	3 322	6 756	6 454	5 205	1 268	59 243
	45,6	68,6	79,3	66,7	66,1	67,6	74,6	60,9	79,3	64,4
Nombre total de demandeurs	22 365	5 427	16 038	14 380	5 025	9 998	8 653	8 542	1 598	92 026

Lecture des % colonne : 6,7% = (376 / 5640) *100

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
dont victime d'un vol, d'une agression ou de violence au cours des 12 derniers mois	2 281	532	3 471	1 426	634	757	968	873	62	11 005
en % des demandeurs concernés (3)	89,8	71,5	87,0	75,1	95,4	48,5	65,4	66,0	85,3	77,1

Lecture : 89,8% = (2281 / 2540) *100

**Demandeurs ayant maintenu leur demande et logés dans le SECTEUR LOCATIF LIBRE :
souhait de changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier –
PREMIER MOTIF**

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
L'environnement est trop bruyant (routes, trains, commerces, usines...)	836	146	363	572	168	0	130	330	40	2 586
% colonne (/demandeurs qui souhaitent un meilleur environnement)	11,5	12,5	14,7	22,6	31,9	0,0	9,7	21,4	18,3	14,5
L'environnement est trop urbanisé , manque d'espace vert, architecture médiocre	605	0	300	61	0	40	127	41	34	1 207
% colonne	8,3	0,0	12,2	2,4	0,0	5,2	9,5	2,6	15,7	6,8
Le quartier est trop éloigné (commerces, écoles, cinémas...), manque d'animation, mauvaise desserte (transport)	418	36	301	319	75	164	33	85	87	1 518
% colonne	5,8	3,1	12,2	12,6	14,2	21,8	2,4	5,5	39,8	8,5
Le voisinage ne me convient pas (bruit, mode de vie...)	1 004	68	299	371	91	114	123	129	0	2 199
% colonne	13,8	5,8	12,1	14,7	17,4	15,2	9,1	8,4	0,0	12,3
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'environnement physique, le voisinage	2 864	251	1 263	1 322	334	318	413	585	161	7 510
% colonne	39,5	21,3	51,2	52,3	63,5	42,2	30,7	38,0	73,8	42,2
L'école du quartier ne me convient pas (niveau faible, perturbations)	178		60				62	0	0	300
% colonne	2,5	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	4,6	0,0	0,0	1,7
Mauvaises fréquentation pour les enfants		19	120	121	27	32	124	41		485
% colonne	0,0	1,6	4,9	4,8	5,0	4,3	9,2	2,7	0,0	2,7
L'environnement est trop dégradé (sauté, vétusté...)	394		64	121		76	102	146		903
% colonne	5,4	0,0	2,6	4,8	0,0	10,1	7,6	9,5	0,0	5,1
Il y a de l'insécurité dans le quartier ou dans l'immeuble	1 149	84	300	360	62	37	221	337	57	2 607
% colonne	15,8	7,1	12,2	14,2	11,8	4,9	16,5	21,9	26,2	14,6
Ensemble des demandeurs ayant répondu aux questions sur l'insécurité, mauvaises fréquentations	1 721	103	544	602	89	145	509	524	57	4 293
% colonne	23,7	8,7	22,0	23,8	16,8	19,3	37,9	34,0	26,2	24,1
Ensemble des ménages ne sachant pas répondre ou voulant simplement changer de quartier pour changer *	2 674	822	661	605	104	291	421	431	0	6 009
% colonne	36,8	69,9	26,8	23,9	19,7	38,6	31,4	28,0	0,0	33,7
Ensemble des motifs	7 259	1 176	2 469	2 529	526	754	1 343	1 539	218	17 812
% colonne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Certains ménages ayant répondu à la question filtre précédente (Je souhaite changer de quartier ou de commune pour bénéficier d'un meilleur environnement ou d'un meilleur quartier) n'ont pas jugé bon de donner de raison supplémentaire ou ont indiqué qu'ils voulaient changer de quartier pour simplement changer.

Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune pour un motif lié à l'environnement ou au quartier (en % des demandeurs qui souhaitent changer de quartier ou de commune)	7 259	1 176	2 469	2 529	526	754	1 343	1 539	218	17 812
	40,9	46,2	38,7	40,2	26,2	28,2	34,9	38,4	42,3	38,7
Nombre total de demandeurs souhaitant changer de quartier ou de commune (en % du nombre de demandeurs)	17 751	2 543	6 376	6 297	2 011	2 674	3 846	4 011	516	46 025
	40,7	48,5	53,8	53,7	52,8	48,3	58,8	64,0	63,2	48,2
Nombre total de demandeurs	43 643	5 243	11 845	11 724	3 810	5 533	6 544	6 264	816	95 422

Lecture des % colonne : 11,5% = (836 / 7259) *100

Souhaite un meilleur environnement ou un meilleur quartier ou commune car :	75	92	93	94	77	78	91	95	Province	TOTAL
dont victime d'un vol, d'une agression ou de violence au cours des 12 derniers mois	1 619	38	600	59	149	77	285	301	0	3 128
en % des demandeurs concernés (3)	94,1	37,4	110,2	9,8	168,0	53,0	55,9	57,5	0,0	72,9

Lecture : 94,1% = (1619 / 1721) *100

Taille du logement actuel et du logement souhaité

Demandeurs dont la taille du logement actuel a été renseignée (c'est à dire hors hébergés)

Ensemble des demandeurs											
Taille du logement souhaité Taille du logement actuel	Plus petit	Même taille	Plus grand	dont 1 pièce de +	dont 2 pièces de +	dont au moins 3 pièces de +	Total	effectif	Taille du logement actuel	Taille du logement souhaité	Nb de pièce(s) d'écart
1 pièce	0,0%	4,5%	95,5%	41,7%	39,8%	13,9%	100,0%	57 054	1	2,65	1,65
2 pièces	2,1%	19,0%	78,8%	46,8%	27,2%	4,9%	100,0%	65 705	2	3,14	1,14
3 pièces	12,6%	30,9%	56,5%	41,2%	14,6%	0,7%	100,0%	54 132	3	3,59	0,59
4 pièces	45,2%	31,5%	23,3%	21,8%	1,6%	0,0%	100,0%	24 012	4	3,64	-0,36
5 pièces	78,0%	17,4%	4,6%	4,6%	0,0%	0,0%	100,0%	11 196	5	3,56	-1,44
6 pièces ou +	97,8%	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1194,75	6	3,35	-2,65
Total	13,6%	19,4%	67,0%	38,7%	22,9%	5,4%	100,0%		2,39	3,20	0,81
Effectif	28 967	41 346	142 982	82 541	48 922	11 519		213 295			

Demandeurs logés dans le parc locatif social											
Taille du logement souhaité Taille du logement actuel	Plus petit	Même taille	Plus grand	dont 1 pièce de +	dont 2 pièces de +	dont au moins 3 pièces de +	Total	effectif	Taille du logement actuel	Taille du logement souhaité	Nb de pièce(s) d'écart
1 pièce	0,0%	0,2%	99,8%	44,3%	43,2%	12,3%	100,0%	13 436	1	2,69	1,69
2 pièces	1,9%	17,4%	80,6%	40,5%	34,9%	5,2%	100,0%	25 395	2	3,25	1,25
3 pièces	10,2%	28,3%	61,5%	44,5%	16,4%	0,6%	100,0%	31 430	3	3,68	0,68
4 pièces	35,2%	37,0%	27,8%	25,2%	2,6%	/	100,0%	14 609	4	3,88	-0,12
5 pièces	74,8%	18,0%	7,3%	7,3%	/	/	100,0%	7 062	5	3,83	-1,17
6 pièces ou +	71,8%	28,2%	0,0%	/	/	/	100,0%	95	6	4,56	-1,44
Total	15,4%	22,3%	62,3%	37,3%	21,8%	3,2%	100,0%		2,75	3,46	0,71
Effectif	14 177	20 028	57 822	34 424	20 211	3 187		92 027			

Demandeurs logés dans le parc locatif privé											
Taille du logement souhaité Taille du logement actuel	Plus petit	Même taille	Plus grand	dont 1 pièce de +	dont 2 pièces de +	dont au moins 3 pièces de +	Total	effectif	Taille du logement actuel	Taille du logement souhaité	Nb de pièce(s) d'écart
1 pièce	0,0%	5,9%	94,1%	43,2%	37,1%	13,9%	100,0%	37 475	1	2,60	1,60
2 pièces	2,0%	17,3%	80,7%	52,4%	22,8%	5,4%	100,0%	34 135	2	3,13	1,13
3 pièces	12,5%	31,6%	55,9%	40,6%	14,7%	0,7%	100,0%	18 110	3	3,59	0,59
4 pièces	35,5%	31,9%	32,5%	32,5%	0,0%	/	100,0%	4 092	4	3,82	-0,18
5 pièces	72,1%	27,9%	0,0%	0,0%	/	/	100,0%	1 528	5	3,57	-1,43
6 pièces ou +	100,0%	0,0%	0,0%	/	/	/	100,0%	81	6	3,99	-2,01
Total	5,9%	16,3%	77,8%	44,8%	25,5%	7,5%	100,0%		1,93	3,05	1,11
Effectif	5 595	15 573	74 253	42 757	24 322	7 174		95 421			

Chapitre 4 : L'inadéquation entre la demande et l'offre de logements sociaux

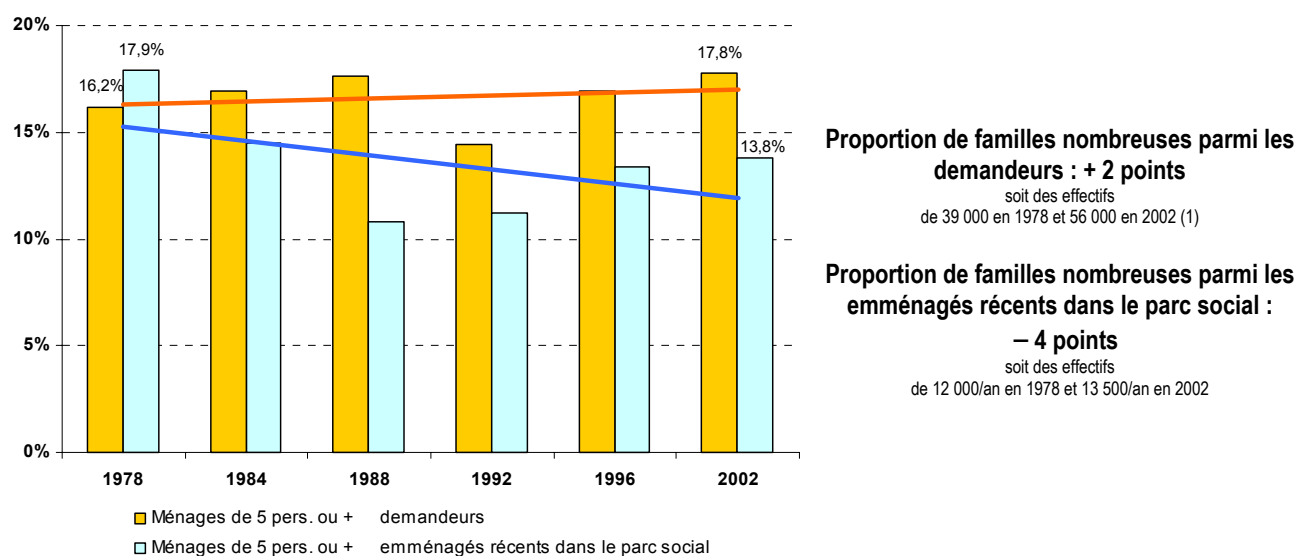
Le décalage entre l'offre et la demande se traduit aussi par un accès plus difficile au parc social pour certaines catégories de demandeurs. Les modifications du profil des ménages demandeurs qui se sont dessinées au fil des ans, associées à une offre de logements sociaux inférieure aux besoins et moins adaptée aux souhaits des ménages, ont généré des pressions croissantes de la part de certaines fractions de la population francilienne. Au total, quatre grandes pressions peuvent être identifiées. Les données exploitées dans ce chapitre sont celles des Enquêtes Logement de 1978, 1984, 1988, 1992, 1996 et 2002.

4.1 La pression des familles nombreuses (5 personnes ou plus)

Selon les Enquêtes Logement, le poids des familles nombreuses s'est légèrement tassé en Île-de-France au cours de la période 1978-2002. Les ménages de grande taille (5 personnes ou plus) en particulier sont passés de 9,8 % à 8,1 % de l'ensemble des ménages. Cette baisse est d'ailleurs plus forte dans le parc social, où la proportion des grands ménages est passée de 19 % à 12 %.

Parmi les demandeurs, cette évolution ne se constate pas. La proportion de ménages de cinq personnes ou plus y est, en effet, toujours aussi forte (16 % en 1978 et 18 % en 2002), alors que la proportion de familles nombreuses parmi les emménagés récents¹ du parc social s'est réduite.

Ainsi, en 1978, les ménages de grande taille étaient plus nombreux parmi les emménagés récents que parmi les demandeurs (+ 1,7 point) ; en 2002, la situation s'est inversée et les grands ménages sont maintenant moins nombreux parmi les emménagés récents que parmi les demandeurs (- 4 points).



Au niveau régional

(1) Proportion des ménages franciliens de 5 personnes ou + en 1978 et en 2002 : 10 % et 8 % (- 2 points), soit des effectifs de 375 000 et 382 000.

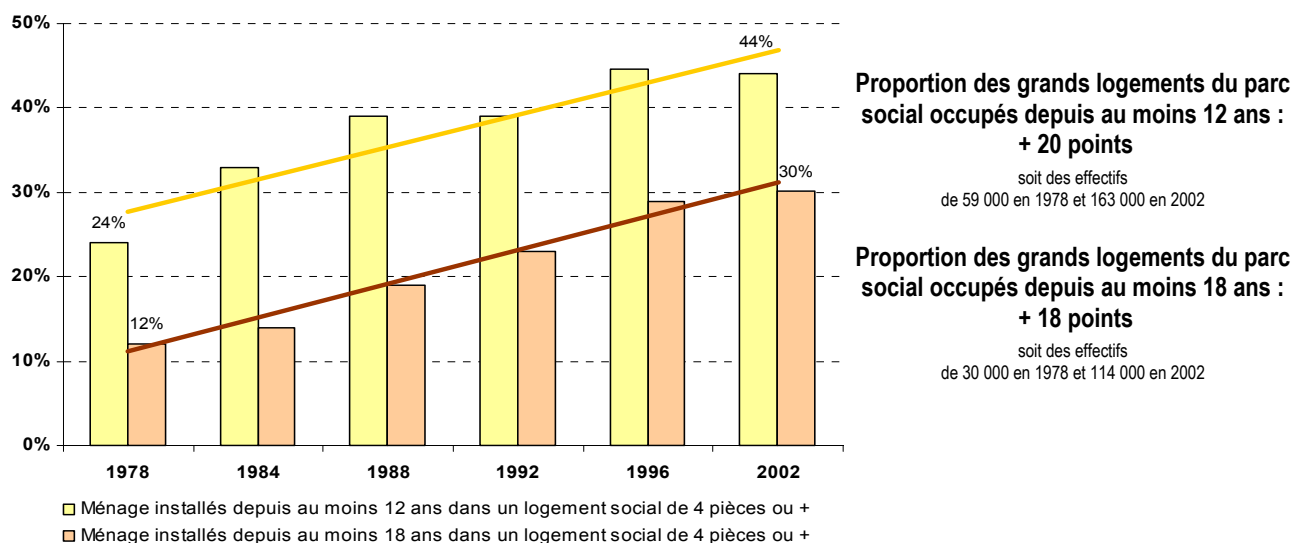
Cette pression de la demande émanant des ménages de grande taille s'explique, pour l'essentiel, par la **réduction de la mobilité dans le parc des grands logements (4 pièces ou plus) du secteur social** au cours des 25 dernières années.

En effet, le stock des grands logements est devenu au fil du temps de moins en moins disponible. En 2002, les périodes d'occupation longues (12 ans ou plus) représentent près de la moitié des logements

¹ Emménagés depuis 4 ans ou moins.

de cette taille (44 %), et les périodes très longues (18 ans ou plus) plus de 30 %. A l'enquête de 1978, les occupations de 12 ans ou plus n'atteignaient pas 25 % et celles de 18 ans ou plus, seulement 12 %.

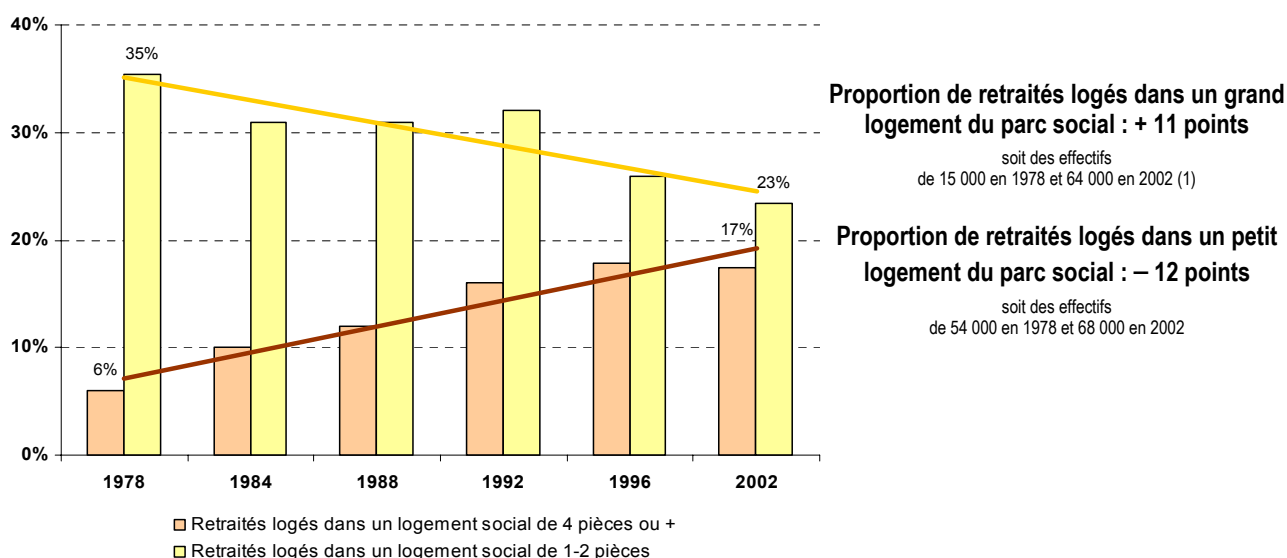
Par ailleurs, on constate que la construction dans le parc social n'a pas compensé ce déficit de grands logements. En 2002, les grands logements (4 pièces ou plus) du parc social sont, en proportion, un peu moins nombreux qu'en 1978 : 35 % contre 37 % du total.



Cette mobilité réduite dans le parc des grands logements s'explique par le vieillissement sur place de la population la plus modeste du parc social, désormais captive. Le revenu par unité de consommation de ces ménages s'est, en effet, détérioré au fil du temps. Entre 1978 et 2002, l'écart de revenu par unité de consommation entre le revenu moyen régional et celui des occupants de logements de 4 pièces ou plus du parc social, s'est creusé : il est passé de - 26 % à - 31 %.

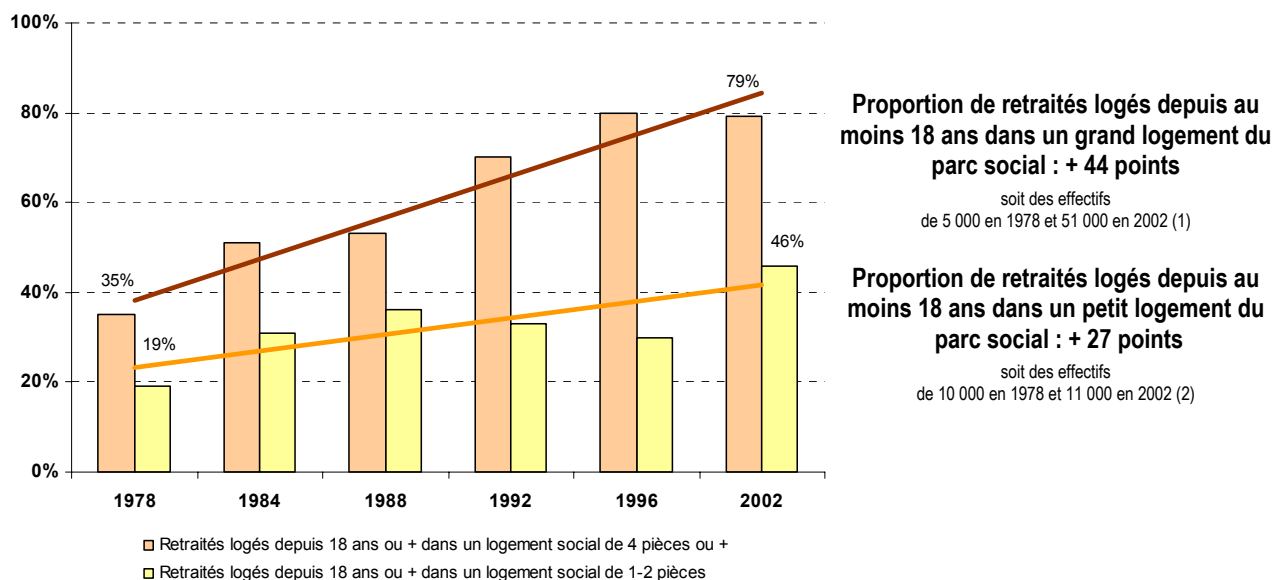
Ainsi, en 25 ans, les retraités, par exemple, sont devenus trois fois plus nombreux dans ce parc : ils sont passés de 6 % à 17 %, dont 79 % vivent aujourd'hui depuis au moins 18 ans dans leur logement (ils n'étaient que 35 % en 1978).

Dans le parc des petits logements (1 ou 2 pièces), il n'y a pas eu d'évolution similaire. La proportion de retraités a, en effet, régressé (35 % en 1978 et 23 % en 2002) ; par ailleurs, la proportion des ménages retraités installés depuis au moins 18 ans y est nettement moins forte (46 %), même si elle est en hausse (19 % en 1978).



Au niveau régional

(1) Proportion des retraités logés dans le parc social en 1978 et en 2002 : 16 % et 20 % (+ 4 points), soit des effectifs de 109 000 et 214 000.



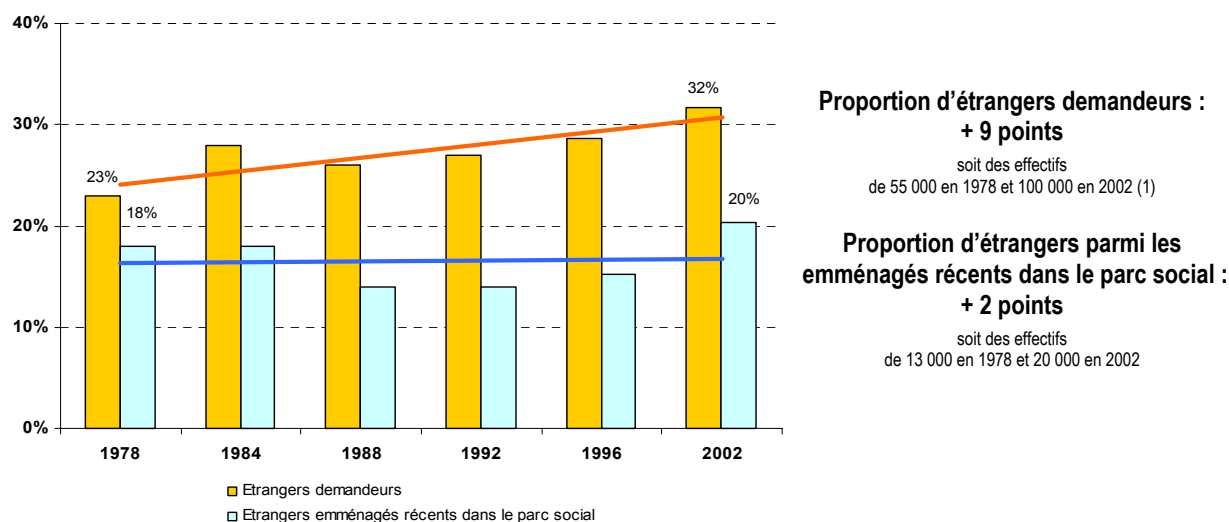
Au niveau régional

(1) Proportion des retraités logés dans les grands logements (4 pièces ou +) du parc social en 1978 et en 2002 : 14 % et 30 % (+ 16 points), soit des effectifs de 19 000 et 64 000.

(2) Proportion des retraités logés dans les petits logements (1-2 pièces) du parc social en 1978 et en 2002 : 49 % et 32 % (– 17 points), soit des effectifs de 54 000 et 63 000.

4.2 La pression des étrangers

Bien que les étrangers soient devenus plus nombreux parmi les demandeurs (leur poids est passé de 23 % à 32 % en 25 ans), leur proportion parmi les emménagés récents dans le parc social est restée inchangée depuis 25 ans : entre 18 et 20 %, une valeur cependant sensiblement supérieure à la proportion d'étrangers recensés en Île-de-France (12 %).

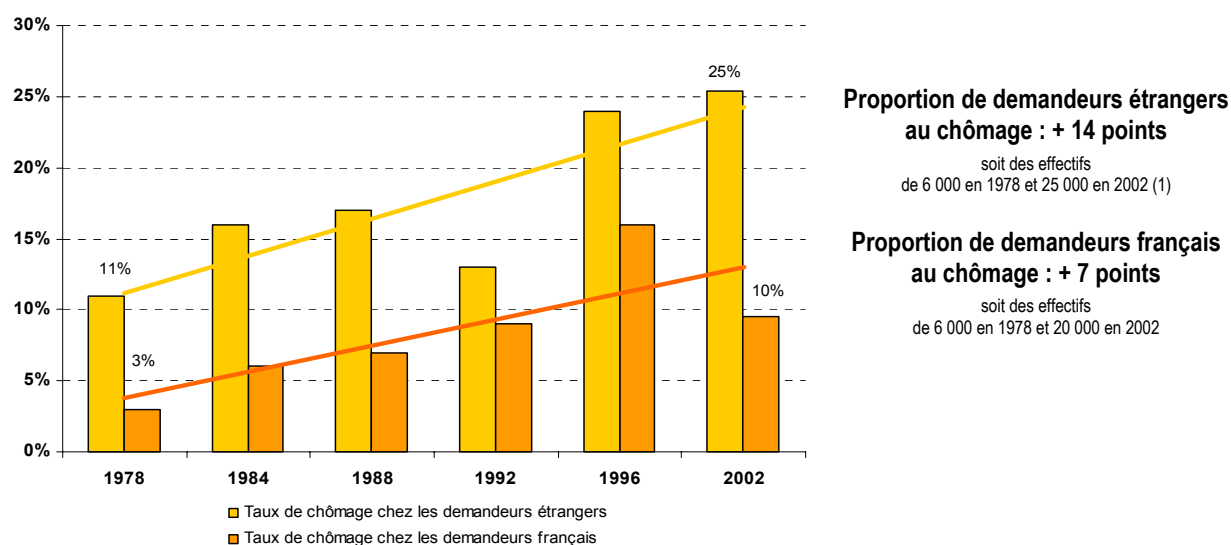


Au niveau régional

(1) Proportion d'étrangers en Île-de-France en 1978 et en 2002 : 11,9 % et 12,3 % (+ 0,4 point), soit des effectifs de 456 000 et 582 000.

Un taux de chômage plus élevé parmi les étrangers et qui augmente plus rapidement

Cette pression de la demande de la part des étrangers est liée à la dégradation de la situation économique de cette frange de la population. Ainsi, entre 1978 et 2002, le taux de chômage est passé de 11 % à 25 % pour les demandeurs étrangers, alors que pour les demandeurs Français l'augmentation a été plus faible : de 3 % à 10 %.



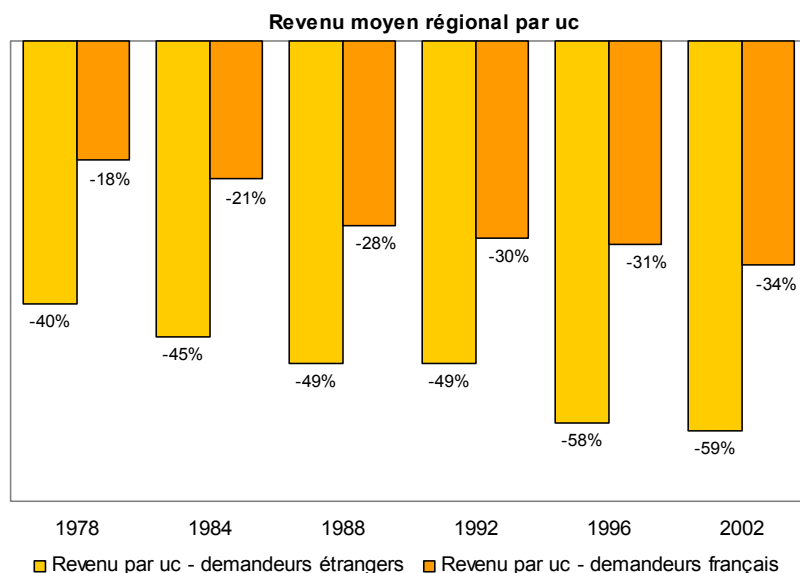
Au niveau régional

(1) proportion des chômeurs en Île-de-France en 1978 et en 2002 : 2 % et 6 % (+ 4 points), soit des effectifs de 89 000 et 275 000.

Des revenus qui se dégradent plus pour les demandeurs étrangers

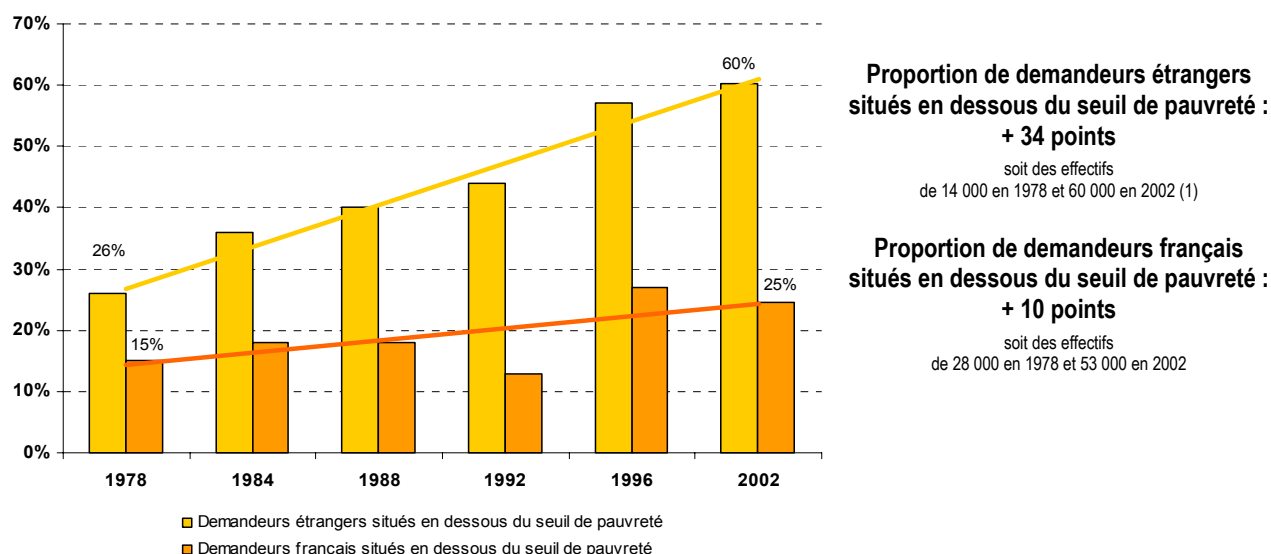
Ces plus grandes difficultés économiques des demandeurs étrangers ont eu un impact immédiat sur leur niveau de revenu. En 20 ans, l'écart de revenu par unité de consommation (uc) entre les demandeurs de logements sociaux et les Franciliens s'est plus creusé pour les étrangers que pour les Français. Entre 1978 et 2002, l'écart de revenu par uc est passé de -40 % à -59 % pour les étrangers, contre -18 % à -34 % pour les Français.

Ecart entre le revenu par uc francilien et le revenu par uc des demandeurs selon la nationalité



Des demandeurs plus nombreux sous le seuil de pauvreté

L'ensemble de ces facteurs économiques défavorables s'est également traduit par une augmentation du nombre de ménages dont les revenus se situent en dessous du seuil de pauvreté¹. De ce point de vue, les ménages demandeurs étrangers ont été particulièrement affectés. En 1978, 26 % des demandeurs étrangers se trouvaient en dessous du seuil de pauvreté (contre 15 % pour les Français) ; en 2002, ils sont 60 %, contre 25 % pour les demandeurs français. Cette forte augmentation semble montrer que les étrangers ont subi très tôt et plus fortement que les Français les effets de la crise économique.



Au niveau régional

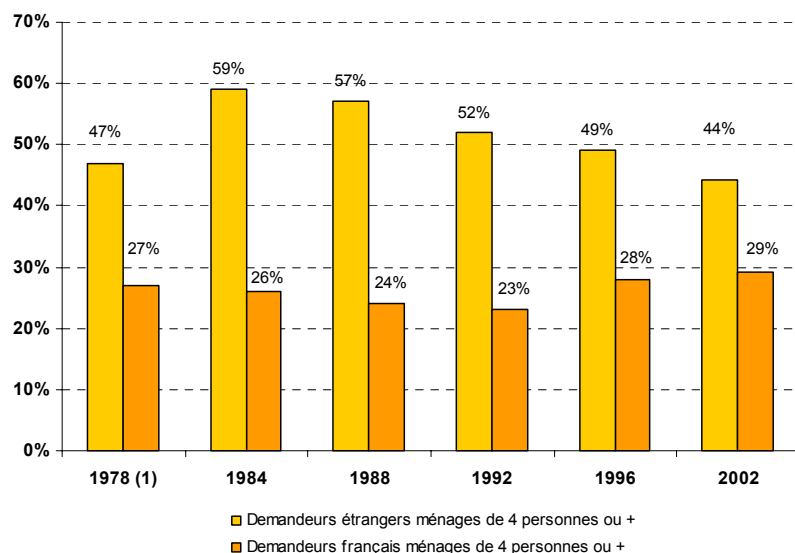
(1) Proportion de Franciliens situés en dessous du seuil de pauvreté en 1978 et 2002 : 14,2% et 14,4% (+ 0,2 point), soit des effectifs de 547 000 et 679 000.

¹ Le seuil de pauvreté est fixé selon le revenu par uc des ménages. Il correspond aux ménages dont les revenus par uc sont inférieurs à la moitié de la médiane de la distribution de l'ensemble des revenus par uc franciliens. Le revenu pris en considération est le revenu net déclaré à l'enquête, avant abattement fiscal et paiements des impôts. Il n'inclut pas les aides au logement.

Une taille de ménage sensiblement plus grande pour les demandeurs étrangers

La pression de la demande de la part des étrangers est d'autant plus forte qu'ils sont plus souvent en charge de famille nombreuse que les autres. En 2002, 44 % des demandeurs étrangers appartiennent à des ménages de 4 personnes ou plus, contre 29 % pour les demandeurs français. Ces proportions sont respectivement de 24 % et 15 % pour les ménages de 5 personnes ou plus.

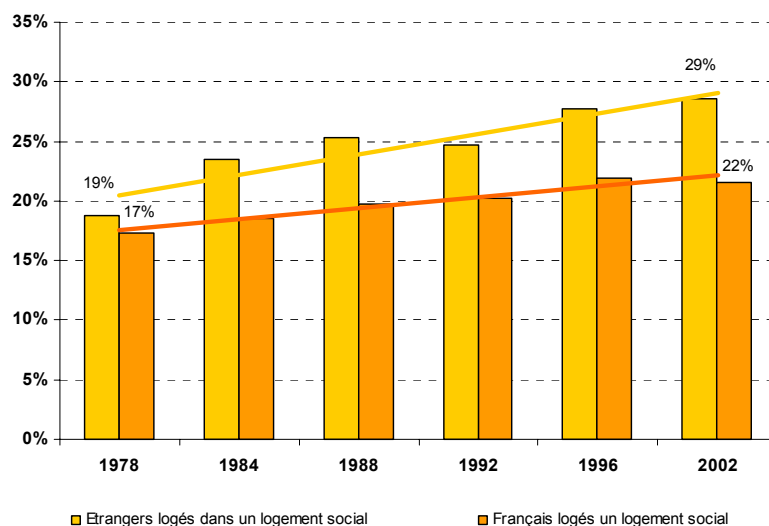
Ils se heurtent donc comme l'ensemble des familles nombreuses à la réduction de la mobilité dans le parc social des grands logements (4 pièces ou plus).



(1) Cette valeur est quelque peu sous-estimée (Cf. encadré sur la définition des demandeurs de logement à l'enquête 1978).

Cette réduction de l'accessibilité au parc social pour les étrangers au cours de ces dernières années ne s'est cependant pas traduite par une diminution de la part des étrangers dans le parc social. On constate, en effet qu'ils sont en proportion plus fréquemment logés dans le parc social que les ménages français. En 1978, 19 % des ménages étrangers vivant en Île-de-France étaient logés dans le parc social (17 % pour les ménages français). En 2002, ce sont 29 % des ménages étrangers vivant en Île-de-France qui sont logés dans le parc social et 22 % des ménages français.

La mise en œuvre d'un modèle probabiliste « toutes choses égales par ailleurs » montre d'ailleurs que le facteur nationalité n'est pas discriminant, et que la probabilité d'entrer dans le parc social n'est pas différente entre un ménage étranger et un ménage français. (Cf. encadré pages 128-129).



Proportion d'étrangers logés dans le parc social : + 10 points

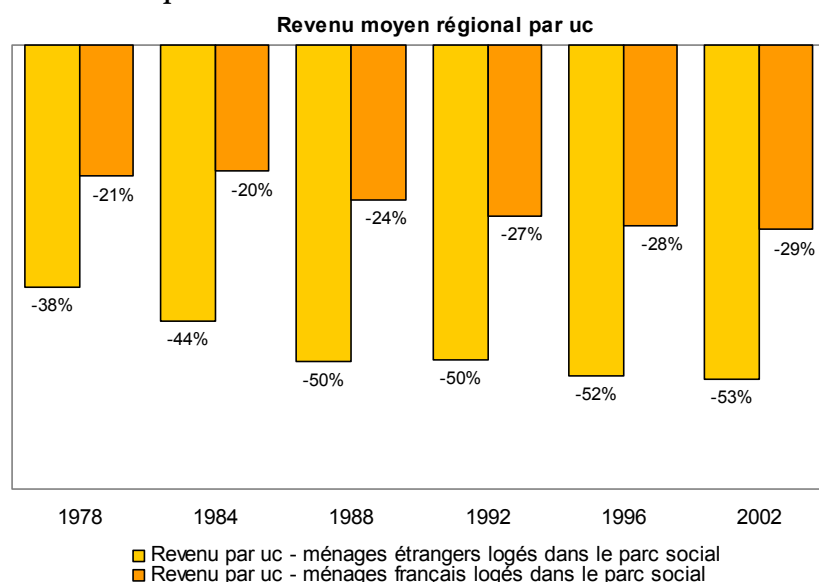
soit des effectifs de 86 000 en 1978 et 167 000 en 2002

Proportion de français logés dans le parc social : + 4 points

soit des effectifs de 586 000 en 1978 et 896 000 en 2002

La faiblesse des ressources des étrangers est sans aucun doute l'explication principale de leur présence plus importante dans le parc social. Même si leur entrée dans le parc social est un peu moins rapide que celle des Français, ils en sortent probablement aussi moins rapidement, faute d'alternatives. Ces ménages parmi les plus pauvres sont en effet plus « captifs » de ce parc que les Français. Rappelons qu'en 25 ans, leur revenu s'est fortement dégradé. Pour les étrangers locataires du parc social, l'écart avec le revenu par uc moyen francilien est passé de - 38 % à - 53 %, alors que pour les français, il est passé de - 21 % à - 29 %.

Ecart entre le revenu par uc francilien et le revenu par uc des locataires du parc social selon la nationalité



Les raisons à l'origine de la diminution des entrées des étrangers dans le parc social valent donc aussi pour expliquer leur maintien. Cet effet « croisé » (entrée et sortie plus difficiles) indique que les difficultés rencontrées par les ménages étrangers à entrer ou sortir du parc social sont essentiellement d'ordre économique.

L'impact de la nationalité sur l'accès dans le parc social

Mise en œuvre d'un modèle probabiliste

Pour répondre à la question « Y a-t-il discrimination au niveau des attributions de logements locatifs sociaux à l'égard des étrangers ? », l'analyse simple de tableaux croisés s'avère insuffisante (problème de la faiblesse des effectifs dans certaines « cases », effets de structure qui peuvent conduire à des interprétations erronées...).

Pour aller plus loin et isoler l'effet spécifique d'un facteur (ici la nationalité) « toutes choses égales par ailleurs », d'autres méthodes statistiques sont disponibles. Lorsque le phénomène étudié est continu (le revenu, la consommation...), la méthode appropriée est l'analyse de la variance. Lorsque le phénomène étudié est de nature discrète ou qualitative (possession ou non d'un bien, pratique ou non d'une activité, être logé ou non dans le parc social...), on a recours à une analyse économétrique particulière qui permet de séparer les effets : la régression logistique.

Une régression logistique de type LOGIT a donc été effectuée à partir des données de l'Enquête Nationale Logement de 2002 (ENL 2002).

Le modèle LOGIT est un modèle de choix discret, utilisé pour analyser les choix que les ménages effectuent parmi un ensemble de modalités. Il permet d'isoler et de mesurer les effets propres de toutes les variables introduites dans le modèle.

La variable à expliquer (ou endogène), notée Y , prend les valeurs 1 ou 2. Elle correspond à :

$$Y = \begin{cases} 1 & \text{si le ménage est logé dans un logement social} \\ 2 & \text{si le ménage vit dans un autre secteur d'occupation} \end{cases}$$

Ainsi, a été modélisée la probabilité qu'un ménage i vive dans le parc locatif social ($p_i = P[Y_i = 1]$) à partir de quatre variables dites explicatives (ou exogènes) correspondant à la nationalité, au revenu par unité de consommation du ménage i , au type de ménage, et à la catégorie sociale de la personne de référence du ménage i . Ces variables exogènes sont regroupées dans une matrice notée X . La variable type de ménage est discrète : elle a donc été intégrée telle quelle dans la matrice X , avec l'ensemble de ses modalités respectives.

La variable 'revenu par unité de consommation' a fait l'objet d'un traitement particulier. D'une part, étant continue, elle a été discrétisée en 3 classes (revenu par unité de consommation strictement inférieur au seuil de pauvreté ⁽¹⁾, compris entre le seuil de pauvreté et 2,5 fois ce seuil, et strictement supérieur à 2,5 fois le seuil de pauvreté). D'autre part, étant très discriminante pour expliquer le statut de locataire du parc social, une nouvelle variable croisant le revenu par uc et la nationalité a été créée, afin d'isoler au mieux le seul effet de la nationalité.

Il s'agit ensuite de définir une situation de référence. Pour l'exercice, elle correspond à :

- individu (personne de référence) français dont le revenu par unité de consommation (RUC) est compris entre le seuil de pauvreté et 2,5 fois ce seuil ;
- type de ménage = couple avec enfant(s).

Après avoir défini cette situation de référence, les résultats de l'estimation des paramètres du modèle fournissent la valeur des coefficients ainsi que leur niveau de significativité (Cf. *tableau n°1*). La probabilité associée à la statistique de Wald permet de conclure, pour chaque modalité des variables explicatives retenues, sur la nullité ou non du paramètre calculé ⁽²⁾. Si tel est le cas, cela signifie que le paramètre de la modalité considérée n'est pas significativement différent de zéro et que, *toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'habiter dans le parc social ne diffère pas de celle de la situation de référence*.

Le tableau n°1 montre que deux paramètres ne sont pas significatifs :

- celui relatif à la modalité *Plusieurs personnes sans famille* de la variable 'type de ménage' ;
- et celui la modalité *Etranger avec un RUC [761 € – 1902,5 €]* de la variable croisée 'revenu/uc x nationalité'.

Le modèle retenu permet notamment de conclure qu'un ménage, en tout point identique à celui de la situation de référence, *à la différence près que la nationalité de la personne de référence est étrangère (et non française)*, a une probabilité d'être locataire du parc social identique à celle du ménage de la situation de référence.

(1) Seuil de pauvreté : il s'agit des ménages dont le revenu par uc est inférieur à la moitié du revenu par uc médian francilien, soit 761 € selon l'ENL 2002.

(2) L'hypothèse de nullité d'un paramètre est acceptée lorsque la probabilité associée à la statistique de Wald est supérieure au niveau de significativité retenu, à savoir 5 %.

(suite)

Tableau n°1 : Estimation et significativité des paramètres du modèle

	Caractéristique des ménages	Paramètre estimé	Ecart type	Statistique de Wald	Pr > Statistique de Wald	Test de Wald Significativité à 5%
	Constante	-0,9078	0,0673	182,0213	< 0,0001	oui
Nationalité x RUC	Français avec un RUC < 761€	0,3514	0,1081	10,5612	0,0012	oui
	Français avec un RUC [761€ - 1902,5€]	/	/	/	/	/
	Français avec un RUC > 1902,5€	-1,4611	0,104	197,2004	< 0,0001	oui
	Etranger avec un RUC < 761€	0,3202	0,1455	4,8396	0,0278	oui
	Etranger avec un RUC [761€ - 1902,5€]	-0,0491	0,1374	0,1277	0,7208	non
	Etranger avec un RUC > 1902,5€	-1,6597	0,5188	10,2365	0,0014	oui
Type de ménage	Personne seule	-0,2521	0,0885	8,1207	0,0044	oui
	Plusieurs personnes sans famille	0,2374	0,1745	1,8517	0,1736	non
	Famille monoparentale	0,5274	0,1226	18,5010	< 0,0001	oui
	Couple sans enfant	-0,4694	0,1018	21,2815	< 0,0001	oui
	Couple avec enfant(s)	/	/	/	/	/

Pour les modalités significatives, les signes des coefficients renseignent de l'effet des variables sur la probabilité de vivre dans un logement relevant du secteur locatif social. Lorsque le signe du paramètre est positif, cela signifie que la probabilité de vivre dans un logement social est plus élevée que celle observée pour la situation de référence, et que cette probabilité est moins élevée lorsque le signe est négatif.

A partir de l'estimation des paramètres associés aux variables exogènes (tableau n°1), le calcul de la probabilité qu'un ménage soit logé dans un logement social (tableau n°2) découle de la relation ci-dessous :

$$\hat{p}(y = 1) = \frac{1}{1 + \exp(-X\hat{\beta})} \text{ où } X \text{ est la matrice des variables exogènes et } \hat{\beta} \text{ le vecteur des paramètres estimés.}$$

La régression logistique permet également de calculer de combien varie la probabilité de vivre dans un logement social lorsque seule une variable change par rapport à la situation choisie pour référence :

- ainsi, la probabilité pour que le ménage de référence habite dans un logement social est d'environ 29 chances sur 100 ;
- un ménage en tout point identique, à ceci près que le type de ménage est une famille monoparentale, a environ 41 chances sur 100 d'être logé dans le même type de logement (le paramètre estimé est positif) ;
- un autre ménage, en tout point identique à ceci près que son revenu par uc est inférieur à 761 €, a près de 36 chances sur 100 d'être logé dans le parc social (le paramètre estimé est positif), *qu'il soit français ou étranger* ;
- enfin, pour les modalités non significatives, la probabilité d'être logé dans le parc social est identique à celle de la situation de référence, soit environ 29 chances sur 100.

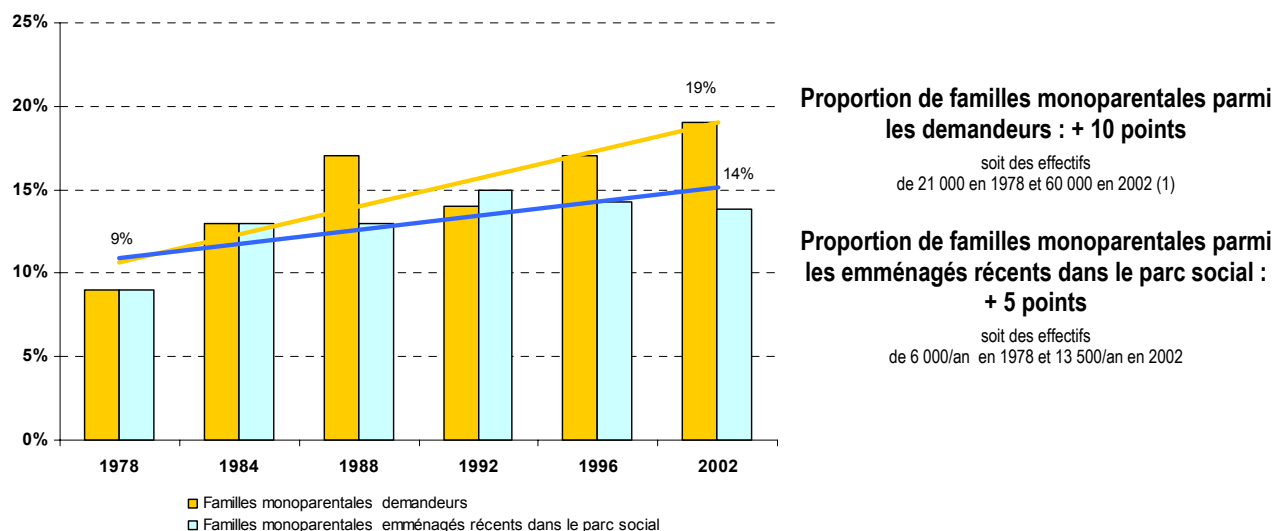
Tableau n°2 : Probabilité d'être logé dans le parc social selon les caractéristiques des ménages

Caractéristique des ménages	Probabilité
Situation de référence	0,287
Français avec un RUC < 761€	0,364
Français avec un RUC > 1902,5€	0,086
Etranger avec un RUC < 761€	0,357
Etranger avec un RUC [761€ - 1902,5€]	0,287
Etranger avec un RUC > 1902,5€	0,071
Personne seule	0,239
Plusieurs personnes sans famille	0,287
Famille monoparentale	0,406
Couple sans enfant	0,201

4.3 La pression des ménages monoparentaux

Au cours de la période 1978-2002, les familles monoparentales sont devenues plus nombreuses en Île-de-France : + 2 points.

Parmi les demandeurs, on constate une évolution plus accentuée : +10 points (9 % en 1978 et 19% en 2002). Cette proportion, particulièrement forte, est aujourd'hui supérieure de cinq points à la proportion des familles monoparentales installées récemment dans le parc social (9 % en 1978 et 14 % en 2002), traduisant en cela une demande croissante de la part de cette catégorie de ménages.

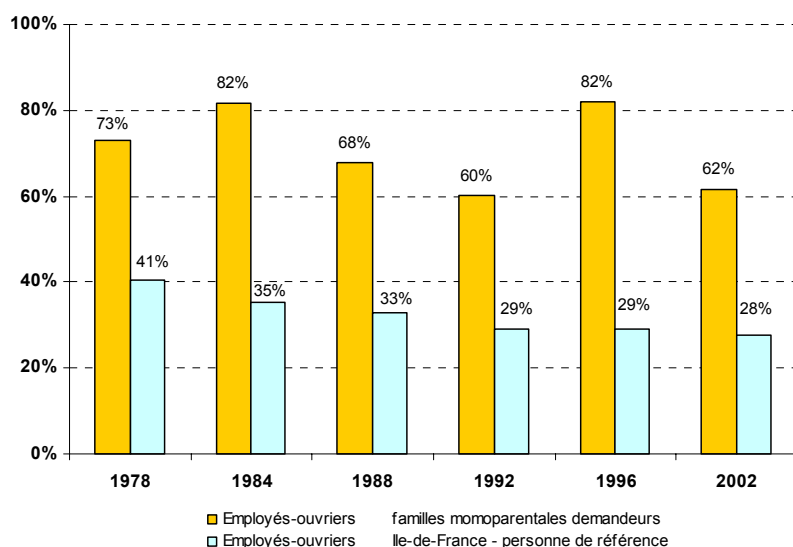


Au niveau régional

(1) Proportion des familles monoparentales en Île-de-France en 1978 et en 2002 : 5 % et 7 % (+ 2 points), soit des effectifs de 177 000 et 350 000.

Des proportions importantes d'employés et d'ouvriers parmi les demandeurs familles monoparentales

Sur la période 1978-2002, les familles monoparentales dont la personne de référence a déposé une demande de logement social, exercent majoritairement un emploi d'ouvrier ou d'employé (entre 60 % et 80 % selon les enquêtes). Cette proportion est deux fois supérieure à celle des ouvriers et des employés dans l'ensemble de la population francilienne (entre 40 % et 28 % selon les enquêtes).

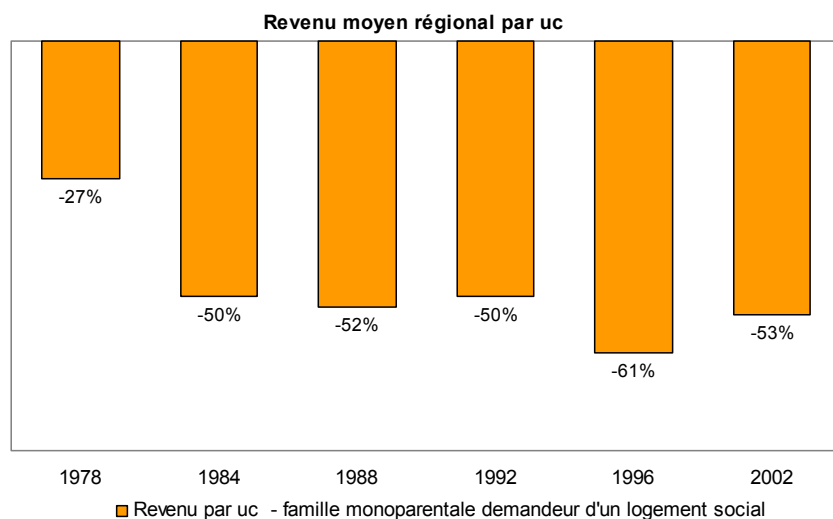


Un revenu par unité de consommation très inférieur au niveau régional

A la forte présence de catégories socioprofessionnelles modestes employés-ouvriers, s'ajoute l'absence d'un conjoint pouvant compenser d'éventuelles pertes de revenus ou d'emploi, ce qui rend ces familles particulièrement fragiles sur le plan des revenus.

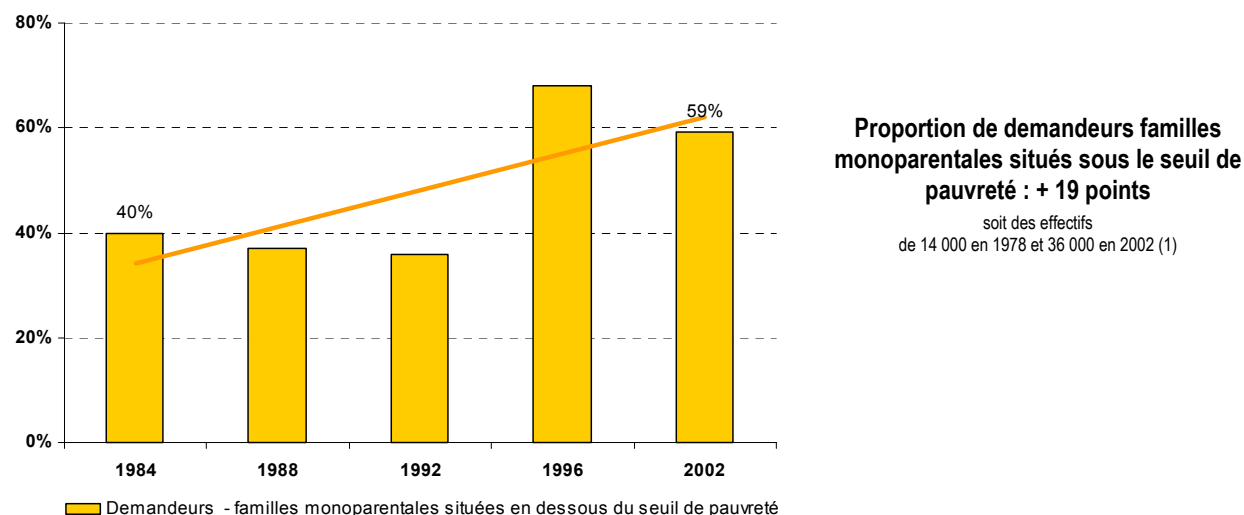
Le revenu par uc des familles monoparentales demandeurs de logements sociaux est ainsi nettement inférieur au revenu par uc moyen régional : depuis 20 ans (1984-2002), l'écart est en moyenne de -50 %.

Ecart entre le revenu par uc francilien et le revenu par uc des familles monoparentales demandeur d'un logement social



De plus en plus de familles monoparentales demandeurs ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté régional

Ainsi, on constate en près de 20 ans une augmentation du nombre de ménages demandeurs monoparentaux dont les revenus sont en dessous du seuil de pauvreté¹. En 1984, la proportion des familles monoparentales demandeurs en dessous du seuil de pauvreté était de 40 % ; en 2002, elles sont 59 % (les couples avec enfants étaient 27 % en 1984 et 45 % en 2002).



Au niveau régional

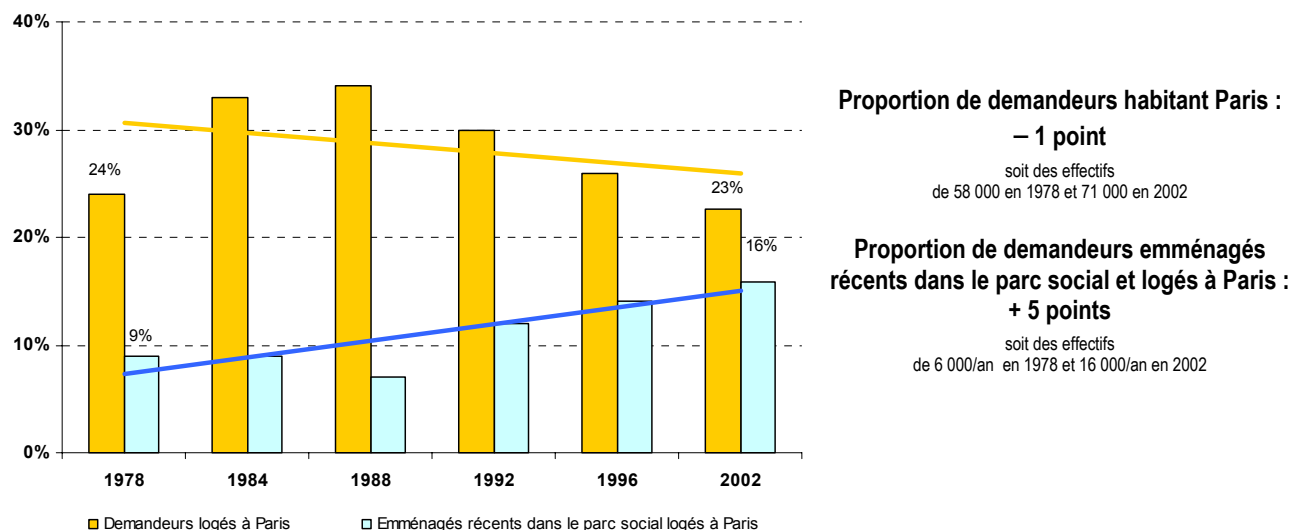
(1) Proportion familles monoparentales en dessous du seuil de pauvreté 1984 et en 2002 : 27 % et 39 % (+ 12 points), soit des effectifs de 68 000 et 135 000.

¹ Le seuil de pauvreté est fixé selon le revenu par uc des ménages. Il correspond aux ménages dont les revenus par uc sont inférieurs à la moitié de la médiane de la distribution de l'ensemble des revenus par uc franciliens. Le revenu pris en considération est le revenu net déclaré à l'enquête, avant abattement fiscal et paiements des impôts. Il n'inclut pas les aides au logement.

4.4 La pression sur Paris

Comme le montrent les différentes Enquêtes Logement, la pression sur Paris est toujours forte. En moyenne, les demandeurs sont en proportion toujours plus nombreux à Paris que les emménagés récents du parc social dans cette même ville. Les deux dernières enquêtes indiquent cependant une réduction de l'écart.

Forte pression des demandeurs sur Paris mais en baisse

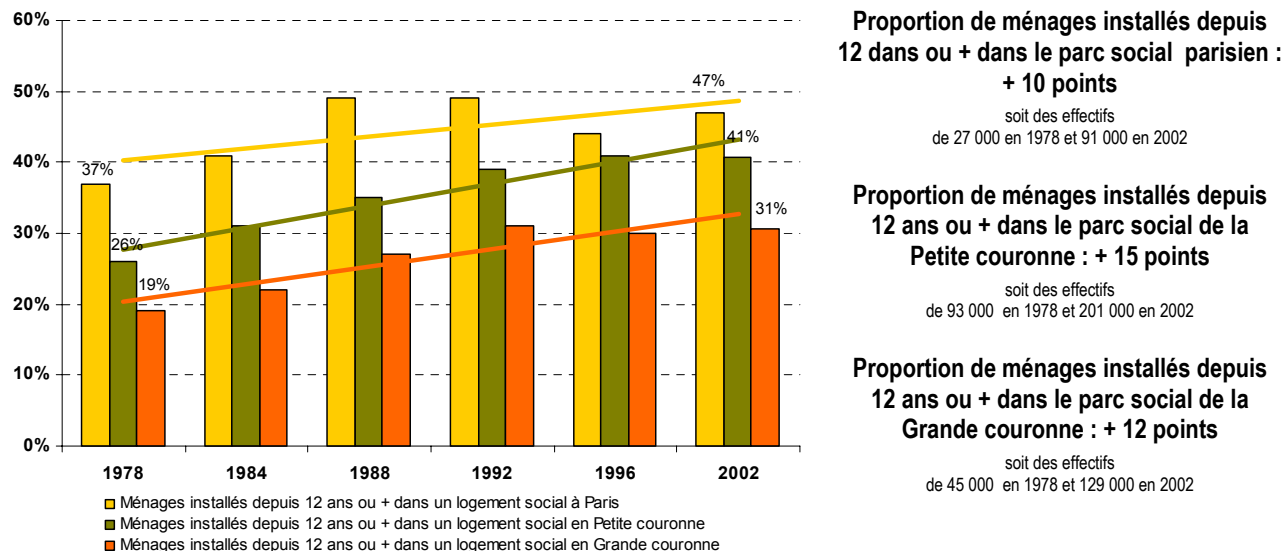


Cette pression sur la ville capitale est très liée à la structure de son parc. Elle dépend aussi de la mobilité, plus faible à Paris que dans le reste de la région.

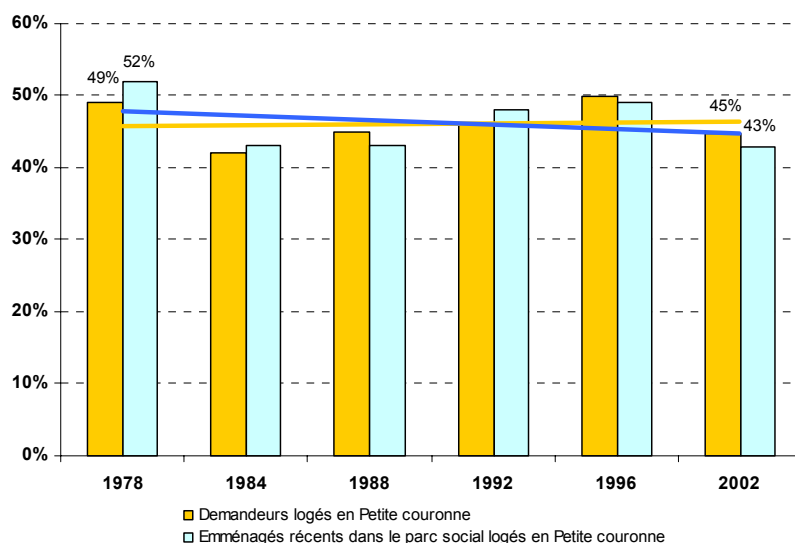
Le parc social de cette ville est en effet moins important, en proportion (16,6 %), que celui de la Petite couronne (28,6 %) ou de la Grande couronne (20,4 %). L'offre y est donc sensiblement moindre que dans le reste de la région alors que la demande y est importante (9 % des ménages parisiens sont demandeurs, contre 8 % en Petite couronne et 6 % en Grande couronne).

La mobilité est aussi moins importante dans le parc social à Paris que dans le reste de région. La proportion de ménages installés dans leur logement depuis au moins 12 ans y est en effet plus forte. L'écart est particulièrement net entre Paris et la Grande couronne, où la proportion de ces ménages diffère de 16 points (47 % d'emménagés depuis au moins 12 ans à Paris en 2002 contre 31 % en Grande couronne). Toutefois, on constate au fil du temps une réduction de l'écart, en particulier entre Paris et la Petite couronne.

Ménages emménagés dans le parc social depuis 12 ans ou plus



Un meilleur équilibre en Petite couronne entre l'offre et la demande de logements sociaux



Proportion de demandeurs habitant en Petite couronne : – 4 points

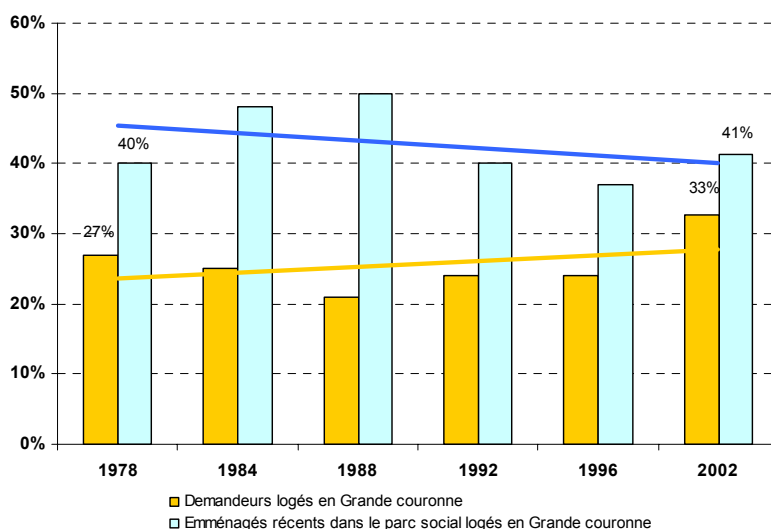
soit des effectifs de 118 000 en 1978 et 141 000 en 2002

Proportion de demandeurs emménagés récents dans le parc social et logés en Petite couronne : – 9 points

soit des effectifs de 36 000/an en 1978 et 42 000/an en 2002

Pas de pression en Grande couronne

La proportion d'emménagés récents est toujours supérieure à celle des locataires déjà en place, même si l'écart se réduit au fil du temps : 13 points en 1978, 8 points en 2002.



Proportion de demandeurs habitant en Grande couronne : + 6 points

soit des effectifs de 66 000 en 1978 et 103 000 en 2002

Proportion de demandeurs emménagés récents dans le parc social et logés en Grande couronne : + 1 point

soit des effectifs de 27 000/an en 1978 et 41 000/an en 2002

Conclusion

Le décalage entre l'offre de logement et la demande se traduit aussi par un accès plus difficile au parc social pour certains demandeurs. Les familles nombreuses attendent, en effet, plus longtemps les grands logements, devenus au fil du temps de moins en moins disponibles en raison du vieillissement sur place des populations occupantes. De même, les étrangers, et dans une moindre mesure les familles monoparentales, faute de ressources suffisantes, attendent aussi plus longtemps le logement social qu'ils souhaitent. Enfin, les demandeurs logés à Paris attendent aussi plus longtemps leur logement, car la demande dans ce département excède plus qu'ailleurs l'offre de logements disponibles.

Conclusion générale

Au 1^{er} janvier 2006, le volume annuel de la demande exprimée auprès des différentes filières d'accès au logement peut-être estimé à **374 000**, soit un nombre quatre fois plus élevé que celui des emménagements annuels moyens effectués dans le parc social en 2005 (90 000).

Depuis 35 ans, si la proportion de demandeurs en Île-de-France est toujours d'environ 7 % des ménages, leur nombre a progressé de près de 110 000, et ce malgré un parc social qui a plus que doublé et qui est passé de 16 % à 23 % du parc total occupé.

Cette proportion de 7 % semble donc pour le moment incompressible et montre que depuis les années 1970, une fraction non négligeable des ménages franciliens rencontre de réelles difficultés à se loger.

Parmi ces 374 000 demandes, 76 %, soit environ **282 000**, ont transité par la filière préfectorale, ce qui confère à cette dernière une représentativité certaine. Sur ces 282 000 demandes, une immense majorité (**258 000**, soit 91 %) correspond à une demande « réelle ». Seule une petite partie des demandeurs (9 %) ne maintient pas sa demande lorsqu'on l'interroge quelques semaines ou quelques mois plus tard.

Sur les 258 000 demandes maintenues, 41 % sont des demandes récentes (de moins d'un an). Les demandes renouvelées, soit 59 % du total (*en augmentation depuis la dernière enquête de 2000 (+ 9 points) notamment en raison d'une meilleure gestion des fichiers préfectoraux, en particulier à Paris*), sont surtout plus nombreuses dans les deux années qui suivent l'inscription : 19 % et 12 % de l'ensemble des demandes. Les demandes anciennes (5 ans ou plus) représentent 15 % de la demande totale, et sont en fait peu nombreuses, sauf à Paris (26 % du total). Les demandes très anciennes (10 ans ou plus) ne représentent que 5 % du total.

Les dossiers de candidature enregistrés en préfecture ne présentent donc pas tous le même degré d'attente. Les demandes maintenues pendant plusieurs années concernent également et plus fréquemment les familles avec enfants et les ménages ne comportant aucun actif. L'enquête montre également que les ménages ne restent pas inactifs face à leurs problèmes de logement. Parallèlement aux démarches effectuées auprès des structures qui permettent l'accès aux logements sociaux, 40 % des demandeurs mènent des recherches pour trouver un logement dans le secteur privé.

L'accroissement du nombre de renouvellements coïncide avec une augmentation du nombre moyen de démarches. Elles sont passées de 1,46 par demandeur en 2000 à 1,80 en 2006. Cette augmentation semble être consécutive à la création du numéro unique. Ce dispositif a en effet limité les refus des communes d'inscrire un ménage en recherche d'un logement social, au motif de sa non-domiciliation sur leur territoire comme c'était fréquemment le cas auparavant, puisque ce numéro est attribué sans examen de recevabilité (*plafonds de ressources, régularité de séjour des étrangers...*) et indépendamment du lieu de résidence du demandeur.

Comme en 2000, les demandeurs « démarchent » dans près de 90 % des cas la mairie de leur domicile. Ils sollicitent également, pour 40 % d'entre eux, les organismes HLM, les préfectures (14 %), le « 1% Logement » (8 %) ainsi que les associations, la CAF, les bureaux d'aide sociale (3 %). Cette moyenne régionale varie selon le profil du ménage : les couples avec enfants, les familles monoparentales font plus de démarches, de même que les ménages qui vivent déjà dans un logement social ou en foyer.

Comme en 2000, l'enquête 2006 montre que le profil des demandeurs a changé depuis le début des années 1970. La demande est, en effet, moins familiale et devient toujours plus sociale. Cette évolution semble résulter de la proportion plus grande qu'auparavant des ménages pauvres à s'adresser aux institutions réservataires de logements sociaux : le revenu des ménages demandeurs est désormais inférieur de 45 % au revenu moyen francilien, en dégradation constante depuis les années 1970, mais aussi depuis la dernière enquête de 2000.

Les évolutions observées ces dernières années dans la région, tant sur le plan socio-démographique (*hausse des familles monoparentales*) qu'économique (*le taux de chômage francilien a rattrapé le taux national*), auxquelles s'ajoutent notamment la disparition du parc social de fait, le renchérissement du coût du logement (*en accession comme à la location*), ont donc obligé, plus que par le passé, de nombreux ménages modestes à s'orienter vers l'offre locative sociale, désormais la seule accessible.

Il est à noter, cependant, que les populations les plus marginales (*les SDF, squatters, ménages vivant en caravane ou sous procédure d'expulsion*), les personnes logées dans les centres d'hébergement d'urgence ou les ménages insolvable, et particulièrement ceux sans enfant (*donc en dehors des circuits d'aide aux familles*), même si elles sont un peu plus nombreuses depuis la dernière enquête de 2000, semblent globalement peu présentes dans les fichiers préfectoraux. L'absence de domicile ou la précarité de celui-ci, ainsi que la faiblesse des ressources, restent des obstacles importants qui peuvent empêcher ou dissuader certains demandeurs d'effectuer les démarches pour s'inscrire auprès d'une structure afin d'obtenir un logement social.

Au niveau départemental, on constate que les candidats à un logement social des départements de l'Essonne, des Yvelines, des Hauts-de-Seine et de Paris, présentent un profil un peu moins fragile que les demandeurs habitant les autres départements d'Île-de-France. Les demandeurs de ces quatre autres départements se particularisent en effet par une fragilité économique et sociale plus accentuée : revenu inférieur à la moyenne des demandeurs, proportion élevée d'ouvriers, forte concentration des étrangers (*en Seine-Saint-Denis*), faible part des demandeurs qui occupent un emploi (*en Seine-et-Marne*).

Ces situations contrastées entre départements résultent des inégalités territoriales de niveau de vie. A Paris et dans les départements situés dans la partie ouest et sud-ouest de l'Île-de-France, de nombreuses communes se caractérisent par une proportion plus élevée de ménages plus aisés qui peuvent être logés dans le parc social (de type PLA ou PLUS) ou, lorsque leurs revenus dépassent les plafonds PLUS, dans le parc social dit « intermédiaire » (de type PLI ou PLS)¹, où les plafonds de ressources et de loyer sont nettement plus élevés.

Enfin, les conditions d'accès au parc social posent toujours problème pour un certain nombre de demandeurs. Les familles nombreuses attendent, en effet, plus longtemps, les grands logements, devenus au fil du temps de moins en moins disponibles en raison du vieillissement sur place des populations occupantes. De même, les étrangers, et dans une moindre mesure les familles monoparentales, faute de ressources suffisantes, attendent également plus longtemps le logement social qu'ils souhaitent. Sont également concernés les demandeurs logés à Paris, la demande dans ce département excédant plus qu'ailleurs l'offre de logements disponibles.

¹ Le parc intermédiaire représente 10 % des logements sociaux à Paris et dans les Yvelines, 8,5 % dans les Hauts-de-Seine et seulement 5 % environ dans les autres départements de l'Île-de-France.

Les principales motivations des demandeurs pour bénéficier d'un logement social sont d'abord le manque d'espace, puis le coût du logement. Ces raisons associées sont citées dans plus de 90% des cas. La cherté du logement en Île-de-France est évidemment fortement ressentie par les ménages modestes que sont les demandeurs, dont le revenu par unité de consommation (uc) est inférieur de 52 % au revenu moyen par uc francilien.

Le besoin d'espace est quant à lui très lié au parcours résidentiel des ménages, qui cherchent à adapter la taille de leur résidence principale à celle de leur famille. En moyenne, ces ménages sont souvent en situation de sur-occupation et désirent une pièce de plus. Pour la plupart, ce sont de jeunes ménages en début de leur parcours résidentiel.

A ce souci d'adaptation s'ajoute probablement une deuxième cause, non négligeable, liée au décalage de plus en plus marqué entre les normes d'espace auxquelles aspirent les ménages demandeurs de logements sociaux et l'offre actuelle de logements en Île-de-France. Les ménages semblent revendiquer, plus que par le passé, un espace minimum pour eux et leurs enfants (*en surface et en nombre de pièces*). Ils considèrent, par exemple, que leurs enfants ne devraient plus avoir à partager leur chambre à partir de l'adolescence, comme cela se pratiquait encore couramment dans les années 1950 et 1960.

Or, cette demande d'espace pour les ménages modestes est de plus en plus difficile à satisfaire en Île-de-France, tant dans le parc privé que social. Dans le parc privé, la raison est d'ordre essentiellement économique : le prix élevé des logements. Dans le parc social, outre les prix de revient élevés des logements qui ne permettent pas aux bailleurs d'offrir les surfaces les plus larges possibles, viennent se greffer les éléments réglementaires de référence de surface minimum retenus par les bailleurs, pour apprécier les situations de sur-occupation dans les logements.

L'utilisation de la norme du Code de la Construction et de l'Habitat (pour les logements neufs) et de la norme CAF (lorsque le logement est déjà occupé) conduit probablement les bailleurs à ne pas considérer comme prioritaires les ménages souhaitant disposer d'une pièce supplémentaire (suite, par exemple, à la naissance d'un deuxième enfant), et à réserver les grands logements aux familles très nombreuses.

Ceci pourrait expliquer la proportion élevée des ménages demandeurs, actuellement occupants du parc social, se trouvant en situation de surpeuplement : 61 % selon la norme Insee (*dont 38 % en surpeuplement modéré et 23 % en surpeuplement accentué*), alors qu'au regard des normes du Code de la Construction et de la CAF retenues par les bailleurs, respectivement 26 % et 4 % seulement de l'ensemble des ménages retiendraient l'attention.

Il est cependant utile de préciser que cette revendication d'un espace conforme aux besoins des ménages posera, pour les plus modestes d'entre eux, un problème de financement non négligeable puisque les loyers sont directement liés à la surface des logements. Sans aide particulière, ce surcoût constituera effectivement un réel obstacle à la satisfaction des ménages en matière d'espace.

Concernant le souhait de changer de quartier ou de commune, on constate globalement que les demandeurs ont des projets de mobilité en rapport avec la pratique moyenne francilienne des ménages locataires. Cette mobilité reflète en fait la mobilité engendrée par le parcours résidentiel des ménages et explique que près de 55 % des demandeurs envisagent de changer de quartier ou de commune. Elle émane, pour une grande part, de jeunes ménages.

Cette mobilité « naturelle » est l'occasion, pour de nombreux ménages de se rapprocher, soit de leur lieu de travail, soit de leurs amis ou de leur famille : respectivement 48 % et 32 % des demandeurs interrogés ont cité au moins une de ces raisons.

C'est aussi et surtout le moyen de rechercher un lieu de vie mieux adapté à leurs besoins en termes d'environnement. Près de 70 % des demandeurs interrogés ont exprimé comme motif au changement

de quartier ou de commune, le désir de vivre dans un « meilleur » environnement, un « meilleur » quartier. Parmi ces derniers, on constate que les raisons touchant à l'environnement physique (bruit...), au manque d'animation, d'espace vert, à la mauvaise desserte par les transports, aux commerces, aux écoles ou cinémas trop éloignés, priment sur celles liées à l'insécurité, à la dégradation de l'environnement (*vétusté, pollution, saleté...*), à l'école et aux fréquentations qui ne conviennent pas (56 % contre 46 %).

Toutefois, l'enquête montre que pour les demandeurs déjà logés dans le parc social, les raisons liées à l'insécurité, aux mauvaises fréquentations, à la dégradation de l'environnement, si elles ne priment pas, sont plus fréquemment évoquées que pour les demandeurs logés dans le parc locatif libre : 56 % contre 36 %.

Quand ils souhaitent changer de commune (39% des demandeurs), près des deux tiers d'entre eux désirent s'installer dans une commune relativement proche de leur lieu de résidence actuelle afin de ne pas se couper de l'essentiel de leurs réseaux familial et social, tout en maintenant un temps de transport acceptable pour se rendre sur le lieu de travail.

Enfin, 14 % de ménages souhaitent changer de département et cherchent à se loger plutôt dans le centre de l'agglomération (*principalement à Paris, et ensuite en Petite couronne*).

Cette étude confirme donc en grande partie les constats établis lors de la précédente enquête de 2000. Le profil des demandeurs, les démarches accomplies pour obtenir un logement social et les souhaits des demandeurs sont en effet assez semblables.

Elle confirme surtout qu'une partie de la population la plus modeste ne trouve toujours pas de logement en rapport avec ses revenus dans la région capitale, et ce malgré les efforts importants accomplis au cours des 35 dernières années en matière de construction sociale et d'aide financière aux occupants (*doublément du parc social, bouclage des aides au logement*). Aussi, réduire la proportion de 7 % de ménages demandeurs en Île-de-France nécessitera des efforts sensiblement supérieurs à ceux fournis au cours de cette période.

Rappelons, en effet, que de nombreux ménages ne peuvent pas encore acquitter totalement ou partiellement un loyer, même social, malgré les nombreux dispositifs mis en place depuis plusieurs années pour pallier la dégradation des ressources des ménages (*aides au logement, création du FSL, baux glissants...*). Signalons que depuis une dizaine d'années, les dispositifs de solvabilisation des ménages affichent aussi une perte d'efficacité : par exemple, la revalorisation des aides à la personne est moins rapide que celle des loyers, et les forfaits « charges » non réévalués ne compensent pas les hausses sensibles de ces dernières.

Rappelons aussi que de nombreuses opérations ne peuvent être financièrement équilibrées qu'en appliquant le loyer plafond autorisé par la convention, malgré la mise en place de nouveaux financements (PLA-TS, PLA-I, PLUS) et l'amélioration des conditions de financements sous formes de baisse du taux du livret A, d'allongement de la durée des emprunts ou du subventionnement plus important en provenance des collectivités locales.

Rappelons enfin le rejet toujours d'actualité d'une partie importante du parc social en raison de sa mauvaise image, de sa dégradation et de sa ghettoïsation (*insécurité, inquiétudes liées au voisinage, à l'école, aux fréquentations, vétusté...*), qu'il s'agisse des quartiers de type « grands ensembles » construits dans les années 1960-1970, souvent mal desservis et éloignés des pôles d'emplois, ou des quartiers anciens qui se sont paupérisés et fortement dégradés au cours des 35 dernières années.

L'important effort de production de logements sociaux à réaliser dans les années à venir pour répondre à la demande, ainsi que la transformation des quartiers rejetés pour les rendre attractifs (*dans lesquels intervient l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine*), renvoient au volontarisme des élus et aux moyens qui leur seront nécessaires pour répondre à ce double objectif. Cela pose également la question de la capacité des acteurs (*Etat, région, départements, communes, bailleurs et 1% Logement*) à imaginer et mettre en place les dispositifs adéquats pour que les ménages modestes disposent, au même titre que les autres, d'un logement en rapport avec leurs ressources, dans des quartiers de qualité. Une première réponse a été donnée avec la récente création de quatre Etablissements Publics Fonciers (un régional et trois départementaux) chargés entre autres de mettre du foncier à disposition des bailleurs.

L'étude a également mis en lumière le décalage entre les normes d'espace auxquelles aspirent les ménages demandeurs et les éléments réglementaires de référence de surface minimum retenus par les bailleurs pour apprécier les situations de sur-occupation, ce qui renvoie à la fluidité dans le parc social mais aussi à la construction de grands logements sociaux.

Le manque de fluidité pose, à son tour, la question du droit au maintien dans les lieux ou de son aménagement, pour permettre aux bailleurs de proposer des logements adaptés à la taille des ménages lorsque, par exemple, il y a sous-occupation manifeste.

La construction de grands logements sociaux, outre le problème du coût de leur réalisation (*entre 2002 et 2005, le prix au m² a augmenté de 14%*), pose quant à elle le problème du coût du loyer et des charges. La méthode de calcul des loyers et des charges actuellement employée aboutit, quand le logement est grand, à un niveau de loyer et de charges relativement élevé (*et souvent au-dessus des plafonds APL*), donc difficile à louer pour des ménages modestes. A ceci s'ajoutent aussi les difficultés attachées à la gestion des logements qui abritent les familles nombreuses (*toujours plus lourdes lorsqu'elles posent problème*), les bailleurs n'ayant pas toujours les moyens appropriés (*financiers ou autres*) pour assurer la gestion sociale de ces familles.

Enfin, il est important de préciser l'utilité du dispositif actuel de connaissance de la demande, via les fichiers des mal logés des préfectures, seules sources centralisées de la demande à l'échelon départemental. Ces sources centralisées, consultables directement ou utilisables comme base de sondage pour réaliser des enquêtes approfondies, sont absolument nécessaires pour permettre aux différents partenaires en charge de la politique du logement d'orienter leurs actions. Il est donc important que ce dispositif d'observation perdure (*dans sa forme actuelle ou modifiée*), indépendamment de la généralisation de la délégation du contingent préfectoral qui transfère aux communes ou EPCI (loi du 13 août 2004) la gestion de leur fichier de demandeurs.

Ci après :

- Tableau résumé des principales caractéristiques des demandeurs d'Île-de-France ayant maintenu leur demande.
- Cartes :
 - Part des logements sociaux en Île-de-France au 1^{er} janvier 2004 (enquête EPLS).
 - Nombre de demandeurs de logements sociaux (hors doublons) en Île-de-France au 1^{er} janvier 2006.
- Tableaux sur le nombre de demandeurs de logements sociaux en Île-de-France au lieu d'enregistrement de la demande au 1^{er} janvier 2006 : résultats à la commune.

Tableau synoptique : ensemble des demandeurs ayant maintenu leur demande

source : Enquêtes IAURIF auprès des communes et des demandeurs

		75	92	93	94	77	78	91	95	Province	Total
Nbre de demandeurs par commune (hors doublon) et le 1% logement au 01/01/2006		104 843	50 736	51 211	47 329	24 904	31 577	28 424	34 984		374 007
Demandes enregistrées dans les fichiers préfectoraux au 16/11/2005		105 019	12 078	38 134	38 976	17 216	24 177	20 994	25 718		282 312
Volume de la demande	Nombre de demandeurs selon le lieu de résidence au 16/11/2005	90 220	15 257	43 314	40 269	15 930	24 371	24 232	24 877	3 842	282 312
	% de demandes maintenues	97,1%	94,5%	91,9%	89,3%	83,2%	83,1%	88,5%	88,2%	91,5%	91,5%
	nombre de demandeurs qui maintiennent leur candidature *	87 634	14 417	39 788	35 967	13 250	20 245	21 436	21 946	3 516	258 199
Durée d'attente	demandes de moins d'un an (en %)	25,7	45,0	52,5	43,3 **	59,3	53,1	49,1	45,2	61,7	41,3
	demandes de 5 ans ou plus (en %)	25,7	10,2	8,2	12,5	5,8	10,1	5,2	9,2	7,0	14,7
	dont demandes de 10 ans ou plus (en %)	8,5	2,4	2,5	4,3	2,0	3,2	1,7	2,2	0,0	4,7
Caractéristiques socio-économiques et conditions de logement	demandeurs de moins de 30 ans (en %)	11,6	16,9	22,9	23,8	25,6	23,8	28,4	26,6	17,0	19,8
	ménages demandeurs de 5 personnes ou plus (en %)	16,1	15,3	20,8	16,4	15,0	12,9	18,6	19,3	8,8	16,9
	demandeurs étrangers (en %)	32,6	25,8	34,9	24,9	19,8	21,6	22,5	31,0	9,7	28,7
	familles monoparentales (en %)	20,2	28,1	23,8	20,8	25,0	23,3	18,8	22,0	13,6	21,7
	demandeurs qui occupent un emploi (en %)	65,6	76,1	69,4	71,9	66,8	77,1	73,5	71,4	46,4	69,5
	dont demandeurs qui occupent un emploi de cadre (en %)	20,6	19,5	9,7	10,4	5,1	9,5	8,0	9,8	2,3	13,5
	dont demandeurs qui occupent un emploi d'ouvrier ou d'employé (en %)	66,5	65,9	85,0	72,9	86,1	76,5	80,2	85,9	79,9	75,0
	demandeurs au chômage (en %)	14,1	9,5	13,0	13,1	12,1	8,4	10,5	11,7	17,3	12,5
	revenu moyen mensuel	1 725 €	1 791 €	1 635 €	1 727 €	1 602 €	1 717 €	1 720 €	1 684 €	1 440 €	1 700 €
	revenu par unité de consommation (RUC)	988 €	982 €	864 €	943 €	889 €	988 €	946 €	904 €	916 €	945 €
	demandeurs éligibles à un PLA-I (en %)	69,9	73,1	79,1	73,1	79,2	68,9	73,1	76,6	69,9	73,2
	demandeurs qui se situent en dessous du seuil de pauvreté (en %)	40,9	42,0	46,9	39,1	41,0	31,7	38,6	41,6	37,9	40,8
	demandeurs déjà logés dans le parc social (en %)	25,5	37,6	40,3	40,0	37,9	49,4	40,4	38,9	45,5	35,6
	demandeurs hébergés (parents ou amis) (en %)	12,2	14,1	18,7	17,1	21,1	13,5	17,5	20,3	6,3	15,6
	demandeurs en sur-peuplement accentué (en %)	33,6	34,1	32,9	26,5	19,8	15,1	22,5	20,7	8,7	28,1
	Loyer mensuel hors charges	470 €	443 €	416 €	442 €	448 €	426 €	429 €	420 €	366 €	443 €
	Taux d'effort brut ***	26,2	23,4	24,4	24,8	26,1	23,9	23,8	23,7	24,2	25,0
	demandeurs bénéficiant d'une aide au logement *** (en %)	44,7	51,7	60,8	49,3	56,1	43,3	50,2	56,5	46,1	49,9
	Taux d'effort net des bénéficiaires d'une aide au logement	14,3	12,5	12,6	13,3	12,9	12,5	12,7	12,0	11,4	13,2
Motifs de la demande ****	raisons liées au besoin d'espace (en %)	61,0	66,8	49,6	59,6	48,8	53,0	48,6	54,1	7,1	55,8
	raisons liées au coût du logement (en %)	45,4	34,4	27,7	35,8	33,6	35,2	29,6	28,5	20,5	36,2
	raisons liées à l'insécurité (en %)	4,3	3,2	18,9	5,5	7,8	8,6	7,6	6,1	2,0	7,6
	raisons liées à l'insécurité pour ceux déjà logés dans le parc social (%)	9,6	19,2	16,2	15,4	7,1	37,3	10,7	13,9	4,3	16,5
	raisons liées à la situation professionnelle (en %)	2,3	6,2	4,6	6,9	8,2	8,8	11,6	6,5	56,2	6,2
	raisons liées à une expulsion (en %)	1,9	0,3	1,0	0,9	1,3	0,2	0,5	0,0	0,0	1,1
Mobilité envisagée en Ile-de-France	souhaitant rester dans la commune actuelle ***** (en %)	65,5	61,4	52,2	62,9	59,9	57,8	56,3	63,2	/	61,0
	souhaitant changer de commune mais pas de département (en %)	27,5	21,8	21,4	20,6	27,5	30,7	23,7	22,4	/	24,7
	souhaitant changer de département (en %)	7,0	16,8	26,5	16,5	12,7	11,5	19,9	14,3	/	14,3

* L'ensemble des statistiques se rapporte aux effectifs de cette ligne.

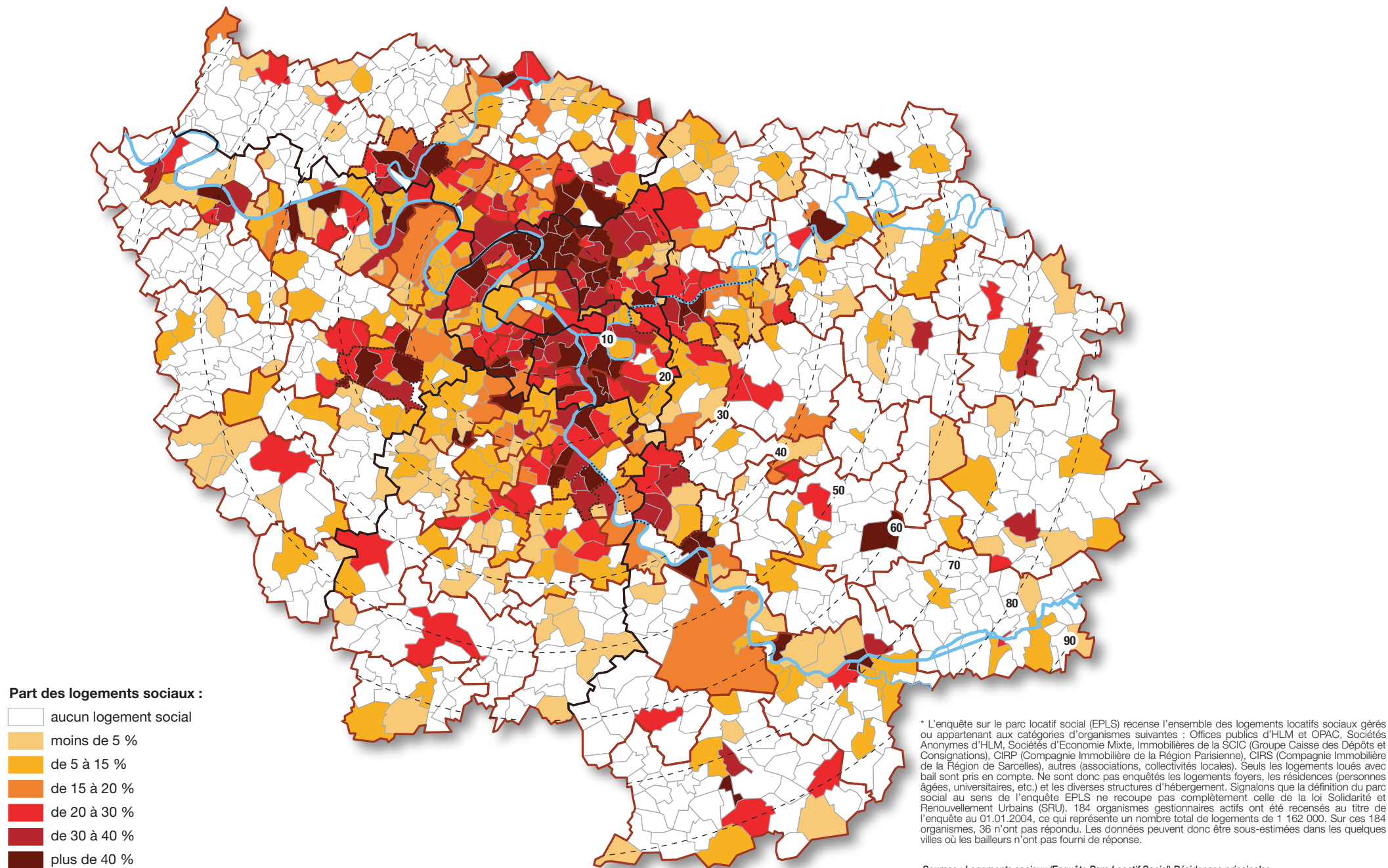
** Dans le fichier préfectoral des demandeurs du Val-de-Marne, le retard de saisie atteint pratiquement un an et la proportion de demandes récentes est inférieure à 1 %. L'échantillon tiré à partir de ce fichier n'étant donc pas représentatif du point de vue de l'ancienneté de la demande, les proportions affichées pour ce département reprennent celles observées lors de l'enquête réalisée en 2000.

*** Seuls les ménages ayant une dépense de logement (loyer, remboursement d'emprunts...) sont pris en compte.

**** Il s'agit de la ou des raisons à l'origine de la demande.

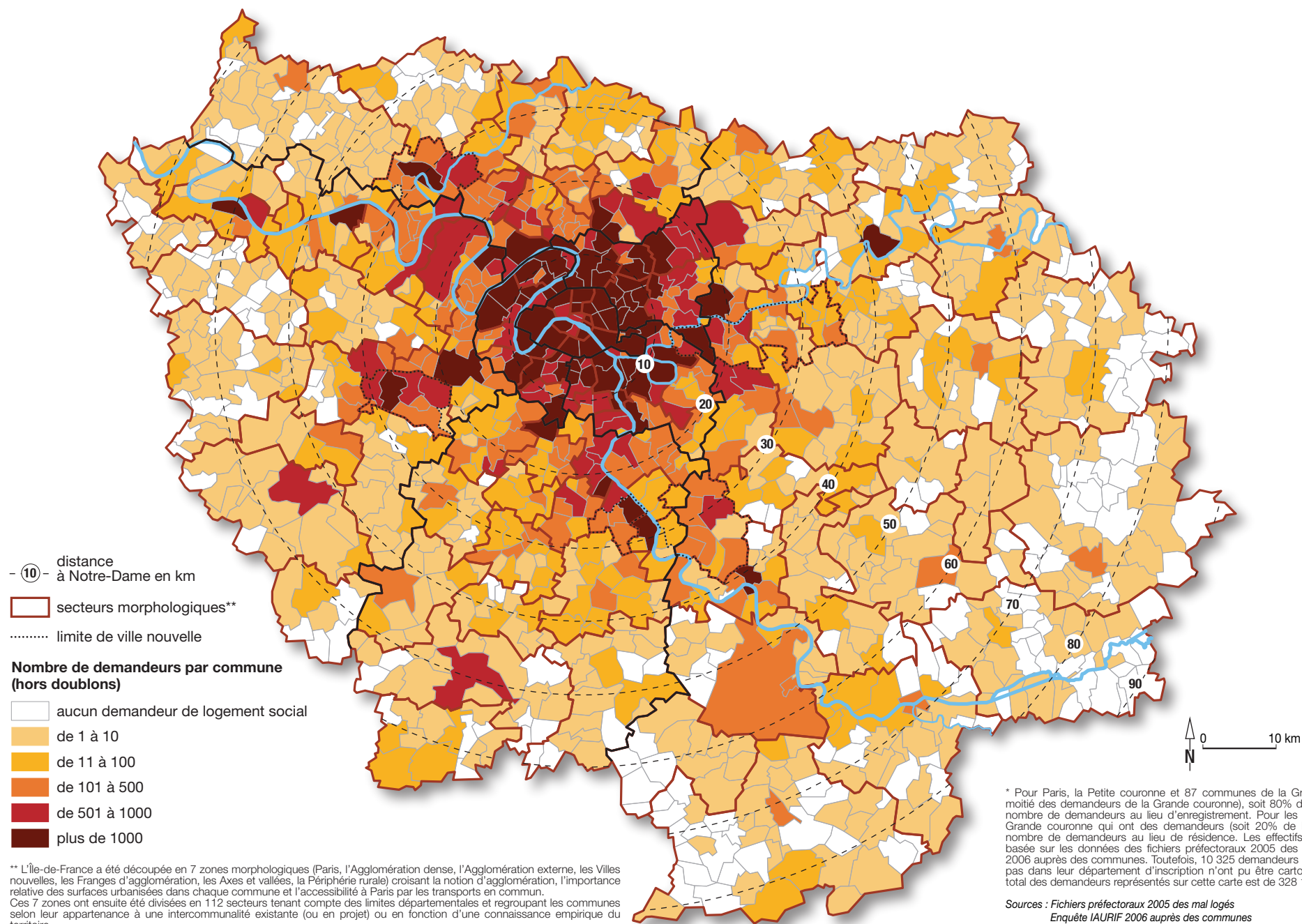
***** Pour Paris, il s'agit du même arrondissement.

Part des logements sociaux en Île-de-France au 1^{er} janvier 2004 (enquête EPLS*)



Sources : Logements sociaux (Enquête Parc Locatif Social) Résidences principales
(Estimation IAURIF d'après l'Enquête Annuelle de Recensement au 01/01/2004)

Nombre de demandeurs de logements sociaux* en Île-de-France au 1^{er} janvier 2006



Nombre de demandeurs de logements sociaux (hors doublons) en Île-de-France au lieu d'enregistrement * de la demande au 1er janvier 2006

Paris		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
PARIS 1	75101	562
PARIS 2	75102	957
PARIS 3	75103	1 383
PARIS 4	75104	1 049
PARIS 5	75105	1 716
PARIS 6	75106	846
PARIS 7	75107	1 030
PARIS 8	75108	786
PARIS 9	75109	2 336
PARIS 10	75110	4 913
PARIS 11	75111	8 199
PARIS 12	75112	6 456
PARIS 13	75113	9 635
PARIS 14	75114	5 262
PARIS 15	75115	7 646
PARIS 16	75116	3 881
PARIS 17	75117	5 944
PARIS 18	75118	13 021
PARIS 19	75119	11 653
PARIS 20	75120	12 149
Total Paris		99 422

* Pour Paris, la Petite Couronne et 87 communes de la Grande couronne (représentant la moitié des demandeurs de la Grande Couronne), soit 80% de la demande totale, il s'agit du nombre de demandeurs au **lieu d'enregistrement**. Ces communes apparaissent en jaune dans les tableaux.

Pour les 832 communes restantes de la Grande Couronne (soit 20% de la demande totale), faute de connaître le lieu d'enregistrement, il s'agit du nombre de demandeurs au **lieu de résidence** (qui est une information fournie par les fichiers préfectoraux). Par hypothèse, on considère dans la très grande majorité des cas qu'il y a un recoupement entre le lieu de résidence du demandeur et le lieu de dépôt (ou d'enregistrement) de sa demande. Les effectifs affichés sont donc issus d'une extrapolation basée sur les données des fichiers préfectoraux des mal logés et de l'enquête laurif 2006 auprès des communes. Ces communes ne sont pas surlignées en jaune dans les tableaux.

Hauts-de-Seine		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
ANTONY	92002	1 407
ASNIERES-SUR-SEINE	92004	1 976
BAGNEUX	92007	1 182
BOIS-COLOMBES	92009	483
BOULOGNE-BILLANCOURT	92012	2 848
BOURG-LA-REINE	92014	583
CHATENAY-MALABRY	92019	705
CHATILLON	92020	709
CHAVILLE	92022	310
CLAMART	92023	1 629
CLICHY	92024	3 330
COLOMBES	92025	1 776
COURBEVOIE	92026	1 766
FONTENAY-AUX-ROSES	92032	549
GARCHES	92033	204
LA-GARENNE-COLOMBES	92035	527
GENNEVILLIERS	92036	2 310
ISSY-LES-MOULINEAUX	92040	1 665

Hauts-de-Seine (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
LEVALLOIS-PERRET	92044	3 415
MALAKOFF	92046	1 680
MARNES-LA-COQUETTE	92047	15
MEUDON	92048	2 011
MONTRouGE	92049	970
NANTERRE	92050	3 770
NEUILLY-SUR-SEINE	92051	697
LE-PLESSIS-ROBINSON	92060	996
PUTEAUX	92062	2 154
RUEIL-MALMAISON	92063	1 336
SAINT-CLOUD	92064	529
SCEAUX	92071	498
SEVRES	92072	688
SURESNES	92073	960
VANVES	92075	723
VAUCRESSON	92076	110
VILLE-D'AVRAY	92077	156
VILLENEUVE-LA-GARENNE	92078	718
Total Hauts-de-Seine		45 383

Seine-Saint-Denis		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
AUBERVILLIERS	93001	2 987
AULNAY-SOUS-BOIS	93005	1 367
BAGNOLET	93006	1 517
LE-BLANC-MESNIL	93007	1 266
BOBIGNY	93008	1 978
BONDY	93010	1 542
LE-BOURGET	93013	333
CLICHY-SOUS-BOIS	93014	741
COUBRON	93015	24
LA-COURNEUVE	93027	1 503
DRANCY	93029	1 605
DUGNY	93030	516
EPINAY-SUR-SEINE	93031	1 324
GAGNY	93032	573
GOURNAY-SUR-MARNE	93033	33
L'ILE-SAINT-DENIS	93039	233
LES-LILAS	93045	1 034
LIVRY-GARGAN	93046	766
MONTFERMEIL	93047	292
MONTREUIL	93048	4 200

Seine-Saint-Denis (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
NEUILLY-PLAISANCE	93049	248
NEUILLY-SUR-MARNE	93050	610
NOISY-LE-GRAND	93051	1 134
NOISY-LE-SEC	93053	1 506
PANTIN	93055	2 990
LES-PAVILLONS-SOUS-BOIS	93057	611
PIERREFITTE-SUR-SEINE	93059	866
LE-PRE-SAINT-GERVAIS	93061	1 159
LE-RAINCY	93062	137
ROMAINVILLE	93063	1 089
ROSNY-SOUS-BOIS	93064	862
SAINT-DENIS	93066	4 718
SAINT-OUEN	93070	2 326
SEVRAN	93071	946
STAINS	93072	1 320
TREMBLAY-EN-FRANCE	93073	857
VAUJOURS	93074	88
VILLEMOMBLE	93077	484
VILLEPINTE	93078	632
VILLETANEUSE	93079	402

Total Seine-Saint-Denis	46 818
--------------------------------	---------------

Val-de-Marne		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
ABLON-SUR-SEINE	94001	73
ALFORTVILLE	94002	1 344
ARCUEIL	94003	1 169
BOISSY-SAINT-LEGER	94004	601
BONNEUIL-SUR-MARNE	94011	893
BRY-SUR-MARNE	94015	291
CACHAN	94016	1 026
CHAMPIGNY-SUR-MARNE	94017	3 128
CHARENTON-LE-PONT	94018	773
CHENNEVIERES-SUR-MARNE	94019	445
CHEVILLY-LARUE	94021	651
CHOISY-LE-ROI	94022	1 541
CRETEIL	94028	3 402
FONTENAY-SOUS-BOIS	94033	1 686
FRESNES	94034	731
GENTILLY	94037	1 251
L'HAY-LES-ROSES	94038	785
IVRY-SUR-SEINE	94041	3 879
JOINVILLE-LE-PONT	94042	635
LE-KREMLIN-BICETRE	94043	772
LIMEIL-BREVANNES	94044	453
MAISONS-ALFORT	94046	1 493
MANDRES-LES-ROSES	94047	75
MAROLLES EN BRIE	94048	142

Val-de-Marne (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
NOGENT-SUR-MARNE	94052	752
NOISEAU	94053	36
ORLY	94054	651
ORMESSON-SUR-MARNE	94055	25
PERIGNY	94056	9
LE-PERREUX-SUR-MARNE	94058	357
LE-PLESSIS-TREVEISE	94059	274
LA-QUEUE-EN-BRIE	94060	250
RUNGIS	94065	227
SAINT-MANDE	94067	374
SAINT-MAUR-DES-FOSSES	94068	1 179
SAINT-MAURICE	94069	446
SANTENY	94070	58
SUCY-EN-BRIE	94071	254
THIAIS	94073	600
VALENTON	94074	317
VILLECRESNES	94075	159
VILLEJUIF	94076	2 267
VILLENEUVE-LE-ROI	94077	564
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	94078	1 048
VILLIERS-SUR-MARNE	94079	952
VINCENNES	94080	1 256
VITRY-SUR-SEINE	94081	3 661

Total Val-de-Marne	42 956
---------------------------	---------------

Seine-et-Marne		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
ACHERES-LA-FORET	77001	3
AMILLIS	77002	3
ANDREZEL	77004	1
ANNET-SUR-MARNE	77005	15
ARGENTIERES	77007	3
AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS	77010	3
AULNOY	77013	1
AVON	77014	131
BAGNEAUX-SUR-LOING	77016	9
BAILLY-ROMAINVILLIERS	77018	111
BALLOY	77019	1
BANNOST-VILLEGAGNON	77020	3
BARCY	77023	3
BAZOCHES-LES-BRAY	77025	1
BEAUCHERY-SAINT-MARTIN	77026	3
BEAUMONT-DU-GATINAIS	77027	6
BEAUVOIR	77029	1
BELLOT	77030	4
BERNAY-VILBERT	77031	1
BETON-BAZOCHES	77032	1
BLANDY	77034	1
BLENNES	77035	1
BOIS-LE-ROI	77037	14
BOISSISE-LA-BERTRAND	77039	4
BOISSISE-LE-ROI	77040	19
BOISSY-LE-CHATEL	77042	6
BOITRON	77043	1
BOMBON	77044	6
BOULEURS	77047	9
BOURRON-MARLOTTE	77048	11
BRANSLES	77050	1
BRAY-SUR-SEINE	77051	9
BREAU	77052	1
BRIE-COMTE-ROBERT	77053	342
LA-BROSSE-MONTCEAUX	77054	3
BROU-SUR-CHANTEREINE	77055	119
BUSSY-SAINT-GEORGES	77058	252
BUSSY-SAINT-MARTIN	77059	4
CANNES-ECLUSE	77061	9
CARNETIN	77062	3
CELY	77065	5
CESSON	77067	91
CHAILLY-EN-BIERE	77069	9
CHAILLY-EN-BRIE	77070	11
CHAINTREAU	77071	1
CHALIFERT	77075	13
CHALMAISON	77076	1
CHAMIGNY	77078	3
CHAMPAGNE-SUR-SEINE	77079	33
CHAMPDEUIL	77081	8
CHAMPEAUX	77082	4
CHAMPS-SUR-MARNE	77083	542
CHANGIS-SUR-MARNE	77084	14
CHANTELOUP-EN-BRIE	77085	9
LA-CHAPELLE-GAUTHIER	77086	5
LA-CHAPELLE-LA-REINE	77088	5
LA-CHAPELLE-RABLAIS	77089	1
LES-CHAPELLES-BOURBON	77091	4
CHARMENTRAY	77094	1
CHARNY	77095	6
CHARTRETTES	77096	3
CHARTRONGES	77097	1
CHATEAUBEAU	77098	1

Seine-et-Marne (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
CHATEAU-LONDON	77099	15
LE-CHATELET-EN-BRIE	77100	38
CHATENAY-SUR-SEINE	77101	5
CHATRES	77104	1
CHAUFFRY	77106	3
CHAUMES-EN-BRIE	77107	32
CHELLES	77108	1 176
CHENOISE	77109	6
CHENOU	77110	1
CHESSEY	77111	32
CHEVRU	77113	8
CHEVRY-COSSIGNY	77114	3
CHEVRY-EN-SEREINE	77115	1
CHOISY-EN-BRIE	77116	4
CITRY	77117	1
CLAYE-SOUILLY	77118	94
CLOS-FONTAINE	77119	4
COCHEREL	77120	1
COLLEGIEN	77121	81
COMBS-LA-VILLE	77122	449
COMPANS	77123	6
CONCHES-SUR-GONDOIRE	77124	11
CONDE-SAINTE-LIBIAIRE	77125	3
CONGIS-SUR-THEROUANNE	77126	16
COUBERT	77127	21
COUILLY-PONT-AUX-DAMES	77128	13
COULOMBS-EN-VALOIS	77129	1
COULOMMES	77130	1
COULOMMIERS	77131	252
COUPVRAY	77132	28
COURTACON	77137	1
COURTOMER	77138	3
COURTRY	77139	59
COUTEVROULT	77141	3
CRECY-LA-CHAPELLE	77142	42
CREGY-LES-MEAUX	77143	25
CREVECOEUR-EN-BRIE	77144	5
CRISENOY	77145	4
CROISSY-BEAUBOURG	77146	18
LA-CROIX-EN-BRIE	77147	4
CROUY-SUR-OURCQ	77148	6
CUISY	77150	1
DAGNY	77151	1
DAMMARIE-LES-LYS	77152	479
DAMMARTIN-EN-GOELE	77153	99
DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX	77154	4
DAMP MART	77155	1
DARVAULT	77156	1
DONNEMARIE-DONTILLY	77159	23
DORMELLES	77161	4
DOUE	77162	3
DOUY-LA-RAMEE	77163	1
LES-ECRENNES	77165	4
ECUELLES	77166	13
EGLIGNY	77167	1
EGREVILLE	77168	5
EMERAINVILLE	77169	128
ESBLY	77171	76
ESMANS	77172	3
ETREPILLY	77173	4
EVERLY	77174	4
EVRY-GREGY-SUR-YERRE	77175	11
FAREMOUTIERS	77176	15

Seine-et-Marne (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
FAVIERES	77177	8
FAY-LES-NEMOURS	77178	3
FEROLLES-ATTILLY	77180	13
FERRIERES-EN-BRIE	77181	15
LA-FERTE-GAUCHER	77182	46
LA-FERTE-SOUS-JOUARRE	77183	142
FLAGY	77184	1
FLEURY-EN-BIERE	77185	3
FONTAINEBLEAU	77186	183
FONTAINE-LE-PORT	77188	5
FONTENAILLES	77191	4
FONTENAY-TRESIGNY	77192	73
FORFRY	77193	3
FOUJU	77195	3
FRESNES-SUR-MARNE	77196	4
FRETOY	77197	1
FUBLAINES	77199	5
GASTINS	77201	3
LA-GENEVRAIE	77202	3
GERMIGNY-L'EVEQUE	77203	5
GESVRES-LE-CHAPITRE	77205	1
GOUAIX	77208	4
GOVERNES	77209	4
LA-GRANDE-PAROISSE	77210	11
GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS	77211	4
GRESSY	77214	3
GRETZ-ARMAINVILLIERS	77215	138
GREZ-SUR-LOING	77216	3
GRISY-SUISNES	77217	10
GRISY-SUR-SEINE	77218	3
GUERARD	77219	5
GUERCHEVILLE	77220	1
GUERMANTES	77221	5
GUIGNES	77222	30
GURCY-LE-CHATEL	77223	3
HAUTEFEUILLE	77224	10
HERICY	77226	8
HERME	77227	1
LA-HOUSAIE-EN-BRIE	77229	11
ISLES-LES-MELDEUSES	77231	8
ISLES-LES-VILLENAY	77232	1
IVERNY	77233	5
JAIGNES	77235	3
JOSSIGNY	77237	4
JOUARRE	77238	25
JOUY-LE-CHATEL	77239	5
JOUY-SUR-MORIN	77240	16
JUILLY	77241	10
JUTIGNY	77242	1
LAGNY-SUR-MARNE	77243	413
LARCHANT	77244	1
LECHELLE	77246	3
LESIGNY	77249	66
LIEUSAIN	77251	177
LIVERDY-EN-BRIE	77254	5
LIVRY-SUR-SEINE	77255	11
LIZY-SUR-OURCQ	77257	59
LOGNES	77258	407
LONGPERRIER	77259	53
LONGUEVILLE	77260	8
LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX	77261	1
LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX	77264	1
LUZANCY	77265	8

Seine-et-Marne (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
MACHAULT	77266	6
LA-MADELEINE-SUR-LOING	77267	1
MAGNY-LE-HONGRE	77268	62
MAINCY	77269	13
MAISONCELLES-EN-BRIE	77270	1
MAISON-ROUGE	77272	4
MAREUIL-LES-MEAUX	77276	10
MARLES-EN-BRIE	77277	4
MAROLLES-EN-BRIE	77278	3
MAROLLES-SUR-SEINE	77279	3
MARY-SUR-MARNE	77280	6
MAUREGARD	77282	3
MAY-EN-MULTIEN	77283	6
MEAUX	77284	1 354
LE-MEE-SUR-SEINE	77285	453
MEIGNEUX	77286	1
MELUN	77288	1 100
LE-MESNIL-AMELOT	77291	5
MESSY	77292	6
MITRY-MORY	77294	560
MOISENAY	77295	1
MOISSY-CRAMAYEL	77296	656
MONS-EN-MONTOIS	77298	1
MONTCEAUX-LES-MEAUX	77300	4
MONTCEAUX-LES-PROVINS	77301	3
MONTCOURT-FROMONVILLE	77302	6
MONTEREAU-FAULT-YONNE	77305	217
MONTEVRAIN	77307	49
MONTGE-EN-GOELE	77308	5
MONTHYON	77309	3
MONTIGNY-LENCOUPE	77311	3
MONTIGNY-SUR-LOING	77312	1
MONTRY	77315	27
MORET-SUR-LOING	77316	30
MORMANT	77317	61
MORTCERF	77318	5
MORTERY	77319	1
MOUROUX	77320	30
MOUSSEAUX-LES-BRAY	77321	4
MOUSSY-LE-NEUF	77322	18
MOUSSY-LE-VIEUX	77323	3
NANDY	77326	114
NANGIS	77327	121
NANTEAU-SUR-LUNAIN	77329	1
NANTEUIL-LES-MEAUX	77330	40
NANTEUIL-SUR-MARNE	77331	6
NEMOURS	77333	203
CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	77335	10
NEUFMOUTIERS-EN-BRIE	77336	4
NOISIEL	77337	485
NOISY-RUDIGNON	77338	4
NOISY-SUR-ECOLE	77339	4
OBSONVILLE	77342	3
OISSERY	77344	16
ORLY-SUR-MORIN	77345	3
LES-ORMES-SUR-VOULZIE	77347	1
ORMESSON	77348	3
OTHIS	77349	109
OZOIR-LA-FERRIERE	77350	296
OZOUER-LE-VOULGIS	77352	9
PALEY	77353	1
PAMFOU	77354	8
PECY	77357	4

Seine-et-Marne (suite)			Seine-et-Marne (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs	Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
PENCHARD	77358	3	SAMOIS-SUR-SEINE	77441	10
PERTHES	77359	6	SAMOREAU	77442	10
PEZARCHES	77360	3	SANCY	77443	1
PIERRE-LEVEE	77361	3	SAVIGNY-LE-TEMPLE	77445	501
LE-PIN	77363	6	SAVINS	77446	1
LE-PLESSIS-AUX-BOIS	77364	1	SEINE-PORT	77447	10
LE-PLESSIS-PLACY	77367	1	SERRIS	77449	85
POIGNY	77368	1	SERVON	77450	11
POINCY	77369	1	SIGNY-SIGNETS	77451	1
POMMEUSE	77371	13	SIVRY-COURTRY	77453	3
POMPONNE	77372	72	SOIGNOLLES-EN-BRIE	77455	15
PONTAULT-COMBAULT	77373	732	SOISY-BOUY	77456	1
PONTCARRE	77374	30	SOLERS	77457	4
PRECY-SUR-MARNE	77376	1	SOUPPES-SUR-LOING	77458	19
PRESLES-EN-BRIE	77377	14	SOURDUN	77459	4
PRINGY	77378	27	THIEUX	77462	15
PROVINS	77379	261	THOMERY	77463	9
PUISIEUX	77380	1	THORIGNY-SUR-MARNE	77464	154
QUINCY-VOISINS	77382	37	TIGEAX	77466	3
RAMPILLON	77383	3	LA-TOMBE	77467	3
REAU	77384	4	TORCY	77468	723
REBAIS	77385	1	TOUQUIN	77469	4
RECLOSES	77386	1	TOURNAN-EN-BRIE	77470	125
REUIL-EN-BRIE	77388	4	TRILPORT	77475	30
LA-ROCHETTE	77389	32	URY	77477	3
ROISSY-EN-BRIE	77390	564	USSY-SUR-MARNE	77478	6
ROUILLY	77391	3	VAIRES-SUR-MARNE	77479	179
ROUVRES	77392	3	VALENCE-EN-BRIE	77480	20
ROZAY-EN-BRIE	77393	16	VARENNES-SUR-SEINE	77482	19
RUBELLES	77394	10	VARREDDES	77483	11
SAACY-SUR-MARNE	77397	1	LE-VAUDOUE	77485	1
SABLONNIERES	77398	5	VAUDOY-EN-BRIE	77486	4
SAINT-AUGUSTIN	77400	5	VAUX-LE-PENIL	77487	182
SAINTE-AULDE	77401	1	VENDREST	77490	4
SAINT-BRICE	77403	3	VENEUX-LES-SABLONS	77491	28
SAINTE-COLOMBE	77404	8	VERDELOT	77492	5
SAINT-CYR-SUR-MORIN	77405	3	VERNEUIL-L'ETANG	77493	61
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY	77407	135	VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE	77494	20
SAINT-GERMAIN-LAVAL	77409	11	VERT-SAINT-DENIS	77495	182
SAINT-GERMAIN-LAXIS	77410	1	VILLEMARECHAL	77504	1
SAINT-GERMAIN-SUR-MORIN	77413	20	VILLEMAREUIL	77505	1
SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX	77415	4	VILLEMER	77506	1
SAINT-JUST-EN-BRIE	77416	1	VILLENEUVE-LE-COMTE	77508	10
SAINT-LOUP-DE-NAUD	77418	3	VILLENEUVE-SAINT-DENIS	77510	3
SAINT-MAMMES	77419	21	VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN	77511	6
SAINT-MARD	77420	38	VILLENOSY	77513	46
SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS	77421	1	VILLEPARISIS	77514	420
SAINT-MARTIN-DU-BOSCHET	77424	1	VILLEROY	77515	1
SAINT-MERY	77426	1	VILLE-SAINT-JACQUES	77516	3
SAINT-MESMES	77427	4	VILLEVAUDE	77517	6
SAINT-OUEN-EN-BRIE	77428	5	VILLIERS-SAINT-GEORGES	77519	3
SAINT-OUEN-SUR-MORIN	77429	1	VILLIERS-SOUS-GREZ	77520	1
SAINT-PATHUS	77430	21	VILLIERS-SUR-MORIN	77521	10
SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS	77431	3	VINANTES	77525	4
SAINT-REMY-LA-VANNE	77432	5	VOINSLES	77527	1
SAINTS	77433	4	VOISENON	77528	3
SAINT-SIMEON	77436	1	VOULANGIS	77529	1
SAINT-SOUPPLETS	77437	48	VOULX	77531	1
SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES	77438	100	VULAINES-SUR-SEINE	77533	5
SAMMERON	77440	3	YEBLES	77534	1
Total des demandes dans les communes de Seine-et-Marne			18 790		
Total des demandes hors Seine-et-Marne (Île-de-France)			2 220		
Total des demandes hors Seine-et-Marne (province)			755		
Total Seine-et-Marne			21 765		

Yvelines			Yvelines (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs	Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
ABLIS	78003	56	LES-ESSARTS-LE-ROI	78220	105
ACHERES	78005	680	L'ETANG-LA-VILLE	78224	26
ADAINVILLE	78006	2	EVEQUEMONT	78227	1
AIGREMONT	78007	5	LA-FALAISE	78230	2
LES-ALLUETS-LE-ROI	78010	5	FEUCHEROLLES	78233	6
ANDELU	78013	3	FLINS-SUR-SEINE	78238	16
ANDRESY	78015	133	FOLLAINVILLE-DENNEMONT	78239	17
ARNOUVILLE-LES-MANTES	78020	3	FONTENAY-LE-FLEURY	78242	359
AUBERGENVILLE	78029	260	FONTENAY-SAINT-PERE	78246	1
AUFFARGIS	78030	11	FOURQUEUX	78251	27
AULNAY-SUR-MAULDRE	78033	6	FRENEUSE	78255	39
AUTEUIL	78034	5	GAILLON-SUR-MONTCIENT	78261	3
BAILLY	78043	21	GALLUIS	78262	5
BAZAINVILLE	78048	5	GAMBAIS	78263	8
BAZEMONT	78049	2	GARANCIERES	78265	8
BENNECOURT	78057	16	GARGENVILLE	78267	68
BEYNES	78062	52	GAZERAN	78269	8
BLARU	78068	1	GOMMECOURT	78276	7
BOINVILLE-EN-MANTOIS	78070	1	GOUPILLIERES	78278	2
BOINVILLE-LE-GAILLARD	78071	3	GOUSSONVILLE	78281	2
BOINVILLIERS	78072	1	GRESSEY	78285	1
BOIS-D'ARCY	78073	177	GROSROUVRE	78289	3
BOISSETS	78076	1	GUERNES	78290	1
LA-BOISSIERE-ECOLE	78077	9	GUERVILLE	78291	12
BOISSY-MAUVOISIN	78082	5	GUITRANCOURT	78296	1
BOISSY-SANS-AVOIR	78084	3	GUYANCOURT	78297	941
BONNELLES	78087	12	HARDRICOURT	78299	14
BONNIERES-SUR-SEINE	78089	45	LA-HAUTEVILLE	78302	1
BOUAFLE	78090	10	HERBEVILLE	78305	1
BOUGIVAL	78092	111	HERMERAY	78307	1
BREVAL	78107	2	HOUDAN	78310	46
LES-BREVIAIRES	78108	6	HOUILLES	78311	549
BRUEIL-EN-VEXIN	78113	1	ISSOU	78314	37
BUC	78117	45	JAMBVILLE	78317	1
BUCHELAY	78118	33	JEUFOSSE	78320	2
BULLION	78120	9	JOUARS-PONTCHARTRAIN	78321	33
CARRIERES-SOUS-POISSY	78123	310	JOUY-EN-JOSAS	78322	58
CARRIERES-SUR-SEINE	78124	238	JOUY-MAUVOISIN	78324	1
LA-CELLE-LES-BORDES	78125	3	JUZIERS	78327	33
LA-CELLE-SAINT-CLOUD	78126	181	LAINVILLE-EN-VEXIN	78329	1
CERNAY-LA-VILLE	78128	5	LEVIS-SAINT-NOM	78334	5
CHAMBOURCY	78133	72	LIMAY	78335	622
CHANTELOUP-LES-VIGNES	78138	192	LIMETZ-VILLEZ	78337	9
CHAPET	78140	2	LES-LOGES-EN-JOSAS	78343	6
CHATEAUFORT	78143	7	LONGNES	78346	1
CHATOU	78146	412	LONGVILLIERS	78349	1
LE-CHESNAY	78158	341	LOUVECIENNES	78350	165
CHEVREUSE	78160	64	MAGNANVILLE	78354	77
CHOISEL	78162	3	MAGNY-LES-HAMEAUX	78356	169
CIVRY-LA-FORET	78163	2	MAISONS-LAFFITTE	78358	323
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES	78164	3	MANTES-LA-JOLIE	78361	1 897
LES-CLAYES-SOUS-BOIS	78165	385	MANTES-LA-VILLE	78362	495
COIGNIERES	78168	121	MAREIL-MARLY	78367	7
CONDE-SUR-VEGRE	78171	7	MARLY-LE-ROI	78372	299
CONFLANS-SAINT-HONORINE	78172	788	MAULE	78380	42
CRESPIERES	78189	7	MAULETTE	78381	1
CROISSY-SUR-SEINE	78190	128	MAURECOURT	78382	69
DAMMARTIN-EN-SERVE	78192	3	MAUREPAS	78383	321
DAMPIERRE-EN-YVELINES	78193	6	MEDAN	78384	8
DAVRON	78196	1	MERE	78389	8
DROCOURT	78202	4	MERICOURT	78391	2
ECQUEVILLY	78206	60	LE-MESNIL-LE-ROI	78396	68
ELANCOURT	78208	633	LE-MESNIL-SAINT-DENIS	78397	74
EPONE	78217	56	LES-MESNULS	78398	3

Yvelines (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
MEULAN	78401	118
MEZIERES-SUR-SEINE	78402	23
MEZY-SUR-SEINE	78403	9
MONTAINVILLE	78415	1
MONTALET-LE-BOIS	78416	1
MONTCHAUVEY	78417	1
MONTESSON	78418	285
MONTFORT-L'AMAURY	78420	23
MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	78423	607
MORAINVILLIERS	78431	14
MOUSSEAU-SUR-SEINE	78437	3
LES-MUREAUX	78440	1 107
NEAUPHLE-LE-CHATEAU	78442	24
NEAUPHLE-LE-VIEUX	78443	5
NEAUPHLETTE	78444	2
NEZEL	78451	2
NOISY-LE-ROI	78455	69
OINVILLE-SUR-MONTCELT	78460	2
ORCEMONT	78464	10
ORGERUS	78465	7
ORGEVAL	78466	32
ORPHIN	78470	5
ORVILLIERS	78474	5
LE-PECQ	78481	405
PERDREAUVILLE	78484	2
LE-PERRAY-EN-YVELINES	78486	99
PLAISIR	78490	908
POIGNY-LA-FORET	78497	5
POISSY	78498	758
PONTHEVRARD	78499	1
PORCHEVILLE	78501	38
LE-PORT-MARLY	78502	90
PRUNAY-EN-YVELINES	78506	1
LA-QUEUE-LES-YVELINES	78513	15
RAIZEUX	78516	1
RAMBOUILLET	78517	702
RICHEBOURG	78520	6
ROCHFORT-EN-YVELINES	78522	3
ROCQUENCOURT	78524	38
ROLLEBOISE	78528	8
ROSNY-SUR-SEINE	78531	86
SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES	78537	64

Yvelines (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
SAINT-CYR-L'ECOLE	78545	389
SAINT-GERMAIN-DE-LA-GRANGE	78550	8
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	78551	659
SAINT-HILARION	78557	7
SAINT-LAMBERT	78561	1
SAINT-LEGER-EN-YVELINES	78562	10
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE	78567	2
SAINT-MESME	78569	3
SAINT-NOM-LA-BRETECHE	78571	12
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE	78575	35
SARTROUVILLE	78586	1 053
SAULX-MARCAIS	78588	3
SENLISSE	78590	1
SEPTEUIL	78591	6
SOINDRES	78597	2
SONCHAMP	78601	7
TACOGNIERES	78605	6
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE	78609	3
THIVERVAL-GRIGNON	78615	5
THOIRY	78616	3
TOUSSUS-LE-NOBLE	78620	5
TRAPPES	78621	1 025
LE-TREMBLAY-SUR-MAULDRE	78623	1
TRIEL-SUR-SEINE	78624	126
VAUX-SUR-SEINE	78638	39
VELIZY-VILLACOUBLAY	78640	123
VERNEUIL-SUR-SEINE	78642	245
VERNOUILLET	78643	137
LA-VERRIERE	78644	201
VERSAILLES	78646	1 440
LE-VESINET	78650	166
VICQ	78653	1
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES	78655	3
LA-VILLENEUVE-EN-CHEVRIE	78668	2
VILLENNES-SUR-SEINE	78672	38
VILLEPREUX	78674	113
VILLETTE	78677	1
VILLIERS-LE-MAHIEU	78681	1
VILLIERS-SAINT-FREDERIC	78683	12
VIROFLAY	78686	149
VOISINS-LE-BRETONNEUX	78688	126

Total des demandes dans les communes des Yvelines	24 655
Total des demandes hors Yvelines (Île-de-France)	1335
Total des demandes hors Yvelines (province)	729
Total Yvelines	26 719

Essonne		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
ABBEVILLE-LA-RIVIERE	91001	1
ANGERVILLE	91016	32
ANGERVILLIERS	91017	9
ARPAJON	91021	260
ARRANCOURT	91022	2
ATHIS-MONS	91027	948
AUTHON-LA-PLAINE	91035	2
AUVERNAUX	91037	4
AUVERS-SAINT-GEORGES	91038	4
AVRAINVILLE	91041	2
BALLAINVILLIERS	91044	37
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	91045	143
BAULNE	91047	12
BIEVRES	91064	33
BOIGNEVILLE	91069	1
BOISSY-LA-RIVIERE	91079	1
BOISSY-LE-CUTTE	91080	5
BOISSY-LE-SEC	91081	2
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	91085	55
BONDOUFLE	91086	134
BOULLAY-LES-TROUX	91093	1
BOURAY-SUR-JUINE	91095	9
BOUSSY-SAINT-ANTOINE	91097	64
BOUTERVILLIERS	91098	1
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE	91099	19
BRETIGNY-SUR-ORGE	91103	445
BREUILLET	91105	111
BREUX-JOUY	91106	6
BRIERES-LES-SCELLES	91109	7
BRIIS-SOUS-FORGES	91111	9
BRUNOY	91114	320
BRUYERES-LE-CHATEL	91115	36
BURES-SUR-YVETTE	91122	87
CERNY	91129	12
CHALO-SAINT-MARS	91130	2
CHALOU-MOULINEUX	91131	1
CHAMARANDE	91132	5
CHAMPCUEIL	91135	29
CHAMPLAN	91136	22
CHAMPMOTTEUX	91137	1
CHATIGNONVILLE	91145	1
CHAUFFOUR-LES-ETRECHY	91148	1
CHEPTAINVILLE	91156	15
CHEVANNES	91159	23
CHILLY-MAZARIN	91161	426
CORBEIL-ESSONNES	91174	1 154
CORBREUSE	91175	23
LE-COUDRAY-MONTCEAUX	91179	58
COURCOURONNES	91182	271
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE	91184	2
CROSNE	91191	97
DANNEMOIS	91195	2
D'HUISON-LONGUEVILLE	91198	5
DOURDAN	91200	270
DRAVEIL	91201	417
ECHARCON	91204	8
EGLY	91207	113
EPINAY-SOUS-SENART	91215	227
EPINAY-SUR-ORGE	91216	133
ETAMPES	91223	634
ETIOLLES	91225	15
ETRECHY	91226	43
EVRY	91228	1 456

Essonne (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
LA-FERTE-ALAIS	91232	35
FLEURY-MEROGIS	91235	181
FONTENAY-LES-BRIIS	91243	13
FONTENAY-LE-VICOMTE	91244	19
LA-FORET-LE-ROI	91247	4
LA-FORET-SAINTE-CROIX	91248	1
FORGES-LES-BAINS	91249	20
GIF-SUR-YVETTE	91272	256
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE	91273	5
GOMETZ-LA-VILLE	91274	18
GOMETZ-LE-CHATEL	91275	13
LES-GRANGES-LE-ROI	91284	7
GRIGNY	91286	1 215
GUIBEVILLE	91292	7
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE	91293	7
GUILLERVAL	91294	4
IGNY	91312	151
ITTEVILLE	91315	55
JANVILLE-SUR-JUINE	91318	13
JANVRY	91319	5
JUVISY-SUR-ORGE	91326	612
LARDY	91330	57
LEUDEVILLE	91332	9
LEUVILLE-SUR-ORGE	91333	43
LIMOURS	91338	103
LINAS	91339	64
LISSES	91340	194
LONGJUMEAU	91345	496
LONGPONT-SUR-ORGE	91347	40
MAISSE	91359	7
MARCOUSSIS	91363	81
MAROLLES-EN-BEAUCE	91374	1
MAROLLES-EN-HUREPOIX	91376	70
MASSY	91377	1 357
MENNECY	91386	147
MEREVILLE	91390	16
MEROBERT	91393	4
MILLY-LA-FORET	91405	18
LES-MOLIERES	91411	8
MONDEVILLE	91412	2
MONNERVILLE	91414	2
MONTGERON	91421	393
MONTLHERY	91425	113
MORANGIS	91432	184
MORIGNY-CHAMPIGNY	91433	8
MORSANG-SUR-ORGE	91434	430
MORSANG-SUR-SEINE	91435	2
NAINVILLE-LES-ROCHES	91441	2
LA-NORVILLE	91457	47
NOZAY	91458	60
OLLAINVILLE	91461	40
ONCY-SUR-ECOLE	91463	4
ORMOY	91468	19
ORMOY-LA-RIVIERE	91469	5
ORSAY	91471	145
PALaiseau	91477	394
PARAY-VIEILLE-POSTE	91479	118
PECQUEUSE	91482	2
LE-PLESSIS-PATE	91494	27
PRUNAY-SUR-ESSONNE	91507	1
PUISELET-LE-MARAIS	91508	1
PUSSAY	91511	16
QUINCY-SOUS-SENART	91514	109

Essonne (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
RICHARVILLE	91519	2
RIS-ORANGIS	91521	555
ROINVILLE	91525	1
SACLAS	91533	21
SACLAY	91534	27
SAINT-AUBIN	91538	1
SAINT-CHERON	91540	51
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	91546	7
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	91549	778
SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON	91552	204
SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL	91553	42
SAINT-HILAIRE	91556	1
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	91568	6
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	91570	431
SAINT-PIERRE-DU-PERRAY	91573	99
SAINT-PIERRE-SUR-SEINE	91577	53
SAINT-VRAIN	91579	6
SAINT-YON	91581	4
SAULX-LES-CHARTREUX	91587	75
SAVIGNY-SUR-ORGE	91589	553
SERMAISE	91593	6
SOISY-SUR-ECOLE	91599	2
SOISY-SUR-SEINE	91600	79
SOUZY-LA-BRICHE	91602	21
TIGERY	91617	32

Essonne (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
VALPUISEAUX	91629	1
LE-VAL-SAINT-GERMAIN	91630	4
VARENNES-JARCY	91631	27
VAUGRIGNEUSE	91634	1
VAUHALLAN	91635	12
VAYRES-SUR-ESSONNE	91639	7
VERRIERES-LE-BUISSON	91645	299
VERT-LE-GRAND	91648	42
VERT-LE-PETIT	91649	29
VIDELLES	91654	2
VIGNEUX-SUR-SEINE	91657	525
VILLABE	91659	39
VILLEBON-SUR-YVETTE	91661	127
VILLECONIN	91662	1
LA-VILLE-DU-BOIS	91665	88
VILLEJUST	91666	9
VILLEMOISSON-SUR-ORGE	91667	69
VILLENEUVE-SUR-AUVERS	91671	1
VILLIERS-LE-BACLE	91679	13
VILLIERS-SUR-ORGE	91685	77
VIRY-CHATILLON	91687	607
WISSOUS	91689	36
YERRES	91691	360
LES-ULIS	91692	856

Total des demandes dans les communes de l'Essonne	22 043
Total des demandes hors Essonne (Île-de-France)	2
Total des demandes hors Essonne (province)	2497
Total Essonne	24 542

Val d'Oise		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
ABLEIGES	95002	6
AINCOURT	95008	2
AMBLEVILLE	95011	1
AMENUCOURT	95012	1
ANDILLY	95014	35
ARGENTEUIL	95018	4 260
ARNOUVILLE-LES-GONESSE	95019	204
ARRONVILLE	95023	6
ARTHIES	95024	1
ASNIERES-SUR-OISE	95026	14
ATTAINVILLE	95028	13
AUVERS-SUR-OISE	95039	88
AVERNES	95040	2
BAILLET-EN-FRANCE	95042	6
BANTHELU	95046	2
BEAUCHAMP	95051	196
BEAUMONT-SUR-OISE	95052	311
BELLEFONTAINE	95055	5
BELLOY-EN-FRANCE	95056	14
BERNES-SUR-OISE	95058	72
BERVILLE	95059	2
BESSANCOURT	95060	122
BETHEMONT-LA-FORET	95061	2
BEZONS	95063	870
BOISEMONT	95074	4
BOISSY-L'AILLERIE	95078	13
BONNEUIL-EN-FRANCE	95088	5
BOUFFEMONT	95091	115
BOUQUEVAL	95094	5
BRAY-ET-LU	95101	2
BRIGNANCOURT	95110	1
BRUYERES-SUR-OISE	95116	76
BUHY	95119	1
BUTRY-SUR-OISE	95120	29
CERGY	95127	2 153
CHAMPAGNE-SUR-OISE	95134	79
LA-CHAPELLE-EN-VEXIN	95139	4
CHARS	95142	32
CHAUMONTEL	95149	22
CHAUSSY	95150	2
CHAUVRY	95151	1
CHENNEVIERES-LES-LOUVRES	95154	1
CLERY-EN-VEXIN	95166	2
COMMENY	95169	2
CONDECOURT	95170	1
CORMEILLES-EN-PARISIS	95176	302
CORMEILLES-EN-VEXIN	95177	2
COURCELLES-SUR-VIOSNE	95181	4
COURDIMANCHE	95183	104
DEUIL-LA-BARRE	95197	429
DOMONT	95199	230
EAUBONNE	95203	356
ECOUEEN	95205	128
ENGHIEN-LES-BAINS	95210	373
ENNERY	95211	11
EPIAIS-LES-LOUVRES	95212	1
EPIAIS-RHUS	95213	1
ERAGNY	95218	387
ERMONT	95219	722
EZANVILLE	95229	132
FONTENAY-EN-PARISIS	95241	24
FOSSSES	95250	184
FRANCONVILLE	95252	511
FREMAINVILLE	95253	1

Val d'Oise (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
FREPILLON	95256	13
LA-FRETTE-SUR-SEINE	95257	34
GARGES-LES-GONESSE	95268	1 236
GENAINVILLE	95270	10
GENICOURT	95271	4
GONESSE	95277	936
GOUSSAINVILLE	95280	667
GRISY-LES-PLATRES	95287	8
GROSLAY	95288	158
GUIRY-EN-VEXIN	95295	1
HEDOUVILLE	95304	1
HERBLAY	95306	473
HEROUVILLE	95308	6
HODENT	95309	2
L'ISLE-ADAM	95313	224
JOUY-LE-MOUTIER	95323	343
LABBEVILLE	95328	7
LASSY	95331	1
LONGUESSE	95348	2
LOUVRES	95351	242
LUZARCHES	95352	84
MAFFLIERS	95353	4
MAGNY-EN-VEXIN	95355	179
MAREIL-EN-FRANCE	95365	4
MARGENCY	95369	24
MARINES	95370	29
MARLY-LA-VILLE	95371	95
MAUDETOUT-EN-VEXIN	95379	1
MENUCOURT	95388	80
MERIEL	95392	60
MERY-SUR-OISE	95394	150
LE-MESNIL-AUBRY	95395	5
MOISELLES	95409	10
MONTGEROULT	95422	4
MONTIGNY-LES-CORMEILLES	95424	668
MONTLIGNON	95426	16
MONTMAGNY	95427	242
MONTMORENCY	95428	385
MONTSOULT	95430	23
MOURS	95436	8
NERVILLE-LA-FORET	95445	5
NESLES-LA-VALLEE	95446	12
NEUILLY-EN-VEXIN	95447	1
NEUVILLE-SUR-OISE	95450	12
NOINTEL	95452	2
NOISY-SUR-OISE	95456	7
NUCOURT	95459	11
OMERVILLE	95462	2
OSNY	95476	343
PARMAIN	95480	73
LE-PERCHAY	95483	5
PERSAN	95487	308
PIERRELAYE	95488	264
PISCOP	95489	8
LE-PLESSIS-BOUCHARD	95491	102
PONTOISE	95500	911
PRESLES	95504	10
PUISEUX-EN-FRANCE	95509	29
PUISEUX-PONTOISE	95510	10
LA-ROCHE-GUYON	95523	1
ROISSY-EN-FRANCE	95527	95
RONQUEROLLES	95529	6
SAGY	95535	5
SAINT-BRICE-SOUS-FORET	95539	251

Val d'Oise (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE	95541	14
SAINT-CYR-EN-ARTHIES	95543	2
SAINT-GERVAIS	95554	7
SAINT-GRATIEN	95555	516
SAINT-LEU-LA-FORET	95563	132
SAINT-MARTIN-DU-TERTRE	95566	42
SAINT-OUEN-L'AUMONE	95572	678
SAINT-PRIX	95574	82
SAINT-WITZ	95580	8
SANNOIS	95582	486
SANTEUIL	95584	5
SARCELLES	95585	2 249
SERAINCOURT	95592	7
SEUGY	95594	12
SOISY-SOUS-MONTMORENCY	95598	234
SURVILLIERS	95604	60
TAVERNY	95607	535

Val d'Oise (suite)		
Nom de la commune	code INSEE	Nombre de demandeurs
THEMERICOURT	95610	1
LE-THILLAY	95612	48
US	95625	2
VALLANGOUJARD	95627	6
VALMONDOIS	95628	14
VAUDHERLAND	95633	1
VAUREAL	95637	350
VEMARS	95641	40
VETHEUIL	95651	5
VIARMES	95652	61
VIGNY	95658	6
VILLAINES-SOUS-BOIS	95660	2
VILLERON	95675	5
VILLIERS-ADAM	95678	5
VILLIERS-LE-BEL	95680	842
VILLIERS-LE-SEC	95682	2

Total des demandes dans les communes du Val-d'Oise	28 065
Total des demandes hors Val-d'Oise (Île-de-France)	1859
Total des demandes hors Val-d'Oise (province)	927
Total Val-d'Oise	30 852

Total des demandes dans les communes d'Île-de-France	328 132
Total des demandes hors Île-de-France	10325
Total Île-de-France	338 457